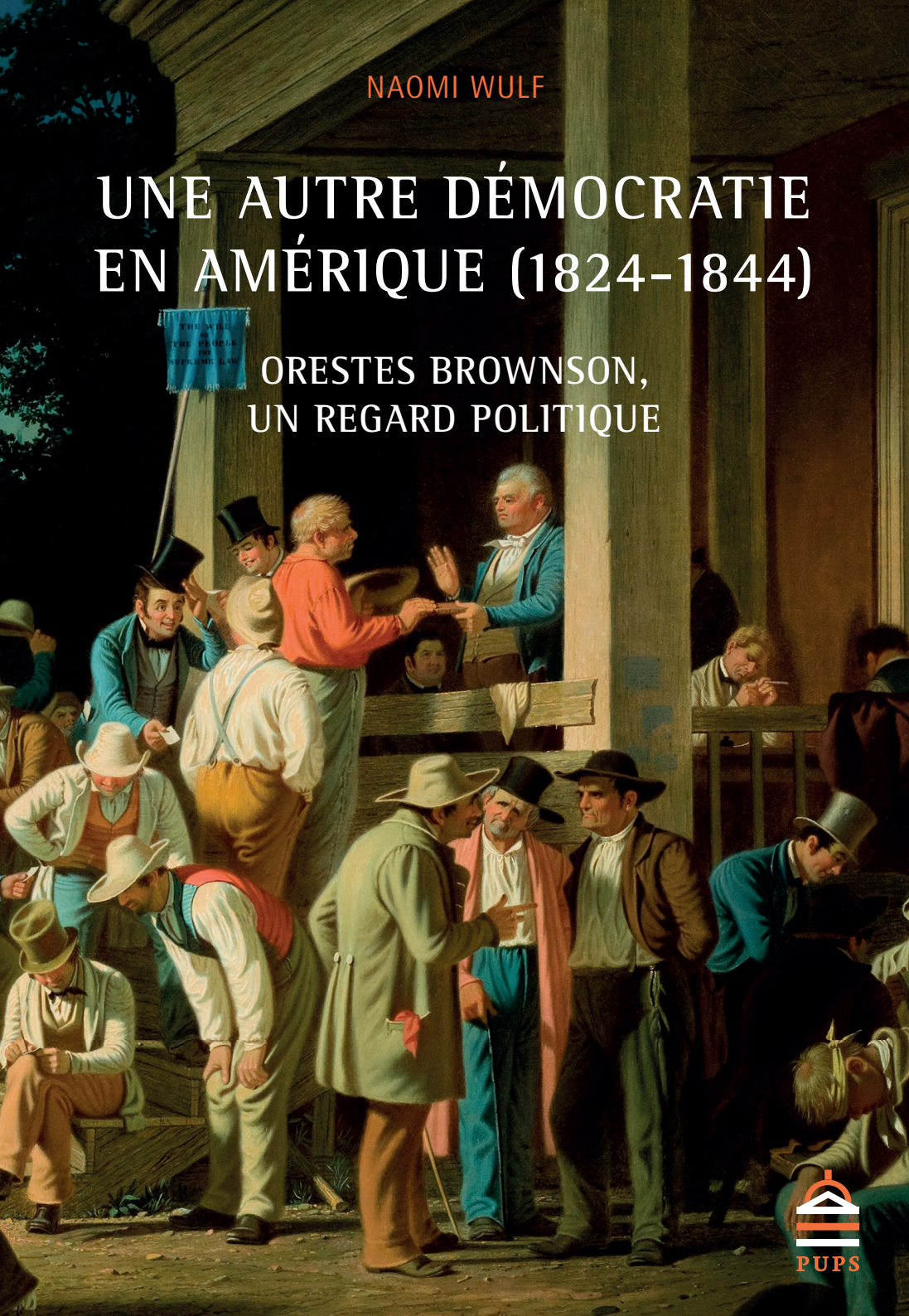
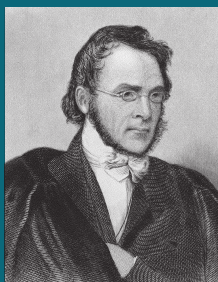


NAOMI WULF

UNE AUTRE DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE (1824-1844)

ORESTES BROWNSON,
UN REGARD POLITIQUE





Le pasteur et écrivain réformateur Orestes Brownson, n'a eu de cesse, pendant une grande partie de sa carrière, de dénoncer les graves insuffisances de la société états-unienne de son temps et de réfléchir aux moyens de la conduire vers une « démocratie véritable ». Sa démarche le distingue de son contemporain français Alexis de Tocqueville, qui a décrit la « démocratie en Amérique » comme un modèle qui porte en lui-même les remèdes à ses maux.

Naomi Wulf retrace dans ce livre les débats d'idées qui ont eu lieu aux États-Unis dans les années 1820 à 1840, celles de la « démocratie jacksonienne », sur le sens à donner au mot *démocratie*. Elle met en lumière les désaccords, les incohérences et les paradoxes qui sont apparus à l'origine de la République américaine. En effet, l'époque pendant laquelle les partisans du président Andrew Jackson exercent une politique dite « démocratique » est celle d'une société en pleine mutation qui s'éloigne de la norme agrarienne pour entamer la révolution du marché et faire ainsi ses premiers pas vers le règne de l'industrie. Brownson et ses amis réformateurs dénoncent ce régime inégalitaire dans lequel l'État n'intervient qu'en faveur des plus riches et se désintéresse du bien-être et de l'éducation des pauvres.

Le lecteur trouvera des rapprochements étonnants entre les deux extrémités de l'histoire de la démocratie moderne : depuis ses débuts mouvementés et contradictoires pendant l'ère du *common man* sous le président Jackson, jusqu'à ce qui peut paraître, de nos jours, une démocratie à bout de souffle, ouverte aux séductions du populisme. L'idéal dont avait rêvé la Jeune République naissante semble s'être dévoyé jusqu'à prendre un tour funeste ; cependant, Orestes Brownson, bien que désabusé par les échecs politiques du peuple, reste un modèle pour ceux qui continuent à penser que si le peuple le veut, oui, il peut rendre ses droits à une vraie démocratie.

*Édité par Élise Marienstras et Nathalie Caron,
avec la collaboration de Sophie Wahnich.*

Spécialiste d'histoire et de civilisation américaines des XVIII^e et XIX^e siècles, Naomi Wulf (1964-2012) était professeure à l'université Sorbonne Nouvelle.

Première de couverture : George Caleb Bingham, *The County Election* (détail), huile sur toile, 1852, Saint Louis Art Museum (Missouri) © Bridgeman Images

Ci-dessus : Orestes Augustus Brownson (1803-1876), gravure © Bridgeman Images

ISBN :

979-10-231-3587-9

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

UNE AUTRE DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE



mondes anglophones

Collection « Mondes anglophones »
série Americana
dirigée par Marc Amfreville

La Quête et l'Inquiétude.
La naissance du roman américain (1789-1819)
Juliette Dorotte

De la diversité en Amérique
Olivier Richomme

Poor White Trash.
La pauvreté odieuse du Blanc américain
Sylvie Laurent

série Americana/AFEA

Nuits américaines.
L'art du nocturne aux États-Unis, 1890-1917
Hélène Valance

Eugene O'Neill, le génie illégitime de Broadway
Gwenola Le Bastard

La Relation et l'Absolu.
Lecture de la poésie de T.S. Eliot
Amélie Ducroux

Les Indiens dans le Western américain
Mathieu Lacoue-Labarthe

La Nouvelle-Angleterre : politique d'une écriture.
Récits, genre, lieu
Cécile Roudeau

NAOMI WULF

Une autre démocratie
en Amérique (1824-1844).
Orestes Brownson,
un regard politique

*Édité par Élise Marienstras et Nathalie Caron,
avec la collaboration de Sophie Wahnich*



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne,
de l'équipe CREW de l'université Sorbonne Nouvelle,
du Réseau par le développement européen de l'histoire
de la jeune Amérique (REDEHJA) et du Centre de recherche
sur l'histoire des États-Unis (CRHEU)

Les SUP sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0559-9
© Sorbonne Université Presses, 2023

Réalisation : Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
Maquette : Compo Méca Publishing (64990 Mouguerre)

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris
Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

Pour Julia, pour Frances

Note éditoriale. Sauf mention contraire, les traductions sont de Naomi Wulf.

Avant-propos

Tel qu'il paraît, cinq ans après la disparition de Naomi Wulf, ce livre, qui a fait l'objet d'un long travail d'édition, se veut fidèle à la pensée et à la recherche de son auteure. Celle-ci, professeure à l'université Sorbonne Nouvelle, avait conçu, après sa thèse de doctorat portant sur le pasteur et publiciste américain Orestes Brownson, le projet de prolonger la biographie intellectuelle et politique qu'elle avait rédigée par une analyse de la société américaine au temps de ce que l'on appelle la « démocratie jacksonienne »¹. Par le truchement de la figure de Brownson, acteur politique et observateur de son époque, né en 1803 et mort en 1876, il s'agissait pour elle de dévoiler la réalité trop souvent occultée de la société américaine à l'orée de l'instauration d'un régime politique démocratique. Si Brownson ne remettait pas en cause la démocratie représentative, il insistait sur son insuffisance et, même, sur sa dimension falsificatrice qui faisait que n'étaient pas prises en compte, par le dispositif politique, les inégalités socio-économiques et le règne de l'argent.

Au moyen d'une analyse textuelle minutieuse des débats politiques qui eurent lieu entre Brownson et ses amis réformateurs radicaux, Naomi Wulf dévoile les apories que rencontra, dès son avènement, la démocratie moderne, ce régime dont la définition reste instable jusqu'à nos jours. Dès lors que la Jeune République américaine adoptait un suffrage « universel », le fait que ni les femmes, ni les Noirs, ni les Indiens n'étaient citoyens démentait la prétention des gouvernants à instituer une véritable démocratie. Avec l'appui de Henry David Thoreau, de Frances Wright ou encore de Robert Dale Owen

1. Pour cette thèse, Naomi Wulf a reçu le prix de la Chancellerie des universités de Paris en 1995.

et d'autres radicaux, Brownson fut l'un des premiers à établir un lien nécessaire entre le système politique et des structures sociales adéquates. Car la nouveauté du suffrage universel avait, d'une certaine façon, rendu les sympathisants du Parti démocrate aveugles aux inégalités sociales que faisait croître la transition vers une ère industrielle : ce qui comptait pour eux, c'était l'égalité virtuelle produite par le système représentatif.

Naomi Wulf relève, dans les idées qui parcourent les États-Unis de la fin des années 1820 aux années 1840, des questionnements récurrents au cours de l'histoire du monde occidental, tout particulièrement prégnants de nos jours : qu'est-ce qu'une démocratie véritable ? que faire de la notion d'une démocratie directe ? d'une démocratie participative, d'une démocratie distributive ? qui doit détenir la souveraineté ? l'État ou le Peuple ? qu'est-ce que le Peuple après tout ? Face à ces interrogations, historiens et politistes se sont le plus souvent appuyés sur les analyses d'Alexis de Tocqueville. Or, si l'on s'écarte du point de vue de ce dernier, comme l'a fait Naomi Wulf, pour suivre les critiques portées par les réformateurs, dont Brownson fut l'un des plus virulents, on s'aperçoit que le jugement de l'auteur de *La Démocratie en Amérique* fut en partie faussé par sa propre quête de modèle, comme par l'idéologie libérale dans laquelle l'ancrait sa position sociale en France².

Les problèmes relevés par Brownson rejoignent au fil des années les graves questions que nous nous posons aujourd'hui. À l'heure où nous terminons ce livre, celui-ci devient plus à-propos que jamais : la démocratie paraît, en Europe comme aux États-Unis, en crise. Aux États-Unis, entre l'ère jacksonienne, moment de sa naissance, et notre époque, le régime politique états-unien dit *démocratique*, semble avoir dessiné une boucle au terme de laquelle il s'est essoufflé, la société tout entière souffrant des maux qu'avaient déjà condamnés Brownson et les réformateurs. Dans les sociétés occidentales dites *démocratiques*, à l'instar

2. Voir notamment Claire Le Strat et Willy Pelletier, *La Canonisation libérale de Tocqueville*, Paris, Syllepse, 2006 ; Gary Wills, « Did Tocqueville "Get" America? », *The New York Review of Books*, 29 avril 2004.

des États-Unis, entre les deux moments – celui d’une révolution du marché au ^{xix}^e siècle et celui de la mutation économique par la technologie informatique au ^{xx}^e –, les inégalités sociales se sont aggravées et la souveraineté du peuple citoyen s’est affaiblie.

Cet affaiblissement s’est manifesté tout récemment de manière éclatante aux États-Unis : en décembre 2016, le collège électoral, composé de 538 grands électeurs, a élu à la présidence un candidat républicain populiste, Donald Trump, que le vote populaire avait pourtant rejeté un mois auparavant, par une différence de plus de deux millions de suffrages en faveur de sa rivale démocrate, Hillary Clinton³. La dimension démocratique du système électoral américain est l’objet de débats ; néanmoins, on peut avec certitude avancer que les imperfections actuelles du système résultent de l’anachronisme du mode électoral, qui est issu d’une Constitution dont les auteurs se méfiaient du régime démocratique *per se*. Les Pères fondateurs de la nation ont en effet souhaité que « les représentants soient différents des représentés et [situés] plus haut qu’eux dans l’échelle des talents, de la vertu *et de la richesse* » et ont, par conséquent, mis en place « une représentation “par filtrage” » permettant de « maintenir le principe de souveraineté populaire tout en protégeant les intérêts des élites »⁴. La victoire du candidat républicain aux élections de 2016, businessman milliardaire sans expérience politique, trouve ainsi sa source, non seulement dans l’idéologie néo-libérale, mais aussi dans la façon même dont les Fondateurs ont conçu le système représentatif de la nouvelle république à la fin du ^{xviii}^e siècle, et leurs successeurs, le régime démocratique.

Il est frappant de constater à quel point, au cours de l’histoire, les institutions états-uniennes se sont maintenues, et cela, bien qu’elles aient été durement secouées à plusieurs reprises, en particulier lors de la guerre de Sécession. Dans cette démocratie

3. Yascha Mounk, « La démocratie américaine résisterait-elle à Donald Trump? », *Courrier international*, 7 novembre 2016, p. 12-13.

4. Élise Marienstras et Naomi Wulf, *The Federalist Papers. Défense et illustration de la Constitution fédérale des États-Unis*, Paris, PUF, 2010, p. 147 (nous soulignons).

qui s'est longtemps affirmée comme modèle international, le système électoral est un exemple de la persévérance de la structure institutionnelle. Pourtant, on peut dire qu'aujourd'hui, l'ancienneté du mode électoral américain est cela même qui le rigidifie et qui renforce l'obstacle qu'il met, dans la lignée de la volonté des Constituants de 1787, à une vraie démocratie. Certes, l'électorat s'est élargi au cours des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, en s'ouvrant progressivement aux anciens exclus : en 1870, le 15^e amendement élargit le suffrage aux hommes noirs ; en 1920, le 19^e l'étend aux femmes ; en 1924, tous les Indiens américains sont faits citoyens. Mais le fonctionnement du système est resté pour l'essentiel ce qu'il était à l'origine : l'interposition d'un collège de grands électeurs traduit l'esprit de la Constitution par laquelle ses rédacteurs en 1787 s'étaient prémunis contre ce qui serait à leurs yeux le danger d'une élection présidentielle au suffrage direct. Car, alors qu'ils bâtissaient une république, les Pères fondateurs se méfiaient par-dessus tout du régime démocratique. Quant au programme électoral de ce quarante-cinquième président nouvellement élu, il semble avoir été ajusté sur les opinions les plus antidémocratiques de la population dans une version populiste qui, compte tenu du passage de l'histoire, peut être comparé au populisme du président Andrew Jackson. L'électorat auquel ce dernier fit appel – le prétendu « homme du peuple » (*common man*) – préfigurait les traits de l'électeur populaire profondément antidémocrate et des hommes d'argent alliés du nouveau président : le repli sur soi, le racisme, le nationalisme, sans compter la perspective d'un accroissement des inégalités sociales et culturelles, obstacles principaux à une véritable démocratie. Au cours des années 1820-1840, Brownson, parfois perçu comme un « pré-marxiste » américain, dénonça les faux-semblants de la démocratie de son temps car il savait que la démocratie nécessitait l'élaboration d'une autre conception de la souveraineté du peuple comme de l'État. Pour lui qui vécut sous l'ère Jackson, la véritable démocratie n'était pas encore advenue. L'est-elle aujourd'hui sous la présidence de Donald Trump ? La question est à l'arrière-plan du livre présenté ici.

Naomi Wulf, décédée prématurément, n'a pu achever le travail qu'elle avait mûrement documenté et conçu. Nous avons donc pris le relais considérant que ce projet important et novateur, tant par son objet que par son approche méthodologique, devait être mis à la disposition du public. Il frappera le lecteur par sa modernité et éclairera les débats actuels sur la nature et l'évolution de la nation états-unienne. Il sera aussi, pensons-nous, particulièrement utile à ceux qui réfléchissent aujourd'hui sur l'État et le gouvernement, sur les politiques et les finances publiques, sur l'économie et la société, ainsi que sur la circulation des idées. Après s'être défaits de la monarchie et de l'Empire britanniques, la nouvelle nation américaine s'est attelée à la construction de la première démocratie au monde tout en s'appuyant sur le mythe de la « destinée manifeste » qui la vouait au colonialisme et à la suprématie économique et politique. Naomi Wulf met en lumière les contradictions inhérentes à cette démocratie qui, tout en voulant imposer son modèle à l'univers et se détacher de l'Europe, s'est trouvée tiraillée entre ses différentes vocations, entre universalisme et particularisme, entre droits à l'égalité des êtres humains, expansion territoriale et nécessité de l'ordre étatique et social.

Pour réaliser ce livre, nous avons puisé dans les travaux réalisés par l'auteure au fil de plus de vingt années de recherche, afin de redonner jour à ses mots et à sa pensée dont la pertinence est indéniable. Nous avons fait des ajustements et des mises à jour⁵. Nous avons, autant que nous l'avons pu, respecté le style, la façon de faire et l'intention de Naomi Wulf, dont le travail a porté essentiellement sur la nouvelle histoire politique – la religion, très présente dans les textes de Brownson, n'étant pas au centre du travail – et dont l'ambition était de donner vie aux débats d'idées foisonnants des années 1820-1840, et ainsi de fournir une nouvelle interprétation de la Jeune République américaine. Ce livre veut ainsi rendre hommage à l'amie chère et à la grande intellectuelle que fut

5. Depuis le travail effectué par Naomi Wulf, de nombreuses sources ont été numérisées et mises à disposition du public.

Naomi Wulf, l'une des historiennes les plus engagées et les plus perspicaces du débat historiographique. C'est un livre qui œuvre au combat d'aujourd'hui et de demain, ce combat qu'elle mena, elle aussi, pour une démocratie véritable. Naomi Wulf s'est emparée des écrits d'Orestes Brownson comme autant d'instruments destinés à dissiper certains mythes idéologiques encore bien présents aujourd'hui, mythes qui ont apposé une empreinte durable sur la vision sociologique et historique états-unienne, inspirée de la lecture toute-puissante de Tocqueville. En comparant « une autre démocratie » à celle qu'ont diffusée les héritiers de l'auteur de *De la démocratie en Amérique*, Naomi Wulf ne cherche pas à contredire dans leur entier les analyses de Tocqueville. Cette « autre démocratie » qu'elle révèle, c'est celle que les réformateurs de l'époque du président Andrew Jackson ont inlassablement poursuivie. Le pasteur et publiciste Brownson était parmi eux l'un des plus acharnés et des plus clairvoyants, ses choix reflétant les errances et les contradictions de la société de son temps. Dans sa poursuite des moyens les mieux à même de loger la souveraineté là où elle produirait la justice sociale, Brownson s'est dressé contre les inégalités d'un système politique et social que, de son côté, Tocqueville admirait, bien qu'avec quelques réserves.

Brownson est peu connu des historiens, notamment des Français, alors que le livre de Tocqueville sur l'Amérique est devenu un classique des études sur les États-Unis à l'échelle internationale. On ne sait pas assez, pourtant, que Tocqueville, qui a voyagé en Amérique dans des lieux où des informateurs partiels le renseignaient de manière fragmentaire, s'est laissé éblouir par des paysages d'une nature luxuriante, tromper par des mœurs qui avaient partiellement perdu la rigidité aristocratique anglaise, frapper d'étonnement par des institutions comme le *town-meeting* où il lui semblait que l'accès fût ouvert à tous, et qu'il n'a vu, au cours des neuf mois qu'a duré son séjour américain, qu'une facette étroite de la société américaine, celle qui différerait profondément de la société et des mentalités de l'Ancien régime en France. À bien des égards

fallacieux, le paradigme tocquevillien, comme le montre avec acuité Naomi Wulf, a servi de point d'appui aux historiens dits « du consensus » dont le récit national s'est fait partiel et souvent partiel : celui d'une histoire américaine qui se serait écoulée comme un fleuve sans obstacle vers une société modèle⁶. Dans un de ces premiers articles, Naomi Wulf remarque :

Étudier la Jeune République américaine, c'est [...] étudier l'histoire d'une fondation politique, l'histoire de l'émergence d'un nouveau système, généralement identifié comme démocratie⁷.

La recherche doctorale de Naomi Wulf, qui est à l'origine de ce livre sur l'époque jacksonienne, a coïncidé avec la chute du mur de Berlin qui, en 1989, signa la fin du conflit entre démocratie capitaliste et communisme totalitaire et, concomitamment, avec le bicentenaire de la Révolution française, dont la commémoration donna lieu à un débat animé sur la distinction entre république et démocratie. Plus tard, en 2010, Naomi Wulf observait que les soubresauts qui avaient succédé aux brefs printemps arabes avaient une fois de plus noyé l'espoir que des révolutions populaires naîtraient la démocratie. Comme pour les contemporains du président américain Andrew Jackson et du pasteur Orestes Brownson, l'aspiration à la démocratie s'exprime encore de nos jours de manière imprécise, la plupart du temps en contradiction avec l'actualité de la société contemporaine. Aujourd'hui, le règne du marché mondial comme, il y a près de deux cents ans, les séquelles de sociétés aristocratiques et esclavagistes constituent de puissants obstacles à l'établissement d'un règne d'égalité, de liberté et de souveraineté populaire. Sans s'attarder à l'excès sur ces rapprochements, Naomi Wulf a pointé la pertinence pour nos temps présents de la pensée, des questionnements, des

6. Voir Naomi Wulf, *Le Politique et l'Histoire: comprendre la Jeune République américaine*, mémoire de synthèse pour l'habilitation à diriger des recherches, Université Paris Diderot, 2006, p. 78.

7. Naomi Wulf, « La démocratie, exception américaine: Orestes Brownson "répond" à Tocqueville », *Annales du monde anglophone*, n°3, avril 1996, p. 45. Voir aussi Marie-Jeanne Rossignol et Naomi Wulf (dir.), « Jeune République. Recherches et problématiques récentes en France », *Transatlantica*, n°1, 2002, en ligne.

anxiétés d'une ère de transition dont Brownson, nous dit-elle, fut un témoin et un analyste percutant.

Puisant à la pensée d'Orestes Brownson, ce livre n'a son équivalent ni en France ni aux États-Unis. Pourtant, les interrogations de nos contemporains sur la démocratie et son avenir, sur ses valeurs, sa forme, son fonctionnement, sur l'équité que l'on en attend, ne cessent de se multiplier, sans que meure jamais, il est vrai, la confiance qu'elle inspire, sans que cessent les propositions de remèdes aux maux qu'elle engendre, sans que s'évanouisse l'inventivité des forces destinées à la consolider. Mais c'est un peu comme si la démocratie avait, comme un météore, frôlé notre histoire sans s'y installer durablement, laissant la praxis politique et les systèmes économiques et sociaux progressivement amenuiser le souvenir même de ce que les révolutionnaires des siècles derniers avaient rêvé d'accomplir.

Ce sont ces débuts d'une démocratie encore balbutiante que Naomi Wulf, en connaisseuse avertie de la Révolution américaine et de la Jeune République, a voulu scruter dans tous leurs recoins. Elle l'a fait en se fiant à l'un des penseurs les plus paradoxaux de l'époque, à un témoin et acteur de la vie politique pendant l'ère jacksonienne. Des hésitations, des retournements, des enthousiasmes et des profondes déceptions que l'on observe chez cet homme, tour à tour pasteur, essayiste, journaliste, un fil nous conduit avec plus de vérité vers notre époque que ne le fait la lecture de Tocqueville, autre observateur de « la démocratie en Amérique » sous Jackson, qui, malgré la subtilité des analyses, fut moins sensible que Brownson aux complexités et aux impasses auxquelles le beau rêve de la démocratie a mené les acteurs de la Jeune République.

Élise Marienstras, Nathalie Caron et Sophie Wahnich

Naomi Wulf (1964-2012)

Naomi Wulf est née à Paris d'une mère américaine et d'un père apatride naturalisé français, ce qui l'a dotée d'une double culture et d'un bilinguisme qui ont fait dire à l'historien Peter Onuf qu'ils avaient « élargi et approfondi la connaissance de ses deux pays qu'elle avait acquise par la recherche et la fréquentation amicale de ses collègues et amis¹ ». Elle tenait son bilinguisme de l'éducation reçue de sa mère, Frances Dropkin, psychanalyste, anglophone, francophone et yiddishophone, soucieuse de culture et de transmission. En amont, Naomi Wulf se rattachait aussi à l'Europe orientale : par la famille socialiste révolutionnaire yiddishophone qui avait quitté la Russie tsariste pour les États-Unis à la fin du XIX^e siècle, et par celle qui avait transité un demi-siècle plus tard vers l'Europe occidentale. Les uns et les autres ont emporté par devers eux, aux États-Unis et en France, la mémoire et la fidélité à une culture là-bas engloutie. Tout en se consacrant à l'étude de la Jeune République américaine, Naomi Wulf a souvent, dans son travail, évoqué ses deux grands-pères, auxquels elle vouait fidélité et admiration : en Amérique, le physicien John J. Dropkin ; en France et en Allemagne, l'historien Joseph Wulf, résistant en Pologne, rescapé d'Auschwitz, spécialiste du III^e Reich et du génocide nazi.

Devenue titulaire de l'agrégation d'Anglais en 1989, Naomi Wulf a obtenu à l'université Paris-Diderot son doctorat en études anglophones en 1996, puis son Habilitation à diriger des recherches en 2006. Elle a alors poursuivi une brillante

1. « Naomi Wulf, 1964-2012 ». En ligne sur le site de l'American Organization of Historians.

carrière d'historienne des États-Unis jusqu'à devenir une figure majeure de la communauté des études américaines en France et en Europe ; elle a présidé entre 2007 et 2011 le Réseau pour le développement européen de l'histoire de la jeune Amérique (REDEHJA). Maître de conférences à l'université de Paris-Est Créteil, puis professeure à l'université Sorbonne Nouvelle, elle a eu, pour l'histoire des États-Unis, un intérêt passionné, étroitement lié à son implication citoyenne dans la société française.

Ceux qui l'ont connue se souviennent de son sens de l'engagement, de sa générosité, de son regard, de son rire. Naomi avait un sens rare du travail en équipe, où elle avait toujours à cœur d'apprendre des autres, parfois jusque dans les désaccords, tout en les amenant, par la clarté de sa pensée, à donner le meilleur d'eux-mêmes. Les étudiants, la qualité de leur formation, leurs conditions d'études avaient toute sa priorité, et cela passait par un engagement indéfectible pour la défense d'un lien fort entre enseignement et recherche. Elle portait haut ces convictions dans son investissement constant au sein des instances de l'université. Mais c'est aussi pour ses collègues, notamment les plus jeunes, qu'elle s'engageait, échangeait, partageait².

2. Ce texte est extrait d'un hommage à Naomi Wulf, diffusé sur le site Intranet de UPEC Hebdo en octobre 2012, signé « Pour les enseignants de la Faculté des Lettres et Sciences humaines, Nathalie Caron, Claire Fabre, Guillaume Marche et Marie-Karine Schaub ».

Élise Marienstras, historienne, professeure émérite de l'université Paris-Diderot, est spécialiste de la Révolution et de la Jeune République américaines. Elle a dirigé la thèse de doctorat de Naomi Wulf, soutenue en 1996. Elle est notamment l'auteure de *Les Mythes fondateurs de la nation américaine* [1977], Bruxelles, Complexe, 1992; de *Nous le Peuple. Les origines du nationalisme américain*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires », 1989; de *La Résistance indienne aux États-Unis*, Paris, Gallimard, coll. « Archives », 1980, édition revue et augmentée, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire », 2014. En 1992, elle a publié *Wounded Knee, ou l'Amérique fin de siècle*, Bruxelles, Complexe. Elle a aussi publié en collaboration avec Naomi Wulf, *Révoltes et révolutions en Amérique*, Paris, Atlande, 2005 et *The Federalist Papers. Défense et illustration de la Constitution fédérale des États-Unis*, Paris, PUF, 2010.

Nathalie Caron, professeure d'histoire et de civilisation américaines à l'université Paris-Sorbonne, est spécialiste des Lumières et de la religion aux États-Unis. Elle a publié *Thomas Paine contre l'imposture des prêtres*, Paris, L'Harmattan, 1999. Elle a dirigé, avec Naomi Wulf, *Nouveaux regards sur l'Amérique. Peuple, nation, société. Perspectives comparatistes (17^e-21^e siècle)*, Paris, Syllepse, 2004, ainsi que « Les Lumières américaines », *Revue française d'études américaines*, n°92, 2002/2. Naomi Wulf et elle ont co-écrit « Les Lumières américaines : continuités et renouveau », *Transatlantica*, n°2, 2009, article qui a remporté en 2012 le prix David Thelen décerné par l'Organization of American Historians pour le meilleur article sur l'histoire des États-Unis rédigé en langue étrangère. Cet article a été publié dans le *Journal of American History*, sous le titre « American Enlightenments: Continuity and Renewal », vol. 99, n°4, 2013, p. 1072-1091, dans une traduction de Will Slauter.

Sophie Wahnich, directrice de recherches au CNRS, est spécialiste de la Révolution française. Elle a notamment publié *La liberté ou la Mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme*, Paris, La Fabrique, 2003; *La Longue Patience du peuple. 1792. Naissance de la République*, Paris, Payot, 2008; *Les Émotions, la Révolution française et le présent. Exercices pratiques de conscience historique*, Paris, CNRS éditions, 2009; *L'Impossible Citoyen. L'étranger dans le discours de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 2010; *L'Intelligence politique de la Révolution française. Documents commentés*, Paris, Textuel, coll. « Petite encyclopédie critique », 2013. Elle a dirigé *Histoire d'un trésor perdu: transmettre la Révolution française*, Paris, Les Prairies ordinaires, coll. « L'histoire rejouée », 2013.

Introduction

Brownson et Tocqueville, des contemporains

Lorsqu'en avril 1831, Alexis de Tocqueville, âgé de vingt-cinq ans, s'embarque pour l'Amérique avec son ami Gustave de Beaumont, il est chargé par le gouvernement de la monarchie de Juillet de rédiger un rapport sur le système carcéral aux États-Unis. Il parcourt le pays pendant près d'un an, puis, outre le rapport sur les prisons qu'il remet en 1831¹, il publie en 1835 le premier volume de son maître ouvrage, *De la démocratie en Amérique*, nourri des observations que lui a permis de cumuler son voyage et qui ont été pour lui la source de réflexions approfondies sur le régime démocratique.

Orestes Brownson est alors un jeune pasteur. Éloigné des cercles de l'élite américaine auxquels a accès Tocqueville et des charges de haut niveau auxquelles celui-ci était mêlé en France, il est lui aussi impliqué dans la vie politique, mais, contrairement au libéral français proche des whigs américains, il se range du côté des démocrates, puis du Parti des Travailleurs où il retrouve, parmi les réformistes radicaux, Robert Dale Owen et Frances Wright².

-
1. Alexis de Tocqueville et Gustave de Beaumont, *Du système pénitentiaire aux États-Unis et de son application en France*, Paris, H. Fournier, 1833.
 2. Le premier *Workingmen's Party* est créé à Philadelphie par William Heighton en 1828. En 1829 naît celui de New York, dans lequel s'implique pour un temps Brownson. Des partis similaires sont créés dans d'autres villes, avant que ces partis ne disparaissent au début des années 1830. Le *Workingmen's Party of the United States* (WPUS), d'inspiration marxiste, a été fondé en 1876. Voir Edward Pessen, *Most Uncommon*

Brownson et Tocqueville ne se sont pas rencontrés et n'ont pas dialogué de leur vivant ; nous nous autorisons, néanmoins, après une lecture approfondie de Brownson et de ses contemporains, à imaginer un échange, souvent contradictoire, entre ces deux observateurs de l'Amérique des années 1830. L'un et l'autre, tout en partageant le même intérêt pour la question de la démocratie et en ayant, à l'égard de ce régime, autant de réserves l'un que l'autre, divergeaient quant aux motivations profondes de leur analyse et aux méthodes qu'ils furent amenés à adopter. Ce dialogue imaginaire est d'autant plus fructueux que le temps présent semble rejouer, de bien des manières, l'histoire de la démocratie telle qu'elle s'instituait aux États-Unis à l'aube du XIX^e siècle. Du XIX^e au XXI^e siècle, une même confusion sur la nature de la démocratie, une semblable remise en cause et surtout, de mêmes inquiétudes vis-à-vis de son avenir face aux menaces qui pèsent sur les sociétés actuelles, nous incitent à revenir au passé, aux sources mêmes du débat démocratique de l'époque moderne.

C'est l'Amérique dite plus tard « jacksonienne », celle où Andrew Jackson a bénéficié, pour être élu, d'un suffrage appelé universel (les femmes, les esclaves, les Indiens ne votent pas) instauré dans tous les États depuis 1820, qui concentre l'attention de nos deux observateurs et théoriciens de la démocratie. Cette jeune démocratie, perçue par tous – observateurs étrangers et américains – comme une première dans le monde, offre un véritable laboratoire expérimental à ces penseurs qui s'intéressent de manière critique à son développement politique et social. Comment s'étonner que Tocqueville, à la suite de bien des Français libéraux, se passionne pour ce lointain pays dont la révolution politique avait précédé celle de la France ? Lui qui, tout en prêtant serment à la monarchie de Juillet, savait que la Révolution avait laissé de fortes traces dans l'histoire française ? Si ses réflexions retiennent tant l'attention, c'est qu'elles contiennent des remarques d'une grande justesse et d'une

Jacksonians: The Radical Leaders of the Early Labor Movement, Albany, State University of New York Press, 1969.

grande profondeur politique. Les Américains des années 1830, souvent désarçonnés devant l'évolution du régime qu'ils ont créé, sont friands de ses écrits dès 1838, lorsque paraît la traduction du premier volume de *De la démocratie en Amérique*.

Brownson a-t-il lu Tocqueville? Dans la revue qu'il fonde en 1838, *The Boston Quarterly Review*, on ne voit son nom mentionné qu'une seule fois, sous la plume d'un auteur dont le nom n'est pas dévoilé (le texte est signé V.) mais qui est recommandé par Brownson: « L'éditeur de ce journal insère ce papier sur le catholicisme, écrit par un ami qu'il estime beaucoup, sans toutefois être en total accord avec lui. Cet article mérite néanmoins une étude attentive³ ». L'article, intitulé « Catholicism », est un long commentaire critique des propos de Tocqueville sur l'avancée rapide de la religion catholique aux États-Unis situés dans la seconde partie de *De la démocratie en Amérique*, dont plusieurs extraits sont cités. L'auteur y défend l'expansion d'un catholicisme de type particulier, non tyrannique, en accord avec le génie du peuple américain :

Un certain catholicisme est en train de se développer aux États-Unis, un catholicisme pur et pacifique, aussi éloigné de Rome et de toute forme religieuse ancienne, que la lumière l'est de l'obscurité⁴.

Notons que Brownson se convertira au catholicisme en 1844.

Le face à face n'a donc pas eu lieu et il est très probable que les deux hommes ne se soient pas lus l'un l'autre. Il est toutefois intéressant de mettre Brownson et Tocqueville en miroir car leurs analyses présentent plusieurs points communs et tous deux considèrent que leur objet constitue un modèle pour la civilisation mondiale. Les idées de Tocqueville ont souvent été confrontées à celles de Karl Marx, un autre de ses contemporains. Elles sont ici mises en rapport avec celui qu'Arthur Schlesinger, Jr., a nommé « un marxiste américain avant Marx », afin de faire

3. [Orestes Brownson], « Catholicism », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 320-338. Les mots de Brownson sont en note, p. 320.

4. *Ibid.*, p. 326.

apparaître deux visions de l'exception démocratique américaine⁵. Brownson et Tocqueville, tout en adhérant à ce dogme, émettent l'un comme l'autre des réserves quant aux dangers que pourrait présenter le régime démocratique. En imaginant, sans les opposer radicalement, le débat entre Brownson et Tocqueville, l'occasion nous est donnée de rectifier ce qui est erroné dans l'interprétation de celui qui prétendait qu'« en politique, ce qu'il y a souvent de plus difficile à apprécier et à comprendre c'est ce qui se passe sous nos yeux⁶ » : cela afin de mieux situer, grâce à Brownson, la complexité de la démocratie dans un contexte dont Tocqueville n'a pas suffisamment pris la mesure.

C'est probablement en considérant l'équilibre, ou au contraire l'asymétrie entre les deux valeurs-clés de la démocratie – égalité et liberté – telles qu'elles sont pensées par ces deux auteurs que l'on peut le mieux cerner les similitudes et les divergences entre les deux systèmes de pensée. Leur démarche respective conduit Brownson et Tocqueville au même paradoxe ; car s'ils s'intéressent à la démocratie américaine, c'est précisément parce qu'ils se méfient, pour des raisons à la fois proches et différentes, du régime démocratique en général. L'un et l'autre estiment que la forme américaine de la démocratie permettra de corriger les défauts inhérents au système démocratique. Le pire défaut d'une démocratie, pensent-ils l'un et l'autre, c'est « la tyrannie de la majorité ». Et, paradoxalement, c'est par le biais du suffrage universel, que l'un et l'autre approuvent pourtant, qu'ils entrevoient la menace la plus grande que fait peser la démocratie et qui à la fois pèse sur elle.

Tocqueville voit dans le suffrage universel une confirmation de l'état social américain qui est celui de « l'égalité », une égalité des conditions présente, d'après lui, dès l'origine des colonies d'Amérique en conséquence de la disparition, par l'immigration,

5. Arthur M. Schlesinger, Jr., « Orestes Brownson: An American Marxist Before Marx », *Sewanee Review*, 47, juillet-septembre 1939, p. 317-323.

6. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, cité par François L'Yvonnet, Préface à *Tocqueville. Le despotisme démocratique*, Paris, L'Herne, 2010, p. 8.

des ordres de naissance⁷. De cette égalité fondatrice, Tocqueville fait découler naturellement la forme politique démocratique adoptée par la nouvelle république lors de la Révolution, qui commence dans les années 1760. Il remarque en effet que la réforme du suffrage a débuté dès 1801 dans le Maryland « qui proclama le premier le vote universel et introduisit dans l'ensemble de son gouvernement les formes les plus démocratiques⁸ ». Les États-Unis présentent donc cette particularité que là-bas, c'est « le peuple qui gouverne », et c'est ce principe du *self-government* que Tocqueville salue avant tout, car il « instruit les citoyens, éduque leur volonté, assure la paix sociale et la prospérité⁹ ». Cette démocratie n'est pas directe, elle est « représentative », en ce que le peuple est représenté par « une majorité qui gouverne au nom du peuple ». Et autour des citoyens « s'agitent sans cesse les partis, qui cherchent à les attirer dans leur sein et à s'en faire un appui »¹⁰.

Tout en reconnaissant la valeur de la participation populaire par opposition au gouvernement des élites dans une Europe aristocratique, Tocqueville se montre néanmoins prudent à l'égard du fonctionnement de cette démocratie moderne. D'une part, il critique ce qu'il nomme les « petits partis » qu'il oppose aux « grands partis », lesquels « s'attachent aux principes plus qu'à leurs conséquences ; aux généralités et non aux cas particuliers ; aux idées et non aux hommes ». De l'autre, il dénonce la dérive démocratique, commune à toutes les démocraties, celle de « l'omnipotence de la majorité ». Il constate que, dans un système démocratique, « l'empire de la majorité est absolu », la majorité impose sa « tyrannie » aux dépens de la liberté¹¹.

7. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, t. I, p. 107-108.

8. *Ibid.*, p. 118-119.

9. *Ibid.*, p. 255 ; voir aussi Françoise Mélonio, Introduction à *De la démocratie en Amérique*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1986, p. 29.

10. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. I, p. 255-256.

11. *Ibid.*

On trouve chez Brownson les mêmes métaphores monarchiques ou impériales pour dénoncer le pouvoir majoritaire, perçu comme le grand danger dans une démocratie. Alors que le Parti démocrate de Jackson s'appuie fermement sur le droit de la majorité comme expression de la souveraineté du peuple (l'organe semi-officiel du parti, la *Democratic Review* de John O'Sullivan, est ainsi « en faveur du principe républicain de la suprématie de la volonté de la majorité »), Brownson se range, dès la fin des années 1830, du côté du sénateur de Caroline du Sud, John C. Calhoun, qui défend le droit des minorités (c'est-à-dire des esclavagistes) contre la tyrannie de la majorité et contre celle de ce qu'il nomme les « Chiffres Rois » (*King Numbers*)¹². Dès 1838, et plus encore après les élections de 1840, Brownson soutient les droits des minorités, qu'il ne définit pas nécessairement comme les droits du Sud, mais qu'il étend aux droits des travailleurs. Comme Calhoun, il oppose au pouvoir de la majorité le principe des « majorités consociatives » qui permettent aux États fédérés de limiter le pouvoir de la majorité par ce qu'il appelle un « pouvoir négatif », c'est-à-dire un droit de veto¹³. À l'égard des partis, Brownson exprime également une certaine méfiance, mais, contrairement à Tocqueville dont la vision des États-Unis est restée extérieure et faussée par ses informateurs, son analyse, plus avisée, est aussi plus nuancée. Au lieu de l'étude « structuraliste avant la lettre » du voyageur français qui se soucie peu du mouvement historique, Brownson vit et réagit en phase avec son époque¹⁴. C'est ainsi que son attitude à l'égard de la politique partisane varie selon les événements et au gré de son parcours. En 1828-1829, il soutient les luttes partisans aux côtés des Travailleurs; à partir de la crise de 1837, il est aux côtés des démocrates et il clame alors que « les partis sont inévitables¹⁵ ».

12. [John O'Sullivan], « Introduction », *The Democratic Review*, 1837, p. 3.

13. Orestes Brownson, « Constitutional Government », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1842, p. 238-240.

14. Élise Marienstras, « Nation, État, Idéologie », *Histoire*, mars 1980, p. 10.

15. Orestes Brownson, « Popular Government », *The Boston Quarterly Review*, mai 1843, p. 530-531; *id.*, « Democracy and Reform », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1839, p. 485.

Plus fréquemment, il exprime une aversion des partis proche de celle de Tocqueville et dénonce leurs pratiques « tyranniques ». Les deux observateurs sont pareillement indignés de l'attitude des hommes de parti qui placent les intérêts particuliers avant les principes communs. Héritée de la définition d'Edmund Burke, qui voit les partis comme « un corps d'hommes unis dans le but de promouvoir l'intérêt national par leurs efforts communs autour d'un principe particulier sur lequel ils sont tous d'accord », cette opposition entre les principes et les hommes est fréquente à l'époque jacksonienne face à l'émergence de partis de masse¹⁶. Le point de vue de Brownson se rapproche de celui de Tocqueville à partir de 1840, lorsque la défaite démocrate face aux whigs le fait douter de la valeur du suffrage universel et de la politique partisane. Brownson et Tocqueville cherchent, chacun à leur façon, à concilier, d'un côté, un système politique dont les États-Unis fournissent un modèle, fût-il imparfait, de l'autre, la protection des libertés. L'un et l'autre s'en prennent à la tendance centralisatrice dans laquelle tout régime risque de s'engouffrer. Le contraste entre la centralisation de pays comme la France et la Prusse, et la décentralisation américaine frappe les deux commentateurs. La forme d'administration à l'américaine est en effet fondée sur un principe fédératif sur lequel l'auteur français ne tarit pas d'éloges dans la seconde partie de *La Démocratie en Amérique*, mais aussi sur un « principe générateur » de participation directe communale (par le « *town meeting* ») et d'associations locales. Contrairement à la vieille tradition centralisatrice française, l'administration engendre une structure politique destinée à faire obstacle à toute velléité de « despotisme de la majorité » ainsi qu'aux atteintes à la liberté portées par les systèmes

16. Orestes Brownson, « Introductory Remarks », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1838; *id.*, « The Laboring Classes », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1840, p. 422. En 1840, Brownson fit paraître, dans sa revue, deux essais intitulés « The Laboring Classes », l'un en juillet, l'autre en octobre : les références seront dorénavant « The Laboring Classes I » et « The Laboring Classes II ». Edmund Burke, *Thoughts on the Causes of the Present Discontents*, 1770, dans *The Works of the Right Honourable Edmund Burke. A new edition*, London, F.C. & J. Rivington, 1815-1827, t. 2, p. 335.

politiques centralisés¹⁷. Brownson et Tocqueville prônent la décentralisation, administrative pour celui-ci, en raison de l'efficacité de l'administration, gouvernementale pour celui-là qui recommande la forme fédérative car elle permet la division de la souveraineté¹⁸. Le système fédératif, écrit Tocqueville, unit « les avantages divers qui résultent de la grandeur et de la petitesse des nations » : « Il suffit de jeter un regard sur les États-Unis d'Amérique pour s'apercevoir de tous les biens qui découlent pour eux de l'adoption de ce système »¹⁹.

Si Tocqueville voit un « fractionnement de la souveraineté », c'est dans le sens où l'État fédéral et les États fédérés disposent de prérogatives différentes. En bref, la souveraineté du premier porte sur les libertés publiques nationales, celle des seconds sur les libertés individuelles. Tocqueville explique ainsi à ses lecteurs le fonctionnement particulier du gouvernement américain, pour lui constitué de

deux sociétés distinctes [...], emboîtées l'une dans l'autre ; on y voit deux gouvernements complètement séparés et presque indépendants : l'un, habituel et indéfini, qui répond aux besoins journaliers de la société, l'autre exceptionnel et circonscrit, qui ne s'applique qu'à certains intérêts généraux²⁰.

La distinction tocquevillienne entre État et administration est rarement relevée par ses commentateurs, alors qu'il s'agit d'une question majeure qui a fait trébucher nombre d'analystes sur la question de l'État aux États-Unis, y compris dès l'époque de la Jeune République. En effet, Tocqueville n'a pas manqué de remarquer que, s'il existe une décentralisation qu'il dit « administrative » aux États-Unis, il s'agit essentiellement de celle qui a trait à la vie quotidienne des citoyens, à leur façon de vivre et de se socialiser. En revanche, l'État, qui gère les affaires

17. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. II, p. 412 et 414. Voir Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 2006.

18. Orestes Brownson, *The American Republic: Its Constitution, Tendencies and Destiny* [1865], Clifton (NJ), Augustus M. Kelley, 1972, p. 399-401; *id.*, « Education of the People », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1839.

19. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. I, p. 239.

20. *Ibid.*, p. 121.

nationales de la collectivité que l'on appelait sous l'ancien régime des colonies anglaises le *Commonwealth* et qui, ayant pris la place de l'ancien monarque, se trouve à la tête des États-Unis en tant qu'État fédéral, possède toutes les prérogatives d'un État que l'on peut qualifier de souverain. Tocqueville a bien vu que l'État fédéral « gouverne mais n'administre pas²¹ ». D'après lui, cette dichotomie tient principalement à la géographie et à l'histoire uniques de ce pays. Se concentrant tout particulièrement sur le développement de la Nouvelle-Angleterre, le terrain de prédilection de Brownson également, il montre la force de la « liberté communale », la commune (*township*) étant la plus petite unité de l'État fédéré. Le pouvoir local a la capacité de contrer toute tendance centralisatrice : « C'est dans la commune que réside la force des hommes libres²² ».

Division spatiale, pour Tocqueville, cette répartition de la souveraineté se veut citoyenne chez Brownson. Ce dernier s'intéresse moins à l'aspect administratif du système fédératif qu'à son contenu social et politique, la souveraineté tout entière, d'après lui, devant revenir en définitive au peuple²³. En outre, ce que Tocqueville décrit comme une donnée quasi naturelle des États-Unis, Brownson le pratique sous la forme d'une bataille politique quotidienne. Dans les années 1830-1840, Brownson est alarmé par ce qu'il perçoit comme étant un risque de centralisme aux États-Unis mêmes. Alors que se posent tant de problèmes de société, dont celui du maintien de l'esclavage dans les États du Sud, Brownson s'appesantit sur la question de la souveraineté des États fédérés, pour lui le principe majeur garant des libertés au sein de la démocratie. Par ses écrits, il lutte pour le maintien de cette souveraineté aux côtés des défenseurs du droit des États, le plus souvent sudistes, comme le sénateur Calhoun, sans se soucier du fait que derrière leur combat, se dresse la principale

21. *Ibid.*, p. 244, 147, 153-154, 164 et *ibid.*, t. II, p. 361.

22. *Ibid.*, t. I, p. 100 et 122-123.

23. La question de la souveraineté se pose dans des termes semblables en France pendant la Révolution, notamment chez Saint-Just, qui, en 1794, s'exprime sur le pouvoir souverain dans les communes. Voir son « Rapport sur les personnes incarcérées, présenté au nom du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale à la Convention nationale à la séance du 8 ventôse an II [26 février 1794] ».

revendication des esclavagistes : celle du libre choix quant au modèle de société. Brownson ne s'intéressera qu'assez tard au problème de l'esclavage, cependant que Tocqueville jette un « regard détourné et, tout en évoquant la condition opprimée des Noirs et des Indiens américains dans *De la démocratie en Amérique*, ne remet pourtant pas en cause son adhésion au modèle démocratique²⁴ ».

Brownson s'inquiète en priorité du danger que représentent, pour les libertés individuelles comme collectives, les questions de politique économique qui opposent les partisans d'un État central puissant à ceux d'une souveraineté des États fédérés. Nous verrons combien chacun des questionnements qui se posent dans les années 1820-1840 et au-delà – les tarifs douaniers protectionnistes, la Banque centrale ou encore la répartition du surplus budgétaire entre les États – était complexe, aussi bien au regard de la croissance américaine qu'au regard des politiques partisans qu'ils recélaient. Le grand risque, écrit Brownson, est que soit oublié le principe fondateur des États-Unis, sur lequel les Articles de la Confédération et la Constitution sont fondés, celui d'une souveraineté des États, indépendante de l'État fédéral :

Le gouvernement fédéral est un contrat constitutionnel passé par les États souverains, et par conséquent, chez nous, la souveraineté ne réside pas dans le gouvernement fédéral, mais dans les États, parties prenantes du contrat²⁵.

Brownson reconnaît bel et bien une spécificité de la démocratie américaine qui a su se doter d'un pouvoir fédéral respectueux de la souveraineté des États. Ce faisant, il insiste sur l'existence réelle et immédiate du danger de renforcement du pouvoir central : « Chez nous, le danger sera toujours non pas d'affaiblir le gouvernement fédéral, mais de trop le renforcer »,

24. Hélène Thomas, *Tocqueville en Alabama*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2014, présentation de l'éditeur. Voir aussi p. 137. L'auteur y parle de « regard à la dérobée ».

25. Orestes Brownson, « Calhoun's Life and Speeches », *Brownson's Quarterly Review*, janvier 1844, p. 467. Après la guerre de Sécession, conscient de la nécessité de reconnaître la légitimité de l'Union, Brownson revient, dans *The American Republic* (*op. cit.*), sur cette conception de la souveraineté en en démontrant les failles.

remarque-t-il, dans un article consacré à Michel Chevalier, l'observateur français saint-simonien de la jeune démocratie, partisan de la Banque centrale²⁶. Le fédéralisme américain du temps de Jefferson, auquel Brownson souhaiterait retourner, est la raison de son combat. Au contraire de Tocqueville qui identifie ce fédéralisme à une donnée absolue de la réalité américaine et qui est aveugle à la menace de centralisation fédérale (pour lui, le pouvoir s'affaiblirait plutôt : « Ou je me trompe étrangement, ou le gouvernement fédéral des États-Unis tend chaque jour à s'affaiblir »), Brownson dénonce l'excès de la centralisation, tout en souhaitant que soient attribuées à l'État fédéral la protection des libertés et l'amélioration de l'égalité, c'est-à-dire la vérité de la démocratie²⁷. Ainsi, ce qui constitue pour Tocqueville l'essence même de la démocratie américaine, Brownson le vit comme l'objet d'une lutte politique et sociale constante.

La différence entre les deux penseurs est encore plus marquée en ce qui concerne l'égalité, fondement, pour l'un et pour l'autre, de la démocratie, mais définie à partir de postulats contraires. Selon Tocqueville, comme d'ailleurs pour le Parti démocrate auquel adhère un temps Brownson, c'est le phénomène de l'immigration des colons qui est au cœur même même de l'américanité, c'est-à-dire de « l'égalité des conditions » de la société américaine, depuis les débuts de l'ère coloniale :

Les émigrants qui vinrent s'établir sur les rivages de la Nouvelle-Angleterre appartenaient tous aux classes aisées de la mère patrie. Leur réunion sur le sol américain présenta, dès l'origine, le singulier phénomène d'une société où il ne se trouvait ni grands seigneurs, ni peuple, et pour ainsi dire, ni pauvres, ni riches²⁸.

Tocqueville vérifie également ce postulat au Sud, où l'absence de privilèges empêche l'aristocratie foncière de véritablement se différencier du peuple :

26. Orestes Brownson, « Chevalier's Letters », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 220.

27. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. I, p. 516.

28. *Ibid.*, p. 91. Sur l'interprétation par Tocqueville de l'égalité, voir Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, op. cit., p. 51-60.

C'était une sorte d'aristocratie peu différente de la masse du peuple dont elle embrassait facilement les passions et les intérêts, n'excitant ni l'amour, ni la haine²⁹.

À la genèse de l'égalité des « conditions » (entendons par là surtout la dissolution de la société d'ordres d'origine féodale) s'est ajoutée « la loi sur les successions [voulue par Thomas Jefferson] qui fit faire à l'égalité son dernier pas ». Établissant l'égalité du partage, c'est-à-dire supprimant pour la Virginie d'abord la coutume de la primogéniture, cette loi « détruit la liaison intime [...] entre l'esprit de famille et la conservation de la terre »³⁰. Comme Burke avant lui, Tocqueville voit dans la législation sur l'héritage ce qui non seulement établit le lien entre le mort et le vif, mais surtout la puissante force souterraine qui agit sur la société et lui donne forme et avenir :

Les lois sur les successions influent incroyablement sur l'état social des peuples, dont les lois politiques ne sont que l'expression. [...] Elles saisissent en quelque sorte les générations avant leur naissance. Par elles, l'homme est armé d'un pouvoir presque divin sur l'avenir de ses semblables. Le législateur règle une fois la succession des citoyens, et il se repose pendant des siècles : le mouvement donné à son œuvre, il peut en retirer la main ; la machine agit par ses propres forces. [...] La loi du partage égal agit sur l'âme même des propriétaires, et appelle leurs passions à son aide. Ce sont ses effets indirects qui détruisent rapidement les grandes fortunes et surtout les grands domaines³¹.

L'arithmétique aidant, la notion même d'aristocratie disparaît peu à peu, l'égalité se diffusant partout, des fortunes jusqu'au développement intellectuel, créant ainsi un état social fondé sur l'égalité qui s'auto-perpétue, car « ce que [les Américains] aiment d'un amour éternel, c'est l'égalité », à la recherche de laquelle ils sont en permanence, plus que de la liberté³². Or la spécificité américaine tient précisément au rééquilibrage de ces notions de liberté et d'égalité, car il peut être possible de limiter

29. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. I, p. 109.

30. *Ibid.*, p. 109-110.

31. *Ibid.*, p.114-115 et p. 285.

32. *Ibid.*, p. 115-116.

les méfaits de l'égalité : « Et moi, je dis que, pour combattre les maux que l'égalité peut produire, il n'y a qu'un remède efficace : c'est la liberté politique ». De cet état social américain qu'il dit fondé sur l'égalité, découle le système politique appelé démocratie car, « pour connaître la législation et les mœurs d'un peuple, il faut commencer par étudier son état social »³³. En fait, Tocqueville s'appuie sur une « causalité à double sens », entre l'état socio-économique et la forme politique : tantôt la démocratie, c'est l'état social démocratique, c'est-à-dire l'égalité objective et le sentiment subjectif d'égalité, tantôt c'est la souveraineté du peuple, « car en Amérique, les deux sens ne sont pas dissociables ; l'état social démocratique a engendré une démocratie politique qui renforce à son tour le sentiment d'égalité »³⁴. C'est ce qui lui permet de dire que cette égalité qui est à l'origine du système démocratique empêche qu'il se forme une classe de prolétaires, c'est-à-dire de non-proprétaires, et « chacun ayant un bien particulier à défendre, reconnaît en principe le droit de propriété ». Le texte de Tocqueville est ainsi parsemé de remarques qui nient l'existence de classes aux États-Unis, où il n'y a « point de haine de classe, parce que le peuple est tout ». On trouve bien, çà et là, une observation qui reconnaît l'existence d'une certaine pauvreté venant contrarier cet optimisme aveuglant, mais elle est d'emblée minimisée afin de ne pas nuire au propos général :

Je n'ignore pas que, chez un grand peuple démocratique, il se rencontre toujours des citoyens très pauvres et des citoyens très riches ; mais les pauvres, au lieu d'y former l'immense majorité de la nation, comme cela arrive toujours dans les sociétés aristocratiques, sont en petit nombre, et la loi ne les a pas attachés les uns aux autres par les liens d'une misère irrémédiable.

Tocqueville reconnaît qu'il n'existe pas

de sociétés où les conditions fussent si égales qu'il ne s'y rencontrât point de riches ni de pauvres. [...] La démocratie

33. *Ibid.*, p. 107 et 135.

34. Françoise Mélonio, Introduction à *De la démocratie en Amérique*, déjà citée, p. 27-28.

n'empêche point que ces deux classes d'hommes n'existent ;
 mais elle change leur esprit et modifie leur rapport³⁵.

C'est précisément sur la question de l'existence de classes, dont l'absence ferait, selon les lecteurs de Tocqueville, l'exception américaine, ainsi que sur l'incapacité de la démocratie à résoudre les inégalités, que le regard de Brownson sur la démocratie américaine diffère largement. L'article de Brownson « The Laboring Classes » (« Les classes laborieuses »), de juillet 1840, illustre son point de vue avec une telle force qu'il a été accusé par le candidat Martin Van Buren, d'avoir, par son « radicalisme » causé l'échec des démocrates aux élections présidentielles de la même année³⁶.

Si, aux alentours de 1840, les deux penseurs en viennent tous deux à se méfier du suffrage majoritaire, c'est pour des raisons très différentes. Contrairement à Tocqueville, ce n'est pas en débarquant sur les rives de l'Amérique que Brownson a découvert les bienfaits de la démocratie politique. Il a grandi avec elle : il a appris l'égalité dans les collines du Vermont, État dont « les lois sont les plus démocratiques³⁷ ». Il est en âge de voter lors des premières élections au suffrage universel en 1824. Or, si Brownson est en accord avec Tocqueville sur la singularité originelle de la démocratie en Amérique, il est loin de l'adéquation que fait ce dernier entre démocratie politique et démocratie sociale, l'une se nourrissant de l'autre. La démocratie sociale, selon le pasteur américain, est encore à venir, elle sera l'étape prochaine dans la réalisation concrète de la démocratie.

C'est en pensant à cet objectif qu'en 1837, Brownson, frappé par le spectacle de la misère causée par la crise économique, décide de s'engager aux côtés du Parti démocrate. Il déchantera vite et critiquera rapidement le « soi-disant Parti démocrate »

35. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. II, p. 221 ; voir également *id.*, t. I, p. 260, p. 333-334 et t. II, p. 312.

36. Orestes Brownson, « Popular Government », *The Boston Quarterly Review*, mai 1843, p. 534.

37. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 516 ; *id.*, « Social Evils and their Remedy », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 288 ; *id.*, « Conversations with a Radical. By a Conservative », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 29 ; *id.*, « Popular Government », art. cit., p. 530-531.

qu'il accusera de ne pas véritablement défendre la cause des travailleurs³⁸. Mais il s'agit alors d'obtenir, « en plus de l'indépendance politique, une indépendance sociale, ce qui a encore plus de valeur³⁹ ». À rebours des conclusions de Tocqueville, Brownson écrit que, même si le système politique actuel découle d'une égalité préexistante, ce système est créateur d'inégalité, car bien que le droit au suffrage soit égalitaire, il ne sert à rien dès lors qu'il y a inégalité sociale⁴⁰ :

Je ne suis pas satisfait de l'inégalité des richesses, des intelligences et des positions sociales, que je remarque même dans ce pays des droits égaux. [...]. Nous sommes loin d'avoir réalisé ce que je considère être la véritable [true] égalité démocratique⁴¹.

Dans un premier temps, Brownson reprend la distinction, faite par Andrew Jackson lui-même, entre les classes productrices et les classes non productrices. Cette distinction empruntée à Adam Smith est celle qu'emploie Jackson dans le veto qu'il oppose à la proposition de reconduction de la Banque des États-Unis : le président y défend « le vrai peuple », que constituent le fermier, l'ouvrier et l'artisan, auxquels il associe une valeur morale liée au travail, par opposition à la « classe des accumulateurs » représentée par les banquiers et autres détenteurs de capitaux. On retrouve à la même époque cette distinction, non seulement en France dans les écrits de Saint-Simon, qui distingue entre les classes oisives et les classes utiles qui participent à la production, mais encore dans les pages du *Free Enquirer*, la revue de Wright et Owen⁴².

38. Orestes Brownson, « Prospects of the Democracy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1839, p. 129 ; *id.*, « Democracy and Reform », art. cit., p. 516.

39. Orestes Brownson, « Sub-Treasury Bill », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1838, p. 359.

40. Orestes Brownson, « The Origin and Ground of Government », *The Democratic Review*, avril 1843, p. 383.

41. Orestes Brownson, « Introduction », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1840, p. 15-16.

42. Orestes Brownson, *An Address, Delivered at Dedham, on the Fifty-eighth Anniversary of American Independence, July 4, 1834*, Dedham (MA), H. Mann, 1834, p. 10 ; Andrew Jackson, « Veto Message », 10 juillet 1832, dans James D. Richardson (éd.), *A Compilation of the Messages and Papers of the Presidents*, [New York], Bureau of national literature, t. III, 1897, p. 1139. Continuation de *The New Harmony Gazette*,

Brownson met rapidement l'accent sur le terme *peuple*, vocable à la définition glissante, pour montrer l'utilisation éhontée qui en est faite à des fins politiciennes⁴³. Il dénonce les stratégies électoralistes aussi bien des démocrates que des whigs, qui en appellent constamment à une entité qu'ils appellent « le peuple », sans prendre en considération les divisions sociales existantes. D'un côté, il souhaiterait pouvoir adopter une conception universelle du peuple – « [Il ne devrait pas] y avoir de classes, mais simplement le Peuple » –, d'un autre, il est conscient de l'existence de classes distinctes, qu'il présente successivement comme les « producteurs » et les « non-producteurs », les « travailleurs » et « ceux qui accumulent leurs richesses », « la classe la plus pauvre et la plus nombreuse contre la classe la plus riche, la moins importante, et qui reçoit le plus d'avantages ».

Cette opposition binaire se fait plus précise lorsque Brownson, en termes très proches des saint-simoniens, oppose le « capital » et le « travail » :

Le grand mal de toute société moderne, en liaison avec l'ordre matériel, c'est la séparation du capitalisme et du travailleur, la division de la communauté en deux classes, une qui est propriétaire des biens, et l'autre qui fournit le travail, la production⁴⁴.

Il s'appuie sur une définition du « vrai prolétaire », qui est un travailleur et non un propriétaire, qui ne possède aucun des biens de production, qui n'est propriétaire ni des maisons, ni des ateliers, ni même des instruments de travail, et « qui ne peut donc dépendre que de ses mains »⁴⁵. Rappelons ici que

l'hebdomadaire new-yorkais *The Free Enquirer* a été fondé en mars 1828. Il a été coédité par Owen, Wright, Robert L. Jennings jusqu'en octobre 1829. H. D. Robinson l'a édité seul entre décembre 1832 et juin 1835.

43. Voir par exemple les six définitions fournies dans l'ouvrage *Qu'est-ce qu'un peuple ?* par Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, Paris, La Fabrique, 2013.

44. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », art. cit., p. 24-25 ; *id.*, « The Laboring Classes II », art. cit., p. 473. Voir Helen S. Mims, « Democracy Theory and Orestes Brownson », *Science and Society*, printemps 1938, p. 176-177.

45. Orestes Brownson, *An Address, Delivered at Dedham...*, *op. cit.*, p. 17.

les saint-simoniens, juste avant la publication du *Manifeste communiste* en 1848, ont formulé une conception de l'histoire comme développement de la lutte des classes, conception dont Brownson s'inspire de manière explicite.

Tocqueville, lui aussi, note la séparation croissante entre l'ouvrier et son maître, mais, en faisant l'économie de l'analyse économique, il en reste au sentiment, un temps partagé par Brownson, que l'Amérique a connu dès ses débuts une égalité telle que la condition du prolétaire américain est « dans l'ensemble supérieure ici à ce qu'elle est partout ailleurs dans le monde civilisé⁴⁶ ». Brownson, lui, attribue cette supériorité apparente « à des causes purement accidentelles », l'une étant « l'égalité originelle des premiers colons de ce pays », la deuxième et principale, « est due au bas prix de la terre » dans le Nouveau Monde. D'ailleurs, il constate que la supériorité américaine des débuts a disparu et que l'asymétrie avec le Vieux Monde s'est peut-être même renversée : « On dit que les fortunes sont plus inégales chez nous qu'elles ne le sont en France »⁴⁷.

Il y a ici un certain flou chronologique, tant dans l'analyse de Brownson que dans celle de Tocqueville. Ni l'un ni l'autre ne spécifie si « les débuts » de l'Amérique (anglophone) se situent au début du xviii^e – époque de la première colonisation britannique dans le Nouveau Monde – ou à la fin du xviii^e, lors de la révolution anticoloniale américaine. Il est vrai que les deux auteurs, qui écrivent tous deux à la fin du premier tiers du xix^e siècle, se réfèrent au passé dans une perspective de progrès, ou au contraire, d'échec. Leur discours se construit sur la rhétorique déjà en œuvre dans la liturgie nationaliste lors de la naissance de la république américaine. Elle rebondit sur les deux *topoi* du mythe de fondation, celui des Pères dits abusivement « pèlerins » que sont les premiers colons anglais, et celui des Pères « fondateurs » que furent les révolutionnaires, inventeurs des États-Unis d'Amérique. Les deux moments, bien

46. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. I, p. 121.

47. Orestes Brownson, « The Laboring Classes II », art. cit., p. 473.

qu'à un siècle et demi d'écart, se confondent souvent dans le mythe de l'âge d'or qui accompagne la critique de la démocratie jacksonienne par les contemporains. Des Pères pèlerins des années 1620 aux Pères fondateurs des années 1776-1789, tant à Tocqueville qu'à Brownson, le changement ne paraît pas tel qu'il ait justifié un bouleversement radical des rapports sociaux. En revanche, le premier tiers du XIX^e siècle, période de transition entre une économie agraire et une économie marchande, ainsi que proto-industrielle, transforme la société de telle manière que Brownson et ses amis y voient la nécessité d'inventer un nouveau mode pour une démocratie qui s'essouffle à promouvoir l'égalité politique (déjà pensée et partiellement installée lors de la Révolution américaine) sans l'ancrer dans la réalité sociale.

La première attitude face à ce dilemme est celle de la plainte, voire de la jérémiade, comparable à celle qu'avait élaborée la seconde génération de puritains, tournée vers un âge d'or des commencements idéalisés. Mais l'âge d'or est aussi celui des Pères fondateurs et les valeurs exemplaires mises en exergue sont celles du passé jeffersonien, berceau du projet initial de la démocratie. La recherche d'une démocratie sociale s'appuie sur la foi dans la mission américaine « manifeste » définie ainsi par Brownson : « la mission de ce pays, c'est d'émanciper les prolétaires, d'ennoblir le travail, d'élever les classes laborieuses et de rendre chaque homme véritablement libre et indépendant⁴⁸ ». C'est au nom de cette conception providentielle que Brownson s'attache à défendre la cause des travailleurs par des moyens politiques. Par ce biais, Brownson et d'autres mettent le doigt sur une situation que n'ont pas vu venir les hommes politiques : il existe désormais aux États-Unis une cause et une condition spécifiques du travailleur. Si cinquante ans auparavant, celui-ci pouvait s'acheter une ferme et ainsi « passer de la classe des prolétaires à celle des propriétaires », ce passage se fait de plus en plus rare, non seulement en raison de l'augmentation du prix de la terre, mais

48. Orestes Brownson, « Our Future Policy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 81.

également de l'éloignement des terres disponibles vers l'Ouest, ainsi que de la diminution de la superficie de ces terres. De plus, « le mode de production a changé » : il y a cinquante ans, chaque famille fabriquait ses propres produits et était indépendante ; aujourd'hui, « la fille du voisin qui filait et tissait pour ma mère » est devenue « une pâle et faible ouvrière d'usine » qui travaille, mange et dort au rythme de la cloche⁴⁹. Dans ce rappel nostalgique d'un âge d'or jeffersonien, l'accent est mis sur l'accroissement de la classe des non-propriétaires : « le nombre de prolétaires croît partout », dans « notre pays » comme en Grande-Bretagne. Cette croissance est due au changement d'une société qui s'industrialise, à ce que l'historiographie récente de la période appelle « la révolution du marché ».

Ainsi, dès 1828, en se faisant le porte-parole du récent Parti des Travailleurs, Brownson insiste sur les revendications spécifiques des ouvriers, en dénonçant « les lois inégalitaires entre les classes sociales », comme l'emprisonnement pour dettes, l'un des principaux griefs du parti dans tout le pays. Il défend cette cause avec plus de virulence encore dans ses articles de juillet et octobre 1840 sur la classe ouvrière en appelant, contrairement au premier Parti des Travailleurs et au Parti démocrate, tous deux partisans d'un laisser-faire économique, à un gouvernement plus fort. D'après lui, seul un gouvernement interventionniste peut lutter contre les inégalités sociales : « le gouvernement doit intervenir et maintenir l'Égalité parmi tous les membres de la société ». Comme dans le cas de Tocqueville, il faut noter ici le refus de prendre en compte les inégalités structurelles de la période coloniale (et même de l'ère jeffersonienne), ce qui viendrait contredire l'idée de l'exceptionnalisme américain dans lequel tous deux ont une foi inébranlable⁵⁰.

49. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », art. cit., p. 27 et 30. Sur l'avènement de la classe ouvrière aux États-Unis et les nouveaux rythmes de travail, voir Marianne Debouzy, *Travail et travailleurs aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 1984.

50. Orestes Brownson, « The Laboring Classes II », art. cit., p. 473. Voir Joyce Appleby, « Recovering America's Historic Diversity: Beyond Exceptionalism », *Journal of American History*, n° 79, septembre 1992, p. 425.

L'intervention gouvernementale devrait, selon Brownson, passer par diverses mesures, dont l'abolition de la propriété héréditaire, à laquelle avait déjà pensé Jefferson, tout autant que Thomas Paine⁵¹. En se défaisant du modèle salarial qui le réduit en « esclavage » – métaphore qui appartient au langage des défenseurs des droits de la classe ouvrière de l'époque, après avoir servi aux révolutionnaires dans la lutte anticoloniale des années 1770-1780 –, le prolétaire retrouverait son indépendance perdue : « le système des salaires doit être supplanté par un autre système, ou bien la moitié de la race humaine sera l'esclave virtuelle de l'autre pour toujours⁵² ».

Si Tocqueville fait de l'abandon de la primogéniture, à laquelle on substitue « la loi du partage égal », la condition *sine qua non* de l'égalité des conditions spécifique au Nouveau Monde, Brownson fait un pas de plus en demandant l'abolition sinon de la propriété, du moins du droit à l'héritage. Brownson ne va pas aussi loin que son contemporain Thomas Skidmore, qui appelle à la redistribution totale de la propriété mais sans s'attaquer au concept de propriété privée qui reste « sacré ». Il s'agit plutôt, selon Skidmore, de revenir au principe de la généralisation du petit propriétaire indépendant, seul porteur, comme l'avait explicité Jefferson dans les *Notes on the State of Virginia*, des valeurs américaines⁵³. Brownson et Tocqueville proposent donc tous deux une vision du projet providentiel démocratique, mais ils diffèrent quant au moment de sa réalisation. Selon Tocqueville, l'histoire est en marche vers le principe démocratique depuis la Révolution française : « le développement graduel de l'égalité des conditions est donc

51. Orestes Brownson, « Our Future Policy », art. cit., p. 84-85. La question de la propriété est abordée par Paine dans *Agrarian Justice* [1797], dans *Writings of Thomas Paine*, éd. Moncure Daniel Conway, New York, AMS Press, 1967, t. III. Voir en particulier p. 330.

52. Orestes Brownson, « The Laboring Classes I », art. cit., p. 372.

53. Thomas Skidmore, *The Rights of Man to Property!*, New York, Alexander Ming, Jr., 1829 ; Orestes Brownson, « Brook Farm », *The Democratic Review*, novembre 1842, p. 487. Les *Notes of the State of Virginia* ont été publiées pour la première fois à Paris en 1785. Voir Thomas Jefferson, *Observations sur l'État de Virginie*, trad. de François Specq, Lyon, Édition Rue d'Ulm, 2015.

un fait providentiel, il en a les principaux caractères : il est universel, il est durable, il échappe chaque jour à la puissance humaine⁵⁴ ». La marche vers la démocratie est « irrésistible⁵⁵ ». Ce mouvement, Tocqueville en trouve la preuve aux États-Unis, dans une nature et des origines qu'il qualifie d'exceptionnelles, une histoire hors pair, ainsi qu'un système politique et une organisation de la vie civile qui permettent de perpétuer cet état égalitaire sans trop en subir les contraintes despotiques : il voit en effet trois « causes principales qui tendent à maintenir la république démocratique aux États-Unis » :

La situation particulière et accidentelle dans laquelle la Providence a placé les Américains forme la première ; la deuxième provient des lois ; la troisième découle des habitudes et des mœurs⁵⁶.

Mais si « tout est extraordinaire chez les Américains, leur état social comme leurs lois », ce qui est « plus extraordinaire encore, c'est le sol qui les porte ». Et cela, ce n'est pas l'œuvre des hommes mais bien celle de Dieu :

Leurs pères leur ont donné l'amour de l'égalité et de la liberté, mais c'est Dieu même qui, en leur livrant un continent sans bornes, leur a accordé les moyens de rester longtemps égaux et libres⁵⁷.

On voit dans les richesses de ce que Tocqueville nomme les « déserts américains » la source de ce qui leur garantira « un long et paisible avenir ». Pourtant, si l'on en croit la lutte politique menée par Brownson, cet avenir ne semble pas gagné. En effet, ce qui distingue la conception providentielle de Tocqueville de celle de Brownson, c'est principalement le rapport au temps : Tocqueville a trouvé en l'Amérique le modèle providentiel qu'il recherche pour la France et la civilisation occidentale. Pour Brownson, l'Amérique n'est pas encore à la hauteur de la mission dont elle s'est dotée au moment de l'Indépendance. C'est dans

54. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit. t. I, p. 69.

55. *Ibid.*, p. 283 ; lettre de janvier 1835 citée par François Furet, Introduction à *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. I, p. 8. et 17.

56. *Ibid.*, p. 379.

57. *Ibid.*, p. 383 et 382.

la conception providentielle de l'histoire adoptée par l'historien George Bancroft, son ami, que Brownson se reconnaît. L'historien du Massachusetts, avec qui il correspond et qu'il vient rejoindre à Boston à partir de 1836, offre l'exemple même de cette conception de l'histoire, typique de la première moitié du XIX^e siècle en Europe comme aux États-Unis⁵⁸. Aux États-Unis, elle est fondée sur l'idée du succès de la Révolution américaine qui constituerait une « rupture » et permettrait un véritable « recommencement historique », dont elle serait l'origine. Ainsi, la lecture du passé colonial devient le prologue de la Révolution, et l'avenir est lu comme « la réalisation de la destinée » démocratique de l'Amérique, commencée avec la Révolution⁵⁹.

Brownson invite à interpréter cette dernière, au-delà du simple différend entre les armées américaine et britannique, comme le moment où « l'avenir entier de l'homme fut débattu et décidé », par l'affirmation « du grand principe d'égalité »⁶⁰. C'est donc vers ce moment fondamental de l'histoire américaine qu'il faut se tourner afin de comprendre la direction à suivre. L'histoire de la république américaine est comprise en termes millénaristes; elle est conçue comme la « réalisation progressive de la vérité éternelle de Dieu⁶¹ ». George Bancroft illustre parfaitement cette conception de l'histoire, qui définit la démocratie comme « la justice éternelle qui gouverne à travers le peuple », ce qu'apprécie Brownson. Celui-ci salue l'historien qu'il voit convaincu que « l'Humanité, dans son progrès à travers

58. Orestes Brownson, *An Address, on the Fifty-fifth Anniversary of American Independence Delivered at Ovid, Seneca Co., N.Y. July 4, 1831*, Ithaca, S.S. Chatterton, 1831; *id.*, *An Address, Delivered at Dedham...*, *op. cit.* On retrouve cette interprétation chez Comte, Tocqueville et Marx. Voir Raymond Aron, *18 leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, 1962, p. 37. Voir aussi Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. I, p. 379.

59. Dorothy Ross, « Historical Consciousness in Nineteenth-Century America », *The American Historical Review*, octobre 1984, p. 913; Élise Marienstras, *Les Mythes fondateurs de la nation américaine*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 61.

60. Orestes Brownson, *An Address, Delivered at Dedham...*, *op. cit.*, p. 4-5.

61. Dorothy Ross, « Historical Consciousness in Nineteenth-Century America », art. cit., p. 916.

les âges, développe et réalise une idée, un dessein, un but, grandioses et providentiels »⁶².

Brownson adopte une conception de l'histoire fondée sur une idée, « l'idée américaine ». « Ce pays a son Idée et sa Mission ». « Son Idée », d'après Bancroft, « c'est la liberté »⁶³. Brownson n'adhère que partiellement à la conception de Bancroft selon lequel la liberté est garantie par la souveraineté du peuple mais dès 1838, il est séduit par l'idée hégélienne que lui transmet Victor Cousin. C'est à partir de cette « idée » que Brownson décrit l'expérience américaine. Il la définit comme

l'Idée que Dieu a ordonné au peuple américain de développer et de représenter; l'Idée de liberté universelle pour l'homme universel; la grande doctrine selon laquelle l'homme est égal à l'homme partout dans le monde. [...] C'est cela l'Idée américaine. La mission du peuple américain c'est de réaliser cette Idée, et de la réaliser pour le monde entier⁶⁴.

Si l'idée qu'il a de la mission de l'Amérique reste immuable, ce qui est frappant chez Brownson, ce sont les variations des moyens de réalisation de cette idée, variations qui sont le signe même des hésitations de cette démocratie naissante. Au cours des années trente, l'expression de la mission américaine par Brownson se rapproche de l'exceptionnalisme tocquevillien. La réalisation de l'idée américaine semble se concrétiser, lorsqu'en 1837, Brownson croit la reconnaître dans le Parti démocrate: « le Parti démocrate, c'est le parti américain », en ce qu'il traduit le mieux l'idée américaine, c'est-à-dire « la Suprématie de l'homme ». En termes politiques, cette idée se traduit par « le suffrage universel, c'est-à-dire le droit égal qu'a chaque homme à exprimer sa voix dans le choix des agents politiques »⁶⁵.

Plutôt que de limiter la réalisation de l'idée américaine à la classe des travailleurs, la mission s'exprime par un véritable

62. Orestes Brownson, « Bancroft's History », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 513. George Bancroft, *History of the Colonization of the United States*, Boston, C.C. Little & J. Brown, 1841.

63. Orestes Brownson, « Bancroft's History », art. cit., p. 514.

64. Orestes Brownson, « Whittier's Poems », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1838, p. 23.

65. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 506.

« Credo humanitaire⁶⁶ ». Brownson semble alors tenté de passer outre la notion de classes. Il critique l'utilisation du mot *peuple* dans sa définition européenne qui signifie « la masse des défavorisés », alors que cette définition est « tout à fait inadmissible » aux États-Unis :

Nous sommes tous le peuple dans ce pays, le marchand, le banquier, le courtier, le fabricant, l'avocat, le docteur, le fonctionnaire en poste ou celui qui en brigue un, l'homme cultivé et raffiné non moins que le fermier, l'artisan et l'ouvrier d'usine⁶⁷.

La mission pour l'humanité tout entière que l'Amérique est chargée de mener à bien se traduit donc par le dépassement d'une société de classes stratifiée en classes sociales, pour atteindre l'humain, au fondement de l'égalité et de la liberté universelles. La démocratie y devient « une fin et non un moyen », comme Brownson n'a de cesse de le répéter après 1840. C'est cette vision de l'homme qu'il adoptera comme corollaire religieux à son projet social, dans son « Église du Futur », qui propose un christianisme à visage humain, fondé sur les principes premiers des Évangiles⁶⁸.

Mais lorsqu'il se tourne, en 1844, vers le catholicisme, il y voit la religion qui permettra à l'Amérique de réaliser sa mission, en fondant le gouvernement non pas sur le contrat humain mais sur le droit divin⁶⁹. Il n'en est alors que plus convaincu de l'exception américaine. Il l'affirme avec force dans son ouvrage, *The American Republic*, publié en 1865, dans lequel il rejoint Tocqueville dans la célébration d'un fédéralisme unique

66. Maurice Agulhon, *1848 ou l'Apprentissage de la République*, Paris, Le Seuil, coll. « Points. Histoire », 1992, p. 22. L'auteur emploie cette expression en référence à la pensée de Pierre Leroux, que lisait Brownson.

67. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », *The Boston Quarterly Review*, avril 1843, p. 261-262.

68. Orestes Brownson, *New Views of Christianity and the Church*, Boston, James Munroe, 1836 ; *id.*, « The Laboring Classes I », art. cit., p. 388-389. Ce nouveau christianisme est dérivé des doctrines religieuses de Saint-Simon.

69. Thomas I. Cook et Arnaud B. Leavelle, « Orestes A. Brownson's *The American Republic* », *The Review of Politics*, n° 4, 1942, p. 77-90, 173-193 ; George Butler, *In Search of the American Spirit: The Political Thought of Orestes Brownson*, Carbondale, Southern Illinois UP, 1992.

à l'Amérique, à mi-chemin entre le centralisme français et l'individualisme à l'anglaise. Dédié à George Bancroft, ce livre raconte à l'Amérique sa propre exception, afin de lutter contre « les fausses théories gouvernementales ». Il insiste sur l'unicité et l'originalité de la Constitution américaine. Il s'agit, dans ce livre écrit à la fin de la guerre de Sécession, de renforcer la cohésion nationale récemment retrouvée, par ce que Brownson nomme « la démocratie territoriale » qui s'oppose à la pure démocratie jeffersonienne fondée sur le contrat⁷⁰. Ce faisant, Brownson ancre l'identité nationale dans une vision exceptionnelle de l'Amérique.

Nous voyons que ce qui ressort finalement du dialogue imaginé entre Tocqueville et Brownson est la possibilité de démultiplier les fonctions de l'exceptionnalisme. L'exceptionnalisme tocquevillien fournit une image plutôt figée de la démocratie américaine, un modèle qui sert de miroir à une France qui tente de définir sa position politique entre deux révolutions. Brownson y répond par la conception millénariste d'une Amérique qui tendrait vers la vraie démocratie, mais qui serait loin d'avoir encore réalisé son idéal démocratique. Sa compréhension changeante, au gré des événements, de la démocratie américaine et de son caractère exceptionnel, fait ressortir deux aspects de la Jeune République américaine. D'un côté, on y perçoit les hésitations d'une démocratie qui s'engage dans un modèle de libéralisme économique. D'un autre côté, Brownson révèle la difficulté et la nécessité d'une définition nationale, la perspective exceptionnaliste faisant à la fois figure de récit historique et de fondement de l'identité nationale.

Ces conceptions complexes de Brownson nous incitent à porter un autre regard sur la démocratie américaine – une « autre démocratie en Amérique ». Pour autant, ce livre n'est pas une biographie, ni même une biographie intellectuelle, mais il propose d'entrer dans l'historiographie de la jeune Amérique avec, comme témoin direct et quasi arbitre, un auteur encore méconnu de cette période de l'histoire des États-Unis,

70. Orestes Brownson, *The American Republic*, op. cit., p. 348.

et de défaire, à ses côtés, les mythes institués par le regard européen. Vue par le prisme de la littérature, de la philosophie, des arts, de l'histoire, et de l'action politique réformatrice, l'ère dite « jacksonienne » est une période foisonnante, presque inégalée par la suite. Face à des penseurs, des poètes, des écrivains, des militants aussi illustres que le réformateur Robert Dale Owen, face au diplomate et historien George Bancroft, ou encore à l'essayiste Ralph Waldo Emerson et à son Club des transcendantalistes, Brownson est une figure à part, alors qu'il participe à pratiquement tous les courants.

Brownson poursuit une quête globale qui le situe au carrefour des réseaux politiques, religieux, intellectuels, au sein des revues où il publie ses propres articles, à une époque où l'essai politique et l'écriture littéraire se confondaient⁷¹. La démocratie, dans sa forme américaine naissante, est alors un grand sujet du débat politique. Ses contemporains sont souvent indulgents à l'égard des failles de cette démocratie, quand Brownson n'a de cesse de l'appréhender comme un objet imparfait, incomplet, dévoyé même, qu'il est indispensable de parfaire et de consolider. La première partie de sa vie d'adulte est entièrement consacrée à cette critique. En ces temps où une forme de nationalisme envahit la pensée de l'élite états-unienne, Brownson porte sur la démocratie une pensée moins universaliste que nationale : il poursuit un idéal américain, plus « domestique » qu'international, mais la visée en est essentiellement humaniste. De sorte que Brownson se révèle beaucoup plus pertinent que Tocqueville pour juger la démocratie américaine, puisque, à la différence de ce dernier, il s'engage lui-même et pour sa propre société, dans la recherche du souverain bien politique⁷². Parce qu'il traverse la plus grande partie du XIX^e siècle américain, depuis le début

71. Catherine O'Donnell, « Literature and Politics in the Early Republic: Views from the Bridge », *Journal of the Early Republic*, vol. 30, n° 2, été 2010, p. 291.

72. Garry Wills, « Did Tocqueville "Get" America? », *The New York Review of Books*, 29 avril 2004, p. 53 ; Olivier Zunz, « Tocqueville lu par les Américains du XIX^e siècle », *La Revue Tocqueville*, vol. 27, n° 2, 2006, p. 26 ; Alan Ryan, « Tocqueville: The Flaws of the Genius », *The New York Review of Books*, 22 novembre 2007, p. 53.

du siècle qu'inaugure la réélection de Thomas Jefferson jusqu'à la fin de la Reconstruction, le regard d'Orestes Brownson sur les États-Unis est unique. Après ses premières publications au début du premier mandat du président Jackson en 1828, il est extrêmement prolifique jusqu'à sa mort en 1876. Ses options politiques et religieuses singulières, changeantes et souvent virulentes, l'ont tout à la fois rendu célèbre et marginalisé, d'où la complexité de l'image qu'il offre à son lecteur. Il passe en peu d'années du congrégationalisme typique de Nouvelle-Angleterre, au presbytérianisme, à l'universalisme, à la libre-pensée même, puis à l'unitarisme, avant de se convertir au catholicisme en 1844. Tout à la fois pasteur et chroniqueur dans une dizaine de périodiques, sa quête de la « vraie démocratie » l'amène à s'engager auprès de groupes aussi divers que le Parti des Travailleurs de New York aux côtés des réformateurs Frances Wright et Robert Dale Owen, et le Club des transcendantalistes de Boston, derrière Ralph Waldo Emerson et William Ellery Channing. La crise économique de 1837 l'amène à s'engager un moment dans le parti majoritaire, le Parti démocrate.

Perçu alternativement comme « radical » et comme « conservateur », lorsqu'il ne prend pas toujours ses distances vis-à-vis des options majoritaires de ses contemporains, à un moment où les idéologies nées aux États-Unis après la Révolution française – conservatisme, libéralisme, radicalisme – sont en cours de définition, ses changements fréquents, déconcertants, lui ont valu le sobriquet de « girouette », repris par certains de ses contemporains⁷³. « Dire la vérité, agir en accord avec nos plus intimes et honnêtes convictions de la justice, là réside notre devoir le plus impératif » : voilà ce qu'affirme notre auteur dont d'autres ont vanté l'honnêteté⁷⁴. Comme le note le démocrate John O'Sullivan :

73. James Russell Lowell, *A Fable for Critics*, Boston, Ticknor & Fields, 1864. Lowell utilise le terme *weathercock* (p. 48). La métaphore de la « girouette » a été reprise par l'un des biographes de Brownson, Patrick W. Carey, *Orestes A. Brownson: American Religious Weathervane*, Grand Rapids, William B. Eerdmans Publishing Company, 2005.

74. Orestes Brownson, « Discourse on Lying », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1840, p. 417.

Nous refusons de nous joindre aux accusations à l'encontre de Monsieur Brownson et de son inconstance. S'il a été plus ouvert et transparent que la plupart en exposant au monde les étapes intermédiaires de sa pensée vers une opinion arrivée à maturité, Monsieur Brownson est un auteur qui a fait preuve de bien plus de cohérence que ce qu'on a voulu faire croire⁷⁵.

Le brûlot anti-jacksonien que constitue l'article « The Laboring Classes », publié en 1840, lui a valu d'être qualifié de « radical ». Brownson y déploie sa critique la plus féroce de la démocratie politique américaine telle qu'il l'observe dans les années Jackson – position qui l'a fait mettre à l'écart par ses contemporains et vouer à l'oubli par les nôtres. Il est temps de lever ce voile d'oubli.

75. [John O'Sullivan], « Note [on Popular Government] », *The Democratic Review*, mai 1843, p. 537.

Chapitre 1

Qu'est-ce que la Jeune République ?

Lorsqu'il s'agit de rendre compte des changements qui ont eu lieu aux États-Unis dans les premières années de la Jeune République, au moment de l'avènement de la démocratie politique, les historiens de la période s'inspirent généralement des observateurs étrangers, ainsi Alexis de Tocqueville, l'Anglaise Harriet Martineau, les Allemands Francis Grund et Francis Lieber, ou encore cet autre Français, Michel Chevalier¹. Orestes Brownson connaissait ces auteurs: on trouve des comptes rendus de leurs récits de voyage dans les revues qu'il publie. Mais Brownson reste américain et partisan: il jette un regard précis, critique, sélectif sur les sujets qu'il entreprend de traiter². Pour mieux comprendre la nature des débats auxquels participe Brownson et les solutions qu'il envisage, il faut mettre au jour les différents facteurs qui font de l'ère jacksonienne une ère de mouvement, d'inquiétude et surtout d'intense croissance dans tous les domaines, un moment que l'on peut qualifier de transition, où sont discutés de toutes parts le sens et l'avenir de la démocratie.

-
1. Voir en particulier Edward Pessen, *Jacksonian America: Society, Personality and Politics*, Homewood (IL), The Dorsey Press, 1969 et Harry L. Watson, *Liberty and Power: The Politics of Jacksonian America*, New York, Hill & Wang, 1990.
 2. Voir les articles de Brownson sur Francis Grund (*Aristocracy in America*, London, 1839), Francis Lieber (*The Stranger in America*, New York, 1835, 2 vol.), Michel Chevalier (*Society, Manners and Politics in the United States*, Boston, 1839), Harriet Martineau (*Society in America*, New York, 1837, 2 vol.) qu'il publie dans *The Boston Quarterly Review*, avril 1838, janvier 1839, avril 1840, avril 1841, juillet 1841.

D'abord se posent des questions de chronologie. Quel moment précis l'appellation « démocratie jacksonienne » désigne-t-elle ? Traditionnellement, on fait débiter l'ère jacksonienne *stricto sensu* avec l'accession d'Andrew Jackson à la présidence des États-Unis en 1828, à moins qu'on ne la lie à la victoire militaire du même Jackson sur les Britanniques en 1815 à La Nouvelle-Orléans³. La difficulté est surtout de poser un terme à la période, la clôture pouvant être marquée par la défaite, en 1840, du Parti démocrate au profit du Parti whig, qui porte William Henry Harrison à la présidence des États-Unis. Les années 1844 ou 1846 sont, elles aussi, données comme années charnières avec la création de deux nouveaux partis : le Parti de la liberté (*Liberty Party*), abolitionniste, et le Parti de l'Amérique (*American Party*), nativiste, cependant que se renforcent les tendances au régionalisme (*sectionalism*) et à l'expansionnisme – le Texas est annexé en 1845. Trois ans plus tard, le bipartisme qui opposait whigs et démocrates éclate avec la naissance du Parti républicain, tandis que la fin de la guerre contre le Mexique donne lieu à la gigantesque extension du territoire des États-Unis au sud-ouest du continent⁴. Ces jalons chronologiques d'une périodisation bien souvent contestable correspondent surtout à des repères politiques et ne reflètent pas toujours les changements économiques ou sociaux du pays⁵. En revanche, le concept historiographique de « révolution

-
3. Frank Otto Gatell et John M. McFaul, *Jacksonian America, 1815-1840: New Society, Changing Politics*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice Hall, 1970 ; Lee Benson, *The Concept of Jacksonian Democracy: New York as a Test Case*, Princeton (NJ), Princeton UP, 1961. Voir aussi Jean-Marc Serme, *Andrew Jackson. L'homme privé*, Paris, L'Harmattan, 2012.
 4. Ronald Formisano, *The Transformation of Political Culture: Massachusetts Parties, 1790s-1840s*, New York, Oxford UP, 1983 ; John Ashworth, « *Agrarians* » and « *Aristocrats* » : *Party Political Ideology, 1837-1846*, Cambridge, Cambridge UP, 1987.
 5. Edward Pessen dénonce l'artificialité de cette périodisation dans « "We are all Jeffersonians, we are all Jacksonians": Or a Pox on Stultifying Periodizations », *Journal of the Early Republic*, n° 1, automne 1981, p. 1-26. Voir Jacques Le Goff, *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?*, Paris, Le Seuil, 2014. Les historiens du XXI^e siècle s'intéressent plutôt à la notion, plus large, de « Jeune République », qui couvre aussi bien le régime jeffersonien et post-jeffersonien (1800-1830) que la période séparant la création nationale de la guerre civile que fut la guerre de Sécession. C'est cette même longue période qui intéresse les chercheurs réunis au sein de la *Society for the History of the Early American Republic* (SHEAR). En France,

du marché » (*market revolution*), avancé par des historiens dans les dernières décennies du xx^e siècle, couvre toute la période de 1815 à 1848. Bien qu'actuellement sérieusement mise en question comme on le verra plus loin, c'est cette chronologie qui a fini par l'emporter pour désigner la période jacksonienne⁶.

Si nous revenons aux jalons de 1828 – début du mandat d'Andrew Jackson qui assoit la démocratie politique avec l'extension du suffrage « universel » à tous les États, et de 1844 – année de l'élection du neuvième président des États-Unis, James Polk –, la vie politique états-unienne est alors marquée, d'une part, par un activisme nationaliste en politique extérieure et, d'autre part, à l'intérieur du continent, par un expansionnisme qui s'accompagne d'une exaspération progressive des divisions interrégionales, l'Ouest nouvellement acquis faisant l'objet d'enjeux économiques et politiques entre le Nord et le Sud⁷. Les problèmes qui affleurent à cette époque, et qui s'aggravent dangereusement après 1850, sont assortis d'une intense transformation de la culture démocratique, non sans que la démocratie ne soit agitée par de nouvelles interrogations.

On pourrait être tenté de prendre au mot la prétention des démocrates jacksoniens à être les auteurs d'une nouvelle conception de la république, proche du peuple, hostile à l'aristocratie, fidèle aux valeurs jeffersoniennes. Mais en y regardant de près, les spécialistes décèlent des aspects beaucoup plus complexes, un certain trouble même, non seulement dans la politique menée, mais aussi dans sa conceptualisation et dans l'identité respective des principaux partis – le Parti whig et le Parti démocrate. Il est vrai que la pratique politique se transforme,

le Réseau pour le développement européen de l'histoire de la Jeune Amérique (REDEHJA) rassemble, selon la perspective de l'histoire atlantique, les chercheurs travaillant plus généralement sur l'histoire des Amériques, jusqu'au milieu du xix^e siècle.

6. Charles Sellers, *The Market Revolution: Jacksonian America, 1815-1845*, New York, Oxford UP, 1991; Sean Wilentz, « Society, Politics, and the Market Revolution, 1815-1846 », dans Eric Foner (dir.), *The New American History*, Philadelphia, Temple UP, 1990, p. 61-84.
7. Voir Marie-Jeanne Rossignol, *Le Ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure des États-Unis (1789-1812)*, Paris, Belin, 1994.

favorisant, à partir de l'élection d'Andrew Jackson, l'extension du suffrage masculin blanc à tous les États fédérés. Grâce à la « nouvelle histoire politique », il devient possible d'analyser la période de transition jacksonienne en tenant compte de tous les aspects économiques et sociaux alors en effervescence.

Au ^{xix}^e siècle, l'espace géographique est le facteur primordial du développement des États-Unis. L'historien Edward Countryman estime que la Révolution, ses conflits autour du pouvoir, de la propriété, de la puissance et de la domination, en a modifié le paysage, au détriment des anciens propriétaires, les autochtones. Ces derniers furent transformés d'abord en « Indiens non taxés », selon les termes de la Constitution des États-Unis, puis en « nations domestiques dépendantes », cependant que se répandaient des discours « sur l'Empire de la liberté, la Destinée manifeste et la Frontière en marche. Le problème qui plus tard faillit détruire les États-Unis est né du conflit national entre la liberté et l'esclavage à l'intérieur d'un espace que la République américaine avait fait sien⁸ ». C'est dans cet espace que prend place l'immigration par laquelle se « repeuple » un continent présumé vide d'habitants. Certes, la Jeune République ne connaît pas les arrivées massives d'Européens que vivra la fin du siècle. L'intérêt pour notre propos est que l'expansion s'accompagne, selon les règles fixées par la Constitution et l'Ordonnance du Nord-Ouest (toutes deux rédigées en 1787), d'une extension des composantes de l'État fédéral et qu'elle constitue l'un des axes fondamentaux dans l'élaboration d'une idée et d'une pratique de la démocratie⁹.

Si le taux de croissance démographique atteint 350% pendant la première moitié du ^{xix}^e siècle, la densité reste relativement stable en raison de l'agrandissement simultané du territoire, depuis l'achat de la Louisiane en 1803 jusqu'à

8. Edward Countryman, « What Changed During the American Revolution? » *Common-Place*, vol. 14, n°3, été 2014. Voir aussi Juliana Barr et Edward Countryman (dir.), *Contested Spaces of Early America*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2014.

9. Tangi Villerbu, *Thomas Jefferson et l'Ouest: l'expédition Lewis et Clark*, Paris, Atlante, 2006.

l'annexion du Texas en 1845¹⁰. La population américaine passe de 12 866 020 personnes en 1830 à 17 069 453 en 1840. La croissance naturelle reste le facteur démographique principal, sans que le taux de croissance soit uniforme dans tout le pays. L'espace des jacksoniens, c'est donc un territoire qui n'est pas encore totalement exploré dans les années 1830 et que les immigrés anciens ou récents entreprennent de coloniser en le confisquant progressivement aux autochtones. L'achat de la Louisiane a multiplié par deux la superficie du territoire qui passe de 2 301 694 km² en 1793 à 4 444 121 km² en 1803¹¹. En 1819, l'acquisition de la Floride agrandit les États-Unis de 186 487 km². Les années 1830 marquent une pause dans l'expansion.

Durant les années Jackson, le continent est encore loin d'être tout entier possédé et occupé par des citoyens des États-Unis. Mais il est l'objet d'un double rêve, tout à la fois immanent et relevant de l'eschatologie. Les immigrés venus d'Europe, implantés en premier sur la côte atlantique, se projettent, depuis le xvii^e siècle, vers le couchant et ils s'y dirigeront avec constance à mesure que croîtront leurs moyens matériels, leur démographie, et la supériorité du rapport de forces dont ils profiteront contre les Amérindiens et contre les empires européens rivaux.

Les historiens et les économistes ont embrassé la question de l'espace américain selon des méthodes diverses, leurs orientations méthodologiques étant soumises, comme pour l'histoire politique, aux aléas idéologiques. Après des siècles et des décennies d'écriture à la gloire de la Providence et des pionniers, et l'adoption, vers la fin du xix^e siècle, de la théorie turnérienne de la Frontière comme source de la démocratie américaine, ce sujet, presque omniprésent dans la culture américaine jusqu'à nos jours, est traité d'une manière originale et, si l'on peut dire, objective par un géographe, D.W. Meinig,

10. Edward Pessen, *Jacksonian America*, *op. cit.*, p. 60; Robert Wiebe, *The Opening of American Society: From the Adoption of the Constitution to the Eve of Disunion*, New York, Vintage, 1985, p. 131-132.

11. *Ibid.*, p. 131.

dont le deuxième tome de *The Shaping of America* réunit l'essentiel des paramètres qui ont marqué l'expansion états-unienne sur le continent¹². Au tournant des ^{xx}^e et ^{xxi}^e siècles, une « nouvelle histoire de l'Ouest » est née, plus ancrée, cependant, dans les suites de la guerre de Sécession que dans la période à laquelle vécut Orestes Brownson¹³.

La doctrine de la « Destinée manifeste », expression née sous la plume du collègue de Brownson, John O'Sullivan en 1845, a ses sources dans l'époque coloniale.¹⁴ Elle sous-tend l'idée que la Providence a doté l'Amérique des colons et des pionniers d'une mission civilisatrice sur le sol et à l'endroit des autochtones¹⁵. Elle est présente avant la lettre dans les écrits de Brownson et de ses contemporains; elle contribue à informer une conception nationaliste véhémement de la démocratie américaine. L'exemple le plus parlant en est sans doute l'attitude du président Andrew Jackson à l'égard de la nation cherokee de Géorgie au début des années 1830: tandis que la Cour suprême, alors présidée par John Marshall et soutenue par une partie de l'opinion, donne partiellement raison à la nation cherokee qui refuse de céder ses terres argentifères, la Loi sur le déplacement (*Removal Act*) adoptée par le Congrès à l'initiative du président Jackson, détermine le destin de milliers d'Amérindiens qui sont transférés de force de l'autre côté du Mississippi, dans le futur territoire de l'Oklahoma. Malgré la mobilisation des réformateurs, la marche forcée des Cherokees (« *The Trail of Tears* ») aboutira à la disparition d'un quart de

12. Voir Frederick Jackson Turner, « The Significance of the Frontier in American History », dans John Mack Faragher (dir.), *Rereading Frederick Jackson Turner, « The Significance of the Frontier in American History » and Other Essays*, New York, Henry Holt, 1994; Donald W. Meinig, *The Shaping of America: A Geographical Perspective on 500 Years of History*, t. II, *Continental America, 1800-1867*, New Haven, Yale UP, 1993 [1968].

13. Voir par exemple Nicolas Barreyre, *L'Or et la Liberté. Une histoire spatiale des États-Unis après la guerre de Sécession*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

14. Voir Naomi Wulf, « John O'Sullivan, *The United States and Democratic Review* et la mission démocratique des États-Unis avant 1845 », *QWERTY*, n°9, p. 333-338; Anders Stephanson, *Manifest Destiny: American expansion and the Empire of Right*, New York, Hill & Wang, 1995.

15. Voir Élise Marienstras, *Les Mythes fondateurs de la nation américaine*, Bruxelles, Complexe, 1991.

leur population¹⁶. En quelques années, la plupart des tribus dites « civilisées » du Sud-Est (Creeks, Choctaws, Seminoles, Chickasaws) sont ainsi expulsées vers l'ouest. Après 1844, la politique expansionniste du gouvernement fédéral reprend avec vigueur et s'appuie sur une idéologie nationale providentialiste déjà sous-jacente à l'époque de la Révolution et des premières années de république. L'idéologie expansionniste s'affirme ainsi tant sur la scène internationale que dans la sphère domestique, imprimant une marque nouvelle à l'idée de démocratie dès avant la fin de l'ère jacksonienne. Entre-temps, les territoires nouvellement acquis sont progressivement intégrés à l'Union sous la forme d'États fédérés.

On voit que la croissance territoriale, politique et démographique est très rapide dans la période jacksonienne. Les faits sont moins clairs quant à la croissance économique. Si l'augmentation de la production et du marché, ainsi que celle des communications répond à l'expansion démographique et territoriale, peut-on pour autant parler de révolution ? « Révolution des transports » ou « révolution du marché » et « révolution de la consommation » : ces notions ont été tour à tour employées par les historiens depuis le xx^e siècle pour caractériser la période, et peut-être le mot *révolution* dans sa force et sa fulgurance n'est-il pas excessif. Il n'est certes pas exagéré de parler de « révolution des transports » à propos de l'ardeur à construire les routes, les canaux, les lignes de chemins de fer pendant la première moitié du xix^e siècle : « Nous sommes ravis de voir les moyens de communication s'étendre d'un État à l'autre », s'exclame Brownson en 1836¹⁷. La « révolution des transports » a longtemps été perçue par les historiens comme le facteur le plus significatif pour le développement économique de

16. Voir Ronald Satz, *American Indian Policy in the Jacksonian Era*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1975 ; William McLoughlin, *Cherokees and Missionaries, 1789-1839*, New Haven, Yale UP, 1984 ; John Ehle, *Trail of Tears: The Rise and Fall of the Cherokee Nation*, New York, Doubleday, 1988 ; Bernard Vincent, *Le Sentier des larmes. Le grand exil des Indiens Cherokees*, Paris, Flammarion, 2002 ; Élise Marienstras, *La Résistance indienne aux États-Unis*, éd. rév. et augmentée, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2014, p.118-130.

17. Orestes Brownson, « Rail-Roads [sic] », *The Boston Reformer*, 7 juillet 1836.

la période: elle crée une forme de marché commun, accessible à tout producteur, quelles que soient les distances, pourvu que la production soit bon marché, efficace et abondante et c'est elle d'abord que retient Daniel Walker Howe dans la somme qu'il consacre à la période¹⁸. Les transports – routes, canaux, chemins de fer – occupent le deuxième rang dans l'économie nationale et attirent les capitaux intérieurs comme extérieurs. Afin de les développer, de grands travaux publics sont nécessaires, mais ils soulèvent une opposition politique à l'intervention du gouvernement fédéral dans les affaires des États, question centrale dans les débats sur la démocratie naissante. Mais il est aussi avéré que ce début d'extension des travaux d'infrastructure n'a pas déterminé, comme les historiens de la « révolution des transports » le soutenaient, de révolution industrielle immédiate.

Les réalisations sont néanmoins remarquables. Au début du siècle sont construites tout d'abord des routes à péage (*turnpikes*) – plus de 4 500 km² de 1800 à 1820 – facilement contournables, ce qui favorise le développement des transports par voie d'eau. L'événement le plus important est la construction du canal Érié, qui entraîne une véritable « fièvre de canaux »: entre 1816 et 1840, 4 827 km de canaux sont construits pour un coût total de 125 millions de dollars. La fièvre tombe avec la crise de 1837, cependant que la construction des bateaux à vapeur continue, ce qui facilite l'exportation du coton du Sud vers le Nord-Est. Le développement des chemins de fer qui suit de près l'innovation anglaise de 1825 est plus important encore: en 1828 est inaugurée la ligne Baltimore-Ohio. En 1840, les chemins de fer, qui se multiplient plus rapidement que les usines, dépassent en longueur les canaux et en représenteront le double dix ans plus tard. Compte tenu de l'importance des capitaux et des profits en jeu, de nombreuses compagnies commerciales voient le jour pour financer ces travaux; elles bénéficient d'une forte

18. George R. Taylor, *The Transportation Revolution, 1815-1860*, New York, Harper & Row, 1951; Daniel Walker Howe, *What Hath God Wrought: The Transformation of America, 1815-1848*, New York, Oxford UP, coll. « Oxford History of the United States », 2009.

participation des États – dans l'Ouest en particulier – qui leur accordent généreusement des concessions. À ces progrès dans la communication par voies d'eau et de terre, il faut ajouter ceux des services postaux qui passent de 3 000 bureaux en 1815 à plus de 8 000 en 1830, ainsi que l'invention par Samuel Morse du télégraphe en 1842. Les moyens de transmission accélérée exercent une influence sur la diffusion de l'imprimé, de la presse en particulier, ce dont bénéficie un grand nombre de revues comme celles que dirige Orestes Brownson, *The Gospel Advocate and Impartial Investigator* (1828-1829), *The Genesee Republican and Herald of Reform* (1829-1830), *The Boston Reformer* (1836-1837), et surtout *The Boston Quarterly Review* (1838-1842) et *Brownson's Quarterly Review* (1844-1864, 1873-1875)¹⁹.

Les débats politiques les plus importants opposent whigs et démocrates autour du financement des travaux publics, des banques, de la répartition des prérogatives entre le gouvernement fédéral et les États fédérés, des tarifs douaniers et du protectionnisme, toutes controverses qui engagent la question du régime fédéral et de la démocratie. La croissance économique se poursuivra jusqu'en 1859, entrecoupée par des crises qui éclatent en 1837 et 1843.

Curieusement, les voyageurs européens de ces années se disent frappés par le caractère relativement homogène de la société. Ils y voient une classe moyenne majoritaire de petits propriétaires, marchands et entrepreneurs qui développe ses réseaux institutionnels et partisans à l'échelle nationale : réseaux commerciaux, avec la prolifération du crédit ; ou encore religieux, le nombre de sectes et d'Églises se multipliant dans le contexte du second Grand Réveil²⁰. Cependant, une

19. En octobre 1842, Brownson annonce à ses lecteurs que la *Boston Quarterly Review* fusionne avec *The United States Magazine and Democratic Review* de John O'Sullivan. L'arrangement cesse en 1844 à la suite des divergences grandissantes entre les deux associés.

20. Le renouveau religieux appelé Premier Grand Réveil (*First Great Awakening*) a débuté à la fin des années 1730 ; il a joué un rôle dans les prémices de la Révolution. Voir William W. McLoughlin, *Awakenings and Reform: An Essay on Religion and Social Change in America, 1607-1977*, Chicago, University of Chicago Press, 1978, p. 97.

fraction de plus en plus large de la population se détache de l'ensemble, rassemblant ceux qui ne sont pas nés aux États-Unis. Entre 1830 et 1850, deux millions et demi d'Européens arrivent aux États-Unis à raison de 15 000 par an dans les années 1820 et plus de 100 000 entre 1832 et 1850²¹. Cette première grande vague d'immigrants du XIX^e siècle est à la fois bénéfique pour l'économie du pays en plein essor, et mal venue pour une partie de la population que l'on viendra à qualifier de « WASP » (« *White Anglo-Saxon Protestant* », « blanche anglo-saxonne protestante ») et qui commence à revendiquer une américanité dont elle exclut les nouveaux-venus, notamment les Irlandais²². Preuve supplémentaire que les États-Unis sont en pleine croissance : par leur appel à la main-d'œuvre, par la faiblesse des impôts, l'abondance des terres et l'absence de service militaire obligatoire, ils constituent un pôle d'attraction pour les « armées » d'Allemands (notamment les révolutionnaires en exil) et d'Irlandais qui immigrent alors aux États-Unis²³. Les Allemands, davantage qualifiés, s'établissent de préférence dans les zones rurales, alors que les Irlandais s'installent dans les villes et autour des centres textiles de Nouvelle-Angleterre où ils remplacent la main-d'œuvre féminine²⁴. Les Irlandais, surtout, sont victimes de l'« antipapisme » déjà présent et sur lequel Brownson ne se prononce qu'après sa conversion au

21. Edward Pessen, *Jacksonian America, op. cit.*, p. 60. Jean Heffer, *L'Union en peril: la démocratie et l'esclavage (1829-1865)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, p. 15; Harry L. Watson, *Liberty and Power, op. cit.*, p. 18; John R. Howe, *From the Revolution Through the Age of Jackson: Innocence and Empire in the Young Republic*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 1973, p. 98; Stephen Thernstrom (dir.), *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, Cambridge, Belknap, 1981, p. 406-415 et p. 528-540.

22. Voir Rachel Ertel, Geneviève Fabre, Élise Marienstras, *En marge. Les minorités aux États-Unis*, Paris, Maspéro, 1971. Sur la même question, mais dans un registre différent, Denis Lacorne, *La Crise de l'identité américaine*, Paris, Fayard, 1997.

23. Calvin Stowe, *Transactions of the Fifth Annual Meeting of the Western Literary Institute and College of professional Teachers*, Cincinnati, 1836, cité dans Élise Marienstras et Marie-Jeanne Rossignol (dir.), *L'École dans l'histoire des États-Unis*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994, p. 63-65.

24. Thomas Dublin, *Women at Work: The Transformation of Work and Community in Lowell, Massachusetts, 1826-1860*, New York, Columbia UP, 1979.

catholicisme en 1844²⁵. Surnommés « les nègres blancs » par les premiers nativistes, ils remplacent à partir de 1837 la population noire libre du Nord dans les emplois de serviteurs, cuisiniers ou dockers et constituent alors 10 % de la population active²⁶.

Les Irlandais ne sont pas les seuls à souffrir d'exclusion. Les Noirs libres, au nombre de 320 000 en 1830 et de 386 000 en 1840 dans tout le pays, migrant souvent du Sud vers le Nord, se voient, dans les États du Nord, refuser le droit de vote et subissent de manière plus ou moins légale une ségrégation dans les lieux publics. Au fur et à mesure que les restrictions à la participation politique des hommes blancs en âge de voter disparaissent, celles appliquées à la deuxième génération de Noirs libres croissent. À la fin des années 1840, seuls les États du Maine, du New Hampshire, du Vermont et du Massachusetts leur ouvriront les urnes²⁷.

Les esclaves du Sud, eux, constituent 15 % de la population totale des États-Unis. La justification idéologique de l'esclavagisme s'intensifie, en sus des barrières institutionnelles accrues à la suite de la révolte d'esclaves menée par Nat Turner en 1831, alors que s'amplifie et se radicalise le mouvement en faveur de l'abolition de l'esclavage. Les Blancs pauvres du Sud adhèrent rapidement à l'idéologie raciste qui s'étend également aux travailleurs du Nord, l'émancipation et l'égalité des Noirs constituant une menace pour la part de la population qui n'est pas propriétaire : le racisme devient une composante de la

25. *Brownson's Quarterly Review*, I, 4, 1845; *Brownson's Quarterly Review*, VI, 1849; *Brownson's Quarterly Review*, VIII, 1, 1851; *Brownson's Quarterly Review*, XI, 4, 1854. Voir Robert H. Wiebe, *The Opening of American Society*, op. cit., p. 335; Jay P. Dolan, *The Immigrant Church: New York's Irish and German Catholics, 1815-1865*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 1975, p. 109, p. 122.

26. David R. Roediger, *The Wages of Whiteness: Race and the Making of the American Working Class*, London/New York, Verso, 1991; Bruce Laurie, *Working People of Philadelphia*, Philadelphia, Temple UP, 1980, p. 29.

27. Voir George M. Frederickson, *The Black Image in the White Mind: The Debate on Afro-American Character and Destiny, 1817-1914*, New York, Harper & Row, 1971; Leon F. Litwack, *North of Slavery: The Negro in the Free States, 1790-1860*, New York, Columbia UP, 1978; Ira Berlin, *The Making of African America: The Four Great Migrations*, New York, Viking, 2010.

démocratie blanche en formation²⁸. L'influence de l'esclavage sur la définition de la démocratie est une question que Tocqueville n'a pas manqué de soulever²⁹. Elle reste plus équivoque chez Brownson, qui, nous l'avons déjà évoqué, reprend à son compte des arguments sudistes dans son élaboration d'une démocratie plus sociale, traduisant ainsi l'ambiguïté de certains de ses contemporains.

L'agriculture, suivie du transport, reste l'activité principale. Elle fournit, grâce pour moitié au coton, la majeure partie des produits exportés. On voit se développer une agriculture commerciale, dont la complexité croissante est une caractéristique importante de l'époque. Vers la fin de la période, il y a davantage de points communs entre l'économie du Nord et du Sud qu'on ne l'admet généralement³⁰. Dans le Nord, le déclin de l'exploitation agricole va de pair avec l'expansion vers l'Ouest. Néanmoins, les États du centre de la façade atlantique prospèrent. L'État de New York, producteur de foin, de fruits et légumes et éleveur de bétail, est ainsi le premier État agricole. La vallée de l'Ohio devient « la corbeille à pain de la nation » grâce au nouveau canal de l'Ohio et aux chemins de fer qui la relie à l'Est et au Mississippi. Le maïs est la culture principale dans l'Ouest et le Sud. Les ouvriers agricoles, non-proprétaires, de l'Ouest, gagnent de dix à quinze dollars par mois dans les années 1840.

L'agriculture de subsistance rend le Sud auto-suffisant. Cependant, la culture du coton, introduite au début du XIX^e siècle, à laquelle participent de nombreux petits propriétaires exploitants avec ou sans esclaves, donne lieu à une agriculture

28. Voir Stephen Hahn, *The Roots of Southern Populism*, New York, Oxford UP, 1983; Eugene D. Genovese, *Roll, Jordan, Roll: The World the Slaves Made*, New York, Vintage Books, 1976 [1972]; David R. Roediger, *The Wages of Whiteness*, *op. cit.*; Alexander Saxton, *The Rise and Fall of the White Republic: Class Politics and Mass Culture in Nineteenth-Century America*, London, Verso, 1990; Reginald Horsman, *Race and Manifest Destiny: The Origins of Racial Anglo-Saxonism*, Cambridge (MA), Harvard UP, 1981.

29. Alexis de Tocqueville, *Sur l'esclavage*, édition annotée et présentée par Seloula Luste Boulbina, Paris/Alger, Actes Sud/Barzakh, coll. « Babel », 2008.

30. Edward Pessen, *Jacksonian America*, *op. cit.*, p. 100-101.

commerciale très active, nationale et internationale. Parallèlement à la culture du coton – qui est exporté en échange de café, de thé et d'articles manufacturés –, les grands propriétaires se consacrent aux cultures plus onéreuses du sucre et du riz. L'absence de mécanisation dans le Sud est liée au système de main-d'œuvre prépondérant, mais qui n'est pas nécessairement le plus rentable, qu'est l'esclavage³¹. Le coton lie étroitement les États du Nord et ceux du Sud : les usines du Massachusetts, comme celles de Waltham (1814), de Lowell (1822) et de Chicopee (1823), usines intégrées qui concentrent en un seul lieu l'ensemble des opérations de production des étoffes de coton, de l'ouverture des balles au tissage, fournissent près d'un quart de la production cotonnière du pays. Néanmoins, si l'industrie cotonnière est, au milieu du siècle, la plus importante du pays, suivie de l'industrie du bois, de la chaussure, du cuir, des métaux, des machines, de la laine, on ne peut pour autant parler de révolution industrielle. En effet, au cours des années qui séparent l'inauguration du canal Érié en 1825 et la sortie des crises de 1837 et 1843, la majeure partie de la transformation des matières premières du pays est encore effectuée à domicile ou dans des petits ateliers, par des fermiers, des ouvriers qualifiés ou des artisans, plutôt que par des ouvriers d'usine, les usines étant surtout localisées en Nouvelle-Angleterre³².

Si l'on ne peut pas encore parler de « révolution industrielle », peut-on en revanche voir légitimement une « révolution du marché » prendre place dans cette période de transition entre l'économie agraire et l'économie à dominante industrielle ? Ce concept de l'historiographie récente s'appuie sur une analyse des débuts de la révolution industrielle conjointement à celle de la révolution des moyens de transports et de la révolution commerciale, qui modifient les rapports des petits producteurs au marché. L'élargissement du marché

31. Ira Berlin et Philip D. Morgan (dir.), *Cultivation and Culture: Work and the Shaping of Afro-American Culture in the Americas*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1993.

32. Voir Thomas C. Cochran, *Frontiers of Change: Early Industrialism in America*, New York, Oxford UP, 1981.

provoque un bouleversement dans les mentalités et les idéologies qui vont dans le sens de cette « révolution » selon les uns, ou bien qui lui résistent, selon d'autres. En liant étroitement révolution industrielle, révolution des transports et révolution du marché, les historiens ont tenté d'opérer une synthèse qui englobe les mentalités et la politique. Histoire économique et sociale, l'histoire de la révolution du marché telle qu'elle est née dans la fin du ^{xx}^e siècle, est tout aussi bien une histoire des idéologies et de la vie politique. Mais l'expression « révolution du marché » ne doit pas tromper ; il ne s'agit pas de « la main invisible » d'Adam Smith ou de Hegel, ni d'une formulation néo-marxiste qui soumettrait les différentes structures sociales à un déterminisme économique ; l'idéologie dominante comme les idéologies de résistance restent prédominantes dans la recherche sur l'ère dite « jacksonienne ».

La révolution du marché implique des changements au niveau économique et politique : la création d'un marché national qui coordonne la production, la distribution et la consommation sur de vastes distances, qui entraîne individus et familles dans son fonctionnement, encourage une concentration des activités économiques dans des villes en croissance comme Chicago et New York, tandis que des sommes de plus en plus importantes sont investies dans le financement de canaux, des chemins de fer et des usines. Cette activité économique implique une mobilité accrue du capital, des produits et de la main-d'œuvre, transformations qui sont accompagnées d'innovations dans les structures gouvernementales et juridiques et, ce que n'a pas perçu Tocqueville mais qui a tant choqué Brownson, l'aggravation de l'inégalité au cours de la période jacksonienne³³.

À la fin des années 1840, plus de la moitié des adultes libres n'ont plus accès à la propriété : l'idéal jeffersonien du fermier indépendant est dorénavant hors d'atteinte. Certes, le prix de la

33. Christopher Clark, « The Consequences of the "Market Revolution" in the American North », dans Melvyn Stokes and Stephen Conway (dir.), *The Market Revolution in America: Social, Political and Religious Expressions, 1800-1880*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1996, p. 23-42.

terre publique qui était de 2 dollars l'acre, descend à 1,25 dollars en 1820 et la taille du lotissement minimal diminue de 640 acres en 1796 à 40 acres en 1832³⁴. Mais le coût du transport et des outils creuse les inégalités. À Lynn, par exemple, ville manufacturière de la chaussure située dans le Massachusetts, le pourcentage de non-proprétaires est de 61 % en 1832 ; il descend à 56 % avec la prospérité qui précède la crise de 1837 et remonte ensuite à son taux antérieur dans les années 1840³⁵. La génération de 1820 est celle qui connaît l'accélération des inégalités la plus aiguë. Alors qu'apparaît une classe de millionnaires dans les grandes villes de la côte est, la population des non-proprétaires vient gonfler les rangs des travailleurs migrants dans l'agriculture ou dans les récentes manufactures de coton³⁶.

Les artisans constituent la frange la plus menacée par cette perte d'indépendance que représente le non-accès à la propriété. Ils se trouvent en effet pris en tenailles entre des travailleurs manuels plus ou moins qualifiés et une classe moyenne de marchands et d'entrepreneurs plus compétitifs. Certains se rallient au réformateur George H. Evans et font de l'accès à la terre publique une de leurs revendications principales. L'éphémère Parti des Travailleurs regroupe des artisans qualifiés, des petits marchands et des employés, classe intermédiaire de *mechanics* qui réclament une éducation publique, la journée de dix heures et la suppression de l'emprisonnement pour dettes. La notion de classes sociales reste encore floue, la distinction se faisant surtout entre métiers manuels et non-manuels. Si le milieu rural, dont Brownson tire la plupart de ses observations (deux tiers de la population active vivent de l'agriculture), est touché par l'inégalité croissante, c'est dans les villes que les disparités se font les plus criantes.

34. Daniel Feller, *The Public Lands in Jacksonian Politics*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984, p. 18.

35. Paul G. Faler, *Mechanics and Manufacturers in the Early Industrial Revolution: Lynn, Massachusetts, 1780-1860*, Albany, State University of New York Press, 1981, p. 155.

36. Voir Edward Pessen, *Riches, Class and Power Before the Civil War*, Lexington (MA), Heath, 1973.

« L'Amérique n'a point encore de grande capitale, mais elle a déjà de très grandes villes », note Tocqueville³⁷. Peu de gens vivent dans des villes de plus de 10 000 habitants, mais la population urbaine croît deux fois plus vite que la population rurale. New York, qui passe de 200 000 habitants en 1830 à 300 000 en 1840, est la ville la plus peuplée des États-Unis, suivie de près par Philadelphie (161 000 habitants) et de plus loin par Baltimore, Boston, Charleston, La Nouvelle-Orléans, Cincinnati, Albany, au rythme de la croissance du commerce et des transports qui relient les villes portuaires à l'arrière-pays³⁸. Ces villes sont le siège d'une construction frénétique et de profits fondés sur la spéculation ; on y trouve toutes sortes d'activités commerciales, intellectuelles et artistiques. Les municipalités sont confrontées à des problèmes urbains tels que l'insécurité et les épidémies (le choléra en 1832, la typhoïde en 1837). Des sociétés bénévoles, créées par les principales Églises protestantes, se forment dès le début du siècle dans le sillage du second Grand Réveil. Dans les années 1830, elles dirigent leurs efforts vers les questions urbaines³⁹.

L'économie de marché, qui se développe grâce aux transports, ouvre de nouveaux débouchés à l'Est pour les produits de l'Ouest. Cette économie ne détruit pas les entreprises familiales, mais elle les modifie : les chaussures et le textile, notamment à l'Ouest où se trouvent peu de centres urbains, sont produits dans les fermes. Cependant, « la révolution des transports » met à la tête de la vie industrielle, commerciale et financière de la nation le « marchand-capitaliste » qui sait tirer avantage du nouveau réseau de communications et de l'accès au crédit. Le producteur est ainsi progressivement absorbé dans le système d'échanges que lui

37. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, t. I, p. 381.

38. Voir François Weil, *Naissance de l'Amérique urbaine, 1820-1920*, Paris, Sedes, 1992.

39. Caroll Smith-Rosenberg, *Religion and the Rise of the American City: The New York City Mission Movement, 1812-1870*, Ithaca, Cornell UP, 1971 ; Paul G. Faler, *Mechanics and Manufacturers in the Early Industrial Revolution: Lynn, Massachusetts 1780-1860*, *op. cit.*

impose le marchand⁴⁰. Au-delà d'une simple révolution des transports, on observe les effets de cette révolution du marché évoquée plus haut. Elle débouche sur l'internationalisation du marché auquel les producteurs – fermiers ou artisans – ainsi que les marchands participent en s'ajustant à des fluctuations économiques sur une plus large échelle⁴¹.

L'économie de marché entraîne aussi des transformations culturelles et politiques. On assiste à une révolution du consommateur qu'il soit fermier, marchand ou salarié, ce qui influe sur sa vie et ses croyances religieuses, sur sa conception du mariage, de la famille, de l'éducation, de la sexualité⁴². De même, les distinctions sociales s'accroissent : avec le capitalisme marchand, où le maître-artisan devient entrepreneur au service du marchand et emploie de son côté une douzaine d'ouvriers, on constate une baisse des salaires et une demande de main-d'œuvre moins qualifiée. Il en résulte des revendications distinctes de la part des ouvriers et la création de sociétés d'entraide qui se regroupent pour former le premier syndicat de métiers en 1827 à Philadelphie, l'Union des artisans (*Mechanics' Union of Trade Associations*), qui sera le prélude au premier véritable mouvement ouvrier de la nation, auquel Brownson participe à New York⁴³.

Tocqueville s'est émerveillé de trouver en Amérique une société où règne une « égalité des conditions », produite, d'après lui, par un système politique libéral capable de tempérer cette même égalité dont les excès sont à craindre. Mais le saint-simonien Michel Chevalier, qui, constate Brownson, « écrit, en Amérique et sur l'Amérique, alors que la France est toujours

40. Voir en particulier Pierre Gervais, *Les Origines de la révolution industrielle aux États-Unis, 1800-1850 : entre économie de marché et capitalisme industriel*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2004.

41. Harry L. Watson, *Liberty and Power*, *op. cit.*, p. 28. Voir également Charles Sellers, *The Market Revolution*, *op. cit.* et Sean Wilentz, « Society, Politics and the Market Revolution », *art. cit.*

42. Charles Sellers, *The Market Revolution*, *op. cit.* et Melvyn Stokes et Stephen Conway (dir.), *The Market Revolution*, *op. cit.*

43. Edward Pessen, *Jacksonian America*, *op. cit.*, p. 115-116. Voir Bruce Laurie, *Working People of Philadelphia*, *op. cit.*

dans son cœur et à son esprit⁴⁴ », se laisse lui aussi tromper par la structure encore en transition de l'économie de marché naissante, dans laquelle il croit découvrir une société sans classes, ou du moins sans conflits de classes. C'est ce qui ressort notamment de son idéalisation de la condition de vie des ouvrières de Lowell, ces nouvelles usines d'abord gérées de manière patriarcale qui implantent un système manufacturier dans un décor agreste. Chevalier admire ce qu'il croit voir incarner (vingt ans avant les grandes grèves de ces mêmes usines) l'union entre industrie et ruralité, un métissage socio-économique parfait entre l'ordre ancien et l'ordre nouveau⁴⁵. La formation de classes sociales et la montée des inégalités en Amérique, que Brownson a mises au premier plan de sa réflexion sur la démocratie sociale, restent absentes de la conception générale des témoins comme d'une grande part de l'historiographie commune de la démocratie jacksonienne⁴⁶.

La révolution du marché, qui éloigne les anciens artisans du foyer de leur patron, a des conséquences directes sur les conditions de vie de la famille ouvrière, mais également sur celles de la classe moyenne : désormais, le lieu du travail, réservé à l'homme, est séparé du lieu de résidence où la femme est retenue avec les enfants. Cependant, malgré les signes importants qui semblent en confirmer la validité, l'idée de « révolution du marché » a posé d'emblée des problèmes méthodologiques, son caractère abstrait et surtout son déterminisme étroit n'étant pas des moindres. Elle donne en effet l'impression que les Américains ont été soumis à une force impersonnelle et irrésistible qui aurait régi leur vie entière. La théorie aboutit, en outre, à identifier marché et capitalisme, la « révolution du marché » étant finalement comprise comme « transition vers le capitalisme ». La notion, certes, décrit de façon très large,

44. Orestes Brownson, « Chevalier's Letters », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 210.

45. Michel Chevalier, *Lettres sur l'Amérique du Nord*, Paris, C. Gosselin, 1836 ; *id.*, *Society, Manners and Politics in the United States; being a Series of Letters on North America*. Tr. from the 3d Paris ed., Boston, Weeks, Jordan & Co., 1839.

46. Edward Pessen, *Jacksonian America*, *op. cit.*, p. 115-116. Voir Bruce Laurie, *Working People of Philadelphia*, *op. cit.*

peut-être laxiste ou insuffisamment rigoureuse, le passage d'une économie à une autre : en 1800, l'immense majorité des habitants participait à une unité familiale de production (*household*) dont les produits étaient vendus sur le marché local. Les profits étaient redistribués à l'intérieur de l'unité familiale ou de la communauté proche. C'est l'« économie morale » défendue par une partie des idéologues de l'époque jacksonienne, telle qu'elle est décrite par les historiens sociaux⁴⁷.

Or, comme on l'a vu, les changements dans un Nord-Est en voie d'industrialisation ont une origine rurale. En un siècle, entre 1740 et 1840, on assiste, sous la pression démographique qui engendre une poussée désordonnée vers l'Ouest, à un plus grand besoin de liquidités pour l'achat de terres, qui, combiné à la révolution des transports, mène à une intensification des échanges commerciaux. Il se produit un abandon progressif et géographiquement hétérogène, de l'économie auto-suffisante « morale » au profit d'une agriculture plus commerciale où la production des récoltes devient tributaire du marché. À partir du milieu du siècle, la majorité des fermiers bascule vers cette forme d'économie qui les rend dépendants, pour la commercialisation de leurs produits, des marchands qui leur procurent par ailleurs tout ce qu'auparavant ils produisaient eux-mêmes pour leur subsistance⁴⁸.

Les historiens de la révolution du marché reconnaissent toutefois que les structures traditionnelles ne disparaissent pas brutalement avec cette « révolution » et que les ateliers dans les villages et les petites villes restent longtemps inspirés des guildes médiévales anglaises dans lesquelles les maîtres-artisans cohabitaient avec leurs ouvriers. De plus, le commerce de proximité ne disparaît pas soudainement ; les femmes continuent de participer à la production : l'idéologie des

47. Pierre Gervais, *Les Origines de la Révolution industrielle aux États-Unis*, op. cit. ; Christopher Clark, « The View from the Farmhouse: Rural Lives in the Early Republic », *Journal of the Early Republic*, vol. 24, n° 2, été 2004, p. 198-207.

48. Naomi Wulf, *Le Politique et l'Histoire : comprendre la Jeune République américaine*, mémoire de synthèse pour l'Habilitation à diriger la recherche, Université Paris Diderot, 2006, p. 93.

« sphères séparées » est essentiellement une construction de la classe moyenne⁴⁹.

Malgré le rejet, d'ordre épistémologique, auquel il a donné lieu presque dès son apparition, le paradigme de « révolution du marché » est un instrument, ou plutôt l'un des instruments – avec son contraire, l'« économie morale » – utilisés pour rendre compte des divisions majeures de la période, ainsi que des interprétations contrastées des historiens qui s'intéressent à la période jacksonienne. La discussion s'est ainsi transformée en une véritable polémique entre « historiens du marché » (*market historians*) et « historiens moraux » (*moral historians*) sur la question de l'émergence d'un système capitaliste, qui recoupe le débat sur la place à donner à l'idéologie libérale dans la fondation des États-Unis et dans la Jeune République. C'est le fameux « débat sur la transition » (*transition debate*) dont Naomi Lamoreaux a tracé un bilan en 2003, à partir de la question: « Quand et comment l'économie américaine a-t-elle acquis un caractère capitaliste⁵⁰? ». Pour les historiens du marché, le système capitaliste existait d'emblée, dès la période coloniale (ce qui rappelle le paradigme d'une Amérique née libérale, tel que celui élaboré par Louis Hartz et repris par Joyce Appleby). Ces historiens se sont ainsi opposés aux travaux des historiens sociaux dits aussi « *moral economists* », comme James Henretta ou Christopher Clark, qui ont vu les colons américains comme des pré-modernes évoluant dans des communautés patriarcales dont la hiérarchie ne reposait pas sur les inégalités

49. *Ibid.*, p. 96-97. Christopher Clark, « Agrarian Societies and Economic Development in Nineteenth-Century North America », dans Walther L. Bernecker et Hans Werner Tobler (dir.), *Development and Underdevelopment in America: Contrasts of Economic Growth in North and Latin America in Historical Perspective*, Berlin/New York, Walter de Gruyter, 1993, p. 195-206; voir également Christopher Clark, « The Household Economy, Market Exchange, and the Rise of Capitalism in the Connecticut Valley », *Journal of Social History*, n° 13, 1979, p. 169-190 et *id.*, *The Roots of Rural Capitalism: Western Massachusetts, 1780-1861*, Ithaca, Cornell UP, 1980.

50. Naomi Lamoreaux, « Rethinking the Transition to Capitalism in the Early American Northeast », *Journal of American History*, vol. 90, n° 2, septembre 2003, p. 437-461. Voir aussi Winifred Barr Rothenberg, *From Market-Places to a Market Economy: The Transformation of Rural Massachusetts, 1750-1850*, Chicago, Chicago UP, 1994.

de classe engendrées par un système capitaliste qui n'avait pas encore cours⁵¹.

Dans les années 1990, un nouveau consensus a paru se dessiner entre historiens sociaux « moraux » et historiens du marché pour situer la période de transition à la fin du XVIII^e siècle. Il n'empêche que les deux écoles continuent à diverger sur la naissance du capitalisme, et que leurs conceptions respectives structurent la compréhension des historiens de la société américaine dans son ensemble. Au cœur du conflit entre les deux écoles se trouve la question de la lutte des classes, que les historiens sociaux voient se produire dès le début du XIX^e siècle, alors que les historiens du marché récusent l'idée même de classe. Enfin, Gordon Wood, selon une position intermédiaire, juge que le terme même de *capitalisme* est anachronique pour parler de l'époque jacksonienne et que le système prédominant à cette époque est encore celui des quasi-corporations de métiers, indépendamment de la hiérarchie entre maîtres-artisans, apprentis et journaliers⁵². Les historiens sociaux appréhendent la période de transition comme une période de rupture sociale entre marchands et manufacturiers d'un côté, et fermiers de l'autre, selon une approche qui donne sa place à l'analyse de classes et à l'histoire culturelle. Cette approche trouvera sa cohésion grâce à l'influence, à partir des dernières années du XX^e siècle, de deux auteurs majeurs, Edward P. Thompson, d'une part, qui incorpore la notion de culture à celle des classes travailleuses, de l'autre, l'anthropologue Clifford Geertz, dont les travaux permettent d'élargir la notion de *culture*, de sorte à englober aussi bien l'univers symbolique que l'organisation politique ou les activités économiques d'un groupe, d'une classe, ou d'un

51. Louis Hartz, *The Liberal Tradition in America: An Interpretation of American Political Thought Since the Revolution*, New York, Harvest, 1955 ; Joyce Appleby, *Capitalism as a New Social Order: The Republican Vision of the 1790s*, New York, New York UP, 1984 ; James A. Henretta, *The Origins of American Capitalism: Selected Essays*, Boston, Northeastern UP, 1991 ; Christopher Clark, *The Roots of Rural Capitalism*, *op. cit.*

52. Gordon Wood, « The Enemy is Us: Democratic Capitalism in the Early Republic », dans Paul A. Gilje (dir.), *Wages of Independence: Capitalism in the Early American Republic*, Madison, Madison House, 1997, p. 138.

peuple⁵³. Depuis lors, on a vu les historiens revenir à l'analyse de classe sans plus se soucier d'être traités de proto-marxistes et sans s'attarder outre mesure sur la question de la révolution du marché, dont nous avons vu combien il est difficile de l'identifier et surtout de la dater avec précision, justement au moment où la transition, dans tous les sens du terme, est manifeste.

Orestes Brownson reflète ces contradictions. Sensible à un déclin qu'il observe tout d'abord au niveau rural, il opère une analyse presque prophétique de la relation entre le producteur et le marchand⁵⁴. En faisant nôtre le regard de cet analyste sur une démocratie qui se construit sous ses yeux, nous approchons de plus près et avec plus de certitude la synthèse méthodologique. Telles qu'elles se cristallisent dans un individu, les contradictions entre républicanisme et libéralisme, notamment, éclairent puissamment la réflexion politique et sociale sur la nouvelle démocratie. L'un des effets, et non des moindres, des débats récents sur l'approche économique de la période jacksonienne a été la redécouverte d'une histoire politique que les historiens « sociaux » de la fin du ^{xx}^e siècle avaient négligée. Il ne s'agit pas tout à fait, cependant, de la même histoire politique dont l'épicentre résidait essentiellement dans la vie des partis et la succession des élections ainsi que du processus législatif. L'histoire économique et sociale de la période de transition jacksonienne commande une approche synthétique du politique qui prend en compte les différents niveaux des rapports humains – social, économique et, particulièrement, culturel. C'est à la culture politique que nous nous intéressons par-dessus tout, telle que nous la voyons vivre dans un personnage qui, on peut le dire, s'y plongeait tout entier et dont il se sentait, en quelque sorte, responsable comme citoyen et démocrate.

53. E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, New York, Pantheon Books, 1963; Clifford Geertz, *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*, New York, Basic Books, 1973.

54. William J. Gilmore, *Reading Becomes a Necessity in Life: Material and Cultural Life in Rural New England, 1780-1835*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1989, p. 351-353.

Chapitre 2

Rendre le peuple souverain

Dans le premier tiers du XIX^e siècle comme de nos jours, le terme *démocratie* vacille et glisse en tous sens, utilisé par les politiciens de manière polyvalente, dévoyé comme l'est la notion de *peuple* dont la définition embrasse des catégories qui peuvent désigner le *peuple* souverain par les urnes, le *peuple* berné par les politiques ou encore le *peuple* flatté et trompé par les démagogues. « Le peuple, ce sont [aussi] des rapports de force, c'est une histoire de rapports de forces. C'est l'histoire à travers laquelle la notion de peuple s'est imposée à l'échelle universelle », écrit Sadri Khiari en 2013¹. Or, aux États-Unis, alors que le régime pensé par les révolutionnaires américains et par les constituants de 1787 peinait à trouver sa voie, le régime souffrait déjà, comme nombre de nations démocratiques actuelles, d'une « crise de la démocratie », de sa mise en péril ou même de sa faillite, ou encore d'un manque de confiance dans le peuple et d'un excès de pouvoir accaparé par les oligarques².

Longtemps, l'historiographie de la période jacksonienne a suivi l'interprétation qui faisait du président Andrew Jackson le moteur de la vie politique de son pays. Mais, depuis quelques

1. Sadri Khiari, « Le peuple et le tiers-peuple », dans Alain Badiou et al., *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique, 2013, p. 117. Voir également Pierre Rosanvallon, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire », 2002.

2. Voir par exemple Bruce Ackerman, *Au nom du Peuple. Les fondements de la démocratie américaine*, Paris, Calmann Lévy, 1998; André Bellon, « Bonapartisme ou Constituante », *Le Monde diplomatique*, avril 2014, p. 11, ou Albert Ogien et Sandra Laugier, *Le Principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, 2014.

décennies, les historiens ont cessé d'en faire la figure centrale et déterminante de la période³. C'est le cas de l'histoire sociale qui se développe depuis les années 1970, dans la foulée des questions soulevées par Lee Benson : si le vote, comme il le dit, est déterminé par des considérations ethniques et culturelles, on aurait alors tort de ne pas prendre en compte les différentes cultures qui le déterminent. Les premiers historiens sociaux sont restés néanmoins influencés par l'ancienne histoire politique⁴. L'ouvrage de référence classique sur la « démocratie jacksonienne » interprète les phénomènes politiques en fonction des appartenances sociales et non pas culturelles : *The Age of Jackson*, de Arthur M. Schlesinger, Jr., publié en 1945, est l'ouvrage fondamental à partir duquel toutes les autres études se sont positionnées⁵. Or cette œuvre prend comme point de départ un mémoire sur Orestes Brownson rédigé par l'historien au cours de ses études dans les années 1930⁶. À cette époque de crise et de « New Deal », un groupe d'historiens progressistes démocrates – dont Frederick Jackson Turner et Charles Beard – reviennent à l'idéologie qui avait été celle des démocrates jacksoniens. Ces historiens progressistes font preuve d'une foi indéfectible dans la vertu de « l'homme du peuple », celui-là même qui intéressait Brownson, et qu'incarne à leurs yeux le président Jackson dont ils font l'épicentre d'une démocratie à tendance égalitariste⁷.

Les historiens vont cependant diverger. Frederick Jackson Turner ancre l'idéologie américaine et l'essor de la démocratie

3. Ronald P. Formisano, « Toward a Reorientation of Jacksonian Politics: A Review of the Literature, 1959-1975 », *Journal of American History*, vol. 63, n°1, juin 1976, p. 44.

4. Sean Wilentz, « On Class and Politics in Jacksonian America », *Reviews in American History*, décembre 1982, p. 46, p. 48, p. 52.

5. Arthur M. Schlesinger, Jr., *The Age of Jackson*, Boston, Little, Brown & Company, 1945.

6. Ce mémoire de Arthur M. Schlesinger, Jr. fut publié sous le titre *A Pilgrim's Progress: Orestes A. Brownson*, Boston, Little & Brown, 1966.

7. Voir Charles Sellers, « Andrew Jackson versus the Historians », *The Mississippi Valley Historical Review*, n°44, 1957, p. 619-620. L'historien se réfère en particulier aux anciennes interprétations de Charles et Mary Beard, *The Rise of American Civilization* (1927, 2 vol.) et surtout de Vernon L. Parrington, *Main Currents in American Thought: An Interpretation of American Literature from the Beginnings to 1920* (1927-1930, 3 vol.).

dans l'Ouest et sur la « Frontière », ce lieu du désert originel (*wilderness*) des pionniers⁸. Arthur M. Schlesinger, Jr. voit dans la démocratie un phénomène surtout urbain. La démocratie est, pour ce dernier, non pas le résultat de luttes régionales et d'un combat contre la nature, mais le lieu et le résultat de la lutte des classes. La démocratie de l'ère jacksonienne ne se situe, d'après Schlesinger, ni sur la Frontière, dont l'essence démocratique n'est qu'un leurre, ni dans le Nord-Est, caractérisé par le capitalisme, ni dans le Sud, aristocratique et esclavagiste. Elle réside dans un mouvement qui s'efforce de contrôler et de limiter le pouvoir capitaliste au profit de segments non capitalistes de l'Est, du Sud et de l'Ouest⁹. Cependant, si Schlesinger a fait faire un grand pas à l'historiographie jacksonienne hors des sentiers battus des mythes américains, sa définition de la démocratie, encore enracinée dans une historiographie politique dépassée, reste inaboutie comme en témoignent les critiques de sa thèse qui inondent l'historiographie d'une période alors dominée par une question centrale : lequel des deux partis, whig ou démocrate, est le plus démocratique¹⁰ ?

Les réponses à la thèse de Schlesinger ont été surtout développées pendant la guerre froide par des historiens qui, comme Richard Hofstadter, reviennent sur les arguments des progressistes pour remettre en question l'idée que l'histoire des États-Unis a connu une lutte de classes à l'europpéenne¹¹. Les jacksoniens étaient, d'après ces historiens appelés par John Higham « du consensus », de petits entrepreneurs qui n'avaient pas de préoccupation égalitaire, comme le prouve l'événement central qu'est la guerre bancaire¹². S'ils ont combattu le monopole financier, écrit Bray Hammond, c'est surtout par

8. Frederick Jackson Turner, *The Significance of the Frontier in American History (From Proceedings of the forty-first annual meeting of the State Historical Society of Wisconsin)*, Madison, State Historical Society of Wisconsin, 1894.

9. Charles Sellers, « Andrew Jackson versus the Historians », art. cit., p. 624-626.

10. Sean Wilentz, « On Class and Politics in Jacksonian America », art. cit., p. 45.

11. Richard Hofstadter, *The American Political Tradition and the Men Who Made it*, New York, Vintage, 1974 [1948], chap. III.

12. John Higham, *History: Professional Scholarship in America*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 1983.

opportunisme économique¹³. Toute opposition à la démocratie libérale se serait alors trouvée, non pas dans les rangs des partisans de Jackson, mais en dehors, dans le mouvement ouvrier¹⁴. La démocratie jacksonienne se réduirait ainsi à un simple mécanisme de vote qui résulterait de la modernisation de la politique. Quant à la conception ethno-culturelle qui détermine le vote en fonction de l'appartenance religieuse ou ethnique, elle fait obstacle à toute tentative consistant à aborder la politique en termes de classes sociales¹⁵. Seule une analyse du caractère éminemment paradoxal du mouvement jacksonien et de son symbolisme permettrait, selon d'autres historiens, d'échapper à une conception étroitement partisane de la politique jacksonienne¹⁶.

C'est dans la seconde moitié des années 1960 que, s'inspirant des travaux d'Edward P. Thompson sur la classe ouvrière anglaise, l'historiographie américaine a partiellement réussi la synthèse entre société de classes et cultures sociales. S'en est suivie une nouvelle acception des rapports de classes d'employeurs à employés, des relations marchandes, de la configuration de la famille et du rapport de la société à l'État. À partir de ces travaux, on a vu paradoxalement renaître un intérêt pour l'histoire politique¹⁷. Une première tentative

13. Bray Hammond, *Banks and Politics in America from the Revolution to the Civil War*, Princeton, Princeton UP, 1957.

14. Voir notamment Edward Pessen, « Did Labor Support Jackson? The Boston Story », *Political Science Quarterly*, vol. 64, n° 2, juin 1949, p. 262-274.

15. Lee Benson, *The Concept of Jacksonian Democracy: New York as a Test Case*, Princeton, Princeton UP, 1961; Richard P. McCormick, *The Second American Party System: Party Formation in the Jacksonian Era*, Chapel Hill, University of Carolina Press, 1966; Sean Wilentz, « On Class and Politics in Jacksonian America », art. cit., p. 46.

16. Marvin Meyers, *The Jacksonian Persuasion: Politics and Belief*, Stanford, Stanford UP, 1957, p. 5; John William Ward, *Andrew Jackson: A Symbol for an Age*, New York, Oxford UP, 1955.

17. Voir notamment, Nancy Cott, *The Bonds of Womanhood: « Women's Sphere » in New England, 1780-1830*, New Haven, Yale UP, 1975; David Brion Davis, *The Problem of Slavery in the Age of Revolution, 1770-1823*, Ithaca, Cornell UP, 1975; Alan Dawley, *Class and Community: The Industrial Revolution in Lynn*, Cambridge (MA), Harvard UP, 1976; Thomas Dublin, *Women at Work: The Transformation of Work and Community in Lowell, Massachusetts, 1826-1860*, New York, Columbia UP, 1979; Herbert G. Gutman, *Work, Culture, and Society in Industrializing America*, New York,

de synthèse de ces différentes approches est esquissée par Edward Pessen qui, dans les années 1970, engage une polémique au sujet de la vision tocquevillienne d'une Amérique égalitaire. Il rend ainsi visible une réaction à la démocratie, telle qu'elle est comprise par les deux principaux partis de l'ère jacksonienne, tout en faisant valoir la conception hégémonique d'une Amérique libérale¹⁸. À sa suite, nombre d'historiens, par exemple Richard P. McCormick, considèrent qu'il est indispensable de réintégrer la dimension politique dans l'histoire sociale. Ils posent à nouveau le problème qu'avaient soulevé les « anti-progressistes » des années 1950, ceux « du consensus ». Comment concilier le triomphe de la politique libérale avec l'entrée des États-Unis dans la révolution du marché et dans un nouveau rapport de classes? Sean Wilentz répondra que le Parti des Travailleurs avait repris à son compte l'idéologie du républicanisme datant de l'ère révolutionnaire, alors que les tenants des deux partis – whigs et démocrates – se réclamaient d'une idéologie démocratique fondée sur les seules bases d'une politique électoraliste et partisane¹⁹.

Depuis quelques années, les historiens tentent de remédier à la dispersion des études sur l'ère jacksonienne. La cohérence de la Jeune République, pensent-ils, se trouve dans la relecture du passé de l'ère révolutionnaire, celui au cours duquel se sont élaborés les concepts de républicanisme et de libéralisme. À la question qui domine l'historiographie jacksonienne depuis Schlesinger – « quel parti est le plus démocrate? » –, les études récentes substituent les questions suivantes: « quel parti est le plus républicain? », « lequel est le plus libéral? »²⁰.

Knopf, 1975; Paul E. Johnson, *A Shopkeeper's Millennium: Society and Revivals in Rochester, New York, 1815-1837*, New York, Hill & Wang, 1978; Bruce Laurie, *Working People of Philadelphia*, Philadelphia, Temple UP, 1980.

18. Edward Pessen, *Riches, Classes and Power Before the Civil War*, Lexington (MA), Heath, 1973; Ronald Formisano, « Toward a Reorientation of Jacksonian Politics », art. cit., p. 45; Sean Wilentz, « On Class and Politics in Jacksonian America », art. cit., p. 52.

19. Sean Wilentz, « On Class and Politics in Jacksonian America », art. cit.

20. John Ashworth, « *Agrarians* » and « *Aristocrats* »: *Party Political Ideology, 1837-1846*, Cambridge, Cambridge UP, 1987; Daniel Walker Howe, *The Political Culture of the American Whigs*, Chicago, University of Chicago Press, 1979.

La réponse historiographique à laquelle nombre d'entre eux aboutissent est qu'à chaque parti correspond une version des courants idéologiques de la période antérieure : les Partis démocrate et whig correspondraient respectivement à deux versions conflictuelles du républicanisme et du libéralisme. Par exemple, Steven Watts voit naître en 1815 les deux versants du libéralisme qui vont présider à la naissance des deux partis : « la coalition jacksonienne », qui est en faveur de l'intérêt de l'individu, et la « coalition whig », en faveur « d'un processus plus ordonné ancré solidement aux institutions et guidé par les élites politiques et sociales »²¹. Selon d'autres versions, les principaux partis ne seraient que deux variantes de la synthèse libérale républicaine : il revient ensuite à chacun des deux partis de s'adapter à son électorat, selon les exigences locales du moment. Le célèbre « Veto sur la Banque » émis en 1832 par le président Jackson traduit précisément, selon les historiens Steven Watts et Sean Wilentz, la capacité du président à réunir, sous un langage républicain commun, les entrepreneurs, les salariés et les petits producteurs²².

À parcourir, comme nous venons de le faire, les chemins sinueux de l'historiographie en référence à la démocratie jacksonienne, nous sommes naturellement amenés à reporter l'attention sur la manière dont les témoins directs de l'époque ainsi que les sources factuelles s'insèrent dans les diverses interprétations. Le souci de mettre en place une démocratie agissante a-t-elle vraiment conduit les acteurs jacksoniens, comme le croient aujourd'hui la plupart des historiens, à dévoyer cette première démocratie au profit de stratégies politiciennes ? ou la déception ressentie par « le peuple » face aux politiciens a-t-elle ranimé la foi dans le républicanisme classique ? Tel n'est pas *a priori* l'avis de notre témoin principal, Orestes Brownson,

21. Steven Watts, *The Republic Reborn: War and the Making of Liberal America, 1790-1820*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 1987, p. 319

22. Sean Wilentz, « On Class and Politics in Jacksonian America », art. cit., p. 56-58. Voir, pour une actualisation historiographique, Juliana Barr et Edward Countryman (dir.), *Contested Spaces of Early America*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2014.

selon sa formulation dans l'article qui inaugure sa nouvelle revue, la *Boston Quarterly Review* :

On peut comprendre par démocratie une forme de gouvernement sous laquelle le peuple, réuni en corps politique ou par l'intermédiaire de ses représentants, promulgue et administre ses propres lois. Tel est le sens original et étymologique du mot; et dans ce sens, un démocrate est celui qui croit en une forme populaire de gouvernement ou qui lutte pour l'obtenir. Tous les Américains ou presque sont des démocrates dans cette acception du terme²³.

Si Brownson évoque plusieurs formes possibles de démocratie, les prémices en sont clairement indiquées: en démocratie, c'est le peuple qui gouverne. L'auteur n'écarte pas ici l'idée de démocratie directe. Nous apprenons en outre que tous les Américains sont « démocrates », acquis qui date, selon Brownson, de la Révolution de 1776²⁴. Nous pourrions en déduire que ce n'est pas sur cette acception de la démocratie que portera principalement le débat des années 1830. En effet, dans les années 1820 et 1830, toutes les constitutions des États, sauf deux, ont été révisées de sorte à étendre largement le suffrage universel dans l'Union, alors que, rappelons-le, le Royaume-Uni n'a adopté sa première loi électorale élargissant la base du suffrage qu'en 1832²⁵. Aux États-Unis, seules les constitutions de la Virginie et du Rhode Island peinent, pendant deux décennies, à être adoptées en raison des problèmes que posent ici et là le degré de participation citoyenne et le droit du peuple à participer à la rédaction de sa propre constitution. Le parcours militant de Brownson, depuis son adhésion au Parti des Travailleurs en 1829 jusqu'aux élections de 1840, embrasse ainsi les deux révisions constitutionnelles les plus débattues de la période. Ses réflexions et ses atermoiements sur les âpres discussions en cours se concentrent autour du problème clé

23. Orestes Brownson, « Democracy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1838, p. 33.

24. *Ibid.*, p. 34.

25. Voir Luciano Canfora, *La Démocratie comme violence*, traduit de l'italien par Denise Fourgous, Paris, Desjonquères, 1989, p. 62. Voir aussi du même auteur, *L'Imposture démocratique. Du procès de Socrate à l'élection de G. W. Bush*, trad. Pierre Emmanuel Dautat, Paris, Flammarion, 2002.

que soulève la pratique de la démocratie politique : à partir de quand et dans quelles conditions peut-on parler de démocratie ou même de démocratisation ?

En outre, l'acquis du suffrage n'empêche pas de poser la question de la juste représentation. C'est ce qui motive la création même du Parti des Travailleurs qui débusque dès sa naissance la démagogie pratiquée par les deux partis principaux. Il est clair en effet que les deux axes constitutifs de ce qu'il convient d'appeler la démocratie politique, à savoir l'extension du suffrage et le rôle des partis, sont loin d'être assurés au vu des débats que notre auteur ne manque pas de commenter, voire de susciter. En novembre 1828, Andrew Jackson, le héros de La Nouvelle-Orléans, est élu président des États-Unis d'Amérique, avec 56 % des voix contre 44 % donnés à son adversaire John Quincy Adams du Parti national républicain (*National Republican Party*). Ces pourcentages correspondent respectivement à 647 231 voix contre 509 097, soit 1 156 328 électeurs. En 1824, lors des précédentes élections présidentielles, quatre candidats étaient en lice, tous sous la bannière des « républicains » : en compétition contre Andrew Jackson et John Quincy Adams, Henry Clay et William H. Crawford avaient obtenu chacun 13 % des voix ; Adams n'a gagné que grâce aux reports des voix de Clay, ce qui a valu au résultat de ces élections le sobriquet de « marché de la corruption » (*corrupt bargain*). Le nombre d'électeurs est alors de 363 744²⁶. L'augmentation de la participation électorale, qui est passée de 27 % à 57,6 %, tient en partie à une familiarisation des citoyens avec le suffrage qui se généralise depuis le début du siècle²⁷. Tous les hommes blancs en âge de voter ont désormais le droit de participer à toutes les élections, locales ou fédérales.

26. Voir Harry L. Watson, *Liberty and Power: The Politics of Jacksonian America*, New York, Hill & Wang, 1990, p. 83.

27. Richard Hofstadter, *The American Political Tradition*, *op. cit.*, p. 63 ; Harry L. Watson, *Liberty and Power*, *op. cit.*, p. 81. Richard P. McCormick attribue la faiblesse de la participation au manque d'habitude des électeurs à prendre parti dans des élections présidentielles (*The Second American Party System*, *op. cit.*, p. 332).

Cependant ces résultats tiennent d'une réforme qui a commencé dès 1802 dans le Maryland. La seule condition pour obtenir le droit de vote est alors la résidence dans l'État. La Caroline du Sud, en 1812, suit la même voie, l'extension du suffrage devenant chose commune aux États entre 1810 et 1820. Pendant cette période de révisions constitutionnelles, six nouveaux États (l'Indiana, l'Illinois, le Mississippi, l'Alabama, le Missouri et le Maine) intègrent l'Union avec des constitutions stipulant le suffrage universel masculin. Dans la même période, quatre des plus vieux États éliminent de leur constitution la propriété comme critère d'accès au suffrage²⁸. Ainsi, dès 1824, seuls la Louisiane, la Virginie et le Rhode Island soumettent encore les hommes blancs en âge de voter à d'importantes restrictions, de sorte que, jusqu'en 1840, la moitié seulement des hommes blancs constituent l'électorat en Louisiane. En Virginie, la réforme de 1831, tout en élargissant le suffrage jusqu'alors réservé aux propriétaires fonciers et à certains francs-tenanciers, exclut encore du droit de vote environ un tiers de la population blanche ; et le Rhode Island devra traverser la rébellion de Dorr dans les années 1840, dont l'issue n'aboutira même pas au suffrage universel²⁹. Notons au passage que ces constitutions qui devaient être ratifiées par le peuple ne l'étaient que rarement : en dehors des constitutions de Nouvelle-Angleterre à la fin des années 1820, seules les constitutions de Louisiane (1812) et celle de New York (1821) sont ratifiées par un scrutin populaire³⁰. Dans les années 1830, le Delaware, le Mississippi et l'Arkansas mettent en œuvre des constitutions

28. Richard Hofstadter, *The American Political Tradition*, op. cit., p. 62-63 ; Merrill D. Peterson (dir.), *Democracy, Liberty, and Property: The State Constitutional Conventions of the 1820s*, Indianapolis, Bobbs-Merrill Co, 1966, p. xiv.

29. Richard McCormick, *The Second American Party System*, op. cit., p. 29 ; Edward Pessen, *Jacksonian America: Society, Personality, and Politics*, Urbana, University of Illinois Press, 1985, p. 157. La rébellion menée par Thomas Wilson Dorr, ou « rébellion de Dorr » (1841-1842), est née de l'absence de constitution écrite dans l'État du Rhode Island qui laisse à l'assemblée un pouvoir quasi illimité mais impose au suffrage des limites très étroites : seuls les propriétaires terriens et leurs fils peuvent voter. Voir Marvin E. Gettleman, *The Dorr Rebellion: A Study in American Radicalism, 1833-1849*, New York, Random House, 1973.

30. Daniel T. Rodgers, *Contested Truths: Keywords in American Politics Since Independence*, New York, Basic Books, 1989.

sans consultation populaire ; en revanche, entre 1836 et la guerre de Sécession, la ratification populaire est de règle.

Pour les élections locales, le droit de vote est donc modifié : la propriété n'est plus une condition nécessaire, mais elle est souvent remplacée par un cens électoral qui disparaît dans le Mississippi et le New Jersey, puis dans le Connecticut et la Louisiane, mais est maintenu dans l'Ohio, la Pennsylvanie, le Delaware, le New Hampshire, le Massachusetts et le Rhode Island³¹. La réforme du suffrage s'accompagne d'autres modifications, comme la généralisation du vote à bulletin, pas toujours « secret », qui remplace le vote *viva voce*. En outre, au fur et à mesure des révisions constitutionnelles, l'accès à des postes gouvernementaux se fait de plus en plus fréquemment par élection plutôt que par nomination³².

Les réformes au niveau local vont avoir des répercussions sur le plan national, telle que l'élection populaire des grands électeurs. En 1800, seuls deux États permettaient ce vote populaire. De 1824 à 1828, les États de New York, du Vermont, de Géorgie et de Louisiane adoptent les nouvelles mesures ; en 1840, seule la Caroline du Sud restreint encore le vote aux membres de l'assemblée. Paradoxalement en 1824, à New York, c'est Martin Van Buren, aux côtés des membres du Parti dit « démocrate », qui résiste à la démocratisation du vote, contre le Parti du peuple (*People's Party*) mené par De Witt Clinton, ce qui vaut aux fidèles de Van Buren le surnom de « Régence d'Albany » (*Albany Regency*)³³. Outre les modalités de sa formation, le rôle du collège électoral est également modifié, ses membres étant à présent tenus de nommer leur candidat à l'avance et non plus de se réunir en assemblée privée comme c'était le cas au tout début de la République. Ainsi l'élection présidentielle, jusqu'alors isolée et contrôlée par une assemblée de notables, devient un véritable référendum populaire, intensifiant le rôle des partis et

31. Edward Pessen, *Jacksonian America*, *op. cit.*, p. 158.

32. Richard McCormick, *The Second Party System*, *op. cit.*, p. 29.

33. Lee Benson, *The Concept of Jacksonian Democracy*, *op. cit.*, p. 9-10.

de la campagne électorale³⁴. Les partis acquièrent également de l'importance dans le remplacement, pour certains États, du « caucus » (qui ne rassemblait que des membres du Congrès) par des « conventions » au cours desquelles les candidats à l'élection présidentielle sont nommés par les membres du parti. C'est le Parti des anti-maçons (*Anti-Masonic Party*) qui inaugure cette nouvelle pratique avec la nomination en 1831, par une convention nationale, de son candidat aux élections présidentielles de l'année suivante. Le « roi caucus », né en 1796, se voit détrôné ici et là au profit de nominations apparemment plus populaires, au niveau des États comme au niveau fédéral. De 1824 à 1832, ce nouveau système se généralise et est adopté par tous les partis – les démocrates, les républicains nationaux (*National Republicans*) ou futurs whigs et les anti-maçons – qui présentent un candidat aux élections présidentielles de 1832. L'historien Richard P. McCormick considère que, de nos jours, les conventions ne sont pas un signe de démocratisation car « elles [peuvent] tout autant être manipulées et contrôlées par un petit groupe » que l'avait été le caucus³⁵.

Les nouveaux modes d'élection et de nomination des candidats constituent sans nul doute un aspect important de la mythologie démocratique de la période. Si l'on entend par *démocratie* l'élargissement du suffrage et le remplacement du vote indirect par le vote direct dans l'élection et la nomination des candidats, cette période mérite incontestablement d'être qualifiée de démocratique. Ainsi, Tocqueville voit dans le geste pionnier du Maryland, le premier État à proclamer le vote universel masculin, donc à introduire dans l'ensemble de son gouvernement « les formes les plus démocratiques », une étape fondamentale dans « l'avancée irrésistible de la démocratie »³⁶.

Cependant, si les non-propriétaires peuvent désormais voter, il ne faut pas pour autant en déduire qu'ils détiennent

34. John R. Howe, *From the Revolution Through the Age of Jackson: Innocence and Empire in the Young Republic*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 1973, p. 178.

35. Richard McCormick, *The Second Party System*, *op. cit.*, p. 95.

36. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, t. I, p. 119.

le pouvoir ; le droit universel au suffrage est accompagné du même droit à être élu. À partir de l'époque jacksonienne, le *jus officii* – droit de chaque citoyen américain d'être élu à égalité ou nommé à n'importe quelle fonction publique sans autre qualification que le simple fait de sa citoyenneté – est considéré comme inaliénable.³⁷ Mais le coût d'une campagne électorale est d'environ 3 000 dollars par siège au Congrès, réservant ainsi le pouvoir politique aux gens fortunés. Les partis eux-mêmes sont dominés par une élite aisée. Ce système oligarchique qui s'installe constitue l'une des critiques principales portées par Brownson et ses amis à l'encontre des partis en place³⁸. Brownson reste fermement attaché aux principes de l'universalité : « La forme démocratique du gouvernement ne comporte et ne peut comporter que deux termes, *le suffrage et l'éligibilité universels* », écrit-il en 1843, parce que, comme les intellectuels et les militants démocrates qu'il côtoie, il les perçoit comme des droits naturels³⁹.

La défaite du Parti démocrate, lâché par le peuple aux élections de 1840, ainsi que la rébellion de Dorr dans le Rhode Island la même année, en faveur d'un élargissement du suffrage, font réfléchir Brownson sur le principe des droits du peuple. C'est que la question du *peuple*, de son degré de sagesse et de sa capacité à participer à la vie politique fait débat depuis quelques années (sans oublier que cette même question, posée alors plus crûment, l'avait déjà été par les fédéralistes dans les années 1780-1790). Hormis dans les écrits de Brownson, dont c'est l'une des principales préoccupations, les débats théoriques sur la souveraineté populaire sont assez rares. On trouve des réflexions sur le sujet dans les écrits de George Bancroft et dans des éditoriaux de John O'Sullivan qui, dans son article d'introduction à la *Democratic Review*, s'essaie à une théorisation de son credo démocratique en le

37. Bertinde Laniel, *Le Mot « democracy » et son histoire aux États-Unis, 1780-1856*, thèse de doctorat, Université de Saint-Étienne, 1994, p. 394.

38. Edward Pessen, *Jacksonian America*, *op. cit.*, p. 160.

39. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », *The Democratic Review*, avril 1843, p. 382 (souligné par Brownson).

comparant à la théorie de la démocratie jeffersonienne « même si, de nos jours », écrit-il, « il semble impopulaire d'élaborer des théories⁴⁰ ». En revanche, les débats des électeurs sur la notion de souveraineté populaire sont animés au moment des révisions constitutionnelles en 1829-1830, de la Virginie, ainsi que du Rhode Island qui, comme le Connecticut l'a fait en 1818, remplace sa charte coloniale par une nouvelle constitution⁴¹. Seul véritable théoricien du moment, Brownson se trouve ainsi, du fait de sa participation à des revues et à des mouvements différents, pris à la croisée des opinions sur un droit qui, tout en étant un précieux acquis, fait encore couler beaucoup d'encre. Ses revirements, d'une période à l'autre, permettent d'approfondir tous les aspects d'une question qui reste brûlante. Brownson, cependant, perçoit si bien le suffrage universel comme un droit qu'il ne s'étend pas outre mesure sur le sujet, sauf quand il décide, après 1840, de remettre en question la souveraineté populaire. Tocqueville, lui, consacre un chapitre entier à la « souveraineté du peuple », dont il prévient le lecteur qu'elle est à l'origine de tout le système législatif aux États-Unis – « lorsqu'on veut parler des lois politiques des États-Unis, c'est toujours par le dogme de la souveraineté du peuple qu'il faut commencer⁴² ».

Partant du principe que l'égalité et la liberté politiques sont des héritages de la Révolution américaine, Brownson ne fait pas clairement la différence entre, d'un côté, les pratiques politiques qui résultent de l'indépendance, de l'abolition de la monarchie et donc de la naissance de la république et, de l'autre, l'extension du suffrage comme produit des vingt années menant à l'élection de Jackson. Cette confusion apparente entre les innovations de la période révolutionnaire et celles de la Jeune République est caractéristique des discours qu'il prononce lors des célébrations du 4 juillet. Ces discours, qui constituent un genre en soi, fleurissent dans la période et sont l'occasion

40. [John O'Sullivan], « Introduction », *The Democratic Review*, octobre 1837, p. 8.

41. Daniel Rodgers, *Contested Truths*, op. cit., p. 93.

42. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. I, p. 119.

d'un rappel de la période révolutionnaire dont chacun peut alors s'inspirer pour se façonner une aura idéologique. Le modèle américain y est toujours célébré, ce en quoi l'approche plus critique de Brownson semble faire exception, comme le dit un commentateur contemporain. Grâce à la réputation qu'il acquiert en Nouvelle-Angleterre, il est invité tout au long des années 1830 dans différentes villes de la région pour faire des conférences qui seront ensuite publiées, ce qui accroît sa notoriété. Dans ces discours, il insiste sur la liberté des institutions républicaines héritées de la Révolution et sur la nécessité de les préserver⁴³. Sa critique concerne davantage les progrès sociaux; pour ce qui est des acquis politiques, il ne trouve pas grand-chose à y redire: la liberté, c'est « le droit de choisir notre propre forme de gouvernement et de sélectionner nos propres dirigeants », la république américaine étant « la première république libre au monde, [...] la première à prouver que l'homme est capable de se gouverner lui-même »⁴⁴.

Ses discours mentionnent rarement le droit de vote, mais la question du suffrage se trouve au cœur de « l'idée américaine » qu'il emprunte au Parti démocrate – « le parti américain » par excellence. Ce parti prône la souveraineté de l'homme – par opposition à celle de l'argent – dont l'équivalent politique est le suffrage universel, « c'est-à-dire, le droit égal de chacun à s'exprimer dans le choix des acteurs politiques, et à travers eux, dans les lois qui seront décrétées comme dans les mesures gouvernementales qui seront adoptées⁴⁵ ». D'abord absents de ses discours, « le suffrage et l'éligibilité universels » vont

43. Orestes Brownson, *An Address, on the Fifty-fifth Anniversary of American Independence Delivered at Ovid, Seneca Co., N.Y. July 4, 1831*. Ithaca, S.S. Chatterton, 1831; *id.*, *An Address, Delivered at Dedham, on the Fifty-eighth Anniversary of American Independence, July 4, 1834*, Dedham (MA), H. Mann, 1834; *id.*, *Oration of Orestes A. Brownson, Delivered at Washington Hall, July 5th, 1841*, New York, G. Washington Dixon, 1841. Sur ce genre de discours, voir David Waldstreicher, « Rites of Rebellion, Rites of Assent: Celebrations, Print Culture and the Origins of American Nationalism », *Journal of American History*, vol. 82, n°1, juin 1995, p. 37-61.

44. Orestes Brownson, *Address Delivered at Ovid...*, *op. cit.*, p. 5; *id.*, *Address Delivered at Dedham...*, *op. cit.*, p. 16.

45. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1839, p. 505-506.

progressivement apparaître comme « les deux points cardinaux de la démocratie », car « la forme démocratique du gouvernement ne comporte et ne peut comporter que deux termes : le suffrage universel et l'éligibilité universelle⁴⁶ ».

Si, dans ses premiers écrits, Brownson semble faire peu de cas de la souveraineté populaire sous la forme du suffrage universel, c'est qu'il considère que cet acquis de la Révolution n'a produit que la liberté et l'égalité politiques, insuffisantes pour réaliser une véritable démocratie. L'égalité sociale et la liberté des individus sont les deux principes centraux de la démocratie, telle qu'elle sert de critère à Brownson pour critiquer le régime jacksonien. Cependant, Brownson n'est pas vraiment suivi dans cette démarche. À une époque où le suffrage universel est perçu comme un progrès, il se trouve être presque seul, y compris au sein du Parti démocrate, à soulever ce problème fondamental : si la liberté politique a été nécessaire pour libérer les masses de la monarchie, il faut faire un pas supplémentaire pour élargir les principes d'égalité et de liberté individuelles au-delà du champ politique. Or, « pour [les jeunes démocrates], la liberté n'est que *politique*⁴⁷ ». De même, écrit-il, si l'on observe aux États-Unis une égalité politique, dans tous les autres domaines – la propriété, la pauvreté, les lois ou les impôts –, les conditions y sont aussi inégales qu'ailleurs⁴⁸. C'est à l'encontre du gouvernement, incapable d'œuvrer pour le bien public, que se portent les critiques de Brownson comme de nombreux hommes politiques. Certains attribuent cet échec à l'élargissement du suffrage. Brownson, comme le Parti démocrate dans lequel il voit « le parti reconnu du suffrage », se dit opposé à toute restriction du droit de vote.

Les whigs, eux, ne croient pas « le peuple suffisamment éclairé pour lui confier le suffrage universel⁴⁹ ». Ainsi, certains

46. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 385.

47. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », *The Boston Quarterly Review*, avril 1843, p. 261, p. 271 (souligné par Brownson).

48. Orestes Brownson, « Constitutional Government », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1842, p. 233.

49. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 506.

whigs souhaiteraient restreindre le suffrage aux seuls « hommes de bien respectables », opérant ainsi un retour vers la conception et la pratique de la république à ses débuts. Or, rétorque Brownson, on obtiendrait ainsi le contraire de l'effet escompté (une démocratie fondée sur l'égalité et la liberté) car ce sont précisément ces mêmes propriétaires qui donnent à la démocratie « sa mauvaise direction » :

Ceux qui causent tous les torts ne sont pas les pauvres, ceux qui vivent de leur salaire quotidien, mais les propriétaires, les hommes d'affaires, les banquiers, les marchands, les spéculateurs et les politiciens intrigants, qui veulent que le gouvernement soit administré à leur profit. La restriction du suffrage [...] leur laisserait encore plus de pouvoir et leur permettrait encore plus de détourner le gouvernement de son but véritable⁵⁰.

Selon lui, même s'il existe « un danger dans l'exercice du droit de suffrage par les mauvais [*vicious*] pauvres, ce danger est moindre que dans son exercice par les mauvais riches⁵¹ ».

Le problème qui se pose réellement est une évidence pour Brownson: il faut, certes, élargir et même universaliser le suffrage (masculin et blanc, s'entend), mais le peuple auquel est dévolu ce droit n'est pas apte à exercer sa souveraineté. Dès les années 1830, tout en reconnaissant que le peuple est souverain et responsable vis-à-vis des représentants qu'il a élus, il remarque que « l'éducation de ce souverain est misérable, d'où toutes les difficultés⁵² ». En effet, lors de la campagne électorale de 1836, le candidat démocrate Martin Van Buren semble penser « davantage à affirmer ce en quoi consiste la volonté du peuple [...] et de profiter de celle-ci, plutôt que d'aider à créer une juste volonté du peuple⁵³ ». Brownson se démarque à ce moment du

50. Orestes Brownson, « Constitutional Government », art. cit., p. 234; *id.*, « Answer of the Whig Members of the Legislature of Massachusetts, constituting a Majority of both Branches, to the Address of his Excellency, Marcus Morton, delivered in the Convention of the two Houses, Jan 22, 1840 », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 253.

51. *Ibid.*, p. 254.

52. Orestes Brownson, « Editorial Address », *The Boston Reformer*, 1^{er} juillet 1836, p. 3.

53. Orestes Brownson, « Address to the Democratic Voters of Massachusetts », *The Boston Reformer*, août 1836.

Parti démocrate comme de la doctrine populaire à la mode : il nie ainsi l'infailibilité du peuple et l'absolue souveraineté de sa volonté. Il pose simultanément la question de l'éducation et celle de la volonté du peuple : la souveraineté populaire est inséparable de son éducation. Ce n'est pas pour autant que Brownson est en accord avec le Parti whig. Alors qu'il est en faveur d'un élargissement de l'accès à l'éducation, les whigs prônent une restriction du suffrage aux seuls gens instruits : « En nous démarquant de la doctrine populaire et du candidat du peuple, nous ne nous jetons pas dans les bras de White ou de Harrison⁵⁴ ». Même lorsque Brownson perdra confiance dans la capacité du peuple à être son propre souverain, il soutiendra jusqu'au bout les institutions populaires : « Nous ne pouvons nous dispenser du suffrage et de l'intelligence populaires, et nous supplions nos lecteurs de s'en souvenir⁵⁵ ».

Après l'échec des démocrates aux élections de 1840, Brownson n'exclut plus la possibilité d'une restriction du suffrage :

Nous sommes donc d'accord avec le vieux Parti fédéral quand il demande de limiter la démocratie, mais nous démarquons de ce parti dans son désir de la limiter par l'aristocratie. Nous ne la limiterons pas en faveur des rois, des nobles, des gentilshommes, ou des gens modestes ; mais en faveur du citoyen – non pas à l'encontre de la liberté, mais en sa faveur⁵⁶.

Aussi la foi de Brownson en la souveraineté populaire n'est-elle pas inébranlable et ses hésitations à ce sujet, qui se traduisent par un retour à une conception antérieure d'une république citoyenne, rejoignent celles d'autres critiques de la démocratie que sont ses contemporains, James Fenimore Cooper et, en Angleterre et en France, John Stuart Mill ou François Guizot⁵⁷.

54. *Ibid.* Hugh Lawson White et William Henry Harrison sont tous deux candidats whigs aux élections présidentielles de 1836 ; Harrison sera élu en 1840.

55. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 260-261.

56. Orestes Brownson, « Bancroft's History », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1841, p. 515.

57. James Fenimore Cooper, *The American Democrat* [1838], New York, Penguin, 1989 ; John Stuart Mill, *Essais sur Tocqueville et la société américaine*, éd. Patrick

Comme il lui arrive souvent, son examen de la conception dominante de la démocratie telle qu'elle est énoncée par le parti au pouvoir se situe à la frange des opinions de l'adversaire, en l'occurrence le Parti whig, sans qu'il bascule pour autant dans l'opposition. L'équilibre instable qui en résulte est précisément ce qui rend la position de Brownson intéressante. D'une part, elle ne peut être réduite à une querelle partisane et, d'autre part, elle offre un éclairage nouveau et pertinent sur ce qui constitue la problématique essentielle de la démocratie : l'articulation entre suffrage universel et souveraineté populaire.

Pourtant, les arguments que Brownson utilise contre les whigs sont ceux qu'il reprendra à son compte après les élections de 1840 et pendant la rébellion de Dorr au cours d'un débat qui l'oppose à John O'Sullivan, le rédacteur en chef de *The United States Magazine and Democratic Review*. Alors que la plupart des revues notoires, telles que *The North American Review*, *The American Quarterly* et *The New-England Magazine*, sont aux mains des whigs, O'Sullivan, jeune journaliste d'origine irlandaise, a décidé de lancer une revue démocratique. La revue inclut des publications de Nathaniel Hawthorne, de Henry David Thoreau, d'Edgar Allan Poe, de Walt Whitman, d'Alexander Everett puis d'Orestes Brownson, après la fusion avec la revue bostonienne⁵⁸. Bien que la *Democratic Review* soit très proche du Parti démocrate, Brownson y exprime de manière insistante sa méfiance à l'égard de la souveraineté populaire que prône ce parti. En effet, à la lumière des élections de 1840, la souveraineté populaire paraît dangereuse à notre auteur, ou du moins insuffisante : le peuple souverain n'a pas élu Van Buren, le candidat du Parti démocrate soutenu par Brownson. Il a choisi le général Harrison du Parti whig, le « parti aristocratique » qui a honteusement utilisé le peuple à des fins

Thierry, Paris, Vrin, 1994, p. 77. Brownson, comme il le fait pour d'autres parutions significatives, consacre un article de la *Boston Quarterly Review* à l'ouvrage de Cooper en juillet 1840. Voir aussi Pierre Rosanvallon, *Le Moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985, p. 95-138.

58. Arthur Schlesinger, Jr., *The Age of Jackson*, op. cit., p. 372.

stratégiques⁵⁹. Aux doutes exprimés par Brownson concernant la vertu et l'intelligence populaires, John O'Sullivan répond dans la même livraison en exprimant une confiance sans bornes dans le peuple ; non seulement l'erreur est humaine, mais l'alternance est nécessaire à toute démocratie :

La démocratie ne prétend pas que le peuple est infaillible ; l'expression *Vox Populi, Vox Dei* n'implique pas que le vote de la majorité soit la perfection de la raison. Après tout, à long terme, la démocratie avec sa Liberté et son Égalité des Droits et des Chances est de loin préférable à toutes les autres formes de gouvernement grâce auxquelles les élites [*the few*] ont de tout temps et dans tous les pays pillé et escroqué les masses [*the many*]⁶⁰.

Ainsi, il ne fait pas de doute pour O'Sullivan que le peuple, qui a la capacité de se gouverner lui-même, constitue la « souveraineté fondamentale », principe cher au Parti démocrate, dont la *Democratic Review* se fait le porte-parole⁶¹.

Les rédacteurs en chef du *Free Enquirer*, organe du Parti des Travailleurs auquel Brownson contribue quelque temps, sont eux aussi entièrement convaincus de la nécessité de donner le pouvoir au peuple. Robert Dale Owen et Frances Wright, deux réformateurs d'origine britannique qui se rencontrent à New Harmony, dans l'Indiana, dans la communauté de Robert Owen, le père de Robert Dale, rappellent à leurs lecteurs que le seul pouvoir qui vaille est celui des électeurs aux urnes. L'extension de la franchise est une des revendications

59. Orestes Brownson, « A Discourse on Lying », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1840, p. 414-415.

60. [John O'Sullivan], « Note », *The Democratic Review*, avril 1843, p. 390 : cette note est écrite en réponse à l'article de Brownson déjà cité, intitulé « Democracy and Liberty ». Sophie Wahnich nous rappelle « la difficulté qu'il y a à nommer lorsque la vérité de ce qui est nommé se dérobe sous son appellation », dans « Come ti chiami? », dir. Vincent Casanova *et al.*, *Vacarme*, n°68, été 2014, p. 1-21.

61. L'expression « *Vox Populi, Vox Dei* » n'est alors pas nouvelle mais elle est remise au goût du jour par George Bancroft qui la jette à la tête de l'élite au pouvoir dans le Massachusetts, en 1826. Voir Daniel Rodgers, *Contested Truths, op. cit.*, p. 84. Voir aussi Orestes Brownson, « Bancroft's History », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 514 ; [John O'Sullivan], « Note », *The Democratic Review*, mai 1843, p. 541-542 (note rédigée en réponse à l'article de Brownson « Popular Government », *The Democratic Review*, mai 1843).

principales des travailleurs, et c'est la seule qui leur ait été accordée, avec la réforme de l'emprisonnement pour dettes⁶². Les deux journalistes consacrent principalement leur revue hebdomadaire, qu'ils publient à New Harmony, puis à New York, aux droits des travailleurs, essentiellement des petits producteurs. En vue des élections de 1829, il s'agit de mobiliser les travailleurs de l'État de New York afin de les convaincre de voter aux élections du mois de novembre, le tout récent Parti des Travailleurs y présentant un candidat pour la première fois. On mesure la nouveauté du droit de vote au ton des articles qui oscillent entre la pédagogie électorale et la propagande en faveur du nouveau parti. C'est dans cette optique que le *Free Enquirer* publie le discours que Thomas Connell adresse aux travailleurs de la ville de Philadelphie pour rappeler les points essentiels de la réforme du suffrage, dont « dépend la perpétuation de nos institutions républicaines ». Connell recommande non seulement de se méfier des partis et du système d'élection indirecte par l'intermédiaire de délégués, mais aussi de participer au choix des candidats afin que ceux-ci puissent « affirmer leurs droits naturels et politiques et exercer la franchise électorale ». Ainsi, il appelle les travailleurs à remplir les « devoirs importants de l'Électeur » qui constituent le seul « pouvoir rédempteur qui améliorera [leur] condition⁶³ ». Robert Dale Owen encourage la participation aux élections prochaines en insistant, lui aussi, sur le pouvoir du peuple, car « si ce pays doit être réformé il faut que ce soit *par les urnes* », expression en italique qui ponctue tout l'article. Il encourage les lecteurs et les législateurs à ne pas négliger l'importance de « l'action humaine » (*human agency*), qui consiste dans la capacité de lutter par le vote contre un système comme celui des banques qui se présente comme tout-puissant et inévitable : « Il

62. Robert Dale Owen et Frances Wright, *An Address of the Workingmen of Charlestown, Mass., to their Brethren throughout the Commonwealth and the Union*, citée par Orestes Brownson dans « Address to the Workingmen », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 123.

63. Thomas Connell, « Address of the Working Men's Political Association of the Northern Liberties », *The Free Enquirer*, 12 août 1829, p. 338. Northern Liberties est l'un des trois districts de Philadelphie où s'organise le Parti des Travailleurs.

peut arriver que le peuple américain soit aveuglé ou trompé ; mais il n'est en aucun cas impuissant, et ne le deviendra pas aussi longtemps que le principe du suffrage universel sera reconnu »⁶⁴. Cette foi dans le pouvoir du peuple par les urnes (car aux États-Unis, écrit Robert Dale Owen, contrairement aux pays despotiques, le peuple « a le pouvoir ») induit une réflexion sur la notion de représentation, qui fait des « représentants nos serviteurs »⁶⁵. Si les travailleurs ne parviennent pas à obtenir des lois équitables, c'est qu'il n'existe pas de « représentants appropriés ». « Pourquoi ne les trouve-t-on pas ? Parce que les hommes des autres classes ont des intérêts opposés à ceux du travailleur » : l'action du Parti des Travailleurs permettra justement de « changer de représentants »⁶⁶.

C'est en 1829, à l'occasion de la révision constitutionnelle de Virginie – l'un des rares États, on l'a vu, à ne pas bénéficier de l'extension du suffrage –, que se pose avec acuité la question de la représentation du peuple. Parallèlement, des habitants de la vallée de Shenandoah dans l'Ouest de la Virginie, majoritaires en nombre dans le comté, revendiquent auprès des planteurs de la côte, qui seuls ont le droit de vote, leurs droits politiques. Ce à quoi les planteurs, dont le membre le plus influent est le sénateur John Randolph, répondent qu'ils ne se plieront pas au principe du « Chiffre Roi », autrement dit à la loi de la majorité. Or, la réforme demandée n'est autre que l'extension du suffrage à tous les propriétaires (*freeholders*) plutôt qu'aux seuls propriétaires aisés et possesseurs d'esclaves – ce qui, selon Frances Wright, est une requête qui « n'élargit guère les principes de liberté et d'égalité républicaines⁶⁷ ». C'est à ce

64. Robert Dale Owen, « The Cause of the People », *The Free Enquirer*, 26 août 1829 ; *id.*, « The Approaching Struggle », *The Free Enquirer*, 30 octobre 1830 ; anon., « Bank Chartering and the Currency » from the *New York Daily Sentinel*, *The Free Enquirer*, 29 mai 1830, p. 241-242.

65. Robert Dale Owen, « Cause of the People, No. 3 », *The Free Enquirer*, 2 septembre 1829 (souligné par Dale Owen).

66. Robert Dale Owen, « Cause of the People, No. 4 », *The Free Enquirer*, 9 septembre 1829.

67. Frances Wright, « American Politicians versus the American People or Aristocracy vs. Democracy », *The Free Enquirer*, 29 juillet 1829, p. 318. À Richmond, en Virginie, par exemple, seuls les propriétaires pouvaient voter aux élections de l'État, mais seuls

moment que Brownson rejoint les colonnes du *Free Enquirer* dans lequel Frances Wright fait le procès véhément de ceux qui s'opposent à l'égalité du droit de représentation. Wright accuse John Randolph de Roanoke, le gouverneur de Virginie, ainsi que le *New York Commercial Advertiser* et le *Southern Reviewer* qui défendent le point de vue de cet « individu excentrique », de vouloir empêcher toute réforme du suffrage⁶⁸.

Pour le *New-York Commercial Advertiser*, « la vieille maxime selon laquelle la représentation et la taxation vont de pair est aujourd'hui aussi valable que dans les cinquante dernières années du siècle dernier⁶⁹ ». Le slogan qui a conduit à l'indépendance des États-Unis – « pas de taxation sans représentation » – est utilisé afin de justifier ce que Frances Wright traduit par le principe selon lequel « le pouvoir et la propriété vont de pair ». Le grand débat, selon elle, est de savoir « si le suffrage universel va réussir à s'imposer et à produire ses effets sur les lois et sur les hommes »⁷⁰. Elle se fait le défenseur de la « presse libre » contre la « presse d'argent ». Comment cette « presse d'argent », écrit-elle, « qui appuie les politiciens hostiles au suffrage universel, ose-t-elle se targuer du droit de *permettre* ou de *refuser* à quiconque de choisir la forme et l'action de son gouvernement⁷¹? »

Brownson posera la même question quelques années plus tard, lorsque les whigs voudront réserver le suffrage aux seuls propriétaires : mais si les propriétaires seuls exercent leur droit de vote, pourront-ils s'en prévaloir pour décider eux-mêmes des conditions selon lesquelles les non-propriétaires exerceront

ceux qui étaient propriétaires d'un bien d'une valeur de \$100 au moins pouvaient voter au niveau local (comté ou *township*). Voir Chilton Williamson, *American Suffrage from Property to Democracy 1760-1860*, Princeton, Princeton UP, 1960, p. 229.

68. Frances Wright, « American Politicians versus the American People or Aristocracy vs. Democracy », art. cit., p. 318-319; *ead.*, « Agrarian and Education Systems », *The Free Enquirer*, 16 octobre 1829.

69. *The New-York Commercial Advertiser* cité par Frances Wright, « American Politicians versus the American People or Aristocracy vs. Democracy », art. cit., p. 318.

70. Frances Wright, « American Politicians versus the American People or Aristocracy vs. Democracy », art. cit., p. 318.

71. *Ibid.*, p. 319 (souligné par Wright).

leur droit de vote? « Le droit de vote est-il lié à la propriété ou à l'Humanité [...]? », reprend Brownson après Wright; et « le gouvernement est-il institué pour la protection de la propriété ou pour celle de l'homme? ». La question prolonge le postulat lockien selon lequel

la plus grande et la principale fin que se proposent les hommes lorsqu'ils s'unissent en communauté et se soumettent à un gouvernement, c'est la conservation de leurs propriétés, pour laquelle bien des choses manquent dans l'état de nature⁷².

Frances Wright conclut fermement : le droit au suffrage est un droit naturel du peuple souverain qui ne peut être octroyé par qui que ce soit et ne peut en aucun cas dépendre de la propriété⁷³. Mais qui est ce peuple souverain? Est-ce le « peuple » honnête et vertueux, « cette grande masse industrielle » opposée aux forces « antidémocratiques » des classes mercantiles des villes⁷⁴? ou celui qui est appelé à voter et que Wright et Owen divisent en deux classes : d'un côté les travailleurs et de l'autre les classes privilégiées – « les avocats, les banquiers, les grands propriétaires fonciers et les riches marchands⁷⁵ »? Les deux analyses se rejoignent jusqu'à un certain point, mais le publiciste démocrate John O'Sullivan fait confiance aux choix électoraux du peuple; tandis que, pour les rédacteurs du *Free Enquirer*, plus méfiants envers les classes privilégiées, le peuple a besoin d'être encouragé à voter, ce qui signifie que la bataille n'est nullement gagnée : il faut se désolidariser des partis au pouvoir et créer un parti pour les travailleurs.

Ce « peuple » à la définition flottante prend des connotations différentes suivant la période et l'idéologie de celui qui l'emploie : du « Nous, le peuple » républicain de la Constitution de 1787 au « vrai peuple » démocratique de Jackson, le droit de

72. Orestes Brownson, « Answer of the Whig Members of the Legislature of Massachusetts », art. cit., p. 253. John Locke, *Deuxième traité du gouvernement civil*, traduit et présenté par Bernard Gilson, Paris, Vrin, coll. « Librairie philosophique », 1967, p. 146.

73. Frances Wright, « American Politicians versus the American People or Aristocracy vs. Democracy », art. cit., p. 319.

74. [John O'Sullivan], « Introduction », *The Democratic Review*, octobre 1837, p. 13.

75. Robert Dale Owen, « Cause of the People », *The Free Enquirer*, 26 août 1829.

vote s'est étendu à une plus grande fraction de la population⁷⁶. Mais encore, le « peuple » inclut-il toute la population en âge de voter ? Et enfin, le peuple qui gouverne est-il composé du même groupe d'individus que le peuple gouverné ?

Le président Jackson n'est pas un philosophe ni même un politicien de grand talent, mais il prononce des discours et rédige des propositions de lois dont la rhétorique s'appuie sur une interprétation de la démocratie qui exercera une forte influence, non seulement sur ses contemporains, mais aussi sur une grande partie des historiens qui analyseront plus tard la période. De la conception républicaine du peuple, synonyme de l'universalité des citoyens (« le gouvernement est administré pour le bien du peuple et réglé par sa volonté »), le sens du mot *peuple* glisse imperceptiblement à la notion restreinte d'un « vrai peuple » – « les fermiers, les artisans et les ouvriers » – par opposition aux « classes d'argent »⁷⁷ :

Les classes agricoles, artisanales et laborieuses ne participent pas ou peu à la direction des grandes compagnies commerciales des classes possédantes [...]. Le planteur, le fermier, l'artisan et le travailleur savent tous que leur succès dépend de leur industrie et économie propres et qu'ils ne doivent pas s'attendre à ce que le fruit de leur travail les enrichisse soudain. Pourtant, ces classes de la société constituent la majeure partie du peuple des États-Unis, ils sont la colonne et le nerf du pays – des hommes qui aiment la liberté et ne désirent rien d'autre que l'égalité des droits et des lois⁷⁸.

Il ne s'agit plus du peuple souverain, mais d'un peuple aux connotations morales, un peuple honnête et travailleur : les producteurs par opposition à ceux qui ne vivent que de spéculations commerciales. Andrew Jackson reprend ici la

76. L'expression « vrai peuple » (« *real people* ») est de Marvin Meyers dans son commentaire du veto de Jackson sur la banque des États-Unis : *The Jacksonian Persuasion: Politics and Belief*, Stanford, Stanford UP, 1960, p. 18.

77. Andrew Jackson, « First Inaugural Address », 4 mars 1829 ; *id.*, « Veto Message », 10 juillet 1832 ; « Farewell Address », 4 mars 1837, dans James D. Richardson (éd.), *A Compilation of the Messages and Papers of the Presidents*, [New York], Bureau of national literature, 1907, t. II et III.

78. Andrew Jackson, « Farewell Address », dans *ibid.*, t. III, p. 305.

distinction d'Adam Smith entre « producteurs » et « non-producteurs », fondée sur la théorie de la valeur-travail dérivée de la pensée de Locke :

Il y a une sorte de travail qui ajoute à la valeur de l'objet sur lequel il s'exerce ; il y en a un autre qui n'a pas le même effet. Le premier, produisant une valeur, peut être appelé travail *productif* ; le dernier, travail *non productif*⁷⁹.

Or, chez Adam Smith, « les travailleurs non productifs », qui touchent un revenu sans produire de capital, sont associés à la « fainéantise » : « partout où les capitaux l'emportent, c'est l'industrie qui domine ; partout où ce sont les revenus, la fainéantise prévaut⁸⁰ ». En d'autres termes, la recherche de l'enrichissement illimité, à condition qu'elle prenne la forme de l'accumulation du capital, perd son caractère immoral, car elle résulte de l'exercice d'une vertu, « l'épargne⁸¹ ».

Tout en reprenant l'idée d'un peuple moral induite par les mots *industrie* et *économie*, Jackson s'écarte de Smith en excluant de ce peuple toutes les catégories « d'argent », aussi bien les banques que les marchands, alors que Smith avait absout l'accumulation du capital, mais critiqué le travail des domestiques comme non productif et donc « frivole⁸² ». La formulation de Jackson implique un recouplement entre le peuple « producteur » et le peuple « pauvre ». La conception éthique des classes sociales qui en découle est encore fondée sur le rapport à la terre, celle qui valorise le fermier indépendant ; elle se rattache à la conception républicaine du citoyen vertueux dont l'indépendance est assurée par l'accès à la propriété, par opposition au « luxe » et aux dépenses ostentatoires du monde du commerce⁸³. Il s'agit finalement d'une sorte de tour de passe-passe : Jackson prétend s'adresser à « tout le peuple », mais ce

79. Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, trad. Germain Garnier, Paris, Flammarion, coll. « GF », t. I, p. 417.

80. *Ibid.*, p. 424.

81. Daniel Diatkine, Présentation d'Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, éd. cit., t. I, p. 18.

82. Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, éd. cit., t. I, p. 418 et 427.

83. Marvin Meyers, *The Jacksonian Persuasion*, op. cit., p. 23-24.

faisant, il occulte la restriction qu'il opère en passant du peuple souverain au « vrai peuple ». Il cherche à créer une « volonté générale », mais il élimine

la distinction de principe entre individu social qui travaille et individu politique, quels que soient le type de travail qu'il effectue, sa fortune personnelle, son niveau d'instruction, son origine ou son statut social⁸⁴.

Tout en reconnaissant l'existence d'une distribution inégale des richesses, il réduit « le peuple » à sa conception morale⁸⁵. Brownson dévoile avec force et clarté l'ambiguïté du discours sur le *peuple*, ce terme-clé qu'utilise Jackson. Son acception du terme dans les années 1830 ne diffère guère de celle qui fait du peuple une entité distincte, synonyme de *travailleurs* :

Nos législateurs ne semblent pas conscients qu'il existe des créatures telles que les travailleurs; ils ne font les lois que pour les capitalistes, les propriétaires, les actionnaires, les compagnies commerciales, les maîtres-artisans. [...] Les législateurs ne savent pas qu'il existe une chose telle que le peuple⁸⁶.

Il faut remarquer ici que l'emploi que fait Brownson du mot *peuple* présente des nuances : en effet, les *travailleurs*, tout en étant opposés aux *capitalistes* en tous genres, sont également distincts des *maîtres-artisans*, ce qui introduit une différence sociale nouvelle entre le maître et l'ouvrier. C'est la nouvelle notion de classes sociales distinctes qui est au centre de cette critique originale de la démocratie jacksonienne. Brownson s'éloigne rapidement de la définition jacksonienne du *peuple* qu'il avait adoptée, car il prend conscience de l'usage qu'en font à des fins stratégiques des politiciens sans scrupules. Ceux-ci sèment la confusion sémantique en recourant à l'acception européenne du mot. En Europe, le peuple est le plus souvent identifié aux masses défavorisées, à la plèbe, par opposition aux classes privilégiées. Aux États-Unis, selon Brownson,

84. Bertinde Laniel, *Le Mot démocratie et son histoire aux États-Unis*, op. cit., p. 319.

85. Andrew Jackson, « Farewell Address », dans James D. Richardson (éd.), *A Compilation of the Messages and Papers of the Presidents*, op. cit., t. III, p. 305.

86. Orestes Brownson, *Address at Dedham...*, op. cit., p. 21-22.

« le peuple constitue toute la population, pauvre ou riche, éduquée ou non, raffinée ou non » :

Nous sommes tous le *peuple* dans ce pays, le marchand, le banquier, le courtier, le fabricant, l'avocat, le docteur, le fonctionnaire en poste, ou celui qui en brigue un, l'homme cultivé et raffiné non moins que le fermier, l'artisan et l'ouvrier d'usine. [...] Ainsi lorsqu'on parle avec légèreté de l'intelligence et de la vertu du peuple, c'est de tout le peuple qu'il s'agit, pas d'une classe en particulier⁸⁷.

Notre auteur en appelle ici à la conception républicaine d'un peuple comme entité englobant l'ensemble des Américains – la nation en quelque sorte – et à l'adéquation entre citoyens et peuple, un peuple véritablement souverain. Cette conception est renforcée par l'énumération toute inclusive dont Brownson use souvent et qui rappelle les longues listes que Walt Whitman, « le barde de la démocratie », célébrera quelques années plus tard :

Je suis de toutes les teintes, toutes les castes, tous les rangs,
les religions,
Fermier, mécanicien, artiste, gentleman, marin, quaker,
Prisonnier, souteneur, noceur, juriste, docteur, prêtre⁸⁸.

D'une conception du peuple à l'autre, Brownson oscille sans cesse, reflétant aussi bien les efforts faits pour une saisie plus précise du concept et des réalités sociales que les incertitudes dans l'esprit de ses contemporains, incertitudes souvent déguisées en convictions tonitruantes au point que les esprits ont du mal – comme beaucoup d'historiens par la suite – à faire le départ entre démocrates et démagogues. Au moment où il doute le plus du bien-fondé de la souveraineté populaire, Brownson dénonce l'hypocrisie des « démagogues » qui flattent le peuple sans pour autant clairement dire ce qu'ils entendent par ce mot : « le peuple devrait se méfier des voix mielleuses qui chantent

87. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 261-262 (souligné par Brownson).

88. Walt Whitman, « Chanson de moi-même » [1855 ; 1891-1892], dans *Feuilles d'herbe*, trad. fr. Jacques Darras, Paris, Gallimard, coll. « Poésie », 2002, p. 84.

continuellement ses louanges⁸⁹ ». Plutôt que de réfléchir aux maux de la société, les politiciens, fussent-ils démocrates ou whigs, courtisent sans cesse le peuple afin de servir leurs « intérêts égoïstes ». Ils utilisent tous des moyens mensongers, ce qui constitue un péché suprême, selon Brownson pour lequel la vérité est une valeur fondamentale. Les démocrates, en effet, qui clament leur amour pour le « cher peuple, sont horrifiés lorsque quiconque exprime une méfiance envers [lui] » et, pourtant, ils ne conçoivent pas « d'infortune plus grande que de laisser le peuple apprendre exactement ce qu'ils font »⁹⁰.

De même, le Parti whig est « outré lorsqu'on lui dit qu'il œuvre en faveur des intérêts du monde des affaires aux dépens du reste », car il est pour « *le peuple dans son ensemble [the whole people]* », et cependant, c'est un parti trompeur qui organise des réunions secrètes, et « ne se prive pas de flatter le peuple ou de le forcer à soutenir ses gens [*his people*] »⁹¹. Car la stratégie des whigs a changé ; alors qu'ils sont longtemps restés méfiants à l'égard des nouvelles pratiques politiques qu'ils taxaient de démagogiques depuis leur première défaite dans le Massachusetts contre les démocrates en 1838, ils adoptent les méthodes du parti adverse, et, au niveau national, abandonnent des candidats potentiels comme Daniel Webster et Henry Clay au profit de William Henry Harrison en qui ils mettent tous leurs espoirs pour les élections de 1840, campagne qu'ils mènent à coups de « cidre alcoolisé et de cabanes en bois⁹² ».

Comme souvent, et précisément au moment où il rejette la souveraineté populaire, Orestes Brownson tente d'en donner une définition pertinente. De cette définition ressort tout d'abord

89. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 263 ; *id.*, « Constitutional Government », art. cit., p. 238-39.

90. Orestes Brownson, « A Discourse on Lying », art. cit., p. 414.

91. *Ibid.*, p. 414-415. C'est Brownson qui souligne, en jouant sur la signification de *people* en général, par rapport à *his people*, ses partisans, sa famille, montrant ainsi que le discours politique tend précisément à jouer sur l'ambiguïté du mot *people*, qui peut être pris dans une acception tantôt générale tantôt restreinte.

92. Orestes Brownson, « Answer of the Whig Members of the Legislature of Massachusetts », art. cit., p. 242. Voir John Ashworth, « *Agrarians* » and « *Aristocrats* », *op. cit.*, p.127.

une distinction entre *peuple* et *classes sociales*. Il relève le flou du jargon politique à la mode qui fait une adéquation entre les deux termes et montre que cette confusion, plutôt que d'inclure les classes défavorisées, les exclut, les pratiques politiques n'étant pas à l'image de la réalité sociale. Certains sont donc exclus de fait de la vie politique, mais cela n'apparaît pas dans le discours officiel, bien au contraire :

Nous partons du présupposé que tout le pouvoir exercé par une assemblée librement choisie par le peuple est un pouvoir exercé par le peuple lui-même [...]. C'est l'ambiguïté du mot *peuple* qui nous trompe⁹³.

À partir de la fin des années 1830, Brownson s'inspire progressivement des idées de John C. Calhoun, sénateur de Caroline du Sud, pour concevoir le moyen d'une réelle inclusion de tout le peuple dans la vie politique, de sorte « qu'il n'y ait plus de classes, mais simplement le peuple⁹⁴ ». Tout en continuant à mettre l'accent sur les différences de classes et en reprochant aux discours des politiciens de ne pas les faire apparaître, il tend vers une conception du *peuple* dans lequel il voit une entité organique. Contrairement à la définition orthodoxe de la souveraineté populaire défendue notamment par O'Sullivan, selon lequel la majorité numérique fonde l'origine et la base du gouvernement, Brownson voudrait effacer l'opposition entre majorité et minorité⁹⁵. Le modèle de Calhoun qu'il reprend substitue « la souveraineté du peuple *tout entier*, à la souveraineté de la majorité ». Sans que Brownson veuille en convenir, on trouve là la terminologie qu'il avait lui-même tant critiquée chez les whigs. Selon Brownson, en effet, Calhoun entend par *peuple* « le peuple comme corps politique – et non le peuple comme masse désorganisée d'individus, tels qu'on les trouve dans "l'état de nature" théorique de Locke ou de

93. Orestes Brownson, « Executive Patronage », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 357-358.

94. Orestes Brownson, « Slavery-Abolitionism », *The Boston Quarterly Review*, avril 1838, p. 256.

95. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 338.

Rousseau⁹⁶ ». Brownson adopte la distinction entre le peuple comme communauté politique assemblée en « convention », et le peuple constitué d'individus non inclus dans la société politique, dans le *caucus*, qui constitue la « volonté populaire informelle »⁹⁷. Il remonte à Thomas Jefferson, le rédacteur de la déclaration d'Indépendance, pour y chercher un éclaircissement sur sa conception du peuple. Qu'entendait donc Jefferson lorsqu'il proclamait le droit du peuple « de modifier ou de détruire » le gouvernement? Notion incertaine au moment de l'indépendance, cette forme de souveraineté populaire n'est toujours pas claire pour les amis de Brownson⁹⁸. Si on ne distingue pas le peuple organisé en corps politique du peuple désorganisé, alors, « comment distinguer une révolte populaire d'une émeute⁹⁹? »

C'est l'affaire de la rébellion de Dorr qui suscite tout particulièrement ces réflexions chez notre auteur. Comme il le reconnaît lui-même, il refuse de concevoir

la Constitution comme un simple instrument écrit, rédigé par le peuple et altérable à souhait, et [...] comme dans le cas du Rhode Island, altérable par la seule volonté de la majorité, cette majorité s'assemblant de manière informelle¹⁰⁰.

Or, avec l'arrivée d'entrepreneurs attirés par l'énergie hydraulique des rivières de cet État, la population artisanale de la ville de Providence s'étend, formant ainsi une société privée du droit électoral, à l'intérieur de l'État légal constitué par les propriétaires fonciers. Des organisations se forment qui militent pour l'extension du suffrage. Elles sont promues par des associations de travailleurs et soutenues par les

96. *Ibid.*, p. 362. Ronald P. Formisano montre comment les whigs tentent d'occulter la différence de classes et insiste sur « l'harmonie des intérêts », dans *The Transformation of Political Culture: Massachusetts Parties, 1790s-1840s*, New York, Oxford UP, 1983, p. 276.

97. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 333-334.

98. *Ibid.*, p. 331.

99. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 275.

100. Orestes Brownson, « Popular Government », art. cit., p. 534-533. Brownson conçoit de projet de constitution providentielle après la guerre de Sécession, dans son ouvrage *The American Republic: Its Constitution, Tendencies and Destiny* [1865], Clifton (NJ), Augustus M. Kelley, 1972.

manufacturiers et par les professions libérales dont le statut se consolide dans les années 1830. Cependant, ces organisations, qui se heurtent au refus de l'assemblée législative de les reconnaître et d'admettre qu'elles se réunissent en assemblée constitutionnelle, disparaissent aussitôt. Ce n'est qu'en 1841, après la tumultueuse campagne présidentielle de 1840, que quelques dirigeants de ce mouvement décident de former une assemblée constitutionnelle, passant outre l'interdiction de l'assemblée. Face au refus de celle-ci (les assemblées des autres États avaient cédé en pareilles circonstances), les défenseurs d'une extension du suffrage organisent une élection extra-légale afin de soumettre la question à chaque adulte blanc de l'État. Le succès de ce référendum les encourage à se réunir en assemblée populaire (*People's Convention*), qui rédige une nouvelle constitution et la soumet au peuple lors d'une nouvelle élection extra-légale. À la suite de la ratification, on organise une troisième élection afin d'élire une assemblée populaire. Ainsi au printemps 1842, le Rhode Island possède deux gouvernements, deux constitutions – l'assemblée d'origine ayant finalement décidé d'en rédiger une nouvelle dans laquelle le suffrage est encore limité par un cens électoral¹⁰¹. En 1843, une constitution plus équitable est enfin rédigée et adoptée dans l'État¹⁰².

De nombreux débats à l'échelle nationale succèdent à cet incident. Ils concernent le droit de la majorité, avec, d'un côté, les défenseurs du droit de la majorité, représentés en priorité par les démocrates qui défendent Dorr et, de l'autre, ceux qui s'y opposent, des intellectuels comme Calhoun, Brownson et quelques whigs. Contrairement au témoignage de O'Sullivan, Brownson ne cache pas sa désapprobation à l'égard de ce gouvernement. Mais son essai en faveur des « classes laborieuses » lui vaut la réputation d'être le défenseur des causes populaires quelles qu'elles soient, et son nom apparaît paradoxalement en liaison avec le mouvement partisan du

101. Arthur Schlesinger, Jr., *The Age of Jackson*, op. cit., p. 411.

102. Daniel Rodgers, *Contested Truths*, op. cit., p.103-104 ; Arthur Schlesinger, Jr., *The Age of Jackson*, op. cit., p. 413.

suffrage élargi. C'est dire à quel point ses idées sont mal comprises et mal interprétées par ses contemporains.

Au grand regret de Francis Lieber, le philosophe et juriste allemand qui parcourt les États-Unis et finit par s'y établir, il s'avère que seule une démocratie représentative est possible en Amérique en raison du grand nombre d'électeurs « qui ne peuvent plus se réunir en personne sur la place du marché », et doivent se contenter d'un vote « de seconde main ». Lieber aurait souhaité un retour à « l'ancienne démocratie directe (*market-democracy*), pure, vraie et visible »¹⁰³. Ce à quoi Brownson répond par un éloge du système représentatif qui accomplit, selon lui, « l'union entre le pouvoir et la liberté », c'est-à-dire un grand progrès par rapport à la « pure démocratie¹⁰⁴ ». Car « c'est le génie de notre gouvernement de ne faire des hommes en poste que les simples exécuteurs de la volonté populaire » ; comme le peuple est souverain, il est « responsable de tous les actes de ses représentants »¹⁰⁵.

On reconnaît ici la définition d'une « pure démocratie » donnée par James Madison dans le dixième article des *Federalist Papers* parus en 1788 lors de la campagne pour la ratification de la constitution fédérale : « une société constituée d'un petit nombre de citoyens qui s'assemblent et administrent le gouvernement en personne », régime que Madison opposait à la république, dans laquelle le pouvoir est délégué¹⁰⁶. La république représentative, forme gouvernementale nouvelle qu'inaugurent les Américains avec la Constitution fédérale de 1787, rompt avec le modèle athénien. En fait, pour Madison « le

103. Francis Lieber, *Manual of Political Ethics*, Boston, C. C. Little & J. Brown, 1838-1839, t. II, p. 488-489. Orestes Brownson, « *Manual of Political Ethics, designed chiefly for the use of colleges and students at law, by Francis Lieber* », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 188.

104. *Ibid.*, p. 190.

105. *Ibid.*

106. James Madison, *Federalist 10*, dans *The Federalist Papers by Alexander Hamilton, James Madison, and John Jay*, intr. et com. Garry Wills, New York, Bentam Books, 1982, p. 46. Sur la série d'essais de philosophie politique influents publiée en 1788, dont ce texte est extrait, voir Élise Marienstras et Naomi Wulf, *The Federalist Papers. Défense et illustration de la Constitution fédérale des États-Unis*, Paris, PUF, 2010.

principe de la représentation » constitue pour les Américains le « pivot sur lequel tourne » la république; chez les Anciens, il n'est qu'un élément parmi d'autres dans un ensemble mixte alliant une forte dose de démocratie directe avec des fonctions représentatives¹⁰⁷.

Au milieu des années 1830, sans encore remplacer *démocratie* par *république*, Brownson revient aux idées énoncées par Madison dans les *Federalist Papers*. Il place la responsabilité politique dans le peuple, un peuple souverain qui recevra une meilleure éducation pour user sagement de son droit de vote. Il est donc impératif de « travailler à créer une juste volonté¹⁰⁸ ». Encore le peuple n'est-il pas totalement responsable de la manière dont il va jouer son rôle. Car le droit de suffrage ne suffit pas à donner le pouvoir au peuple : la politique des partis réussit trop souvent à annuler ce pouvoir qui devient illusoire.

Nous savons tous que la gestion des partis et les intrigues des chefs de partis détournent le suffrage dans pratiquement tous les cas où il est utile de l'avoir. Quelques individus d'un parti se réunissent et nomment un candidat, quelques individus d'un autre parti en nomment un autre, et mon droit de suffrage si vanté est réduit à un choix entre deux nominations¹⁰⁹.

L'extension du suffrage n'est donc qu'un aspect mineur de la démocratisation, car même si le peuple semble souverain, il est à la merci des partis qui manipulent son vote.

107. James Madison, *Federalist 63*, dans *The Federalist Papers...*, éd. cit., p. 321.

108. Orestes Brownson, « We Want Men to Carry Our Principles Into Effect », *The Boston Reformer*, 28 juillet 1836; *id.*, « Editorial Address », *The Boston Reformer*, 7 juillet 1836.

109. Orestes Brownson, *Address at Dedham...*, *op. cit.*, p. 16-17.

Chapitre 3

Prémices d'une conscience de classe

Pour ses adversaires comme pour ses amis, le nom d'Orestes Brownson est indissociable d'une acception sociale égalitaire de la démocratie. Il n'est donc pas surprenant que le texte le plus cité soit « *The Laboring Classes* ». Ce long essai, dont l'occasion est un compte rendu de *Chartism* de Thomas Carlyle, est d'abord publié dans la *Boston Quarterly Review* en juillet 1840, avant de paraître, très rapidement après, en un volume – sous la pression de « l'excitation inutile » provoquée par l'article, comme le précise Brownson dans la préface –, puis d'être suivi par un second article en octobre¹. Les critiques plutôt violentes qui sont faites à l'auteur proviennent, selon celui-ci, de publicistes qui « feraient mieux de retourner à l'école primaire » pour y apprendre à lire dans l'essai les réfutations anticipées aux objections qui lui seraient adressées². Néanmoins, Brownson est sensible à ce qu'on lui reproche, puisqu'il joint certains articles, comme celui-ci, écrit par un journaliste anonyme, à sa collection de coupures de presse :

Il mène une guerre contre les riches, *parce qu'ils sont riches*.
Il préconise la distribution égale de la propriété, l'abolition des salaires, et mille autres projets utopiques. [Malgré tout], nous vous invitons à lire ce pamphlet, et si ça ne vous guérit pas de

-
1. Préface de *The Laboring Classes. An Article from the Boston Quarterly Review*, by O.A. Brownson, Boston, Benjamin H. Green, 1840, p. 3.
 2. *Ibid.* La préface est datée du 23 juillet 1840. En octobre, paraît dans la *Boston Quarterly Review* une réponse aux objections émises depuis la parution du premier article en juillet. Voir aussi Thomas Carlyle, *Chartism*, Boston, C.C. Little & J. Brown, 1840.

toute la charlatanerie agrarienne qui pourrait vous démanger, nous vous décréterons incurables³.

Contrairement à la plupart des réformateurs de son époque, Brownson ne croit pas en l'égalité naturelle des hommes : seul un État fort, assure-t-il, serait capable d'assurer l'égalité sociale. Or, la recherche de l'égalité présuppose une conscience des inégalités existantes. Aussi, dans cette Amérique des années 1830 et 1840, en pleine transformation sous l'effet de l'industrie naissante et de l'expansion du marché, Brownson, à l'instar des Travailleurs et des démocrates, tente-t-il de faire prendre conscience à l'opinion publique de l'existence de nouvelles catégories sociales. Et c'est en des termes proches de ceux utilisés, à la même époque, par le jeune Karl Marx que la conscience des inégalités sociales – absentes, rappelons-le, des propos de Tocqueville – se dessine progressivement dans les écrits de Brownson.

L'inclination de Brownson pour les expériences communautaires fouriéristes et les théories saint-simoniennes, d'une part, et, d'autre part, les arguments qu'il oppose à ses détracteurs permettent de saisir les différentes conceptions de la propriété qui ont cours à l'époque et le rôle qu'elles jouent dans la définition de la démocratie. De cette confrontation ressort la paradoxale coexistence d'une théorie et d'une pratique des droits collectifs et individuels dans une démocratie. Cependant, les hésitations de Brownson quant au rôle du gouvernement dans la protection de ces droits rendent tangible la complexité de l'élaboration d'un libéralisme politique qui se cherche sur le chemin de la démocratie.

La notion de classes sociales et l'idée que la démocratie est incapable, par elle-même, de réduire les inégalités constituent le noyau de la divergence entre Brownson et Tocqueville. Cette interprétation prend toute son ampleur lors de la parution en 1840, sous ses deux formes, de l'essai « The Laboring Classes »,

3. *Microfilm Edition of the Orestes Augustus Brownson Papers*, Notre Dame (IN), University of Notre Dame Archives Publication, 1966, Roll 8 (souligné par l'auteur anonyme).

qui, selon son auteur, aurait fait perdre les élections aux « soi-disant » démocrates⁴. À la différence de Tocqueville, pour qui « l'égalité des conditions » en Amérique est inscrite dans la première immigration, pour Brownson, elle est un acquis des efforts des colons américains. Lui-même a compris ce qu'était l'égalité dans les collines du Vermont (l'un des États où la Révolution de 1776 s'est accompagnée d'un fort mouvement social) où il est né. C'est là, écrit-il, que « les lois sont les plus démocratiques » ; et il rappelle qu'il était en âge de voter lors des premières élections au suffrage universel en 1824⁵. La démocratie politique qui découle tout naturellement, selon Tocqueville, de l'égalité des conditions et qui est à la base de l'exception américaine, n'est pas, pour Brownson, à prouver, mais elle n'est pas intimement liée, comme il le faudrait pour que la démocratie soit parfaite, à l'égalité sociale. Brownson sait par expérience que l'égalité des conditions n'est pas l'égalité sociale, et que les deux types d'égalité peuvent même se contredire : l'égalité des conditions qui découle de la suppression des ordres féodaux et des privilèges ecclésiastiques ouvre la voie à l'égalité de la propriété, mais les terres et les capitaux se concentrent plus facilement dans une société ouverte que dans une société d'ordres. Satisfait, provisoirement, de la progression de la démocratie politique, Brownson fait de la démocratie sociale la prochaine étape de la réalisation concrète de la démocratie. Pour l'heure, après une première adhésion, il en vient rapidement à accuser le Parti démocrate de ne pas véritablement défendre la cause des travailleurs⁶. Il montre que le système politique n'est pas la conséquence d'une égalité existante, mais qu'il est à

4. Orestes Brownson, « Popular Government », *The Boston Quarterly Review*, mai 1843, p. 534 ; *id.*, « The Laboring Classes », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1840 (désormais, dans la suite du chapitre, « The Laboring Classes I »).

5. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1839, p. 516 ; *id.*, « Social Evils and their Remedy », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 288 ; *id.*, « Conversations with a Radical. By a Conservative », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 29 ; *id.*, « Popular Government », art. cit., p. 530-531.

6. Orestes Brownson, « Prospects of the Democracy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1839, p. 129 ; *id.*, « Democracy and Reform », art. cit., p. 516.

l'origine de l'inégalité sociale, car si le droit au suffrage est égal pour tous, il ne sert à rien dans une société inégalitaire⁷.

Par une jérémiade déplorant la disparition d'un âge d'or jeffersonien qui permettait au petit propriétaire exploitant de prospérer, Brownson cherche à éveiller les consciences sur l'accroissement rapide, en Amérique comme en Grande-Bretagne, d'une classe de non-propriétaires issue des débuts de l'industrialisation. Brownson perçoit-il son époque comme une ère de mutation, une période de transition entre deux phases de l'économie américaine? ou n'y voit-il qu'une simple évolution entre une économie agrarienne et une économie qui s'ouvre au marché, les deux modes de production se chevauchant jusqu'à coexister? Des contemporains de Brownson, comme le très perspicace voyageur saint-simonien Michel Chevalier, qui a pourtant connaissance des méfaits de la révolution industrielle en Grande-Bretagne, se sont laissés leurrer par le système industriel naissant en Amérique⁸. Chevalier est en effet enthousiasmé par le système manufacturier de l'une des premières usines comprenant tout le processus de la production de tissu, de la filature au tissage, situées dans le Massachusetts, à Lowell, et c'est avec un certain lyrisme pastoral qu'il décrit cette manufacture de cotonnade d'un genre nouveau, qui emploie six mille personnes, dont cinq mille

sont de jeunes femmes de dix-sept à vingt-quatre ans, filles de fermiers des divers États de la Nouvelle-Angleterre [...]; elles sont là loin de leurs familles, livrées à elles-mêmes. Le matin et le soir et aux heures des repas, les voyant traverser les rues, vêtues proprement, trouvant suspendus aux murailles dans les ateliers, entre des vases de fleurs et des arbustes qu'elles y entretiennent, leurs fichus et leurs schalls [*sic*], et les capuchons de soie verte dont elles s'enveloppent la tête quand elles sortent [...], ce n'est donc pas comme à Manchester⁹!

7. Orestes Brownson, « The Origin and Ground of Government », *The Democratic Review*, avril 1843, p. 383.

8. Voir Orestes Brownson, « The Laboring Classes », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1840 (désormais, dans la suite du chapitre, « The Laboring Classes II »), p. 480.

9. Michel Chevalier, Lettre XIII, dans *Lettres sur l'Amérique du Nord* [1834], Bruxelles, Société belge de librairie, 1837, p. 236.

Brownson, lui, ne s'intéresse pas à la tenue vestimentaire des jeunes paysannes ni à la discipline à laquelle elles sont soumises. Il plaint la misère et la dépendance de condition : cette jeune femme si propre, qu'est-elle ?

Elle n'est qu'une ouvrière *d'usine*, vous me comprenez. Et cela implique assurément une perte, une perte de santé, de gaieté, de liberté et de position sociale ; et que gagne-t-on pour contrebalancer cette perte ? Au mieux deux dollars la semaine plutôt que quarante *cents* [...] ¹⁰.

Les propriétaires des industries de Lowell, fondateurs d'une industrie patriarcale modèle, encouragent les ouvrières à publier un magazine, le *Lowell Offering*, dans lequel paraît une critique acerbe de l'article de Brownson, jugé méprisant. Brownson, dans sa propre revue, se justifie en montrant que, loin d'être l'ennemi des ouvrières, il cherche à améliorer la condition de toute la classe ouvrière.

Ma sympathie va aux classes laborieuses, et j'ai fait ce que j'ai pu pour améliorer la condition des ouvriers comme des ouvrières [...] J'ai dénoncé l'existence de préjugés et je la condamne. Je ne vous ai jamais accusées d'en être la cause, et je ne l'ai jamais même envisagé. C'est le système manufacturier que j'accuse ¹¹.

Cette polémique nous donne l'occasion de mieux comprendre les positions de Brownson face au capitalisme industriel et à la révolution du marché naissants. Brownson ne condamne pas les ouvrières pour s'être laissées tenter et aliéner par un emploi et un salaire qu'il reconnaît lui-même être assez élevé. Mais, remarque-t-il, les reproches qu'on lui fait relèvent d'une courte vue sur la question :

Ce que nous voulons, ce n'est pas un emploi pour les travailleurs, mais la diminution, autant que possible, du nombre même des ouvriers qui cherchent un emploi. Partout le salarié est une sorte d'esclave, plus ou moins à la merci

10. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », art. cit., p. 30.

11. Orestes Brownson, « Letter to the Editors of "The Lowell Offering" », *The Boston Quarterly Review*, avril 1841, p. 262, p. 260 ; *id.*, « The Laboring Classes I », art. cit., p. 370.

de son employeur. Le capitaliste investit son capital non pas en vue d'obtenir des moyens de subsistance, mais en vue d'augmenter sa richesse. Dans cette perspective il achète de la main-d'œuvre. Le travailleur, lui, vend sa main-d'œuvre non pas pour s'enrichir, mais pour subsister¹².

Ce qu'il faut, selon Brownson, « c'est rendre chaque homme libre et indépendant » en éliminant la distinction entre « ouvrier et employeur [...], et en abolissant la classe entière des prolétaires, tout comme les opposants à l'esclavage voudraient abolir la classe des esclaves »¹³. Aliénation des prolétaires, exploitation de l'homme par l'homme : les propos de Brownson ne vont jamais au bout de ces idées qui vont, en revanche, s'enraciner et se développer, au cours de ces mêmes années, dans les propos de Karl Marx. Brownson, trop nuancé et intègre pour s'aveugler sur la complexité des problèmes sociaux de son temps, se perd parfois dans les explications : ainsi, tout à la réflexion sur la classe ouvrière du Nord-Est des États-Unis principalement, il s'obstine dans l'amalgame entre classe ouvrière et classe d'esclaves, l'un des thèmes cruciaux de l'époque, mais qu'on lui a beaucoup reproché par la suite. Rappelons toutefois que la métaphore de l'esclavage est une constante dans la rhétorique contestataire et révolutionnaire américaine : les colons ne se disaient-ils pas « esclaves » de la monarchie britannique ? Le poids de cette métaphore est tel qu'elle a contribué maintes fois à retarder la prise de conscience de classe des ouvriers américains et de leurs représentants. Depuis le milieu du xx^e siècle, les historiens ont cherché des raisons objectives à ce qu'ils considèrent être une différence fondamentale avec l'Europe où la classe ouvrière a, dès l'apparition de l'industrie, eu une forte conscience de son existence et de sa solidarité interne. La question du retard de l'éveil de la conscience de classe dans l'histoire des États-Unis a été posée assez tôt par Werner Sombart qui y voyait la cause de ce qu'il disait être « l'absence de socialisme » aux

12. Orestes Brownson, « Chevalier's Letters », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 213.

13. *Ibid.*, p. 214.

États-Unis¹⁴. La comparaison avec l'Europe des révolutions – 1830, 1848 et 1870 – s'impose alors, avant que les « historiens du consensus », comme les contemporains de Brownson, ne concluent que la société américaine ne ressemble à aucune autre et qu'elle est exceptionnelle¹⁵.

Plus récemment, des historiens – citons, en France, Catherine Collomp et Marianne Debouzy et, aux États-Unis, Sean Wilentz, Bruce Laurie ou encore Nick Salvatore –, ont exclu la notion d'un exceptionalisme américain. Sur la période qui voit apparaître un mouvement des travailleurs en réaction à de nouvelles formes de production et d'échange, ces historiens parmi de nombreux autres, distinguent les prémices d'une conscience de classe, même si, comme le souligne Bruce Laurie, l'ancien mode de production et les formes de compagnonnage d'autrefois continuent à persister dans une société qui élargit son marché et qui fabrique ses produits finis dans des ateliers industriels. La naissance, la conscience, la lutte des classes – tels sont les concepts qui prennent forme dans les textes de Brownson et de ses contemporains militants du mouvement des travailleurs, cela au moment même où naît le chartisme au Royaume-Uni.

Aux États-Unis, Brownson et ses contemporains abordent la question de la lutte des classes à partir d'une référence répétée aux débuts de la République, ce qui donne à leurs discours un tour idéologique. Pendant ces cinquante années, répètent les auteurs, la démocratie idéale rêvée et partiellement mise en œuvre par les jeffersoniens a été maltraitée. Ainsi idéalisée comme société égalitaire, la société d'autrefois fait figure

14. Werner Sombart, *Why is There no Socialism in the United States?*, White Plains (NY), M.E. Sharpe, 1976. Voir aussi Eric Foner, « Why is There no Socialism in the United States? », *History Workshop*, vol. 17, printemps 1984, p. 57-80.

15. Sean Wilentz, « Against Exceptionalism: Class Consciousness and the American Labor Movement, 1790-1920 », et Nick Salvatore, « Response to Sean Wilentz, "Against Exceptionalism: Class Consciousness and the American Labor Movement, 1790-1920" », *International Labor and Working Class History*, vol. 26, automne 1984, respectivement p. 1-24 et p. 25-30; Bruce Laurie, *Working People of Philadelphia*, Philadelphia, Temple UP, 1980, et *id.*, *Artisans into Workers: Labor in Nineteenth-century America*, Urbana, University of Illinois Press, 1984. Voir aussi Yohanna Alimi Levy, *L'Amérique jacksonienne face aux révolutions françaises de 1830 et 1848*, thèse de doctorat, Université Paris Diderot, 2014.

d'un temps vers lequel il faudrait retourner. Elle se pare des attributs des premiers mythes américains, au premier chef celui de la mission de l'Amérique¹⁶. Brownson n'échappe pas au nationalisme induit par l'incarnation du mythe fondateur. Il en est de même parmi les réformistes les plus radicaux, qui joignent à leur défense de la classe des prolétaires un appel à la croyance dans la destinée unique de l'Amérique. C'est l'une des fonctions des discours du 4 juillet, lors de la célébration rituelle de l'indépendance des États-Unis, dont Brownson ainsi que les dirigeants du Parti des Travailleurs de New York font usage à maintes reprises dans les années 1830¹⁷. Ces discours offrent l'occasion de rappeler les principes qui ont fondé l'Amérique, principes qui la distinguent de l'Europe et qui déterminent son rôle vis-à-vis du reste du monde; il faut que l'Amérique « expose encore une fois au monde l'action salutaire et l'énergie morale dont elle a fait preuve lors de sa Révolution¹⁸ ». La mission américaine, selon Brownson, « [...] c'est d'émanciper les prolétaires, d'ennoblir le travail, d'élever les classes laborieuses et de rendre chaque homme véritablement libre et indépendant¹⁹ ».

Mais cette position est-elle vraiment la manifestation d'une véritable conscience de classe? Si l'on suit l'historien de la classe ouvrière Nick Salvatore, il ne faut pas confondre ce qui

16. Voir Arthur M. Schlesinger, Jr., *The Age of Jackson*, Boston, Little, Brown & Company, 1945, et Marvin Meyers, *The Jacksonian Persuasion: Politics and Belief*, Stanford, Stanford UP, 1957.

17. Orestes Brownson, *An Address, on the Fifty-fifth Anniversary of American Independence Delivered at Ovid, Seneca Co., N.Y. July 4, 1831*. Ithaca, S.S. Chatterton, 1831; *id.*, *An Address, delivered at Dedham, on the Fifty-eight Anniversary of American Independence, July 4, 1834*, Dedham (MA), H. Mann, 1834; *id.*, *Oration of Orestes A. Brownson, Delivered at Washington Hall, July 5th, 1841*, New York, G. Washington Dixon, 1841; Robert Dale Owen, « Fourth of July Celebrations », *The Free Enquirer*, 7 juillet 1830, p. 304. Voir aussi Sacvan Bercovitch, *The American Jeremiad*, Madison, University of Wisconsin Press, 1980, p. 141-142.

18. Frances Wright, « Address Containing a Review of the Times », *The Free Enquirer*, 7 août 1830, p. 321; *ead.*, « Wealth and Money », *The Free Enquirer*, 16 octobre 1830, p. 405; *ead.*, « Parting Address », *The Free Enquirer*, 21 et 28 août 1830, p. 337 et 346.

19. Orestes Brownson, « Our Future Policy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 81.

s'exprime en termes de « conflits de classes », indéniables à l'époque jacksonienne, avec une « conscience de classe », qui aurait constitué une véritable remise en question du modèle hégémonique de la « démocratie jacksonienne »²⁰. Notons pourtant qu'en 1840, la définition du travail et des travailleurs n'est plus la même qu'à l'époque de Jefferson. Entre le pamphlet de 1798 par William Manning, où le travail est décrit comme un processus de production, et le discours des Travailleurs de Charlestown en 1840, qui dénonce l'exploitation d'une classe par une autre ainsi que l'asymétrie de l'échange créée par les salaires inégaux, c'est aux « travailleurs en tant que classe » que dit s'adresser Samuel Clesson Allen, le dirigeant des Travailleurs du Massachusetts²¹.

Dès 1828, date de leur première structuration en parti, les Travailleurs se distinguent par une action exclusivement orientée vers la défense de la classe ouvrière. Ainsi, Brownson condamne « l'inégalité des lois suivant les classes sociales », comme l'emprisonnement pour dettes, dont l'abolition est l'une des revendications principales du parti à travers tout le pays²². Le programme des Travailleurs comprend en outre la lutte contre les monopoles, une simplification du système juridique et l'éducation publique. Ils revendiquent plus mollement une réforme du statut de la propriété. Au tout début des années 1830, on débat des conséquences de la mécanisation sur la condition des travailleurs et de la valeur morale du travail humain. La réflexion démographique malthusienne se généralise au point que, comme le signale l'historien John Sherwood, ni Marx ni Engels n'échappent à son influence²³. Enfin, les dirigeants des

20. Nick Salvatore, « Response to Sean Wilentz », art. cit. p. 28.

21. William Manning, « The Key of Liberty » [sic][1798], dans Christopher L. Tomlin, *Law, Labor and Ideology in the Early Republic*, Cambridge, Cambridge UP, 1993, p. 9 ; Samuel Allen, « To O.A. Brownson », 18 août 1834, *Brownson Papers, op. cit.*, Roll 1.

22. Orestes Brownson, *Address at Dedham, op. cit.*, p. 8.

23. Robert Dale Owen, « Situation of the Producing Classes », *The Free Enquirer*, 6 mai 1829 ; Frances Wright, « On the Causes of Existing Evils », *The Free Enquirer*, 1^{er} avril 1829, p. 183 ; Robert Dale Owen, « Labor Saving Machinery », *The Free Enquirer*, 24 avril 1830, p. 205-206 ; Robert Dale Owen, « Influence of Machinery », *The Free Enquirer*, 7 août 1830, p. 407 ; William Jackson Junior, « From the Delaware Free Press. "Labor Saving Machinery" », *The Free Enquirer*, 25 septembre 1830, p. 381 ; Robert

Travailleurs, ici Frances Wright, n'ont aucun doute sur leur nouvelle force politique :

Ici le peuple gouverne; et c'est vous le peuple [...] Vous prenez conscience de votre propre pouvoir. À New York, à Philadelphie, à Boston, à Baltimore, vous avez regardé autour de vous et compris que tout n'allait pas bien. À Philadelphie vous avez testé votre force; à New York vous l'avez prouvée. À New York, 6 000 bulletins de vote, sur lesquels vous aviez marqué RÉFORME, sont apparus d'un coup dans les urnes²⁴.

Paradoxalement, c'est parce que cette « force » n'est pas suffisante pour dominer la scène politique que les Partis des Travailleurs régionaux se voient obligés d'adopter les stratégies électorales des autres partis et d'y perdre leur spécificité. Néanmoins la cause des travailleurs ne meurt pas avec eux au tout début des années 1830. Elle est prise en charge avec vigueur par les activités syndicales qui foisonnent dans ces mêmes années. Dès 1833, le Syndicat général de New York (*General Trades' Union of New York*), présidé par Ely Moore puis par John Commerford, et le Syndicat de la ville et du comté de Philadelphie (*Trades' Union of the City and County of Philadelphia*) mènent des actions diverses et répétées, telles que la grève générale de Philadelphie pour la journée de dix heures en 1835 ou la série de grèves et de manifestations dans le Massachusetts, comme à Lowell en 1834 et 1836²⁵. Les syndicats sont alors constamment attaqués par les partis majoritaires qui les accusent d'être antidémocratiques et comploteurs, jusqu'à ce que l'arrêt *Commonwealth v. Hunt*, prononcé en 1842 par la Cour suprême du Massachusetts, marque une première avancée des droits syndicaux.

Dale Owen, « The Population Question », *The Free Enquirer*, 16 octobre 1830, p. 407. Voir John M. Sherwood, « Engels, Marx, Malthus, and the Machine », *The American Historical Review*, vol. 90, n° 4, octobre 1985, p. 834-865.

24. Frances Wright, « To the Intelligent among the Working Class, and Generally to All Honest Reformers », *The Free Enquirer*, 5 décembre 1830, p. 46.

25. Christopher L. Tomlins, *Law, Labor and Ideology in the Early American Republic*, New York, Cambridge UP, 1993, p. 157 et 327; Bruce Laurie, *Artisans into Workers*, *op. cit.*, p. 86-87.

La difficulté des Travailleurs à se positionner, perceptible aussi chez Brownson, s'explique par l'ambivalence de l'appartenance sociale de ses membres et se confirme dans les débats au sein même du parti. Brownson n'est formellement membre du Parti des Travailleurs qu'en 1828-1829, à New York, mais il n'abandonnera jamais leur cause, y compris dans sa période en apparence conservatrice après les élections de 1840. En effet, en janvier 1841, on le voit s'intéresser au discours des Travailleurs de Charlestown, dans le Massachusetts, revenir sur l'histoire du parti, et s'arrêter sur la notion même de « travailleurs », dont il relève l'ambiguïté sémantique :

Leur nom, Travailleurs, était soit trop illimité, soit trop restreint. Dans un sens, tous les hommes de ce pays sont des travailleurs [...]. Dans un autre sens, cela signifie seulement les ouvriers, des hommes qui n'ont pour seuls moyens de subsistance que leur travail ; c'est-à-dire des prolétaires²⁶.

Brownson en appelle à une définition plus large du terme, qui renverrait aux vrais défenseurs de la démocratie sociale et il distingue les démocrates « politiques » des démocrates « sociaux »²⁷. On est ici confronté à une certaine confusion, due à l'imprécision avec laquelle la notion de classes continue à être pensée. Il ressort en effet des études récentes sur la classe ouvrière aux États-Unis que les partis des Travailleurs ne s'adressaient réellement qu'à une frange politisée d'artisans et n'étaient composés que d'une minorité de radicaux politiques issus des classes moyennes. Car la masse des travailleurs était plutôt attirée par les mouvements réformateurs évangéliques, comme à Philadelphie où ils étaient divisés entre « *revivalists* » traditionalistes et radicaux héritiers de Thomas Paine²⁸.

À cet égard, les revirements de Brownson vis-à-vis des classes moyennes sont instructifs : tantôt il défend les classes moyennes, tantôt il les incrimine. Par exemple, il salue la montée inéluctable des classes moyennes dans l'avènement

26. Orestes Brownson, « Address to the Workingman », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 115.

27. *Ibid.*, p. 117.

28. Bruce Laurie, *Working People of Philadelphia*, *op. cit.*

de la démocratie contre une société féodale. La population inféodée ne pouvait « regagner son indépendance perdue que par l'acquisition de la richesse. Il fallait qu'adviennent des capitalistes, des propriétaires²⁹ ». La population mercantile et manufacturière s'enrichit et se constitue en « classe » ; elle entraîne à son tour l'enrichissement d'une classe moyenne formée par les artisans et les petits marchands. Brownson élabore une version idéalisée du Moyen Âge, à partir de laquelle il mesure la distance avec son époque où « la distinction entre le capitaliste et le travailleur se manifeste à présent et devient un mal³⁰ ». Lorsqu'il évoque l'émancipation d'une classe moyenne dans une perspective historique, il porte un jugement critique sur les écarts qui se creusent à son époque :

La classe moyenne est toujours la championne de l'égalité lorsqu'il s'agit d'abaisser la classe supérieure ; mais elle s'en fait l'ennemie jurée lorsqu'il s'agit d'élever une classe inférieure [...] Cette classe n'a rien fait pour la population laborieuse, les vrais *prolétaires*³¹.

La distinction qu'opère « le marxiste avant Marx » entre les prolétaires et la classe moyenne n'est pas de même nature que celle qu'on trouve chez Karl Marx lui-même : alors que pour l'auteur de « *The Laboring Classes* », la frontière est celle de la propriété, pour l'auteur du *Manifeste communiste*, la différence tient tout d'abord à l'existence d'une conscience de classe prolétarienne :

Cette organisation des prolétaires en une classe et, par suite, en un parti politique est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante. [...] De toutes les classes subsistant aujourd'hui en face de la bourgeoisie, le prolétariat seul forme une classe réellement révolutionnaire³².

29. Orestes Brownson, « Tendency of Modern Civilization », *The Boston Quarterly Review*, avril 1838, p. 229.

30. *Ibid.*, p. 235. Sur l'idéalisation du féodalisme chez Brownson, voir Christopher Lasch, *True and Only Heaven: Progress and its Critics*, New York, Norton, 1991, p. 190.

31. Orestes Brownson, « The Laboring Classes I », art. cit., p. 363.

32. Karl Marx [et Friedrich Engels], *Le Manifeste communiste*, dans *Philosophie*, éd. Maximilien Rubel, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Essais », 1994, p. 410-411. Voir John M. Sherwood, « Engels, Marx, Malthus, and the Machine », art. cit., p. 844-845.

En tant que pasteur et journaliste, Brownson appartient à une classe sans commune mesure avec la cause de ceux qu'il défend. Il en est de même, d'ailleurs, de la plupart des intellectuels de l'époque, aussi bien dans l'entourage de Frances Wright et Robert Dale Owen que de celui des transcendentalistes et des démocrates de Boston. Brownson tente de s'en expliquer : « J'ai moi-même été un ouvrier [imprimeur] pendant une période non négligeable de ma vie³³ ». Cette ambiguïté est en effet sujette à questionnement dès la naissance du premier Parti des Travailleurs. Il ne s'agit pas de débats mineurs : les sujets évoqués sont en effet au cœur des conflits entre, d'une part, les abolitionnistes et le parti, et, d'autre part, ceux qui opposent deux courants radicaux – celui de Thomas Skidmore et celui de Robert Dale Owen – sur l'importance relative d'une réforme de la propriété et de la promotion de l'éducation pour améliorer la condition des plus pauvres.

La première des questions mise en avant par les réformateurs est l'abolitionnisme : non seulement, le sujet génère des conflits entre les réformateurs, mais encore il constitue l'un des thèmes historiographiques les plus épineux. Au moment où se radicalise le courant qui mènera à la guerre de Sécession, le courant abolitionniste présente la singularité d'être, pour tout ce qui ne touche pas à l'esclavage, apolitique³⁴. William Lloyd Garrison, son dirigeant, se défend en 1831 d'appartenir à un quelconque parti et invite tous les défenseurs des droits de l'homme « de toutes les religions et de tous les partis » à adhérer à sa cause³⁵. Cette position, fondée sur la conviction qu'il est possible de persuader individuellement les propriétaires d'esclaves, plutôt que de chercher à réformer la société dans son ensemble, a souvent contribué à classer les abolitionnistes dans une classe moyenne foncièrement conservatrice. C'est la thèse défendue par l'historien de l'esclavage, David Brion

33. Orestes Brownson, « Letter to the Editors of the "Lowell Offering" », art. cit., p. 261. Incise de Naomi Wulf.

34. Gilbert H. Barnes, *The Anti-Slavery Impulse, 1830-1844*, New York, Harcourt Brace, 1933.

35. William Lloyd Garrison, « Editorial », *The Liberator*, 1^{er} janvier 1831.

Davis, qui soutient que l'anti-esclavagisme, en déplaçant d'une cause à l'autre l'objet d'une lutte pour l'égalité, coïncide avec le développement du capitalisme³⁶. L'apolitisme des abolitionnistes leur vaut d'ailleurs une remarque cinglante de Brownson: « Ils abominent la politique à proprement parler car elle leur demanderait une réflexion alors que tout ce qu'ils souhaitent, ce sont des sentiments³⁷ ». Les Travailleurs des années 1830 et 1840 adoptent, comme on l'a vu, la rhétorique de l'esclavage pour parler de la dépendance des ouvriers du Nord: ce sont des « esclaves salariés ». Ce faisant, ils opèrent un double mouvement qui associe les deux causes mais prend ses distances vis-à-vis de la cause des esclaves proprement dits. La figure rhétorique de l'esclavage pré-révolutionnaire avait nourri le radicalisme partisan de Paine et de Owen, dont les valeurs centrales étaient la liberté, l'égalité et l'indépendance politique³⁸. Ce qui est nouveau à l'époque de la révolution du marché, c'est la crainte des ouvriers qu'une nouvelle classe d'« esclaves salariés », issue de l'abolition de « l'institution particulière », vienne les concurrencer. Ainsi, au lieu de marier les deux causes – condition ouvrière et esclavage –, l'expression « esclaves salariés » finit par jeter la confusion et ramène le débat sur le plan racial: le conflit va s'installer dans une hiérarchisation entre « esclaves salariés noirs » et « esclaves salariés blancs », reléguant la question de l'esclavage réel au second plan³⁹.

36. David Brion Davis, *The Problem of Slavery in the Age of Revolution, 1770-1823*, Ithaca, Cornell UP, 1975. Voir également *id.*, « Slavery and "Progress" », dans C. Bolt et S. Drescher (dir.), *Anti-Slavery, Religion and Reform*, Hamden (CT), Archon, 1980, p. 351-366 et Thomas L. Haskell, « Capitalism and the Origins of Humanitarian Sensibility », *The American Historical Review*, vol. 90, n° 2, avril 1985, p. 339-361 et vol. 90, n° 3, juin 1985, p. 547-566.

37. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 492.

38. Eric Foner, *Politics and Ideology in the Age of the Civil War*, New York, Oxford UP, 1980, p. 60-61.

39. David R. Roediger, *The Wages of Whiteness: Race and the Making of the American Working Class*, London/New York, Verso, 1991, p. 66. Voir également Alexander Saxton, *The Rise and Fall of the White Republic: Class Politics and Mass Culture in Nineteenth-century America*, London/New York, Verso, 1990.

La position de Brownson nous offre un point de vue plus nuancé, car son discours oscille entre celui des Travailleurs, dont George Henry Evans, le rédacteur en chef du *Working Man's Advocate*, se fait le porte-parole privilégié, et une option de la réforme qui lui est propre. Certes, selon Brownson, il s'agit bien pour le prolétaire de retrouver son indépendance perdue en se défaisant des chaînes du salariat qui le réduisent en « esclavage » : « Le système des salaires doit être supplanté par un autre système, ou bien la moitié de la race humaine sera l'esclave virtuelle de l'autre pour toujours⁴⁰ ». Comme il le répète depuis 1836, Brownson est fermement opposé à l'esclavage. Cependant l'expression « esclaves salariés » qu'il utilise, lui aussi, dépasse la simple formule, dans la mesure où elle s'inscrit dans une critique du morcellement de la réforme et dans une prise en compte sans distinction des intérêts de toutes les classes opprimées. Il se trouve alors en concordance avec les théoriciens sudistes de l'esclavage⁴¹. Selon lui, « [i]l serait futile d'émanciper l'esclave aujourd'hui, parce que nous ne ferions que changer la forme et non la substance de son esclavage⁴² ».

Comme le remarque Eric Foner, c'est la notion même de liberté qui est ici en jeu. À la fin du XVIII^e siècle, elle impliquait une indépendance physique et matérielle, l'individu libre étant nécessairement un propriétaire, ce qui avait des conséquences sur la définition du citoyen. Or, dans les années 1830 et 1840, et jusqu'à la fin de la guerre de Sécession, la question de l'esclavage donne lieu à une définition de la liberté fondée sur la possession de son propre corps⁴³. Brownson réagit à ce glissement sémantique : il relègue au second plan les conditions matérielles qui seules peuvent permettre à la liberté de se développer. Ainsi, de 1838 à 1840, dans ses articles consacrés

40. Orestes Brownson, « The Laboring Classes I », art. cit., p. 372.

41. John C. Calhoun est baptisé « le Marx de la classe possédante », dans Richard Hofstadter, *The American Political Tradition and the Men who Made it*, New York, Knopf, 1989 [1973], p. 87.

42. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 514 ; *id.*, « The Laboring Classes II », art. cit., p. 460.

43. Eric Foner, « The Meaning of Freedom in the Age of Emancipation », *The Journal of American History*, vol. 81, n° 2, septembre 1994, p. 435-460.

aux questions sociales, il ne conçoit la liberté que dans le cadre d'une égalité économique. La polémique qui éclate entre les différents fondateurs du mouvement ouvrier fait ressortir des interrogations similaires quant à la place plus ou moins centrale qu'ils accordent à la propriété dans l'élaboration d'une société démocratique, question qui suscite chez Brownson une réflexion théorique : le principe de la distribution de la propriété doit-il ou non être au centre d'une définition de la démocratie ?

Dans le premier tiers du XIX^e siècle, du fait de l'extension du suffrage à tous les hommes blancs en âge de voter, la propriété occupe une place nouvelle dans la définition de la démocratie, car elle n'est plus une condition de la participation à la vie politique. En 1843, Marx évoque précisément le cas des « États d'Amérique du Nord » qui, avec l'abolition du cens, ont aboli « la propriété *politique* », tout en remarquant que par « l'annulation politique de la propriété privée, la propriété privée n'est pas abolie; bien au contraire elle est même présumée [...] »⁴⁴. Car avec les changements économiques qui donnent lieu à l'élargissement d'une classe de non-propriétaires, certains théoriciens, dont Brownson, démontrent que la propriété est devenue plus que jamais un enjeu social, et même la composante essentielle d'une démocratie proprement sociale. La place que la propriété doit occuper dans la lutte pour l'égalité sociale est abondamment discutée lors de la formation du Parti des Travailleurs à New York. Au-delà de ce débat, les années 1820 à 1840 voient se développer toutes sortes de théories sur la propriété qui sont mises en pratique avec plus ou moins de succès et auxquelles s'intéresse de près Brownson.

En ces temps de transition qui ébranlent la société jacksonienne, la question de la propriété, la propriété foncière surtout, est l'objet d'une violente confrontation parmi les Travailleurs, certains considérant que l'éducation doit primer sur toute autre réforme dans l'élaboration d'une véritable démocratie sociale. Thomas Skidmore, qui dirige le parti de

44. Karl Marx, *Sur la question juive*, nouvelle trad. par Jean-François Poirier, présentée et commentée par Daniel Bensaïd, Paris, La Fabrique, 2006.

New York à ses débuts, et qui, selon ses adversaires, fait « de la distribution inégale de la propriété foncière la source principale de calamités chez les pauvres », est évincé fin 1829 au profit de la faction Owen-Wright, qui prône une réforme de l'éducation sous tutelle de l'État⁴⁵. Un débat oppose les deux factions dans les pages du *Free Enquirer* au moment même où Brownson en est le correspondant. Secondé par son ami éditeur Alexander Ming, Jr., Skidmore reprend dans les articles qu'il adresse à Owen les arguments développés dans son pamphlet de 1829, *The Rights of Man to Property!*. Dans cet ouvrage théorique, il revient sur les conceptions lockiennes de Paine et de Jefferson, qui sont les références par excellence des Travailleurs. Il critique la tentative de Paine « d'ériger un gouvernement égalitaire sur un socle où l'inégalité s'est déjà installée⁴⁶ ». Les théories sur la propriété de Paine et de Jefferson sont, pour Skidmore, « défectueuses et équivoques » parce qu'elles ne rendent pas compte de l'existence d'inégalités sociales⁴⁷. Selon lui, le monde est divisé en deux classes, « les propriétaires et les non-propriétaires; ceux à qui le monde appartient et ceux qui n'en possèdent aucune partie ». La conséquence d'une redistribution de la propriété serait que « la différence entre riches et pauvres disparaîtrait »⁴⁸. Comme Brownson, bien que plus marqué par la pensée révolutionnaire, Skidmore met la propriété au centre du débat sur l'égalité⁴⁹. Mais il va au-delà de la définition juridique de la propriété par la théorie de la valeur-travail. Il y ajoute le droit à la propriété privée tel que l'avait formulé Locke :

Le travail [du corps de l'homme] et l'ouvrage de ses mains, nous le pouvons dire, sont son bien propre. Tout ce qu'il a tiré

45. Robert Dale Owen, « Mechanics' Meeting », *The Free Enquirer*, 31 octobre 1829, p. 7.

46. Thomas Skidmore, *The Rights of Man to Property!*, New York, Alexander Ming, Jr., 1829, p. 67.

47. *Ibid.*, p. 58.

48. *Ibid.*, p. 125 et 247.

49. John Taylor de Caroline influence la pensée jacksonienne dans sa défense de la propriété productive par opposition à une propriété artificielle. Voir Paul Conkin, *Prophets of Prosperity: America's First Political Economists*, Bloomington (IN), Indiana UP, 1980, p. 54.

de l'état de nature, par sa peine et son industrie, appartient à lui seul [...]»⁵⁰.

Cette théorie, issue des thèses de l'*Oceana* de James Harrington, publié en 1656, que l'on retrouve par exemple en 1788 dans le dixième article des *Federalist Papers* sous la plume de James Madison, est approfondie en 1817 par l'économiste britannique David Ricardo. Celui-ci rend compte des inégalités au sein de la classe des producteurs, en mettant en évidence trois catégories socio-économiques : les non-propriétaires qui vivent de leur salaire, les propriétaires qui vivent de leurs rentes et les capitalistes qui vivent de leurs profits⁵¹. Cette dernière catégorie fait intervenir le concept d'exploitation du salarié que l'employeur ne fait pas bénéficier au surplus dérivé de sa production.

La classification opérée par Ricardo ne met pas en cause le principe de propriété privée. Elle tend même à atténuer les conflits d'intérêts entre les producteurs et les non-producteurs. Mais parce qu'elle implique la notion de justice distributive, elle ouvre la voie à des interprétations socialistes, depuis les théories américaines de Cornelius Blatchly et de Langston Billesby jusqu'à la notion de plus-value de Karl Marx⁵². Selon ce dernier,

Le capitaliste en transformant l'argent en marchandises qui servent d'éléments matériels d'un nouveau produit, en leur incorporant ensuite la force du travail vivant, transforme la valeur – du travail passé, mort, devenu chose – en capital, en valeur grosse de valeur, monstre animé qui se met à travailler comme s'il avait le diable au corps. La production de la plus-

50. John Locke, *Deuxième traité du gouvernement civil*, traduit et présenté par Bernard Gilson, Paris, Vrin, coll. « Librairie philosophique », 1967, p. 91.

51. David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt* [1817], trad. fr. Paris, Calmann-Lévy, 1970, chap. 2-5.

52. Cornelius Blatchly, *Some Causes of Popular Poverty*, Philadelphia, s.n., 1817; Langston Billesby, *Observations on the Sources and Effects of Unequal Wealth*, New York, Lewis J. Nichols, 1826. Voir David Harris, *Socialist Origins in the United States: American Forerunners of Marx, 1817-1832*, Assen, Van Gorcum & Comp., 1966, p. 11-19 et p. 35-53.

value n'est autre chose que la production de valeur, prolongée au-delà d'un certain point⁵³.

Skidmore, lui aussi inspiré par Ricardo, opère un glissement vers une réfutation du travail comme seule source de la richesse⁵⁴. Il rappelle que le droit à la propriété exige le consentement de la communauté: « C'est le consentement et lui seul, de ceux qui possèdent, qui peut accorder un titre de propriété⁵⁵ ». Il faut donc modifier le gouvernement et les lois pour parvenir à une répartition plus juste des richesses. Il appelle ainsi à la refonte de la constitution de l'État de New York afin de permettre la redistribution de la propriété aux enfants à partir de dix-huit ans⁵⁶.

Robert Dale Owen, lui, refuse l'idée d'une redistribution de la propriété qui « en l'espace d'un an nous replongerait tous dans les maux de la richesse et de la pauvreté » en l'absence d'un système d'éducation qui préparerait les esprits à l'égalité⁵⁷. Quelles sont donc les priorités? de la propriété ou de l'éducation, quelle réforme doit prévaloir? Pour Skidmore, qui débat à ce sujet avec Owen d'octobre 1829 à octobre 1830, la priorité est claire: « Réformateurs, si vous souhaitez que je vous nomme ainsi, commencez par nourrir ceux qui ont faim⁵⁸ ». Quant à Owen, il rappelle que « "savoir, c'est pouvoir" et que le pouvoir commande la richesse⁵⁹ ». Selon lui, « l'injustice est plus profonde que l'inégalité pécuniaire; elle se situe au-delà du pouvoir qu'a l'argent d'y remédier ». Pourtant, Skidmore et Ming sont, écrit Owen, « également d'ardents défenseurs de l'éducation [...] mais nous sommes d'avis quelle sera mise bien

53. Karl Marx, *Le Capital* [1867], livre 1, préface Louis Althusser, trad. J. Roy, Paris, Flammarion, 1985, t. 1, p. 151.

54. Thomas Skidmore, *The Rights of Man to Property!*, *op. cit.*, p. 33.

55. *Ibid.*, p. 33 et 37.

56. David Harris, *Socialist Origins in the United States*, *op. cit.*, p. 102.

57. Robert Dale Owen, « Mechanics' Meeting », art. cit., p. 7.

58. Thomas Skidmore, *The Rights of Man to Property!*, *op. cit.*, p. 369.

59. Thomas Skidmore et Alexander Ming Jr., « To Robert Dale Owen », *The Free Enquirer*, 9 janvier 1830, respectivement p. 84 et 87.

plus à profit lorsque *les parents* des enfants seront à égalité en matière de propriété »⁶⁰.

La modération de Owen est caractéristique de la position des Travailleurs : « il est dangereux de s'en prendre à des droits à la propriété établis depuis longtemps ». Il critique l'extrémisme du projet de redistribution ainsi que son manque de sens pratique : « Je ne peux m'empêcher de croire à la sincérité de Thomas Skidmore. Il est dommage que ses idées soient extravagantes et impraticables »⁶¹. Owen incarne bien l'esprit des Travailleurs qui rejettent les quelques théories agraires d'inspiration harringtonienne que l'on voit naître dans les années 1830. Comme l'explique de son côté Brownson, « Skidmore était indéniablement un agrarien : mais ses vues furent rapidement désavouées par les Travailleurs⁶² ». Le *Working Man's Advocate* et le *Free Enquirer* éprouvent la même méfiance à l'égard d'une notion qu'ils tentent de redéfinir. George Henry Evans du *Working Man's Advocate* sera l'un des rares à opter en 1844 pour une politique agrarienne modérée. Il fondera l'Association nationale pour la réforme (*National Reform Association*), qui exige l'accès pour tous à un lot de terre minimum pourvu qu'il soit mis en valeur, organisation à l'avant-garde du mouvement qui conduira à la Loi sur la propriété agraire (*Homestead Act*) de 1862⁶³. Mais, dans les années 1830, accuser quelqu'un d'agrarianisme devient une insulte : les whigs utilisent le terme contre les démocrates qui en accusent les Travailleurs. Brownson en est, lui aussi, la cible :

On m'a traité d'infidèle et d'agrarien [...]. Sur ce dernier sujet, je n'ai rien à dire. Je suis un démocrate de longue date et suis déterminé à œuvrer, aussi longtemps que je serai en vie, pour la grande doctrine des droits égaux et pour l'égalité sociale⁶⁴.

60. *Ibid.*, p. 87 ; Thomas Skidmore et Alexander Ming Jr, « To Robert Dale Owen », *The Free Enquirer*, 23 janvier 1830, p. 101.

61. Robert Dale Owen, « Division of Property », *The Free Enquirer*, 23 janvier 1830, p. 102.

62. Orestes Brownson, « Agrarianism », *The Boston Reformer*, 1^{er} juillet 1836.

63. Voir Bruce Laurie, *Artisans into Workers*, *op. cit.*, p. 67.

64. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », *art. cit.*, p. 518.

Les articles que Brownson publie dans les années 1840 s'adressent aux réformateurs en général et en particulier à Thomas Carlyle, auteur de l'ouvrage *Chartism*. Brownson salue dans le mouvement chartiste la volonté de toucher tous les endroits « où l'on trouve une inégalité de la condition sociale et de la distribution des produits de l'industrie », mais il critique la tiédeur des solutions apportées par Carlyle⁶⁵. Il fait maintenant de la réforme de la propriété la première grande réforme à opérer et non, comme Carlyle, la réforme éducative qui viendra en second dans la recherche de l'égalité sociale. Sa conception d'une réforme de la propriété est d'ailleurs fort éloignée de celle que prône la plupart des réformateurs. Modifier la propriété afin que les citoyens soient égaux; oui, mais comment? Contrairement aux démocrates et aux Travailleurs, partisans d'un laisser-faire économique, Brownson pense que seul un gouvernement interventionniste peut lutter contre les inégalités sociales. L'action du gouvernement permet diverses mesures, dont l'abolition de la propriété héréditaire qu'il dérive des théories déjà prônées par Saint-Simon dont les positions religieuses l'ont tout d'abord séduit: « [Les saint-simoniens] reconnaissent le droit à la propriété, mais ils protestent contre la loi usuelle de transmission. En un mot, ils nient la transmission héréditaire »⁶⁶.

Brownson, lui aussi, sans s'attaquer au droit à la propriété remet en cause le droit à l'héritage. Afin de justifier sa position, il passe en revue toutes les théories historiques et philosophiques du droit à la propriété. Comme nombre d'auteurs de traités politiques anglais du xvii^e et du xviii^e siècles, il déduit le droit à la propriété de trois propositions: celle du premier occupant, celle de la théorie de la valeur-travail et celle qui fonde le droit sur la loi⁶⁷. Dès 1837, il reconnaît la légitimité du droit à la propriété

65. Thomas Carlyle, *Chartism*, *op. cit.*; Orestes Brownson, « The Laboring Classes I », art. cit. p. 361.

66. Orestes Brownson, « Chevalier's Letters », art. cit., p. 221; Robert Dale Owen, « The St. Simonians », *The Free Enquirer*, 22 janvier 1831, p. 97.

67. Orestes Brownson, « The Laboring Classes II », art. cit., p. 485-486; *id.*, *Babylon is Falling. A Discourse Preached in the Masonic temple, to the Society for Christian*

fondée sur le travail, faisant écho aux théories de Ricardo concernant la valeur-travail et de la valeur-échange. Toutefois, la question qui retient toute son attention est celle de « l'étendue du titre » de propriété car le droit à la propriété « n'est pas le plus clair des droits naturels » : on peut l'accepter en tant qu'« acquisition personnelle, obtenue par son propre travail », mais en tant qu'« objet de transmission et d'héritage, ce droit naturel est discutable »⁶⁸. Pour justifier une limitation du droit à la propriété, il s'appuie sur des citations bien connues de Thomas Jefferson et de William Blackstone : « La terre appartient en usufruit aux vivants », « toute propriété doit cesser à la mort »⁶⁹. De ces idées combinées aux théories du contrat de John Locke et de Jeremy Bentham, Brownson déduit que la valeur contractuelle de la propriété n'a cours qu'entre les vivants, et que « le droit à la propriété expire à la mort du propriétaire⁷⁰ ». Il distingue « la propriété produite par la génération présente de celle qui a été héritée des générations passées⁷¹ ».

Mais cette proposition de réforme, qui scandalise ses contemporains si l'on en juge par la quantité d'articles polémiques qu'elle suscite, Brownson ne l'expose pas pour l'immédiat. Il la qualifie de « spéculative⁷² ». L'idée n'est pas totalement originale mais Brownson est à peu près le seul à vouloir accorder à la société un pouvoir de préemption sur le fruit du travail du producteur de sorte à donner la priorité

Union and Progress, on Sunday Morning, May 28, 1837, Boston, I.R. Butts, 1837, p. 12.

68. Orestes Brownson, « Observation and Hints on Education », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 142.

69. Lettre de Thomas Jefferson à James Madison, 6 septembre 1789, dans Joyce Appleby et Terence Ball (éd.), *Jefferson. Political Writings*, New York, Cambridge UP, 1999, p. 596 ; William Blackstone, *Commentaries on the Constitution*, t. 9 et 10 (London, 1765-1769) cité par Orestes Brownson, « The Laboring Classes II », art. cit., p. 486-487.

70. Jeremy Bentham, *An Introduction to the Principles of Morals and Legislation* (1789) – « La propriété et la loi naissent ensemble et meurent ensemble » – et John Locke, *Second Treatise on Government* (1690), cités par Orestes Brownson, dans « The Laboring Classes II », art. cit. p. 487.

71. Orestes Brownson, « The Laboring Classes II », art. cit., p. 488 et 492.

72. Orestes Brownson, « Hereditary Property Justified. Reply to Brownson's Article on the Laboring Classes », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 391.

au bien public sur les biens privés, sans toutefois abolir ces derniers. Brownson ici ne va pas aussi loin que Skidmore, qui appelle à la redistribution totale de la propriété : il ne s'attaque pas au droit à la propriété privée qui reste « sacrée ». En effet, « la législature n'a de pouvoir discrétionnaire que sur la portion de propriété qui se trouve vacante par défaut, que ce soit par la mort ou l'abandon du propriétaire »⁷³.

Il est vrai qu'en deux ans à peine, Brownson, par prudence ou par pragmatisme, renie sa doctrine que l'on a dite « agrarienne » :

Mon propre projet qui fit tant de bruit en 1840 et qu'on appelait agrarien n'avait rien en commun avec cette doctrine ; car il ne cherchait qu'à rendre aux individus ce qui avait cessé d'être de la propriété et n'était qu'un projet pour modifier et changer nos lois sur les successions⁷⁴.

De l'abolition du droit héréditaire à la propriété, Brownson glisse vers l'apologie de la propriété individuelle qui prend alors la première place dans sa réflexion. Cependant, au-delà des variations proposées, il reste foncièrement cohérent, car il n'abandonne jamais l'idéal jeffersonien du régime du petit propriétaire indépendant, qui seul conviendrait à l'Amérique : « Nous ne reconnaissons rien qui ressemble à la propriété commune. L'essence même de la propriété, c'est d'être individuelle, particulière, exclusive⁷⁵ ». Des saints-simoniens aux fouriéristes en passant par les chartistes et la mouvance coopérative de Robert Owen, la France et le Royaume-Uni offrent des modèles divers de réforme auxquels Brownson ainsi que ses collègues du *Free Enquirer* comme du mouvement transcendantaliste ne manquent pas de s'intéresser⁷⁶. On voit ici en quoi la pensée de Brownson s'inscrit dans ce que Eric Hobsbawm nomme « la période formatrice du socialisme, c'est-

73. Orestes Brownson, « Brook Farm », *The Democratic Review*, novembre 1842, p. 487 ; *id.*, « Social Evils and their Remedy », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 271.

74. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 487.

75. Orestes Brownson, « The Laboring Classes II », art. cit., p. 484.

76. Robert Owen, *A New View of Society*, London, Cadell and Davies, 1813 ; Orestes Brownson, *The Convert: Or, Leaves from my Experience*, New York, D. & J. Sadlier, 1857, p. 90.

à-dire entre la publication de *A New View of Society* de Robert Owen (1813-1814) et celle du *Manifeste du parti communiste* (1848)⁷⁷ ».

De nombreuses expériences communautaires voient le jour dans l'entourage des transcendentalistes, expériences fondées sur une certaine remise en cause de la question de la propriété et sur une volonté de refondre la société dans son ensemble par le biais de réformes de l'éducation, de la famille et du droit des femmes : la communauté de New Harmony, fondée dans l'Indiana par Robert Owen, le père de Robert Dale Owen, attire tout particulièrement l'attention de Brownson, mais la question de l'amour libre le préoccupe, car il refuse de faire porter à l'institution du mariage la responsabilité des maux de la société⁷⁸. Concernant la place des femmes dans l'espace social, Brownson, qui est entouré de féministes, dont Frances Wright, Elizabeth Peabody et Margaret Fuller, persiste à croire en l'existence de « sphères » distinctes. Selon Brownson, « [l]'égalité n'exclut pas la diversité ». Ainsi, « il ne serait pas sage d'enfermer un homme dans une nursery ni d'envoyer une femme dans une législature », mais il se prononce pour l'égalité des rémunérations. Il note ainsi dans son article sur Brook Farm,

Chaque sexe a ses talents et ses vertus particuliers, et une sphère appropriée pour l'exercice de son devoir ; et pourtant, il n'y a aucune raison que l'un soit placé *au-dessus* ou *au-dessous* de l'autre, ou bien reçoive une compensation plus *haute* ou plus *basse* pour le travail accompli⁷⁹.

Les communautés utopiques proposent des réformes d'ordre économique portant sur l'organisation de l'industrie et sur la distribution des fruits du travail. Véritables laboratoires de réforme sociale, elles sont l'occasion pour Brownson de formuler sa pensée sur divers aspects de la démocratie, depuis l'éducation jusqu'à la nécessaire restructuration de

77. Eric Hobsbawm, *The Age of Revolution, 1749-1848*, London, Abacus, 1962, p. 286.

78. Orestes Brownson, « Social Evils and their Remedy », art. cit., p. 272.

79. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 488 (souligné par Brownson). Voir aussi l'article écrit par l'« une de [s]es amies », « Rights of Woman », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1839, p. 350-378.

l'industrie. L'expérience qu'elles contribuent à sédimerter façonne sa réflexion sur la propriété, sur les applications pratiques des réformes, et plus généralement sur les relations entre le collectif et l'individuel. Passage obligé de nombre de ses contemporains, Brook Farm, fondée en 1841 à West Roxbury dans le Massachusetts par George et Sonia Ripley, proches des transcendentalistes, accueillera brièvement Orestes Brownson et son fils. La *Boston Quarterly Review* et la *Democratic Review* ouvrent aussi leurs pages aux échanges entre Brownson et des participants de ces expériences communautaires.

Brownson semble d'abord acquis aux prémices fouriéristes d'une réorganisation de la société adossée à l'industrie, lieu originel de la distribution de la propriété : pour mieux lutter contre le système actuel, les fouriéristes veulent « rendre les ouvriers propriétaires de leur usine⁸⁰ ». Mais il n'admet pas qu'une réforme puisse avoir lieu indépendamment du gouvernement⁸¹. Il s'engage rapidement dans une nouvelle polémique, cette fois avec le fouriériste américain, Albert Brisbane, qui expose longuement la théorie de la réforme fouriériste de l'industrie fondée sur « l'harmonie des passions » et « l'industrie attrayante »⁸². Comme pour les saint-simoniens, il s'agit d'une réforme globale de la société qui donne la primauté à l'industrie, mais dans le cadre de phalanstères. Ces unités de production associatives sont « fondées sur un système de propriété par actions », qui « concilie l'intérêt collectif avec l'intérêt individuel ; le désir du gain privé avec le bien public ; qui

80. Orestes Brownson, « Introductory Statement », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1840, p. 18. Voir aussi *id.*, « Literary Notices. Social Destiny of Man by Albert Brisbane », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 128, et Albert Brisbane, *Social Destiny of Man: or, Association and Reorganization of Industry*, Philadelphia, C. F. Stollmeyer, 1840.

81. Orestes Brownson, « Social Evils, and their Remedy », art. cit., p. 273.

82. Albert Brisbane, « Mr. Fourier's Social System », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1841, p. 492-512 ; *id.*, « Association and Social Reform », *The Boston Quarterly Review*, avril 1842 ; C.J.H., « A Protest of Fourierism Against *The Democratic Review* », *The Democratic Review*, décembre 1842, p. 646-648 ; Hugh Doherty, « Letter from the Editor of the London Phalanx », *The Democratic Review*, mars 1843, p. 319-321.

maintient tous les droits individuels; qui garantit à chacun la possibilité d'une acquisition facile de propriété⁸³ ».

Brownson salue cette initiative qui consiste à rechercher un substitut « aux systèmes actuels de main-d'œuvre esclave et de travail salarié », mais il exprime une certaine prudence quant à sa mise en pratique effective⁸⁴. Ses réticences augmentent à mesure qu'il donne à la propriété individuelle la priorité sur son désir d'une réforme générale de la propriété. L'expérience qui lui fournit l'occasion d'en finir avec le fouriérisme et avec la réforme de la propriété est celle de Brook Farm. La communauté de Brook Farm, en effet, se tourne en 1844 vers la mise en pratique des théories de Fourier, dont elle devient ensuite la première représentante⁸⁵.

C'est une lettre de son amie transcendentaliste Elizabeth Peabody, dans laquelle celle-ci rend compte de l'organisation communautaire à Brook Farm, qui, en 1842, incite Brownson à faire un inventaire des différents modèles de réforme possibles. Dans « Brook Farm », il passe en revue ce qu'il nomme la « réponse cléricale » (« trop peu pratique »); « la réponse éthique » (trop centrée sur l'individu); « la réponse politique » (limitée à la démocratie politique); la réponse de « l'économie politique » (qui accorde trop de confiance au laisser-faire); et la réponse des « socialistes » qu'il subdivise en trois doctrines: « agraire », « de la non-propriété » et « communautaire ». En vertu du caractère sacré de la propriété individuelle, qu'il affirme de plus en plus nettement, il rejette la solution « agraire ». La doctrine de la « non-propriété » qu'il attribue à William Godwin dont il a été un lecteur assidu⁸⁶, « n'a que peu d'adeptes »; tous les maux de la société étant attribués au gouvernement civil, elle « bannirait du monde toutes vertus comme la générosité, la charité et la

83. Albert Brisbane, « Mr. Fourier's *Social System* », art. cit., p. 501 et 509-510.

84. Orestes Brownson, Note à « Mr. Fourier's *Social System* », art. cit., p. 512.

85. John Noyes, *History of American Socialism*, New York, Dover Publications, 1966 [1870], p. 107.

86. Orestes Brownson, *The Convert*, op. cit., p. 108-120; William Godwin, *Enquiry Concerning Political Justice and its Influence on Modern Morals and Manners*, London, G.G.J. & J. Robinson, 1793.

gratitude ». Enfin, il examine trois exemples communautaires : New Harmony, les phalanstères de Fourier et Brook Farm.

Outre les critiques déjà énoncées dans des articles antérieurs, le reproche principal à l'encontre du fouriérisme porte sur son aspect mécaniste :

Le phalanstère n'est pas un organisme vivant, mais une énorme machine [...] Nous avons le sentiment que Fourier n'a omis aucun fait sauf un, c'est-à-dire la Vie. Il traite l'homme en objet plastique, comme quelque chose qui peut être remonté ou descendu, mûri ou gardé vert, moulé, poli, rendu solide, ou liquide ou gazeux, selon la volonté du dirigeant⁸⁷.

S'ensuivent des remarques portant sur l'inefficacité d'un système assis sur le talent et sur le danger des inégalités qui en découleraient forcément. New Harmony présente une contradiction majeure : « dans tous ses aspects, hormis la propriété, le système était fondé sur un pur individualisme ; [mais] en ce qui concernait la propriété, c'était le refus de tout individualisme⁸⁸ ». À Brook Farm, en revanche, « le sentiment communautaire qui est introduit ne détruit pas l'individu. La propriété individuelle est reconnue et protégée », mais le principe d'un travail en commun, dont la compensation est « déterminée en fonction du temps et non du talent ou de l'intensité », s'ajoute à la table commune et au partage de tous les avantages⁸⁹. Brook Farm coûte en outre moins cher qu'un phalanstère ; elle n'est pas fondée sur la charité mais sur l'industrie de chacun, sans la complication des théories de Owen et de Fourier.

Ces expériences communautaires sont des types idéaux qui permettent à Brownson de confronter ses propres théories à des mises en pratique. Il leur reprochera toujours leur éloignement du monde qui ne permet, comme dans le cas de Fruitlands fondé par le transcendantaliste Bronson Alcott, qu'une évasion individuelle loin des tentations du péché, au lieu d'une lutte commune contre l'injustice. Car ces communautés font l'erreur

87. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 488 ; *id.*, « Fourierism and the Socialists », *The Dial*, juillet 1842, p. 1207.

88. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 487.

89. *Ibid.*, p. 489.

d'ignorer les lois du développement industriel qui devraient au contraire être prises au sérieux en ce qu'elles offrent une alternative économique viable au système actuel⁹⁰. Néanmoins, le cas de Brook Farm lui donne les moyens d'élaborer sa théorie sur l'équilibre entre l'individualisme et ce qu'il nomme le « communisme » : « La Communauté sans Individualité peut se nommer COMMUNISME, et l'individualité sans la communauté corrélative, c'est l'INDIVIDUALISME ». Le « juste milieu entre l'individualisme de Godwin et le communisme de Owen » lui semble alors être atteint par Frances Wright, la réformatrice sociale et féministe radicale⁹¹.

90. Orestes Brownson, « The Community System », *The Democratic Review*, février 1843, p. 143-144. Anne C. Rose, *Transcendentalism as a Social Movement, 1830-1859*, New Haven, Yale UP, 1981, p. 139.

91. Orestes Brownson, « The Community System », art. cit., p. 134 ; *id.*, *The Convert*, *op. cit.*, p. 120 (souligné par Brownson).

Chapitre 4

Pour une éducation populaire

« Cette époque se distingue par sa tendance à la démocratie et sa soif de réforme sociale », remarque Orestes Brownson en 1836¹. L'apparente symétrie de cette formule ne cache pas un certain déséquilibre entre la démocratie sous sa forme politique, constitutive de la société du moment, et la réforme sociale qui se fait désirer. Brownson voudrait voir advenir une démocratie sociale qui mette en œuvre les droits sociaux et individuels de l'homme. Pour réaliser le passage de la démocratie politique à la démocratie sociale, les mouvements réformateurs des années 1830 auxquels se joint Brownson agissent au cœur de la société civile, sans attendre que l'action politique transforme les conditions sociales. L'évolution de la pensée et de l'engagement de Brownson au cours de cette période suit, accompagne, anticipe parfois ces mouvements sociaux qui, d'un champ d'action à l'autre, tentent d'éradiquer les maux qui font obstacle à l'aboutissement d'une « véritable » démocratie. Ces mouvements réformateurs – pour la tempérance, l'éducation, l'abolition de l'esclavage, la reconnaissance des droits des femmes ou encore la réforme pénale et pénitentiaire – sont étroitement liés au revivalisme de nature évangélique du Second Grand Réveil. Généralement apolitiques, les uns recherchent une plus grande égalité sociale, les autres une société mieux ordonnée et plus morale, les uns et les autres visant à une

1. Orestes Brownson, *A Discourse on the Wants of Times, Delivered in Lyceum Hall, Hanover Street, Boston, Sunday, May 29, 1836*, Boston, James Munroe, 1836, p. 11.

réforme de la personne ou de la communauté, indépendante de l'intervention de l'État.

Cependant, Brownson, frappé par la misère qu'engendre la crise de 1837, affirme que l'action des seules organisations de la société civile ne suffit pas et qu'il faut recourir à la lutte politique pour obtenir une législation plus égalitaire dans les domaines économique et financier. Renonçant à l'espoir d'une émergence spontanée de la démocratie à laquelle croient les démocrates partisans du laisser-faire, il exprime la conviction, sans pour autant se ranger du côté des whigs, que la démocratie sociale doit être construite par l'autorité gouvernementale, mais dans le respect des droits individuels.

Le débat provoqué par Brownson à l'encontre des associations créées au cours des premières décennies du XIX^e siècle suscite une réflexion sur le rapport entre les mouvements réformateurs et la démocratie : les réformateurs sont-ils des agents efficaces de la réalisation d'une démocratie plus égalitaire ? l'avènement d'une société démocratique peut-il passer par une action sur les seuls individus ? est-il possible de réformer la société indépendamment d'une action sur le politique et par la politique ? Ici se pose la question du lien entre société civile et réforme, à l'aube du XIX^e siècle et jusque dans les années 1840. Pour Tocqueville,

[l]es Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits, s'unissent sans cesse. Non seulement ils ont des associations commerciales et industrielles auxquelles tous prennent part, mais ils en ont encore mille autres espèces : de religieuses, de morales, de graves, de futiles, de fort générales et de très particulières, d'immenses et de fort petites ; les Américains s'associent pour donner des fêtes, fonder des séminaires, bâtir des auberges, élever des églises, répandre des livres, envoyer des missionnaires aux antipodes ; ils créent de cette manière des hôpitaux, des prisons, des écoles².

Si Tocqueville est bien, comme certains l'écrivent, l'inventeur de l'expression *société civile*, laquelle apparaît dès l'introduction

2. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, t. I, p. 274 ; t. II, p. 137.

de son livre sur la démocratie, il n'est pas le seul dans le premier tiers du siècle à faire reposer la démocratie sur l'action locale et sociétale d'organisations rassemblées autour d'intérêts communs, que les membres soient des citoyens actifs dans leur communauté de résidence ou adhérents de l'une ou l'autre congrégation religieuse ou encore qu'ils soient réunis par des intérêts de classe. Brownson, Owen, Wright sont contemporains de Karl Marx et leurs écrits réformateurs rejoignent, comme le montre Miguel Abensour, les idées du jeune Marx. Pour Tocqueville, ces associations sont une tradition américaine qui date de la première colonisation. Elles font que, comme le dit aussi Brownson, les États-Unis « tendent » naturellement vers la démocratie. Cela, à condition, écrit Tocqueville, que cette démocratie ne devienne pas l'otage d'un peuple trop turbulent et irresponsable ou que, au contraire, comme le remarque Marx un peu plus tard, elle soit totalement restituée au peuple souverain³. Entre démocratie politique et démocratie sociale s'interpose un facteur auquel la Jeune République américaine ne peut se dispenser de faire place : la présence, depuis l'ère coloniale, de ce que Tocqueville nomme « l'esprit religieux » et des institutions qui le portent. Car, le mouvement religieux du « Grand Réveil », qui se déroule au tout début du siècle, produit une effervescence et un mysticisme accrus à mesure qu'il progresse vers l'Ouest. Ce mouvement touche aussi bien les élites que les classes populaires. Mais bien que Tocqueville y voie la permanence d'une religiosité protestante, propice à la formation de communautés démocratiques de base (*grass-roots*), il n'établit pas de lien direct entre les associations réformatrices et le renouveau religieux du début du siècle⁴.

Ce sont les historiens du xx^e siècle qui ont noté la coïncidence entre le Second Grand Réveil et les mouvements réformateurs, exagérant d'ailleurs parfois la proximité entre les

3. *Ibid.*, t. II, p. 380; Karl Marx, *Critique du droit politique hégélien*, trad. et intro. d'Albert Baraquin, Paris, Éditions sociales, 1975, p. 70. Voir Miguel Abensour, *La Démocratie contre l'État. Marx et le mouvement machiavélien*, Paris, Éditions du Félin, 2004, p. 27-28 et 89-92.

4. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. II, p. 393, 398 et 401.

deux phénomènes⁵. En examinant de plus près les différentes associations qui se constituent pendant l'ère jacksonienne, et tout en reconnaissant que la genèse de certains de ces groupements, de nature morale, puise aux renouveaux religieux, il importe, nous semble-t-il, de distinguer plus nettement entre les mouvements à tendance religieuse et ceux qui agissent sur les maux sociaux, dirons-nous, sans médiation. Et, parmi les premiers, il faut aussi faire la part de ceux qui sont relativement modérés et de ceux qui sont « enthousiastes », ainsi que des variations dans la forme et le contenu de ce Grand Réveil suivant les Églises, si nombreuses dans ce pays dont la majorité protestante est composée de multiples affiliations. La plupart des confessions participent à leur manière au mouvement du renouveau, mais la Nouvelle-Angleterre est plus modérée ; en 1801, oubliant leurs anciens griefs, congrégationalistes et presbytériens s'allient jusqu'à fusionner pour un temps sous l'égide des pasteurs Jonathan Edwards Jr., Timothy Dwight, Lyman Beecher et Nathaniel Taylor. Le groupement s'oppose au rationalisme des unitariens, ainsi qu'aux innovations liturgiques des méthodistes et des baptistes. À l'écart de la doctrine calviniste de la prédestination, le Plan d'union forgé en 1801, mais finalement abrogé en 1837, se rapproche de l'arminianisme, autrefois décrié, qui considère que l'homme est lui-même acteur de son salut par ses bonnes œuvres, par l'étude biblique et par la prière. Dans l'Ouest en revanche, des mystiques entraînés par le pasteur presbytérien Charles Grandisson Finney et ses disciples prêchent, dans le cadre de grands rassemblements extérieurs (*camp meetings*), l'accès immédiat au salut et le rejet de toute autorité cléricale. Dans l'Ouest comme sur la côte est, parmi les baptistes et les méthodistes, l'objet n'est pas tant d'élaborer de nouvelles doctrines que d'évangéliser la population en diffusant la parole du Christ, principalement par la multiplication d'associations à vocation humanitaire : associations missionnaires avec la

5. Voir notamment William G. McLoughlin, *Revivals, Awakenings and Reform: An Essay on Religion and Social Change in America, 1607-1977*, Chicago, University of Chicago Press, 1978.

Société des missions aux États-Unis et à l'étranger (*Home and Foreign Mission Society*), créée en 1812, et la Société américaine pour la colonisation (*American Colonization Society*), créée en 1816; associations éducatives comme la Société américaine pour l'instruction (*American Education Society*), fondée en 1816; associations pour la diffusion de la parole biblique, telles que la Société biblique américaine (*American Bible Society*), fondée elle aussi en 1816, et la Société américaine de diffusion de la littérature chrétienne (*American Tract Society*), fondée en 1825; associations pour la lutte contre l'alcoolisme, comme la Société américaine pour la tempérance (*American Temperance Society*) qui voit le jour en 1826⁶.

Ces différents groupes cherchent à atteindre une part toujours croissante de la population. À ce sujet, les historiens émettent diverses hypothèses. En créant des réseaux de sociétés bénévoles, ne s'agit-il pas pour les Églises d'élargir leur sphère d'influence et de retrouver une autorité en déclin, imprimant au mouvement réformateur non pas une force radicale, mais au contraire conservatrice⁷? ou bien faut-il voir dans le foisonnement d'activités humanitaires le signe d'une transformation démocratique de la société, qui ferait de la démocratie jacksonienne le pendant politique du Second Grand Réveil? Cette dernière hypothèse s'appuie sur le constat d'une évolution de la réforme en deux phases: une phase conservatrice qui résiste aux changements politiques et sociaux de la période et une phase « romantique » qui se développe avec le perfectionnisme de Finney et avec la théologie libérale des unitariens, laquelle préside à la naissance de la vraie

6. *Ibid.* Voir aussi Sydney E. Ahlstrom, *A Religious History of the United States*, New Haven, Yale UP, 2004 [1972], p. 432.

7. La thèse du « contrôle social » est avancée par Clifford S. Griffin dans « Religious Benevolence as Social Control, 1815-1860 », *The Mississippi Valley Historical Review*, vol. 44, n° 3, décembre 1957, p. 423-444. Elle est développée dans John R. Bodo, *The Protestant Clergy and Public Issues, 1812-1848*, Princeton, Princeton UP, 1954. Voir aussi Charles I. Foster, *An Errand of Mercy: The Evangelical United Front, 1790-1837*, Chapel Hill, University of South Carolina Press, 1960 et Clifford S. Griffin, *Their Brothers' Keepers: Moral Stewardship in the United States, 1800-1865*, New Brunswick (NJ), Rutgers UP, 1960.

réforme, celle de l'abolition de l'esclavage et celle de la « culture de soi » (*self culture*) des transcendentalistes⁸. Se refusant à l'explication abstraite d'une religion qui contrôlerait la société, un certain nombre d'historiens s'attache à la composition sociale des communautés touchées par le Réveil et cherche à voir plus précisément qui contrôle qui. Le Réveil religieux ne serait pas un « complot capitaliste », mais un moyen pour les entrepreneurs de modifier les relations qu'ils entretiennent avec leurs salariés dans une société en transition entre l'économie domestique et l'industrialisation⁹. La lutte pour la tempérance et contre la distribution du courrier le dimanche, deux des actions principales de ces Églises en pleine expansion, seraient donc des signes de la difficulté d'adaptation à la « révolution du marché ».

Peut-on pour autant aller jusqu'à dire que la démocratisation de la religion a eu un retentissement sur l'élaboration de la démocratie elle-même ? C'est ce que suggère Nathan O. Hatch qui met l'accent sur l'émergence, par la voie du baptême et du méthodisme, d'une religion populaire, prêchée par des pasteurs parfois itinérants, pauvres et autodidactes¹⁰. Toutefois, on décèle une contradiction entre une « démocratisation » de la pratique et une obéissance à des dogmes aux tonalités encore fortement antidémocratiques, chez les baptistes et les méthodistes mais aussi chez les mormons contemporains du Grand Réveil, dont l'Église repose tout à la fois sur une doctrine révélée, rigide et close sur elle-même, et sur un prosélytisme forcené. Dans ce dernier cas comme dans d'autres, il nous semble plus pertinent de parler de popularisation des mouvements évangéliques que de démocratisation.

8. Timothy L. Smith, *Revivalism and Social Reform in Mid-Nineteenth Century America*, New York, Abingdon Press, 1965 ; William G. McLoughlin, *Revivals, Awakenings and Reform*, *op. cit.* ; Carroll Smith-Rosenberg, *Religion and the Rise of the American City: the New York City Mission Movement, 1812-1870*, Ithaca (NY), Cornell UP, 1971. Voir aussi John L. Thomas, « Romantic Reform in America, 1815-1865 », *American Quarterly*, vol. 17, n° 4, hiver 1965, p. 656-681.

9. Paul E. Johnson, *A Shopkeeper's Millennium: Society and Revivals in Rochester, New York, 1815-1837*, New York, Hill & Wang, 1978, p. 136-137.

10. Nathan O. Hatch, *The Democratization of Christianity*, New Haven, Yale UP, 1989.

Ce processus explique le rejet de l'évangélisme par des groupes intellectuels au nom de la démocratie, comme le fait valoir l'historien social Paul E. Johnson qui étudie la région la plus touchée par le renouveau religieux dans l'État de New York, la région embrasée par la fièvre évangélique (« *burnt-over district* »), où réside Brownson à la fin des années 1820¹¹. Johnson attribue à Tocqueville l'idée abstraite d'une religion qui contrôlerait la société. Mais il nous suffit de suivre Brownson qui, par son parcours religieux erratique, doublé d'une réflexion politique approfondie et par le rejet des pratiques évangéliques, nous éclaire sur le rapport entre le foisonnement religieux et associatif et l'émergence de la démocratie. C'est par la critique de l'évangélisme ambiant qu'il commence sa carrière politique, lorsqu'il quitte le périodique universaliste *The Gospel Advocate and Impartial Investigator* auquel il contribue entre 1828 et 1829, pour rejoindre les rédacteurs du *Free Enquirer* et adopter leur interprétation rationaliste et séculière des maux de la société.

Très inquiets devant ce qu'ils percevaient comme une tentative de mainmise sur la société par les sectes évangéliques, Frances Wright et Robert Dale Owen – libres penseurs, ex-presbytérien dans le cas de Owen – partent en croisade contre « les maux de la société¹² ». Leur revue *The Free Enquirer* leur fournit une tribune où ils publient des articles de fond et rendent compte des conférences et débats organisés, à partir de 1829, dans la « Salle de la science » (« Hall of science ») à New York. Ce *lyceum*, sorte d'université populaire avant la lettre, propose, comme tous ceux qui s'ouvrent à l'époque, un

11. Paul E. Johnson, *The Shopkeeper Millenium*, *op. cit.* L'expression « *burnt district* » est utilisée par Charles Grandison Finney dans son Autobiographie, publiée en 1876. Elle désigne les régions « brûlées » c'est-à-dire entièrement converties au protestantisme évangélique (Charles G. Finney. *An autobiography*, Old Tappan [NJ], Fleming H. Revell, 1908, p. 78).

12. Frances Wright, *A lecture on existing evils and their remedy: as delivered in the Arch Street Theatre, to the citizens of Philadelphia, June 2, 1829*, New York, George H. Evans, 1829. La série de conférences donnée par Frances Wright dans les régions « brûlées » fournit l'occasion de sa rencontre avec Brownson en octobre 1829. Sur Wright et la libre pensée, voir Lori D. Ginzberg, « "The Hearts of Your Readers Will Shudder": Fanny Wright, Infidelity, and American Freethought », *American Quarterly*, vol. 46, n° 2, juin 1994, p. 195-226.

programme d'éducation continue qui s'adresse aux adultes. Le mouvement pour les *lyceum* fait partie de la réforme éducative des années 1830. Le premier, créé en 1826 à l'initiative de Josiah Holbrook dans le Massachusetts, offrait un lieu d'échange et d'étude ouvert à tous moyennant deux dollars par an ; Brownson, en autodidacte qui se respecte, met beaucoup d'espoir dans le système des *lyceum* qui peut grandement élargir « l'éducation du peuple¹³ ».

Les rédacteurs du *Free Enquirer* attribuaient les maux de la société à une religion et un gouvernement coercitifs, deux institutions à mettre, selon eux, sur le même plan. Toutes deux, écrit Frances Wright dans sa série de conférences sur « La cause de l'existence des maux dans la société », diffusent une vision pessimiste de l'homme perçu comme mauvais par essence, et justifient de la sorte les lois et les doctrines qui leur permettent de réprimer le mal inhérent à la nature humaine. Wright dénonce ces institutions comme étant elles-mêmes la source du mal, parce qu'elles perpétuent superstitions et inégalités et empêchent l'homme de se développer librement et rationnellement. Il est frappant de constater que ces libres penseurs, héritiers des Lumières radicales, accordent une aussi grande place à la religion dans leur revue, comme s'ils ne pouvaient définir leur critique sociale en dehors de la critique religieuse :

Lorsqu'on promène un regard scrutateur, on distingue dans tous les pays les mêmes maux [...]: la pression d'un pouvoir contraignant, qu'il soit administré sous la forme d'une autorité exécutive despotique, aussi bien que par des lois coercitives ou des superstitions terrifiantes¹⁴.

Contre la pression des différentes Églises, le *Free Enquirer* invoque le droit à la liberté religieuse, l'un des fondements de la

13. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1839, p. 424 ; *id.*, *An Address, on the Fifty-fifth Anniversary of American Independence Delivered at Ovid, Seneca Co., N.Y. July 4, 1831*, Ithaca, S.S. Chatterton, 1831, p. 15. Voir Carl Bode, *The American Lyceum: Town Meeting of the Mind*, Carbondale, South Illinois UP, 1968 [1956].

14. Frances Wright, « On the Causes of Existing Evils », *The Free Enquirer*, 18 mars 1829, p. 166.

république américaine, inscrit dans le premier amendement de la Constitution :

Vous avez obtenu, par la déclaration de 1776, l'indépendance politique; vous avez obtenu la liberté de conscience, la liberté de parole. Vous pouvez vous déclarer presbytériens, méthodistes, catholiques, sociniens, universalistes, quakers, déistes, matérialistes, chrétiens, juifs, mahométans ou païens; vous pouvez respecter le premier ou le septième jour de la semaine ou pas de jour du tout¹⁵.

Owen et Wright répètent, au fil des pages de leur hebdomadaire, que l'indépendance politique acquise en 1776 ne peut être conçue séparément de ce qu'ils nomment une « indépendance mentale », qui n'implique pas le rejet de toute religion, mais le respect et la tolérance des religions les unes envers les autres, et va jusqu'au respect de la libre pensée¹⁶. C'est cette liberté que Brownson recherche lorsqu'il se joint aux libres penseurs :

Ma secte est à présent le monde, mon parti est partout, mon credo, la vérité où qu'elle se trouve et quel que soit son nom [...]. La liberté d'embrasser la vérité où qu'elle se trouve, c'est l'indépendance d'esprit que je prise tant¹⁷.

D'après disputes à propos de la distribution du courrier le dimanche (*Sabbath-mail controversy*) abreuvent les pages du *Gospel Advocate and Impartial Investigator* de Brownson comme du *Free Enquirer*. La controverse fournit en particulier l'occasion de soulever la question cruciale de la liberté de pensée et de mettre en question le rôle de la religion dans la société.

Alors que les Églises évangéliques s'insurgent et réclament le respect du sabbat, le Congrès tranche en rappelant le principe constitutionnel de la séparation de l'Église et de l'État. À Rochester, les défenseurs du sabbat sont aux deux tiers presbytériens; des alignements politiques se font sur cette question, les whigs et les anti-maçons plaident, à l'encontre des

15. Robert Dale Owen « Address delivered on the 4th of July 1829 », *The Free Enquirer*, 15 juillet 1829, p. 297.

16. Orestes Brownson, « Union », *The Free Enquirer*, 26 août 1829; *id.*, « To the Editors of *The Free Enquirer* », *The Free Enquirer*, 2 janvier 1830, p. 79; Robert L. Jennings, « On Toleration », *The Free Enquirer*, 17 juin 1829, p. 272.

17. Orestes Brownson, « Union », art. cit.

démocrates, pour l'observance du sabbat¹⁸. Le rapport Johnson au Sénat, dont le *Free Enquirer* publie de larges extraits, souligne le principe de non-ingérence de l'État en matière de religion ainsi que l'égalité entre toutes les religions, y compris l'irrégion :

La législature n'a pas compétence pour déterminer quelle religion est vraie ou fausse. Notre gouvernement est une institution civile et non religieuse. Notre Constitution reconnaît à chacun le droit de choisir sa religion et de la pratiquer librement [...]. Nous ne pensons pas que le transport du courrier le premier jour de la semaine interfère avec la liberté de conscience¹⁹.

Ce rapport représente la position classique des jacksoniens sur la question de la séparation des Églises et de l'État. Il permettra à son auteur, Richard M. Johnson, sénateur du Kentucky, d'accéder à la vice-présidence en 1836.

L'intolérance obstinée des évangéliques, la perte de temps et d'énergie que représentent les querelles doctrinaires sont insupportables à leurs adversaires; elles détournent leurs adeptes de la réflexion et de la pratique de la démocratie. Dans la série d'articles que Brownson soumet au *Free Enquirer*, il insiste sur la futilité et sur le danger de ces disputes entre Églises. Il est lui-même victime des querelles que lui font les universalistes dont il s'éloigne. L'image des Églises véhiculée par les témoignages du *Free Enquirer* est bien différente de l'interprétation qu'en font les historiens comme William McLoughlin. Loin de contribuer, par une religiosité consensuelle, à la grande réforme universelle, les Églises s'entre-déchirent et se livrent à un perpétuel combat contre « l'infidélité » : « Tout homme peut avoir une religion, mais si cette religion lui fournit le prétexte de troubler l'ordre [...] il faut vaillamment lui faire face²⁰ ».

18. Paul E. Johnson, *A Shopkeeper's Millennium*, *op. cit.*, p. 84-87.

19. « Sunday Mails », *The Free Enquirer*, 25 février 1829, p. 138-139 (l'article cite le rapport du sénateur Richard M. Johnson du 19 janvier 1829); R.I.J., « Church and State », *The Free Enquirer*, 27 mai 1829, p. 248. Voir Paul E. Johnson, *A Shopkeeper's Millennium*, *op. cit.*, p. 86.

20. Orestes Brownson, « Auburn, Dec. 5th, 1829 », *The Free Enquirer*, 16 janvier 1830, p. 95-96. Voir, pour la période de 1790 à 1810, Amanda Portfield, *Conceived in Doubt: Religion and Politics in the New American Nation*, Chicago, Chicago UP, 2012.

Bien qu'il se défende alors d'être « croyant tout autant qu'anti-croyant », Brownson revendique le droit à la liberté de choix et dénonce, aux côtés de Robert Dale Owen, l'« envahisseur » auquel il appelle « ses amis de l'Ouest » à résister, « grâce à l'esprit d'indépendance qui les caractérise »²¹. Sans nécessairement utiliser le terme *évangélique* (*evangelical*), Brownson et ses amis mènent constamment l'attaque contre les méthodes de ceux qui, selon eux, noient la population sous des flots de pamphlets. Les associations profitent des progrès récents en matière d'impression et de distribution pour diffuser la bonne parole. La Société de diffusion de la littérature chrétienne de New York (*New York City Tract Society*), par exemple, fondée en février 1827, s'attaque à l'intempérance et aux violeurs du sabbat. Le *Free Enquirer* s'en prend à la profusion des interventions des évangéliques auxquelles il est difficile d'échapper, en particulier lors des actions contre l'intempérance qui sont caractéristiques de la période et sur laquelle ses éditeurs ne se lassent pas d'ironiser²² :

Nos prêtres et leurs disciples sont tout occupés à monter des sociétés de tempérance ; mais il y a une espèce d'intempérance dont ils ne se préoccupent pas et c'est la pire de toutes. C'est l'ivresse du renouveau. Elle n'enivre pas seulement le corps mais aussi l'esprit. Elle s'attaque aux nerfs, dérange la raison et obscurcit l'entendement. La pauvre victime titube de par le monde comme si elle n'y appartenait déjà plus. Elle tremble, ses sens sont atteints, sa force d'esprit et son énergie corporelle endommagées. Elle est plus malheureuse qu'un banal ivrogne²³.

L'essentiel, selon Robert Dale Owen et Orestes Brownson, ainsi que selon Abner Kneeland, le fondateur du *Boston*

21. Orestes Brownson, « Auburn, Dec. 5th, 1829 », art. cit.; *id.*, « Auburn, Dec. 17th, 1829 », *The Free Enquirer*, 23 janvier 1830, p. 103; *id.*, « Union », art. cit., p. 348; Robert Dale Owen, « Sabbath Mails », *The Free Enquirer*, 15 juillet 1829, p. 301; *Mech[anic's] Free Press*, « From the Democratic Press. A Meeting of Free Men », *The Free Enquirer*, 12 août 1829, p. 339.

22. Carroll Smith-Rosenberg, *Religion and the Rise of the American City*, *op. cit.*, p. 78

23. Robert Dale Owen, « A Temperance Society Proposed », *The Free Enquirer*, 20 novembre 1830, p. 30-31; [New York Temperance Society], « For the Free Enquirer », *The Free Enquirer*, 25 mars 1829, p. 173-174.

Investigator, le premier périodique américain consacré à la libre pensée, c'est la possibilité de penser et de discuter librement de la religion comme de tout autre sujet. À la lecture de ces critiques, il apparaît qu'il ne s'agit pas d'un rejet de la religion en tant que telle – on retrouve là une perspective chère à Thomas Paine auquel se réfèrent bien volontiers les éditeurs du *Free Enquirer*²⁴. Les chefs du renouveau (*revival*), leurs *camp meetings*, leurs écrits et leurs associations bénévoles, sont particulièrement visés. En effet, le *Free Enquirer* dit ouvrir ses pages à une réflexion honnête et rationnelle sur le rôle et la responsabilité de l'individu dans une lutte contre les maux de la société, ce pour quoi la contribution de Brownson est particulièrement appréciée. Pour Wright et Owen, l'obscurantisme religieux est l'un des principaux obstacles au bon développement de la démocratie. C'est « un vaste sujet qui absorbe une grande partie du temps et des pensées des hommes, et qui détourne de sa voie terrestre une part importante du travail humain²⁵ ». Le *Free Enquirer* en fait un des sujets principaux de ses débats menés dans la « Salle de la science »²⁶. Il aborde des sujets qui mettent religion et raison face à face : « Le christianisme a-t-il été davantage bénéfique à la société que l'infidélité ? » ; « L'influence de la religion chrétienne sur la morale sociale est-elle bénéfique ? » ; « La lumière de la raison est-elle un guide suffisant et digne de confiance pour mener au bonheur ? » ; « Faut-il avant tout attribuer le péché et la misère de l'homme à une dépravation innée de notre nature ou à l'inégalité de la condition humaine et à la pression causée par la pauvreté, ou alors à une tout autre cause ? » ; « Quelle est, ou quelles sont,

24. Abner Kneeland, *A Review of the Trial, Conviction and Final Imprisonment in the Common Jail of the County of Suffolk, of Abner Kneeland for the Alleged Crime of Blasphemy*, Boston, George A. Chapman, 1838. Voir Roderick S. French, « Liberation From Man and God in Boston: Abner Kneeland's Free-Thought Campaign, 1830-1839 », *American Quarterly*, vol. 32, n° 2, été 1990, p. 218-219. Sur l'influence de Paine sur Wright et Owen, voir Nathalie Caron, *Thomas Paine contre l'imposture des prêtres*, Paris, L'Harmattan, 1999, en particulier l'épilogue.

25. Robert Dale Owen, « Our Corresponding Editor », *The Free Enquirer*, 28 novembre 1829, p. 38.

26. Robert Dale Owen, « Address Delivered on the Fourth of July, 1829 », *The Free Enquirer*, 15 juillet 1829, p. 298.

la ou les causes, de la misère et du péché de l'homme ? »²⁷. Par leur formulation rhétorique, les questions soulevées lors de ces débats mettent en doute la possibilité même d'une continuité entre religion et réforme sociale. Dans les décennies qui suivront, Brownson restera attaché à ces questions et il prolongera la réflexion sur les rapports entre morale et religion. Dans le sillage de la philosophie rationaliste prônée par le *Free Enquirer*, les solutions qu'il propose sont de l'ordre du savoir : il n'existe qu'un seul moyen de lutter contre « la marée puissante de la religion » et la superstition qu'elle engendre, c'est la connaissance et la possibilité pour tous d'y accéder²⁸. Aussi le pouvoir du peuple et en particulier des classes laborieuses, qui semble acquis au plan politique grâce au suffrage « universel » (masculin), ne peut-il être mis en pratique qu'en luttant contre la superstition et le manque d'instruction. Le programme d'éducation sous la tutelle de l'État qu'imaginent Wright et Owen, ardents défenseurs d'un suffrage qui s'étendrait aux femmes, est perçu comme le seul rempart possible face au raz-de-marée religieux et par là-même le seul accès à une égalité non seulement politique mais sociale, c'est-à-dire à la vraie démocratie. Revendication principale des Partis des Travailleurs, l'éducation pour tous est défendue par les amis de Owen et de Wright ainsi que par Brownson, chacun y apportant ses nuances. C'est le Parti whig, avec Horace Mann du Massachusetts, qui permettra une réalisation concrète de la réforme.

Parallèlement aux acquis politiques de la période telle que l'obtention du suffrage universel masculin, l'éducation est perçue comme un moyen de conserver et d'améliorer cette toute nouvelle démocratie en maintenant l'égalité, en assurant l'indépendance et la respectabilité des travailleurs et « en éveillant les classes industrielles des deux sexes à

27. Les intitulés des débats sont annoncés dans les numéros du *Free Enquirer* suivants : 23 janvier 1830, 16 octobre 1830, 15 janvier 1831, 11 juin 1831, 16 juillet 1831.

28. Robert Dale Owen, « Frances Wright's Lectures », *The Free Enquirer*, 10 décembre 1828, p. 54.

leur propre importance²⁹ ». Elle apparaît en première ligne des revendications des Travailleurs de Philadelphie, de New York et de Boston, qui voient en elle le véhicule de la réforme, l'éducation devenant, dans les années 1830, l'objet même de la réforme. Destinée aux adultes, l'éducation permet une prise de conscience qui mène à d'autres réformes ; destinée aux enfants, elle devient un but en soi. Ainsi, les jeunes syndicats réclament la création de bibliothèques, d'instituts destinés aux artisans ainsi qu'une diminution du temps de travail, parallèlement à un réseau d'écoles publiques³⁰.

Pendant que, dans le Massachusetts et dans le reste de la Nouvelle-Angleterre, s'établit un système d'écoles publiques, les États de New York et de Pennsylvanie en sont encore au stade du double système, composé d'écoles privées réservées aux enfants dont les parents peuvent payer les frais de scolarité, et d'écoles de charité pour les autres. En 1829, la Société pour l'école publique (*Public School Society*) de New York estime à 24 500 le nombre d'enfants, entre cinq et quinze ans, qui ne vont pas à l'école ; en 1837, en Pennsylvanie, 250 000 enfants sur 400 000 ne sont pas scolarisés³¹. L'éducation est donc une priorité pour les Travailleurs, qui lancent des campagnes en ce sens dès 1829 et publient des rapports sur la situation des écoles.

« Le savoir, c'est le pouvoir » : voilà le *leitmotiv* de la campagne pour l'éducation menée, entre autres, dans les colonnes du *Free Enquirer* avant les élections de novembre 1829 à New York, au moment même où Brownson vient de rejoindre

29. Orestes Brownson cité par Rush Welter, *Popular Education and Democratic Thought in America*, New York, Columbia UP, 1962, p. 45 ; *id.*, *An Address, Delivered at Dedham, on the Fifty-eighth Anniversary of American Independence, July 4, 1834*, Dedham (MA), H. Mann, 1834, p. 22 ; *id.*, *Address on Popular Education Delivered at Chelsea* [1838], dans Henry F. Brownson, *Brownson's Early Life, 1803-1844*, Detroit, H.F. Brownson, 1898, p. 208. Voir Michael Katz, *The Irony of Early School Reform: Educational Innovation in Mid-Nineteenth Century Massachusetts*, Cambridge (MA), Harvard UP, 1968. Voir aussi Élise Marienstras et Marie-Jeanne Rossignol, *L'École dans l'histoire des États-Unis*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994.

30. Rush Welter, *Popular Education and Democratic Thought in America*, *op. cit.*, p. 54.

31. W. O. Bourne, *History of the Public School Society of the City of New York*, New York, W. Wood & Co, 1870.

la revue³². Le pouvoir de la connaissance est opposé au pouvoir de l'argent, car il faut démontrer que « ce ne sont pas les riches mais les gens éduqués qui dirigent », les hommes de loi étant en première ligne³³. Le pouvoir conféré par le savoir est divers. Le savoir peut assurer un pouvoir moral qui sauvera le pauvre de l'oisiveté, l'incitera à travailler et à épargner. Cette dimension morale apparaît dans l'unique diatribe que lance Brownson contre l'intempérance qu'il considère comme une conséquence de l'oisiveté, à guérir par l'éducation : « tout ce qui encouragera l'industrie et la culture de l'esprit tendra à diminuer le nombre de cas d'ivrognerie dus à l'oisiveté³⁴ ». L'éducation donne surtout le pouvoir de lutter contre les abus. Elle produit la liberté par la lutte contre « l'esclavage de l'ignorance » et constitue le seul vrai rempart contre l'inégalité. Elle est donc la première garante de la république. Le savoir est « indispensable au soutien des institutions libres et républicaines » et la république doit réciproquement diffuser « le savoir à tous les rangs de la société » : la véritable éducation républicaine est « ouverte à tous et égale pour tous ». Il s'établit donc un rapport de réciprocité entre le savoir et la république, l'un étant défini dans une relation nécessaire à l'autre. L'éducation, écrit fermement Brownson, c'est le « républicanisme mis en pratique » :

La base de notre gouvernement, c'est l'intelligence. L'ignorance peut saper la liberté à la base. Mais le savoir, d'une influence salutaire, perpétuera les institutions [...]. Le patriote œuvrera

32. L'expression « *knowledge is power* » est répétée tout au long de la revue entre 1829 et 1830, dans les articles de Robert Dale Owen et Frances Wright comme dans ceux des Travailleurs. Voir *The Free Enquirer*, 5 août 1829, 27 mai 1829, 12 décembre 1829, 9 janvier 1830. Elle est héritée de Francis Bacon : « *Knowledge itself is power* » dans *Historie of the Raigne of King Henry the Seventh*, London, Matthew Lownes & William Barnet, 1622, 3^e partie. Voir aussi Richard D. Brown, *Knowledge is Power: The Diffusion of Information in Early America, 1700-1865*, New York, Oxford UP, 1989.

33. *Portland Gazette*, « Advice to Mechanics », *The Free Enquirer*, 5 août 1829, p. 324 ; I.E., « From The Mechanic's Magazine. A Mechanic's View of the Advantages of Education to the Working Classes », *The Free Enquirer*, 20 mai 1829 ; [Brownson], « Education », *The Free Enquirer*, 27 mai 1829. Ce dernier article est un long extrait d'un essai paru dans le *Gospel Advocate*.

34. Orestes Brownson, *An Address on Intemperance, Delivered in Walpole, New Hampshire, February 26, 1833*, Keene (NH), J.&J. Prentiss, 1833, p. 4.

pour éclairer ses compatriotes et l'ami de l'homme fera tout ce qui est en son pouvoir pour rendre le savoir universel³⁵.

L'égalité par la diffusion de la connaissance garantit la république. Elle est constitutive de la démocratie. « L'esprit démocratique » ne peut s'universaliser que si les enfants bénéficient du « même traitement » et si on leur enseigne les mêmes matières pour qu'ils acquièrent le « même savoir et la même assiduité au travail », qu'ils exercent les « mêmes vertus et jouissent des mêmes plaisirs », chacun poursuivant le « même objet », afin de barrer la route à toute menace d'inégalité³⁶. Owen et Wright partagent les mêmes préoccupations que celles qui ont suscité les réformes institutionnelles de la période, comme celle des prisons et des hôpitaux, dont Dorothea Dix est la principale instigatrice au début des années 1840.

La question qui se pose aux réformateurs est celle du financement de l'éducation publique : « l'éducation, c'est l'affaire du gouvernement », disent-ils. Les différents projets prévoient un système d'impôts payés au prorata du nombre d'enfants par famille, accompagné d'une aide de l'État et, au besoin, d'un impôt sur le revenu ou un impôt foncier qui permettrait « aux riches de contribuer, selon leur richesse, au soutien des pauvres ». Tout citoyen a le devoir de participer à l'éducation qui est, après tout « la branche du gouvernement la plus importante ». Certains projets vont jusqu'à proposer que les enseignants soient élus par le peuple³⁷.

Le projet de Owen et Wright s'étend plus loin encore : ils préconisent une prise en charge par l'État, non seulement de

35. *Mech[anic's] Free Press*, « From the Democratic Press. A Meeting of Free Men », art. cit., p. 339; [State of Pennsylvania], « A Bill for the Establishment of Public Schools throughout the State of Pennsylvania », *The Free Enquirer*, 20 mars 1830, p. 164; [Brownson], « Education », art. cit.; Frances Wright, « To the Intelligent Among the Working Classes », *The Free Enquirer*, 5 décembre 1829, p. 47.

36. [Robert Dale Owen], « Essays on Public Education, from the *New York Daily Sentinel* », *The Free Enquirer*, 15 mai 1830. Robert Dale Owen prend la tête du *Daily Sentinel* en février 1830 et est l'auteur de ces textes. Voir Robert Dale Owen, *Six Essays on Public Education*, New York, Office of the Daily Sentinel, 1830.

37. [Robert Dale Owen], « Essays on Public Education from the *Daily Sentinel* », *The Free Enquirer*, 1^{er} mai 1830.

l'apprentissage de base – lecture, écriture, arithmétique et sciences –, mais également de tous les besoins de l'enfant, nourriture et habillement compris. Ils recommandent aux assemblées des États de créer des « établissements qui recevraient tous les enfants résidant dans un district donné », véritables pensionnats auxquels les parents pourraient rendre visite à des heures précises pour ne pas « interférer avec l'enseignement »³⁸. Ce projet de système éducatif sous la tutelle de l'État provoque des débats. Il est à l'origine des factions, dont il a été question plus haut, au sein du Parti des Travailleurs de New York. En faisant de la réforme de l'éducation une priorité avant celle de la propriété, Owen déclenche un conflit avec Thomas Skidmore, qui entretient la forte conviction que les hommes ont un droit égal et universel aux biens qui existent dans le monde, et que ces biens devraient être également distribués³⁹. Hostile à l'idée que l'État devrait se charger entièrement des enfants, la majorité des membres du parti s'éloigne de la faction Owen-Wright-Evans. Brownson, qui se tient volontiers à l'écart des querelles partisans, soutient le programme minoritaire et crée son propre mensuel, *The Herald of Reform*, qui promeut une éducation nationale et républicaine. La question est de savoir si l'État possède les moyens d'offrir une éducation à tous les enfants, qu'ils soient riches ou pauvres⁴⁰. Cependant, Brownson ne s'attache pas exclusivement à la question institutionnelle. Il ne rejette pas l'espoir d'une amélioration du système éducatif, mais, dès le début des années 1830, il s'attache surtout au contenu moral de l'enseignement :

38. *Ibid.* ; Frances Wright, s.t., *The Free Enquirer*, 26 août 1829, p. 346 (le texte est un extrait de la conférence *A lecture on existing evils*, op. cit.) ; Robert Dale Owen, « Modern Reform », *The Free Enquirer*, 9 octobre 1830. Ce texte est un long extrait d'un article paru dans la *Southern Review*, publiée à Charleston, « Agrarian and Education Systems » ; l'auteur y commente six ouvrages, dont *Essays on Education*, *Contained in the "Free Enquirer" of New York*. Edited by Frances Wright and Robert Dale Owen, (for the month of May 1830).

39. Amos Gilbert, *A Sketch of the Life of Thomas Skidmore, With Appended Selections from Skidmore's Rights of Man to Property!*, Chicago, Charles H. Kerr Pub. Company, 1984.

40. Orestes Brownson, *Herald of Reform*, présenté par le *Working Man's Advocate*, 6 mars 1830.

Nos écoles n'ont pas seulement besoin d'être multipliées, mais [...] les modes d'instruction qu'elles adoptent peuvent être grandement améliorés. Ce ne sont pas les seules aptitudes à lire et à écrire, ni la seule connaissance de la grammaire, de la logique et des mathématiques qui constituent la vraie connaissance. Il y a une discipline morale et mentale qui est malheureusement trop négligée⁴¹.

Face à un monde surtout intéressé par l'acquisition des richesses, une éducation véritablement républicaine apportera aux hommes ce qui leur manque « en matière de morale, de politique, de religion et de philosophie ». On reconnaît ici à la fois les aspirations des transcendentalistes et des mouvements à tendance plus sociale : les premiers appellent à une éducation spirituelle, tournée vers l'individu, vers l'humain et non vers le profit et l'utilité. Mais l'individu n'est pas tout. Tout en accordant une place centrale au développement spirituel de l'individu, Brownson appelle à un système éducatif qui inclurait tous les enfants, quelle que soit leur appartenance sociale. Tout au long de ses écrits, il tente de réconcilier les deux lignes de pensée : « Réformez l'individu et vous réformerez indiscutablement la société ; mais il est nécessaire de mener les deux réformes de concert⁴² ». Sa conversion à l'unitarisme ainsi que sa participation au Club des transcendentalistes lui fournissent l'occasion de développer davantage ces vues.

Le Club des transcendentalistes est créé en réaction à l'unitarisme dont ses membres sont issus : Ralph Waldo Emerson, George Ripley, Bronson Alcott, Theodore Parker, Elizabeth Peabody, Margaret Fuller, James Freeman Clarke, entre autres, rejettent le rationalisme froid du pasteur de Boston William Ellery Channing, et se constituent en un groupe qui théorise

41. Orestes Brownson, *Address at Ovid...*, *op. cit.*, p. 14 ; *id.*, *Address on Popular Education*, *op. cit.*, p. 207 ; *id.*, *Address at Dedham...*, *op. cit.*, p. 19-23.

42. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Christian Examiner*, mai 1836, p. 160. Le point de départ de cet article est une critique d'un ouvrage français, *De l'influence des mœurs sur les lois et de l'influence des lois sur les mœurs*, de Jacques Matter (1832). Celui de l'article publié dans le *Boston Quarterly Review* en octobre 1839 (voir note 13) est le *Second Annual Report of Board of Education* de Horace Mann (voir note 72).

l'unitarisme dit « évangélique », en s'inspirant des philosophies allemande et française. Ainsi, ces unitariens, qui s'opposent aux pratiques de diffusion évangéliques, y font néanmoins appel vers 1820 afin d'attirer des fidèles et participent à des associations déjà existantes⁴³. Si Brownson se joint au groupe, rappelons toutefois que les échanges qu'il entretient avec les transcendentalistes sur la question de l'éducation ne datent pas de la création du Club en 1836. Henry David Thoreau évoque, dans une lettre à Brownson, sa brève expérience comme tuteur des fils Brownson en 1834, à Canton dans le Massachusetts, six semaines qui marquent « une époque dans [sa] vie – le matin d'un nouveau *Lebenstag* ». À la recherche d'un nouveau poste, Thoreau expose à Brownson sa conception de l'éducation qui doit être « une chose plaisante pour l'enseignant comme pour l'élève », ce qui demande « un degré de liberté qui existe rarement [...], une liberté qui fera sentir à l'élève qu'il est un homme parmi les hommes »⁴⁴. Cette liberté, qu'il oppose à la « piètre liberté républicaine », fait intervenir la notion de « culture de soi » si chère aux transcendentalistes, qui marque le passage vers une conception romantique de la réforme, fondée sur la croyance en la perfectibilité de l'homme⁴⁵. Parmi les membres du Club, Alcott et Peabody ont élaboré une théorie de l'éducation centrée sur la spontanéité et la découverte de soi, à l'opposé de l'enseignement mécaniste pratiqué par les écoles communales (*common schools*)⁴⁶. Alcott, dit « l'éducateur-prophète », fait de l'éducation un processus de découverte de soi : à partir de débats sur les problèmes éthiques, les enfants retrouvent

43. Anne C. Rose, *Transcendentalism as a Social Movement, 1830-1850*, New Haven, Yale UP, 1981, p. 28, p. 42-44 et, sur Brownson, p. 44-49. Voir également Perry Miller (éd.), *The American Transcendentalists: Their Prose and Poetry*, Garden City (NY), Doubleday, 1957. Pour une actualisation historiographique sur la question, voir Thomas Constantinesco et François Specq (dir.), « Relire le transcendentalisme », n° 140 de la *Revue française d'études américaines*, 2014/3.

44. Henry David Thoreau, « To O.A. Brownson », 30 décembre 1837, dans *Microfilm Edition of the Orestes Augustus Brownson Papers*, Notre Dame (IN), University of Notre Dame Archives Publication, 1966, Roll 1.

45. John L. Thomas, « Romantic Reform in America », art. cit., p. 671.

46. Bronson Alcott, *Observations on the Principles of Infant Instruction*, Boston, Carter and Hendee, 1830; Elizabeth Peabody, *Record of a School; Exemplifying the General Principles of Spiritual Culture*, Boston, J. Munroe, 1835.

d'eux-mêmes les préceptes des Évangiles. Il tente d'appliquer ces principes à Temple School, école qu'il ouvre, avec Elizabeth Palmer Peabody, à Boston, puis dans la communauté de Fruitlands, fondée en 1842. Tous deux cherchent à y mettre en pratique les principes transcendentalistes majeurs : fonder des communautés loin de la société dépravée, y adopter l'amour libre et le végétarisme, mettre les biens en commun⁴⁷. Si Brownson désapprouve leur conception de la société, il reconnaît en Alcott un fin pédagogue « qui comprend mieux que quiconque l'art de l'éducation et qui est capable ou désireux de faire davantage afin d'établir un système de culture humaine en consonance avec notre foi chrétienne et républicaine⁴⁸ ». Une amie, sans doute Elizabeth Peabody, fait par ailleurs partager à Brownson ses observations sur l'expérience communautaire de Brook Farm – où ce dernier fait un court séjour en 1842 avant d'y envoyer son fils – « la meilleure école qu'elle ait jamais vue⁴⁹ ». Les enfants reçoivent une attention personnelle ; ils ne restent pas enfermés toute la journée et trouvent un équilibre entre le développement des facultés intellectuelles et physiques. Cet enseignement est ouvert aux enfants comme aux adultes qui travaillent dans les champs. Il offre, selon l'auteure, un modèle de société dénuée de vices moraux, une véritable mise en pratique de l'Évangile :

L'avantage principal est que la vie y est naturelle : c'est la discipline sans sa laideur. Tout le monde travaille et étudie si bien que les enfants travaillent et étudient par imitation et avec le même esprit. Je n'ai jamais vu une telle habitude de désintéressement, si peu d'égoïsme personnel⁵⁰.

47. Orestes Brownson, « Conversations with Children on the Gospels; Conducted and Edited by A. Bronson Alcott », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 418 ; Anne C. Rose, *Transcendentalism as a Social Movement*, *op. cit.*, p. 62 ; John L. Thomas, « Romantic Reform in America », *art. cit.*, p. 664.

48. Orestes Brownson, « Conversations with Children on the Gospels », *art. cit.*, p. 418.

49. [Elizabeth Palmer Peabody à Orestes Brownson], août 1842, dans Orestes Brownson, « Brook Farm », *The Democratic Review*, novembre 1842, p. 491-492. L'auteur de la lettre est anonyme mais tout porte à croire qu'il s'agit de Peabody. Voir Anne C. Rose, *Transcendentalism as a Social Movement*, *op. cit.*, p. 134-135.

50. [Elizabeth Palmer Peabody à Orestes Brownson], août 1842, lettre citée, p. 492.

En 1844, Brook Farm s'éloigne du modèle chrétien pour se rapprocher du fouriérisme⁵¹. Développé aux États-Unis par Albert Brisbane dès 1832 et diffusé dans son livre de 1840, *The Social Destiny of Man*, le fouriérisme offre un autre exemple d'éducation dont Brownson s'inspire: il encourage l'enfant, dès son plus jeune âge, « aux travaux pratiques de l'industrie, et plus tard aux sciences » afin d'en faire « physiquement et intellectuellement un être pleinement développé » et non pas « une pauvre créature sous-développée dont neuf-dixièmes des facultés intellectuelles sont perverties ou étouffées, comme c'est le cas pour 99 % des enfants », et de « lui donner ses droits, sa place dans la société et son indépendance »⁵². Ce système assure une continuité entre l'apprentissage et le travail de la vie adulte. Il « garantit à l'enfant le droit à une éducation scientifique et pratique complète, et à l'homme le droit au travail ou le droit de se livrer à toutes les occupations auxquelles son éducation l'a préparé⁵³ ». L'équilibre entre travail manuel et études littéraires et scientifiques est au cœur du programme des écoles secondaires (*high schools*) de Pennsylvanie en 1830, écoles prévues pour la portion de la population qui ne peut se passer du travail de ses enfants. Plutôt que d'empêcher ces enfants d'accéder à l'éducation, leur emploi du temps comprend, suivant les âges, un certain nombre de tâches manuelles⁵⁴. « C'est, me semble-t-il, la seule manière à présent de donner une éducation poussée à la masse du peuple », explique William Ellery Channing à Brownson lorsqu'au milieu des années 1830, ce dernier tente de développer un système éducatif qui réconcilie religion et progrès social dans le cadre de la Société pour l'union

51. Charles Fourier, *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire ou Invention du procédé d'industrie attrayante et naturelle distribuée en séries passionnées*, Paris, Bossange père, 1829.

52. Albert Brisbane, « Mr Fourier's Social System », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1841, p. 510.

53. *Ibid.* Si Brownson adopte avec enthousiasme le système industriel et éducatif de Fourier, il émet des réserves sur sa philosophie de la nature humaine qu'il trouve trop mécanique (*ibid.*, Note de l'éditeur, p. 512). Il critiquera par la suite son système de propriété.

54. [State of Pennsylvania], « Substance of a Bill to Establish High Schools Throughout the State of Pennsylvania », *The Free Enquirer*, 3 avril 1830, p. 178.

et le progrès chrétiens (*Society for Christian Union and Progress*) qu'il fonde en 1836⁵⁵. En plus des sermons qu'il prêche devant les travailleurs, Brownson essaie d'instituer des « écoles de travail manuel » (*manual labor schools*) qui, en alliant travail manuel et études générales, sont conçues pour améliorer la condition des ouvriers. Directement imaginées à partir de la conception unitarienne du travail comme moyen de régénération morale de l'individu, ces écoles sont à l'opposé de la conception sociale du moment, « qui assigne le travail intellectuel à une partie de la communauté et le travail manuel à une autre⁵⁶ ». Emerson, dans une tonalité différente, dénonce lui aussi la division du travail due à l'industrialisation et défend les bienfaits, indispensables à chacun, du travail manuel :

Indépendamment de l'accent mis sur la doctrine selon laquelle le travail manuel de la société devrait être partagé par tous les membres, il y a des raisons propres à chaque individu pour qu'il n'en soit pas privé [...]. Un homme devrait avoir une ferme ou un métier mécanique pour sa formation⁵⁷.

Toutes ces théories ne sont pas vaines spéculations. Bien au contraire, elles sont diffusées sur la place publique grâce à la presse mais surtout par le biais des campagnes électorales au cours desquelles elles sont discutées. Selon le parti au pouvoir, l'une ou l'autre théorie s'inscrit dans la loi et dans la société. C'est grâce aux débats que nous venons de décrire et à l'implication d'intellectuels comme de politiques que l'éducation publique fait un réel progrès au XIX^e siècle, notamment dans le Nord-Est des États-Unis. Ainsi, en 1836, Edward Everett, universitaire devenu homme politique, est choisi comme candidat au poste de gouverneur par les whigs, contre le démocrate Marcus

55. William Ellery Channing, « To O.A. Brownson », 19 juillet 1836, dans *Brownson Papers*, *op. cit.*, Roll 1.

56. William Ellery Channing, « On the Elevation of the Laboring Classes » [1840], dans *Works*, New York, B. Franklin, 1973, p. 36-66; Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 31.

57. Ralph Waldo Emerson, *Man the Reformer. A Lecture Read Before the Mechanics' Apprentices' Library Association, Boston, January 25, 1841*, dans *Essays and Lectures*, éd. Joel Porte, New York, Literary Classics of the United States, coll. « The Library of America », 1983. Traduction de Victor Basch, *Emerson. Introduction, traduction, notes*, Paris, La Renaissance du Livre, 1929, p. 139-140.

Morton. Il siège au Conseil scolaire (*Board of Education*) du Massachusetts dès sa formation en 1837. Soutien de Horace Mann, il est favorable au projet que lui présente Brownson pour lutter contre une éducation par trop élitiste⁵⁸. Fidèle aux idées qu'il a développées quelques années auparavant dans le *Free Enquirer* et dans le *Herald of Reform*, Brownson cherche un moyen d'éduquer tous les enfants de la communauté aux moindres frais. Il ambitionne, grâce à ces écoles, d'élever le travail manuel au rang des autres professions, en montrant à tous que « le travail manuel n'est pas seulement un moyen honnête, mais également honorable, de gagner sa vie » :

Non seulement les enfants de ce qu'on nomme parfois les classes supérieures apprendront à s'habituer à travailler, réhabilitant ainsi le travail aux yeux des enfants des pauvres, mais ceux-ci recevront une bonne éducation et pourront développer leur esprit selon leurs penchants⁵⁹.

Ces écoles professeraient un équilibre entre le corps et l'esprit, absent des universités existantes : « l'éducation physique n'est pas moins importante que l'éducation intellectuelle ou morale⁶⁰ ». Ces considérations, déjà présentes chez Adam Smith, préfigurent les remarques que fera Karl Marx à ce sujet : « Un certain rabougrissement de corps et d'esprit est inséparable de la division du travail dans la société⁶¹ ». Marx se tourne d'ailleurs vers Adam Smith :

Pour porter remède à la détérioration complète qui résulte de la division du travail, A. Smith recommande l'instruction

58. Edward Everett « To O.A. Brownson », 16 août 1836, dans *Brownson Papers*, *op. cit.*, Roll 1 ; Horace Mann, *First Annual Report of the Board of Education, Covering the Year 1837*, Boston, Dutton and Wentworth, 1838, p. 16 ; Ronald P. Formisano, *The Transformation of Political Culture: Massachusetts Parties, 1790s-1840s*, New York, Oxford UP, 1983, p. 254.

59. Orestes Brownson, « Manual Labor Schools », *The Boston Reformer*, 4 août 1836.

60. Orestes Brownson, « Our Future Policy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 111.

61. Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, trad. Germain Garnier, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1991, Livre I, chap. 5 ; Karl Marx, *Le Capital*, livre 1 [1867], préface Louis Althusser, trad. J. Roy, Paris, Flammarion, 1985, t. I, p. 268.

populaire obligatoire, tout en conseillant de l'administrer avec prudence et à doses homéopathiques⁶².

On peut à ce sujet remarquer qu'à la régénération individuelle qui est la préoccupation centrale de Channing et d'Emerson, Brownson ajoute une connotation plus sociale. Il s'agit bien, comme le dit Peabody, de « niveler vers le haut et non vers le bas⁶³ ». Cela n'empêche pas Brownson de critiquer les classes moyennes réformatrices, trop tièdes dans leur dénonciation des conditions de vie des travailleurs : « le savoir ne peut prévenir un homme d'avoir faim, d'être malade, ni d'avoir un manteau usé ou élimé⁶⁴ ».

Plus tard, toujours insatisfait, Brownson relativisera l'importance de l'éducation par rapport à d'autres réformes. Mais il ne remettra jamais en question la nécessité d'une éducation populaire, car « un gouvernement populaire qui ne s'appuie pas sur une éducation populaire n'est qu'une structure sans fondement⁶⁵ ». Son soutien à l'éducation universelle, cependant, n'implique pas qu'il accepte tout ce qui « se fait appeler du nom d'éducation » : lorsqu'il analyse les comptes rendus du Conseil scolaire rédigés par Horace Mann, et qu'il y constate la mainmise de l'État sur le système éducatif, il ne cache pas sa déception⁶⁶.

Horace Mann, avocat, tour à tour député et sénateur du Massachusetts, est élu secrétaire du Conseil scolaire du Massachusetts en juin 1837. En rédigeant son rapport annuel sur les activités scolaires dans l'État, il expose sa conception de l'école publique. Les premiers objectifs qu'il se donne sont les suivants : la construction et la réparation des écoles ; une indemnité aux responsables des districts, jusque-là bénévoles ; la formation des enseignants ; la création de bibliothèques

62. *Ibid.*, p. 267. Voir Jonathan A. Glickstein, *Concepts of Free Labor in Antebellum America*, New Haven, Yale UP, 1991, p. 67, 75 et 272-273.

63. [Elizabeth Palmer Peabody à Orestes Brownson], lettre citée, p. 491.

64. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 483.

65. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Boston Quarterly Review*, art. cit., p. 393.

66. *Ibid.*, p. 393-394.

scolaires; l'acquisition des manuels scolaires par le Conseil. Conscient de l'échec de l'éducation publique, il croit à la nécessité de créer un système plus cohérent. Ce qu'il appelle les « parties individuelles » ne comptent pas davantage que le fonctionnement global du système. Il faut veiller à l'adaptation de chaque rouage à la machine tout entière; car des parties individuellement parfaites peuvent se nuire mutuellement si elles sont mal ajustées, et ainsi fausser ou même faire totalement disparaître le résultat attendu⁶⁷.

Cette allégorie, apparemment aux antipodes de la philosophie transcendantaliste, est un aspect de la conception organique des whigs, selon laquelle les individus constituent des rouages utiles et à la fois dépendants du bon fonctionnement de l'ensemble⁶⁸. La bonne marche de ce réseau d'écoles demande ainsi une participation plus active de la population du Massachusetts à laquelle Mann reproche son « apathie à l'égard des écoles communales »; il faut appliquer uniformément dans tout l'État discipline et ponctualité des élèves; il faut enfin donner une formation sérieuse aux enseignants dans des écoles normales, où ils seront contrôlés par des inspections régulières⁶⁹. L'éducation étant aux institutions républicaines « ce que l'air est à la vie humaine », Mann appelle énergiquement à la réalisation collective de son projet⁷⁰. Amplifiant la loi de 1642 qui était peu observée, le programme de Mann exige que toute ville de 500 familles ouvre une école pendant au moins dix mois de l'année. Y seront enseignés l'orthographe, l'écriture, la lecture, l'anglais, la grammaire, la géographie et l'arithmétique; toute ville de 4 000 habitants offrira en outre un enseignement du latin, du grec, de l'histoire, de la rhétorique et de la logique⁷¹. La

67. Horace Mann, *First Annual Report of the Board of Education, Covering the Year 1837*, *op. cit.*, p. 8-15, p. 25.

68. Daniel Walker Howe, *The Political Culture of the American Whigs*, Chicago, University of Chicago Press, 1979, p. 29 et 82.

69. Élise Marienstras et Marie-Jeanne Rossignol, *L'École dans l'histoire des États-Unis*, *op. cit.*, p. 68-69

70. *Massachusetts First Law on Education*, 14 juin 1642, cité dans *ibid.*, p. 14-16.

71. Horace Mann, *First Annual Report of the Board of Education, Covering the Year 1837*, *op. cit.*, p. 49, 51, 74. Voir la critique de Michael B. Katz, *The Irony of Early*

première école normale ouvre en 1839. Mais le projet concerne avant tout les écoles primaires et publiques : Mann mène une campagne incessante contre les établissements privés, qui, du fait qu'ils provoquent la désertion des meilleurs éléments et de leurs parents, nuisent au système public. À partir des observations réunies lors de l'enquête menée à l'échelle de l'État en 1837, il conclut que les écoles sont dans un « état de précarité générale ». Outre les améliorations matérielles, il présente des conseils pédagogiques détaillés préconisant des changements dans l'apprentissage de l'écriture et de la lecture encore enseignées de manière trop mécanique⁷². L'ensemble des rapports rédigés par Mann forme un véritable traité de pédagogie. En fait, écrit l'historien de l'éducation, Michael Katz, Mann cherchait surtout à préparer ces enfants au travail en usine.

Brownson approuve les objectifs principaux de Mann concernant l'amélioration des méthodes d'enseignement et la formation des maîtres. Avant la création des écoles normales, il est même tout à fait en accord avec la réforme de Mann, comme il ressort de son *Address on Popular Education* de 1838⁷³. Néanmoins, il se méfie de l'enseignement qui doit être délivré dans les écoles normales et de la création par l'État de bibliothèques scolaires. Le danger, pense-t-il, comme la majorité des députés démocrates, est l'influence du modèle prussien qui se développe à la même époque et qui met en place un système centralisé. En effet, dans son *Septième rapport*, Mann, tout en s'opposant au système monarchique prussien, vante l'efficacité avec laquelle toute la population y profite de l'instruction : « il ne faut pas oublier qu'en Prusse toutes les affaires éducatives sont entre les mains du gouvernement⁷⁴ ». On retrouve ici,

School Reform: Educational Innovation in Mid-nineteenth Century Massachusetts, New York, Teachers College Press, 2001.

72. Horace Mann, *First Annual Report of the Board of Education, Covering the Year 1837*, op. cit., p. 48 ; id., *Second Annual Report of Board of Education, Covering the Year 1838*, Boston, Dutton & Wentworth, 1839, p. 37-54.

73. Orestes Brownson, *Address on Popular Education*, op. cit., p. 207-210.

74. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Boston Quarterly Review*, art. cit., p. 405-407. Horace Mann, *Remarks on the Seventh Annual Report of the Honorable*

entre Mann et Brownson, la divergence fondamentale entre les whigs et les démocrates concernant la question de l'autorité de l'État central. Brownson suit les arguments classiques du Parti démocrate, en faveur d'un accroissement du pouvoir local, loin de toute ingérence du gouvernement dans les questions de la société civile. Or, aux élections de 1840, un démocrate, Marcus Morton, est élu gouverneur du Massachusetts. Il est réélu en 1842, assurant ainsi la continuité de la réforme décentralisatrice des écoles primaires. Morton cherche surtout à contrebalancer l'autorité centrale du Conseil scolaire tout récemment créé par les whigs, et à rétablir le pouvoir local des comités de districts. Il est appuyé par la majorité démocrate à l'assemblée de l'État ainsi que par le premier membre démocrate du Conseil, Robert Rantoul, Jr.⁷⁵.

Brownson, alors franchement allié aux démocrates, prône, à la différence des « hobbesiens athées » whigs, l'enseignement de la religion à l'école. Quant au rapport entre l'État et l'école, il rejette le modèle prussien qui, selon lui, ne peut en aucun cas s'appliquer aux États-Unis où « la société n'existe pas pour le gouvernement », mais où, au contraire, c'est « le gouvernement [qui] existe comme un agent de la société » ; en Prusse, dit-il,

le gouvernement crée des écoles où il forme les maîtres ; il détermine à la fois les méthodes d'enseignement et les matières enseignées. Il nomme tous les enseignants et n'accepte pas que quiconque enseigne sans son accord. Qui ne voit pas que les enseignants seront les instruments dociles du gouvernement et que l'objet de l'éducation sera de faire des Prussiens les sujets obéissants du roi Frédéric⁷⁶ ?

Parallèlement, le français Victor Cousin, avec lequel Brownson correspond, rédige un rapport sur l'état de l'instruction

Horace Mann, Secretary. Massachusetts Board of Education, Boston, Charles Little & James Brown, 1844. Voir Welter Rush, *Popular Education and Democratic Thought in America*, New York, Culumbia UP, 1962, p. 99.

75. *Ibid.*, p. 64-65.

76. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Boston Quarterly Review*, art. cit., p. 405, p. 401.

publique en Prusse, publié en 1833⁷⁷. Cousin comme Brownson sont hostiles au despotisme prussien, conçu comme une arme pour faire obstacle à toute tentative révolutionnaire et même à toute pensée libérale, à l'opposé de la conception américaine du gouvernement. En effet, les démocrates adhèrent à la tradition décentralisatrice américaine qu'ils héritent du républicanisme révolutionnaire⁷⁸. Dans une démocratie, c'est « le peuple qui fait la loi du gouvernement ». Ainsi, les écoles normales sont en contradiction avec les principes démocratiques, « l'éducation [devenant] une simple branche de la police générale et les maîtres, des policiers améliorés⁷⁹ ». Dès 1836, Brownson considère « qu'aucun gouvernement sur terre n'est habilité à déterminer l'éducation à donner au peuple » ; en 1839, dans son article intitulé « Education of the People », il précise qu'il faut placer « l'école locale sous le contrôle d'une communauté composée uniquement du nombre de familles ayant des enfants à y instruire »⁸⁰. Brownson ne concède aux autorités qu'un pouvoir matériel, limité à la construction des écoles et à la comptabilité. C'est le district, dit-il, qui doit se charger des programmes, des livres et des méthodes.

Question importante en soi, le sujet de l'éducation est avant tout l'occasion pour notre auteur d'exposer ses vues sur la société et sur les rapports entre le gouvernement et la société. Il conçoit l'État fédéré comme une confédération de communautés distinctes, qui permet d'appliquer au mieux, dans la tradition de Montesquieu, la « vraie forme du gouvernement républicain ». Dans la droite ligne de l'idéologie du laisser-faire du Parti démocrate, Brownson voudrait « aussi peu de

77. Victor Cousin, *Rapport sur l'état de l'instruction publique dans quelques pays de l'Allemagne, et particulièrement en Prusse*, Paris, F.-G. Levrault, 1833.

78. Voir notamment John W. Shy, « Force, Order, and Democracy in the American Revolution », dans Jack P. Greene (dir.), *The American Revolution: Its Character and Limits*, New York, New York UP, 1987, chap. III.

79. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Boston Quarterly Review*, art. cit., p. 408-412 ; *id.*, « Observations and Hints on Education », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 138.

80. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Boston Quarterly Review*, art. cit., p. 413 ; voir aussi *id.*, « Education of the People », *The Christian Examiner*, art. cit., p. 155

gouvernement que possible ». Il faut donc laisser aux districts le soin de gouverner les écoles⁸¹. La *Democratic Review* a d'ailleurs pour slogan : « le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins ». Cette position héritée d'Adam Smith, reprise par Thomas Paine et Thomas Jefferson, puis par le Parti démocrate ainsi que par les Partis de Travailleurs qui se réclament de la lignée jeffersonienne, se manifeste tout particulièrement quand il est question de l'éducation publique. Mais paradoxalement, alors qu'ils se déclarent en faveur d'un gouvernement minimal et qu'ils accusent le gouvernement d'être à l'origine des maux de la société, les Travailleurs et les théoriciens réformateurs de la faction Owen-Wright-Evans font appel à ce même gouvernement pour organiser et prendre en charge un réseau d'écoles publiques. Par la distinction entre gouvernement local, étatique et fédéral, Brownson met ces contradictions en évidence. Pour les autres réformes comme l'abolition de l'esclavage, les questions d'ingérence de l'État dans la société, ou d'un État dans les prérogatives d'un autre se posent aussi, mais en d'autres termes.

« Nous nous déclarons sans hésitation entièrement et totalement opposé à l'esclavage » ; « nous pensons que l'esclavage doit être et sera aboli » : Brownson fait de cette cause celle de « tout homme libre, de tout patriote, de tout philanthrope, et de tout chrétien »⁸². Il admet ne s'être que peu penché jusque-là sur la question de l'esclavage et ne pas être tenté de participer aux actions des abolitionnistes. Ce qui peut être lu comme une hésitation quant à la nécessité d'agir politiquement contre l'esclavage est lié à une réflexion sur le rôle du gouvernement dans la société. Car, fait surprenant chez ce réformateur infatigable, alors que se sont déjà produites en 1835 de violentes émeutes contre les anti-esclavagistes à Charleston, en Caroline du Sud, à Boston, et à Utica dans l'État de New York, ce n'est qu'en 1836, lorsqu'une nouvelle émeute

81. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Boston Quarterly Review*, art. cit., p. 414-415.

82. Orestes Brownson, « Slavery-Abolitionism », *The Boston Quarterly Review*, avril 1838, p. 239 ; *id.*, « Slavery », *The Boston Reformer*, 4 août 1836.

éclate à Boston, qu'il prend clairement parti pour la cause de l'abolition de l'esclavage. Il dénonce alors ce mouvement composite fait de « sudistes, de marchands respectables de la ville et de garçons impertinents » qui a voulu empêcher la Société anti-esclavagiste (*Anti-Slavery Society*) de célébrer en public l'émancipation des esclaves dans les Antilles par le Royaume-Uni en 1833. Un dédommagement a été offert aux propriétaires sous forme financière, ainsi que, pour les anciens esclaves, par six ans de travail payé comme apprentis agricoles⁸³. Brownson soutient le droit de la Société anti-esclavagiste à manifester. Mais il ne soutient pas inconditionnellement les activités des abolitionnistes telles qu'elles ont pris forme depuis 1831 sous la direction de William Lloyd Garrison et dans son journal *The Liberator*⁸⁴. Jusqu'alors, la cause abolitionniste était aux mains de la Société américaine pour la colonisation, association modérée, soutenue par des propriétaires d'esclaves et des hommes politiques qui abhorraient l'esclavage mais qui, estimant impossible la coexistence des deux races, prônaient la déportation des esclaves vers le Liberia en Afrique⁸⁵. Par opposition au « gradualisme » des colonisateurs, Garrison est un « immédiatiste » : il conseille la conversion individuelle des pécheurs esclavagistes, conversion qui s'inscrit dans un projet millénariste de réforme d'une société perfectible. Lewis Tappan, qui s'éloignera plus tard de Garrison, met ses talents et ses ressources financières au service de l'organisation en diffusant des tracts dans tout le pays. Dans la droite ligne du Second Grand Réveil et du mouvement réformateur qui en découle, comme Gilbert Barnes l'a souligné le premier dès 1933, les abolitionnistes garrisoniens s'adressent directement à la conscience individuelle ; ils refusent tout engagement politique et emploient les méthodes de propagande au niveau national qui caractérisent, d'ailleurs, beaucoup d'associations du moment.

83. Voir Ronald G. Walters, *American Reformers 1815-1860*, éd. rév., New York, Hill & Wang, 1997, p. 85.

84. William L. Garrison, *The Liberator*, 1^{er} janvier 1831.

85. « The American Anti-Slavery Society: Constitution », 4 décembre 1833, dans Ronald G. Walters, *American Reformers 1815-1860*, op. cit., p. 78-79.

Cependant, alors que Garrison refuse toute compromission avec la politique, un petit groupe forme le Parti de la liberté qui présente un candidat aux élections présidentielles de 1840 et provoque des divisions au sein de la société anti-esclavagiste⁸⁶.

Le refus d'engagement politique, l'apolitisme même, revendiqué par Garrison, est l'un des problèmes qui se posent aux abolitionnistes comme à la plupart des mouvements réformateurs. C'est ce que Brownson fait apparaître dans une critique du pamphlet anti-esclavagiste de Channing⁸⁷. Il reproche aux abolitionnistes de s'attaquer aux esclavagistes du Sud plutôt qu'à l'institution en tant que telle : « L'esclavage n'est pas une institution individuelle mais sociale, et c'est la société et non la conscience individuelle seule, qui en est responsable⁸⁸ ». Ainsi, Brownson pose la question en termes de « liberté universelle » : seule une démocratie politique et sociale permettra à « chaque homme d'accéder à une entière liberté en obéissant à des lois égales pour tous⁸⁹ ». À partir de 1837, il va un peu plus loin dans sa logique politique. Toujours partisan de réformer les institutions, il se détourne de la tactique de réformes partielles des années 1830 et 1840 pour adopter un projet de réforme globale de la société. Il reproche aux unitariens, aux transcendantalistes et aux réformateurs en général de s'attaquer à des maux particuliers et individuels plutôt qu'à l'organisation générale de la société. Il reconnaît la nécessité d'une réforme, mais il est agacé par la multiplication de ces associations qui s'étendent à tout le pays, à tel point qu'un homme ne peut s'aventurer à boire ou à manger, aller se coucher ou se lever, corriger ses enfants ou embrasser sa femme sans en obtenir la permission de telle ou telle société morale ou réformatrice : « il y a de ces choses qui ne regardent que l'individu et sur lesquelles celui-ci a un contrôle

86. Gilbert Barnes, *The Antislavery Impulse, 1830-1844*, New York, D. Appleton-Century Company, 1933. Voir aussi Paul E. Johnson, *A Shopkeeper's Millennium*, *op. cit.*, p. 5-6; John L. Thomas, « Romantic Reform in America », *art. cit.*, p. 661-662.

87. William E. Channing, *Slavery*, Boston, J. Munroe & Co., 1835; Orestes Brownson, « Slavery-Abolitionism », *art. cit.*, p. 239-260.

88. *Ibid.*, p. 240.

89. *Ibid.*, p. 256-257.

total⁹⁰ ». Il vise ici les réformateurs comme Sylvester Graham, l'apôtre d'une ascèse qui va d'un régime alimentaire strict à l'interdiction de la masturbation⁹¹. Son « agacement » est tel qu'il ironise de manière grinçante :

Je viens juste d'assister à une conférence de Graham et j'ai pris la résolution de ne jamais juger la valeur morale de quiconque avant de déterminer comment il digère. Plongez dans les secrets de la digestion de quelqu'un et vous découvrirez la clé de son caractère⁹².

Pour Brownson, « la vie est une affaire complexe [...] Il n'y a pas un remède unique pour tous les maux de la terre⁹³ ». Que ce soit le problème de l'alcoolisme, l'inégalité entre hommes et femmes ou l'esclavage, tous ces maux sont les symptômes et non les causes du mal. Brownson se garde bien de décourager la bonne volonté des réformateurs, mais il leur trouve « la vue bien courte⁹⁴ ». Ses essais les plus importants publiés en 1840 démontrent que l'abolitionnisme et les autres mouvements de réforme ne suffisent pas pour vraiment promouvoir l'amélioration de la société et l'épanouissement d'une démocratie sociale fondée sur l'égalité :

Nous voudrions que l'esclave soit un homme libre, et pas seulement un ouvrier salarié. Si on l'émancipait aujourd'hui, il ne pourrait obtenir rien de plus. Même si les abolitionnistes arrivaient à faire tout ce qu'ils promettent, ils ne rendraient pas service à l'esclave. Si l'émancipation marchait aussi bien qu'ils le disent, l'esclave n'en retirerait rien de bon. Même avec le statut et les soucis d'un homme libre, il serait toujours esclave⁹⁵.

90. Orestes Brownson, « Ultraism », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1838, p. 380.

91. Charles Sellers, *The Market Revolution: Jacksonian America, 1815-1845*, New York, Oxford UP, 1991, p. 246 ; Orestes Brownson, « Alcott's Young Housekeeper », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1838, p. 387.

92. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », *Boston Quarterly Review*, avril 1841, p. 154.

93. Orestes Brownson, « Ultraism », art. cit., p. 380.

94. *Ibid.*, p. 383.

95. Orestes Brownson, « The Laboring Classes », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1840, p. 371.

En se confrontant aux institutions du Sud, les abolitionnistes provoquent un débat sur la Constitution et sur la souveraineté respective de l'État fédéral et des États fédérés. La réflexion constitutionnelle est centrale dans les écrits de Brownson ; elle s'applique aussi au domaine économique, comme les questions bancaires ou douanières. Cette vision globale de la société est inhérente à son organicisme. Elle lui vaut auprès des démocrates une réputation de conservateur. D'un autre côté, l'échec des mouvements réformateurs qu'il a accompagnés pendant quelques années à agir indépendamment du politique, ce qui les a rendus inefficaces face aux inégalités criantes – notamment en temps de crise comme en 1837 –, conduit Brownson à radicaliser sa position quant au rapport entre l'État et la société civile.

Chapitre 5

L'État : mal nécessaire ou bien véritable ?

La pensée d'Orestes Brownson est une pensée en tension, qui oscille entre défense des droits collectifs et importance de l'individualisme. En effet, selon qu'il s'adresse à des réformateurs qui ne croient que dans le salut de l'individu, qui « sont faibles et inefficaces parce qu'ils agissent à partir de leur propre individualité », ou qu'il s'attaque à un gouvernement trop fort qui nie les droits individuels, Brownson module sa position¹. Ce qui apparaît au premier abord comme une incohérence théorique est, à vrai dire, résolu dans la recherche d'un équilibre possible entre ces deux extrêmes qu'il voit se développer concurremment :

Le vrai réformateur cherche toujours à retenir les deux termes ; son problème n'est pas de subordonner de l'un à l'autre, mais d'harmoniser l'un avec l'autre, de réaliser la communauté dans l'Individualité, et l'Individualité dans la communauté².

Brownson critique surtout les transcendentalistes, dont le poète Ralph Waldo Emerson est la figure emblématique. En effet, parmi ces intellectuels aux positions politiques et sociales plus ou moins radicales, plusieurs sont des poètes, des écrivains ou des publicistes de talent. La littérature est pour ces auteurs un champ crucial, qui doit jouer son rôle dans l'élaboration de la démocratie américaine. Quelle place donnent-ils donc à la

-
1. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841 et avril 1841, p. 176 ; *id.*, « Executive Patronage », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 355.
 2. Orestes Brownson, « The Community System », *The Democratic Review*, février 1843, p. 134.

culture dans la société: concerne-t-elle l'individu seul ou la société dans son ensemble? Tout d'abord, Brownson, dans un commentaire d'un ouvrage de James Fenimore Cooper sur la démocratie américaine, s'en prend à l'élitisme qui caractérise les intellectuels américains³. Cooper est l'un des premiers écrivains à vivre de ses écrits et à bénéficier du développement d'une culture populaire grâce aux progrès de l'imprimerie et de la distribution. Brownson apprécie cet auteur dont les romans mettent en scène l'archétype du héros individualiste qui fuit la société démocratique⁴.

Lorsqu'il est rebuté par les transcendentalistes qui préfèrent fonder leur propre revue (*The Dial*) plutôt que de contribuer, comme il le leur avait proposé, à la *Boston Quarterly Review*, Brownson fait des transcendentalistes et de leur tendance individualiste, celle d'Emerson tout particulièrement, l'une de ses cibles favorites. En 1838, Emerson présente devant les étudiants de Dartmouth College une allocution sur l'éthique littéraire⁵. Il met son auditoire en garde contre les méfaits d'une civilisation mue par l'appât du gain aux dépens des activités de l'esprit: « les hommes dans le monde d'aujourd'hui sont des insectes, du frai de poisson; on les appelle "la masse" et "le troupeau"⁶ ». On voit déjà apparaître les thèmes qui seront chers à Emerson dans ses essais publiés en 1841 et 1844, *Self-Reliance* et *The Poet*. L'essayiste y invite chaque Américain

3. Orestes Brownson, « The American Democrat », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1838, p. 360-377. Voir James Fenimore Cooper, *The American Democrat; or, Hints on the Social and Civic Relations of the United States of America*, Cooperstown, H. & E. Phinney, 1838.

4. Sur les paradoxes présentés par le parcours de Cooper, voir Steven Watts, « Visions ténébreuses d'un œil de verre. James Fenimore Cooper ou la mémoire trahie », dans Élise Marienstrass et Marie-Jeanne Rossignol (dir.), *Mémoire privée, mémoire collective dans l'Amérique pré-industrielle*, Paris, Berg International, 1994, p. 191-211.

5. Ralph Waldo Emerson, *Literary Ethics. An Address to the Literary Societies in Dartmouth College, July 24, 1838*, dans *Essays and Lectures*, éd. Joel Porte, New York, Literary Classics of the United States, coll. « The Library of America », 1983, p. 93-112.

6. Ralph Waldo Emerson, *The American Scholar, an Oration Delivered before the Phi Beta Kappa Society at Cambridge, July, 31, 1837* dans *Essays and Lectures*, éd. cit., p. 66.

à « avoir confiance en soi », à ne pas systématiquement se reposer sur des livres déjà écrits et à bannir toute tendance à imiter et à se conformer aux goûts des autres afin de créer une littérature distincte de la littérature européenne : « n'imitiez jamais », écrit-il⁷. Insistant au contraire sur la nécessité de créer au présent, d'échapper au poids de ce passé dont on ne fait que relire et commenter la littérature sans rien inventer de nouveau : « [la] peinture, la sculpture, la poésie, la fiction, l'éloquence américaines ne sont pas sans une certaine grâce, mais sans grandeur, [...] et peu originales⁸ ». Chaque personne doit pouvoir avoir accès à la création. Pour cela, l'artiste doit savoir s'isoler, fuir le groupe pour découvrir la nature. Brownson est aux antipodes de cette façon de considérer la littérature qui serait réservée « à une clique » ; il établit un lien étroit entre la création d'une littérature nationale et la participation de tous les Américains à l'effort d'indépendance culturelle. Il reproche à Emerson de ne proposer « d'autre but que le bien individuel de chacun » :

L'homme doit-il se placer au centre de l'univers, décréter que toutes les choses sont à sa disposition et ne considérer leur valeur que si elles contribuent d'une manière ou d'une autre à sa croissance et à son bien-être ? Cela impliquerait une déification à outrance de l'âme. Ce ne serait qu'un système d'égoïsme transcendantal, du pur égotisme⁹.

La querelle entre les deux hommes porte à la fois sur leur forme respective de religiosité – dont Brownson s'éloigne progressivement – et sur l'absence d'engagement politique des transcendentalistes, ainsi que « sur le peu d'importance qu'ils accordent à l'État¹⁰ ». Avec un recul de presque deux siècles, il devient clair pourtant que l'individualisme d'Emerson et celui de

7. Ralph Waldo Emerson, *Self-Reliance*, dans *Essays and Lectures*, éd. cit., p. 278. Voir aussi *id.*, *Literary Ethics*, dans *Essays and Lectures*, éd. cit., p. 96 ; *id.*, *The American Scholar*, dans *Essays and Lectures*, éd. cit., p. 57.

8. *Ibid.*, p. 71.

9. Orestes Brownson, « Mr. Emerson's [Divinity School] Address », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 504.

10. Orestes Brownson, « Emerson's Essays », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 306-307.

Brownson ne sont pas si éloignés l'un de l'autre. Pour enrayer le déclin d'un idéal communautaire, le jeune pasteur invite en effet ses paroissiens à rechercher la vertu personnelle et à se détacher de l'intérêt économique privé. Or, comme le montre Mary Cayton, l'individualisme exalté par Emerson, qui vise à lutter contre les pratiques capitalistes existantes, aboutit paradoxalement à leur renforcement par le biais d'une justification idéologique¹¹. Brownson, de son côté, est fermement convaincu de la nécessité de protéger les droits individuels et il partage avec Emerson l'hostilité contre l'idéologie matérialiste du moment. Mais, comme on l'a vu, c'est à un État fort qu'il pense nécessaire de confier la protection de ces droits.

Vigoureusement engagé dans la défense des droits individuels, Brownson continue à exécuter le « pur individualisme » lié, d'après lui, à la doctrine du laisser-faire. Les penseurs de l'époque, français comme américains, s'y intéressent tous. Pour Tocqueville, c'est une caractéristique regrettable des sociétés devenues démocratiques :

Chaque classe venant à se rapprocher des autres et à s'y mêler, ses membres deviennent indifférents et comme étrangers entre eux. L'aristocratie avait fait de tous les citoyens une longue chaîne qui remontait du paysan au roi ; la démocratie brise la chaîne et met chaque anneau à part¹².

François Guizot et Benjamin Constant, les deux principaux penseurs de l'individualisme français, que lit et commente Brownson de l'autre côté de l'Atlantique, sont aussi lus et critiqués par Tocqueville qui relève la contradiction inhérente à leur pensée. En effet, Benjamin Constant considère que : « le but des modernes est la sécurité des jouissances privées ; et ils nomment liberté les garanties accordées par les institutions à ces jouissances¹³ ». Or, selon Tocqueville, il est contradictoire

11. Mary K. Cayton, *Emerson's Emergence: Self and Society in the Transformation of New England, 1800-1845*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1989, p. 3-25, p. 75.

12. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, t. II, p. 126.

13. Benjamin Constant, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* [1819], dans *Écrits politiques*, éd. Marcel Gauchet, nouvelle édition revue et augmentée,

de réclamer à la fois le droit au plein déploiement des aptitudes individuelles et le maintien de l'État minimal ; bien au contraire, insiste-t-il, la puissance de l'État ne fera que croître afin de suppléer aux fonctions délaissées par les individus¹⁴. Pas plus que Tocqueville, Brownson ne voit la société comme la somme d'individus atomisés. Mais plutôt que de déplorer l'accroissement du pouvoir du gouvernement, il le souhaite dans la mesure où c'est, selon lui, le seul moyen d'assurer la protection des droits des individus. Il en trouve partiellement le fondement théorique auprès des transcendentalistes qui, bien qu'individualistes, rejettent l'idée d'une société qui ne serait qu'« un agrégat d'individus » liés entre eux par le contrat lockien : « ce que nous nommons société humaine n'est pas une simple *association d'égaux, mais un organisme* VIVANT »¹⁵. Emerson invite à renforcer cette unité organique par la fusion avec la nature, loin des divisions nées de la multiplicité des appartenances politiques et sociales :

N'est-ce pas la pire des disgrâces de ne pas être une unité ; – de ne pas être pris en compte comme personnage unique [...] mais considérés seulement en bloc, en cent ou en mille, en fonction de l'appartenance à un parti ou à une section géographique¹⁶ ?

Dans les années 1820 et 1830, les socialistes se dressent aussi, bien que différemment des transcendentalistes, contre l'atomisation de la société¹⁷. Brownson, critique du libéralisme, se tient un moment entre les premiers et les seconds, penchant toutefois, presque seul parmi les démocrates radicaux, vers le gouvernement fort qu'il préconise en diverses occasions.

Paris, Gallimard, coll. « Folio. Essais », 1997.

14. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. II, p. 353-354 et p. 356. Françoise Mélonio, « Sur les traces de Tocqueville », *Le Magazine littéraire*, avril 1989, p. 58.
15. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », *The Democratic Review*, avril 1843, p. 372 (souligné par Brownson) ; *id.*, « Brook Farm », *The Democratic Review*, novembre 1842, p. 483. Voir Mary K. Cayton, *Emerson's Emergence, op. cit.*, p. 73.
16. Ralph Waldo Emerson, *The American Scholar*, dans *Essays and Lectures*, éd. cit., p. 71.
17. Voir Eric Hobsbawm, *The Age of Revolution: Europe, 1749-1848*, London, Abacus, 1977, p. 287.

Réfutant, comme Emerson, le contrat lockien ainsi que la fiction d'un état de nature a-historique, il échafaude un projet social unitaire de nature organique dont le gouvernement – c'est-à-dire l'État – serait la transcendance¹⁸. Brownson réussit à relier organicisme et protection individuelle. Sa formule, qui donne au gouvernement la tâche de permettre à chaque individu de « vivre sa propre individualité », c'est-à-dire de jouir pleinement de ses droits à l'égalité et à la liberté, aboutit – provisoirement du moins – à une définition de la démocratie¹⁹.

J'entends par démocratie moins la forme du gouvernement qui est institué que le sentiment de la nécessité d'un gouvernement établi pour la protection de chaque individu dans la pleine et libre jouissance de ses droits naturels²⁰.

Ainsi, pour contrer les inégalités flagrantes qui sont la conséquence du « pur individualisme » du laisser-faire, Brownson attribue au gouvernement une fonction précise : le gouvernement doit « maintenir l'égalité devant la loi que les hommes n'ont pas dans l'état de nature²¹ ». Et, tentant de rectifier sa réputation auprès de ceux qui voient en lui un dangereux communiste en matière de réforme de la propriété, il assure que « le gouvernement est institué pour la protection de l'homme et non de la propriété. La propriété est un des droits de l'homme ; par conséquent le gouvernement est tenu de la protéger²² ».

Si Brownson concède que la fin de tout gouvernement, c'est de permettre « la plus grande liberté possible ainsi que le bien-être de chaque individu », sa conception de la liberté est problématique précisément parce qu'il la dissocie des manifestations du libéralisme auxquelles il est confronté et qu'il dénonce²³. La liberté d'avant 1776, « l'indépendance », ce n'est

18. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 311-312, et 321.

19. *Ibid.*, p. 383.

20. Orestes Brownson, *Oration of Orestes A. Brownson, Delivered at Washington Hall, July 5th, 1841*, New York, G. Washington Dixon, 1841, p. 8.

21. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 486 ; *id.*, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 330.

22. Orestes Brownson, « On the Property Question », *The Boston Daily Times*, 30 mars 1841.

23. *Ibid.*

pas la même que celle d'après 1776, lorsqu'elle est devenue « le droit de choisir sa propre forme de gouvernement et d'élire ses dirigeants²⁴ ». L'évolution du concept est encore plus tangible au début des années 1840, lorsqu'il devient synonyme « d'ôter toute restriction ». Ce à quoi Brownson, sensible à la conception positive de la liberté dans l'idéologie républicaine, et face à la liberté « négative » du libéralisme lockien, rétorque qu'il est nécessaire d'établir un lien entre liberté et autorité²⁵. De sa conception de la liberté, on voit ainsi se dégager les grands axes de sa pensée qui sera jugée « conservatrice » par nombre de commentateurs passés et présents : loin de favoriser le libéralisme politique qui mènerait à une absence d'État, il prône une liberté protégée par l'État. L'originalité de la pensée de Brownson dans le contexte de son époque est la distinction explicite qu'il opère entre les notions de libéralisme politique et de libéralisme économique, distinction fréquente alors chez les libéraux français, mais inconnue en Grande-Bretagne et aux États-Unis. La liberté alliée à l'ordre, le gouvernement dominé par la justice, il les trouve en lisant Aristote. Face à l'échec de la seule démocratie politique – l'américaine – à engendrer une véritable égalité, face à la difficulté d'entreprendre une réforme sociale avec ou sans l'aide du gouvernement, Brownson retourne aux sources du républicanisme afin de retrouver l'objectif premier de la république : le bien des gouvernés.

L'extension géographique de la république américaine, sa croissance économique et démographique, la complexification sociale, tous ces phénomènes attachés à l'ère de transition que vivent les États-Unis, poussent les commentateurs de cette période à invoquer les « anciens », ces ancêtres qui ne se sont pas contentés de créer la nation, mais qui en ont aussi édifié la charpente institutionnelle. À partir d'octobre 1840, Brownson

24. Orestes Brownson, *An Address, on the Fifty-fifth Anniversary of American Independence Delivered at Ovid, Seneca Co., N.Y., July 4, 1831*. Ithaca, S.S. Chatterton, 1831, p. 5.

25. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », *The Boston Quarterly Review*, avril 1843, p. 270, p. 272 ; *id.*, « Brook Farm », art. cit., p. 486. Voir Isaiah Berlin, *Two Concepts of Liberty*, Oxford, Clarendon Press, 1958.

publie une série d'articles sur le rôle du gouvernement dans la société. Il y reprend la formule que Thomas Paine, influencé par les théories d'Adam Smith, avait apposée à la première page de *Common Sense*, « le gouvernement est un mal nécessaire », formule que Tocqueville, entre autres, commentera et dans laquelle il verra une marque de la démocratie²⁶.

Il faut ici se rappeler que l'ère dite « jacksonienne » n'est pas seulement une période de transition entre deux états des structures économiques et sociales états-uniennes, un enjambement de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle, c'est aussi un moment crucial pour l'édification du cadre politique qui va accompagner l'évolution économique et sociale. Dans le premier tiers du XIX^e siècle, un conflit interne se joue au niveau juridique et théorique à propos de questions précises qui se posent au quotidien. L'enjeu principal, selon Brownson et certains réformateurs, est la nature du fédéralisme américain. Quels doivent être les rapports entre l'État fédéral – dit le plus souvent « le gouvernement central » – et les États fédérés d'une part, entre les individus, citoyens et électeurs, et l'État ou les États, d'autre part. La polémique entre les whigs et les démocrates sur le rôle de l'État dans les affaires de la société se joue sur le terrain fonctionnel, à l'occasion des grandes décisions de nature économique et financière. Aussi la question d'une banque nationale, comme celle du tarif douanier et des terres publiques impliquent-elles une redéfinition du rôle de l'État dans la démocratie, notamment dans son rapport avec l'économie.

26. Thomas Paine, *Common Sense* [1776], trad. fr. *Le Sens commun*, éd. Bernard Vincent, Paris, Aubier, 1983, p. 66 ; Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. 1, p. 5 et 292 (Tocqueville relève que « Aux yeux de la démocratie, le gouvernement n'est pas un bien, c'est un mal nécessaire »). Il faut ici rappeler les difficultés sémantiques et idéologiques qui se dressent à l'articulation du français et de l'anglais à propos des concepts d'État et de gouvernement. C'est récemment, seulement, depuis le début du XXI^e siècle, que les écrivains anglophones usent des deux termes dans des acceptions semblables à celles qui sont comprises en français, de même que la conception hégélienne suivant laquelle les États-Unis « n'auraient pas d'État » (en raison du système fédéral) est progressivement abandonnée par les historiens de la « nouvelle histoire politique ». Ces conversions sémantiques mériteraient une nouvelle étude.

On conçoit dès lors l'intérêt, pour nos contemporains du ^{xxi}^e siècle dont toute l'existence est engagée par le tour qu'ont pris les rapports entre l'État et le système du marché comme de la finance, des réflexions et des choix qui ont dominé la vie publique aux États-Unis dans la première moitié du ^{xix}^e siècle. Si de nombreux auteurs se sont penchés sur les conflits partisans, l'analyse de la conception de l'État élaborée par les jacksoniens – whigs ou démocrates – est restée, en revanche, inaboutie. C'est qu'il s'agit là d'une question idéologique majeure difficile à objectiver. S'il nous est loisible de reprendre ici la question d'une manière peut-être plus impartiale, c'est, d'une certaine manière, grâce à la « girouette » que fut Brownson, qui adopte successivement, mais chaque fois avec une logique irréprochable, un point de vue après l'autre.

Une fois encore, les hésitations de notre héros, son passage d'une optique à l'autre nous permettent d'aborder dans sa complexité une question centrale pour la démocratie au temps de Jackson. La démocratie peut-elle profiter de l'intervention de l'État ou faut-il, pour la faire perdurer, s'engager dans une réforme qui encourage le laisser-faire? Brownson offre une approche à la fois théorique et pratique qui nous aide à mieux saisir la construction des rapports du couple État/société aux États-Unis, et cela au moment où la même question commence à se poser dans trois autres contextes, à savoir « l'économie politique anglaise, le libéralisme français et la philosophie allemande », incarnées par Hegel, Kant et Constant²⁷.

Tout en étant un sympathisant du Parti démocrate, Brownson diverge sur le rôle de l'État. Il souligne les résultats décevants de la politique économique des démocrates dus, selon lui, à l'impossibilité pour les forces sociales de s'équilibrer seules, sans qu'intervienne l'État fédéral. On peut voir là un premier retournement chez notre auteur qui, en s'alliant à Frances Wright et Robert Dale Owen dans leur combat pour l'éducation, demandait l'aide de l'État pour l'éducation des travailleurs. Il avait aussi participé quelque temps au projet

27. Voir Alain Renaut, « Genèse du couple État-société », *Projet*, printemps 1993, p. 7.

transcendentaliste à Boston, cependant qu'il fondait la Société pour l'union et le progrès chrétiens. Au même moment, les Travailleurs, tout en se démarquant des démocrates sur une série de mesures, se réclament comme eux de Thomas Paine, dont les idées font une fabuleuse percée dans la pensée jacksonienne. Des dîners à sa mémoire sont organisés dans les villes du Nord-Est, et les toasts et discours prononcés à ces occasions sont reproduits dans des journaux consacrés à la cause des travailleurs, tels que le *Working Man's Advocate*, le *Mechanics' Free Press*, et le *Free Enquirer*²⁸. Paine y figure comme le héros du passé mis au service des luttes présentes des travailleurs. Il est avant tout commémoré en tant que champion de la liberté politique et religieuse. On rappelle son rôle lors de la Révolution américaine, aux côtés de George Washington, Thomas Jefferson et Benjamin Franklin, et sa lutte contre « les rois et les prêtres²⁹ ». À l'occasion de ces dîners organisés par des associations de travailleurs, on débat davantage de questions religieuses que de problèmes sociaux. Ce paradoxe apparent s'explique par l'influence du protestantisme évangélique sur la population ouvrière, qui préoccupe les rédacteurs du *Free Enquirer* et les incite à mener une croisade contre l'évangélisme, perçu comme une menace pour la démocratie. Lors de ces banquets, les problèmes réels des travailleurs ne sont évoqués que discrètement dans la série de toasts qui sont portés;

-
28. Robert Dale Owen, « Thomas Paine's Birthday », *The Free Enquirer*, 13 février 1830, p. 131-134; Frances Wright, « Thomas Paine », *The Free Enquirer*, 13 février 1830, p. 135-136; Robert Dale Owen, « Birthday of Thomas Paine », *The Free Enquirer*, 12 février 1831, p. 128; « Celebration of the Birthday of Thomas Paine by the Society of Free Enquirers », *The Working Man's Advocate*, 6 février 1830; « Paine's Birthday in Philadelphia », *The Working Man's Advocate*, 2 mars 1833; « Paine's Birthday in Providence », *The Working Man's Advocate*, 2 mars 1833; « Paine's Political Works », *The Working Man's Advocate*, 15 février 1834.
29. Paine est l'auteur, outre du *Sens commun, des Droits de l'homme (Rights of Man, 1791-1792*, trad. et prés. par Bernard Vincent, Nancy/Paris, Presses universitaires de Nancy/Ligue des Droits de l'Homme, 1991) et du *Siècle de la raison (The Age of Reason, 1794-1795*, trad. rév. et prés. par Bernard Vincent, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989). Sur l'articulation du combat de Paine contre la monarchie et de celui contre l'Église, voir Nathalie Caron, *Thomas Paine contre l'imposture des prêtres*, Paris, L'Harmattan, 1999. Voir aussi Eric R. Schlereth, *An Age of Infidels: The Politics of Religious Controversy in the Early United States*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2013, p. 192-196.

surtout, les héros de la Révolution y sont célébrés pêle-mêle avec les dirigeants des Partis des Travailleurs de Philadelphie et de New York : « À Frances Wright et Robert Dale Owen, les champions de la cause de l'émancipation humaine », entend-on³⁰. Skidmore, l'agrarien, dont pourtant les journaux des réformateurs se démarquent, est parfois nommé aux côtés des idoles : « Thomas Paine, Thomas Jefferson et Thomas Skidmore, trois des plus grands défenseurs des droits de l'homme³¹ ». Les toasts portés à Paine ne mentionnent que rarement ses idées en matière de politique économique. Pourtant, des questions de cet ordre sont précisément à l'ordre du jour, par exemple celle du renouvellement de la Banque des États-Unis. La position adoptée Paine soixante ans plus tôt, lors du débat sur la première Banque des États-Unis, aurait pu fournir des arguments quant au rôle de l'État dans l'économie nationale ; or, elle n'est jamais évoquée.

C'est toutefois en empruntant le vocabulaire républicain de Paine que les rédacteurs du *Free Enquirer* formulent leur critique des gouvernements despotiques. Car le discours politique et social de l'ère jacksonienne n'a pas encore trouvé de mode d'expression propre. Théoriciens et militants recourent donc au langage révolutionnaire du siècle passé, invoquant et commémorant les grands ancêtres, tout particulièrement Paine, pour l'heure la figure la plus à même à d'inspirer les réponses aux questions politiques et sociales. Le vocabulaire républicain, anticlérical, social de ce dernier imprègne la langue des jacksoniens radicaux sans qu'ils lui en attribuent forcément la paternité, ni, surtout, sans qu'ils adoptent forcément toutes ses idées, notamment son économie politique. C'est en fait surtout l'anticléricalisme de Paine qui inspire les réformateurs. Pour Frances Wright, ce sont les mêmes circonstances qui ont engendré la religion et donné naissance à la loi, « sa sœur jumelle » :

30. « Thomas Paine's Birthday in Philadelphia », *The Working Man's Advocate*, 2 mars 1833.

31. *The Working Man's Advocate*, 6 février 1833.

La loi et la religion sont les deux formes par lesquelles le *gouvernement par la violence* existe dans des pays décrits comme civilisés [...]. Nous nous portons mieux lorsque nous sommes *moins gouvernés*. Et il sera prouvé que toute réforme consiste dans l'élargissement de la liberté humaine et la limitation de l'autorité gouvernementale³².

Le propos de Wright n'est pas non plus dépourvu d'un certain exceptionalisme : pour elle, la nation américaine est unique en ce qu'elle n'a pas eu à souffrir d'un gouvernement trop interventionniste, quoique, même dans ce « pays béni par dessus tout, le gouvernement nous a moins servis par ce qu'il a fait que par ce qu'il n'a pas fait³³ ». La critique du gouvernement est accompagnée d'une innovation : les travailleurs ne se plaignent plus des rois, mais des hommes de loi, véritables tyrans des temps modernes :

Les hommes de loi sont les seuls tyrans dont nous ayons à nous plaindre ; ils accèdent à tous les sièges du pouvoir [...]. Ils établissent nos lois, siègent dans nos conseils, sont nos juges, nos juges de paix, nos présidents, nos gouverneurs, nos notables, nos contremaîtres³⁴.

Avec l'attaque des hommes de loi, c'est la mainmise sur le pouvoir d'une classe éduquée qui est dénoncée, et donc le lien entre l'éducation et le pouvoir ; car ce ne sont pas forcément les « riches » qui sont au pouvoir, mais bien les « gens éduqués qui sont les empereurs ou les rois de notre pays³⁵ ». Les Travailleurs en viennent à désigner les lois existantes comme étant à la source des maux de la société. Ils demandent donc que l'on instaure une éducation véritablement républicaine, mais d'abord que soit simplifié le système législatif de sorte à établir une république où les lois seront connues de tous. L'inégalité devant la loi, voire l'injustice des lois, est mise en lumière : « Les lois peuvent être formulées de telle façon qu'elles

32. Frances Wright, « On the Causes of Existing Evils », *The Free Enquirer*, 18 mars 1829, p. 166 et 175 (souligné par Wright).

33. Frances Wright, « Parting Address As delivered in the Bowery Theatre, to the People of New York, in June 1830 », *The Free Enquirer*, 21 août 1830, p. 337.

34. *Portland Gazette*, « Advice to Mechanics », *The Free Enquirer*, 5 août 1829, p. 324.

35. *Ibid.*

s'exercent de manière très inégale sur différentes classes de la société », explique Brownson en prenant pour exemple l'emprisonnement pour dettes, un des griefs principaux du mouvement des Travailleurs³⁶. Mais Brownson est bien moins radical que Wright quand il traite de la loi. Loin de la réfuter en bloc, il l'envisage meilleure et éventuellement élaborée avec les travailleurs. Quant à la question scolaire, comme nous l'avons vu, le mouvement ouvrier ne définit pas clairement le rôle du gouvernement dans le système qu'il revendique. Il ne rejette pas l'intervention du gouvernement comme il le fait pour le système financier. En matière d'éducation, il suffit que le gouvernement oriente sa législation dans le sens d'une « organisation du système telle que l'éducation devienne égalitaire, universelle, nationale et rationnelle³⁷ ». Le projet d'une éducation prise en charge par l'État s'inscrit dans cette dynamique. L'État devrait créer des écoles qui seraient comme des « punitions préventives meilleures et plus justes » que les prisons, de manière à combattre le vice chez les hommes ; le *Working Man's Advocate* adhère pleinement à ces projets parce que

l'éducation est une des branches [de la société] les plus importantes ; bien plus importante que la loi criminelle, puisqu'il vaut mieux prévenir que guérir [...]. L'éducation est l'affaire du gouvernement [...]. N'est-ce pas dans le but de protéger les démunis et les opprimés que les gouvernements ont été institués³⁸ ?

On retrouve ici de manière implicite l'idée selon laquelle le gouvernement est un « mal nécessaire ». Face aux inégalités engendrées par l'immoralité humaine, le gouvernement a un rôle à jouer, même si on le lui fait jouer, pour ainsi dire, à contre-cœur. Dans la période où il participe au mouvement ouvrier et à son projet éducatif, ainsi qu'au début des années 1830, lorsqu'il s'éloigne des partis, Brownson se fait le héraut de

36. Orestes Brownson, *An Address, Delivered at Dedham, on the Fifty-eighth Anniversary of American Independence, July 4, 1834*, Dedham (MA), H. Mann, 1834, p. 8.

37. Frances Wright, « On the Causes of Existing Evils », *The Free Enquirer*, 25 mars 1829, p. 175.

38. Robert Dale Owen, « Modern Reform », *The Free Enquirer*, 9 octobre 1830, p. 395 ; *The Working Man's Advocate*, 17 avril 1830.

cette conception du gouvernement comme « mal nécessaire ». L'égalité, qui est au centre de ses préoccupations, même si elle peut être garantie par le gouvernement, ne l'est pas « par lui seul », car, écrit-il,

le gouvernement, en fait, est bien plus limité dans la sphère de ses opérations qu'on ne l'imagine communément. Au mieux, sa mission est principalement négative. Il a simplement la responsabilité d'empêcher un homme d'empiéter sur les droits d'un autre; de maintenir un « champ ouvert et un *fair play* » au génie individuel et à l'entreprise [...]. Ainsi, j'attends peu de choses du gouvernement, je ne demande rien d'autre que d'être laissé tranquille.

Dans cette déclaration qui date de ses premières années à Boston, Brownson manifeste sa méfiance à l'égard des hommes politiques et des partis, mais également sa foi dans la capacité de l'individu à se réformer seul, car « il ne peut pas y avoir de mauvais gouvernement lorsque les gens du peuple, pris en tant qu'individus, sont sages, vertueux et indépendants »³⁹. Brownson se mue ici en champion du libéralisme lockien pour qui le bien public n'est que la somme des intérêts privés, « la sagesse du gouvernement ne p[ouvant] jamais s'élever au-dessus de la moyenne de la sagesse des individus qui le composent⁴⁰ ».

À la fin des années 1820, Brownson se trouve ainsi au carrefour de deux conceptions de la réforme : on les voit à l'œuvre dans sa pensée qui glisse de la réflexion sur les rapports entre l'État et la société à celle des relations entre l'individu et la société. Entre la réforme sociale voulue par le mouvement ouvrier et la philosophie emersonienne, pétrie d'individualisme romantique, notre auteur cherche le meilleur remède aux maux de la société. Son balancement entre une réflexion politique et sociale et une réflexion philosophique et morale marque le passage d'une tradition du laisser-faire à une autre, davantage centrée sur l'individu : le laisser-faire d'Adam Smith et, dans une

39. Orestes Brownson, *Address Delivered at Dedham...*, *op. cit.*, p.17-18.

40. Orestes Brownson, *Address Delivered at Ovid...*, *op. cit.*, p. 11; *id.*, « Education of the People », *Christian Examiner*, mai 1836, p. 155-156.

certaines mesures, de Thomas Paine sont fondés sur une conception optimiste de l'homme, l'économie dérivant, dans le cas de Smith et d'autres économistes politiques, d'une réflexion sur la morale⁴¹. Toutefois la philosophie transcendantaliste marque le début, aux États-Unis, d'une réflexion sur l'individu en dehors de toute référence à la société, déplaçant le débat de la sphère publique à la sphère individuelle et privée⁴². Paradoxalement, sa conviction que priment les droits individuels à la liberté et à l'égalité mène progressivement Brownson à la conception politique d'un gouvernement fort. En cette fin des années 1830, on le voit soudainement, mais logiquement, s'attaquer à la tradition léguée par Adam Smith, telle qu'elle a été popularisée par le *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say publié à Paris en 1803, et diffusée aux États-Unis, dans une traduction de Mathew Carey en 1817⁴³.

Plus que vers Paine, l'icône du mouvement des travailleurs, que Jackson ne se prive pourtant pas de citer dans une visée électoraliste, les jacksoniens se tournent vers une pensée économique libérale, telle qu'elle était issue des positions de Jefferson et Madison à la fin du XVIII^e lors du débat sur le « Rapport sur les manufactures » d'Alexander Hamilton en 1791. C'est alors que les deux républicains, et futurs présidents, avaient célébré le petit propriétaire exploitant, simple et vertueux, et accusé l'emprise du commerce et de la division du travail de dévoyer la république⁴⁴. Dans l'autre camp, Hamilton s'était fait l'avocat de l'aide de l'État au développement de manufactures et à l'accroissement du marché intérieur. La tradition hamiltonienne

41. Voir Drew McCoy, *The Elusive Republic: Political Economy in Jeffersonian America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980, p. 10; Paul Conkin, *Prophets of Prosperity: America's First Political Economists*, Bloomington, Indiana UP, 1980, p. ix; William Christian, « The Moral Economics of Tom Paine », *Journal of the History of Ideas*, vol. 34, n° 3, juillet-septembre 1973, p. 367-380.

42. Mary K. Cayton, *Emerson's Emergence*, *op. cit.*, p. 159.

43. Jean-Baptiste Say, *Catechism of Political Economy; or, Familiar Conversations on the Manner in which Wealth is Produced*, Philadelphia, Printed and published by M. Carey & son, 1817.

44. Alexander Hamilton, *Report of the Secretary of the Treasury of the United States, on the subject of manufactures: presented to the House of Representatives, December 5, 1791*, [Philadelphia], Printed by Childs and Swaine, [1791].

se prolonge au début du XIX^e siècle, notamment au lendemain de la guerre de 1812 dans le débat concernant les tarifs douaniers. Enfin, il est intéressant de noter que, dès 1820, l'ouvrage de Daniel Raymond a offert une base théorique à ce qui allait devenir le « Système américain », terme inventé par Henry Clay, qui fut conseiller de John Quincy Adams. On trouve dans l'ouvrage de Daniel Raymond une apologie du commerce encadré par un monopole public et des tarifs douaniers protectionnistes⁴⁵.

C'est dans la doctrine du laisser-faire héritée de Smith que les jacksoniens placent leur foi à partir de 1828, lors de la campagne présidentielle qui les oppose aux partisans de John Quincy Adams, l'adepte d'un « Système américain » dirigiste, partie prenante de tous les grands débats économiques et sociaux des années 1820 jusqu'aux années 1840, concernant les taxes douanières, les travaux publics, la distribution des terres publiques et la guerre bancaire.

Refusant que l'État finance les travaux publics, les jacksoniens critiquent la théorie mercantiliste et s'attaquent à l'alliance entre le gouvernement et le monde des affaires. Ils adoptent la hiérarchie (pourtant surannée) de Smith qui met l'agriculture en tête, suivie de la manufacture et du commerce extérieur, et font aussi la distinction entre le travail productif et le travail improductif, le prix et la valeur réelle étant fondés sur le travail⁴⁶. Cette distinction détermine la définition du « peuple » jacksonien, notion centrale à l'argumentation de Jackson dans son discours justifiant le veto qu'il met au renouvellement de la charte de la Banque nationale, banque dont « plus d'un quart

45. Daniel Raymond est l'auteur d'un pamphlet anonyme intitulé *The American System* (Baltimore, Printed by Lucas & Deaver, 1828). Voir Joseph Dorfman, *The Economic Mind in American Civilization*, New York, Viking Press, 1946-1959, t. I, p. 568 et 572; Charles Sellers, *The Market Revolution: Jacksonian America, 1815-1845*, New York, Oxford UP, 1991, p. 289.

46. Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, trad. Germain Garnier, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1991, t. I, p. 417. Par l'opposition productif/improductif, Smith répond aux physiocrates pour qui la valeur ne dérivait que de l'agriculture. La définition de la valeur travail est développée par David Ricardo dans *Principes de l'économie politique et de l'impôt* [1817], trad. fr. Paris, Calmann-Lévy, 1971, chap. 2-5.

du capital est détenu par des étrangers et le reste par quelques centaines de nos concitoyens, issus principalement de la classe la plus riche, et qui exclut tout le peuple américain », constitué de « fermiers, d'artisans et d'artisans »⁴⁷. De fait, sous couvert de défendre les intérêts du peuple producteur, Jackson s'appuie sur l'argumentaire de Smith pour mieux séparer les intérêts du gouvernement de ceux du monopole financier, permettant ainsi à toute une classe montante de petits entrepreneurs de participer librement à la vie économique américaine. On voit comment l'héritage smithien se résout avec Jackson dans une nouvelle définition de la liberté qui fonde le libéralisme post-révolutionnaire américain, bien avant de servir à une idéologie qui prendra, au xx^e siècle, le nom de « néo-libéralisme⁴⁸ ».

Le slogan qui figure en tête de la revue du Parti démocrate à laquelle Brownson s'associe à partir de 1842, *The United States Magazine, and Democratic Review*, résume cette idéologie : « Le gouvernement le meilleur est celui qui gouverne le moins ». Le célèbre éditorial qui inaugure la revue dénonce la loi comme étant à « l'origine de neuf dixièmes de tous les maux », et affirme le principe volontariste selon lequel toute société doit fonctionner indépendamment du gouvernement qui « doit s'occuper le moins possible des affaires générales et des intérêts du peuple »⁴⁹. Les plus grands défenseurs de cette idéologie – le jacksonien William Legett, farouche adversaire de la Banque nationale et du papier-monnaie qui est à l'origine du Parti locofoco, et Amos Kendall, le rédacteur du célèbre veto –, s'exercent à des variantes sur la formule de Paine : « Le monde est trop gouverné » ; « Il n'y a pas de maux nécessaires dans le

47. Andrew Jackson, « Veto Message », 10 juillet 1832, dans James D. Richardson (éd.), *A Compilation of the Messages and Papers of the Presidents*, [New York], Bureau of national literature, 1907, t. II, p. 577 et 590.

48. Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, éd. cit., p. 308. Voir Joyce Appleby, *Capitalism as a New Social Order: Republican Vision of the 1790s*, New York, New York UP, 1984.

49. [John O'Sullivan], « Introduction », *The Democratic Review*, octobre 1837, p. 6.

fait de gouverner. Les maux du gouvernement ne sont engendrés que par ses abus »⁵⁰.

C'est à ces nouveaux libéraux que Brownson s'adresse à partir de 1836, lorsqu'il incrimine la politique du laisser-faire des démocrates. Pourtant, dès la crise de 1837, tout en continuant à critiquer le laisser-faire, Brownson se présente, comme tout jacksonien qui se respecte, en ennemi de la Banque nationale, question-clé dans la réflexion du moment sur la politique économique en démocratie, et qui, on vient de le voir, déterminera pour l'avenir les grands courants de la pensée américaine sur le rapport entre l'économie et l'État. Il est donc intéressant de revenir à ce qu'on a appelé la « guerre bancaire » et d'en suivre les étapes au gré des écrits de Brownson, notamment parce que la confusion, l'absence même de recul dont ses réflexions témoignent en la matière, sont un indice éclairant de la difficulté de cette période de transition à s'engager dans une voie définitive.

Lorsqu'en 1837, Brownson retourne à la vie publique avec ses articles du *Boston Reformer*, ses sermons et surtout, après 1838, sa *Boston Quarterly Review*, la crise bancaire bat son plein : Van Buren propose de créer un substitut à la Banque des États-Unis sous la forme d'un Trésor secondaire (*Sub-Treasury*) qui permettrait au gouvernement de déposer son capital dans une institution indépendante du monde de la finance. La crise du veto de Jackson en 1832-1833 est passée, mais Brownson y revient lorsqu'il rédige une histoire des banques pour sa revue. Les questions de l'inflation, du rapport du gouvernement au système bancaire et de la constitutionnalité de la Banque des États-Unis dominent les pages économiques qu'il fait écrire pour la revue. Il se méfie, comme les journalistes du *Free Enquirer*, de la nouvelle économie politique inspirée d'Adam Smith, discipline qui, selon lui, « traite de la question de la production

50. La première formule, constamment reprise par Brownson à partir de 1841, est attribuée à Amos Kendall ; la seconde vient clore le discours du veto (Andrew Jackson, « Veto Message », éd. cit., p. 590).

de la richesse plutôt que du bonheur de la population⁵¹ ». Dans sa défense des classes laborieuses, il met le débat bancaire au premier plan ; il voit dans les problèmes monétaires « la grande question qui divise le pays⁵² » :

La question pour aujourd'hui, c'est la question de la monnaie – qui n'est assurément pas la question la plus intéressante, ni une question de première ampleur ; mais c'est celle qui est la plus pressante⁵³.

La seconde Banque des États-Unis tant controversée est une institution privée au capital de 35 millions de dollars, qui agit depuis 1816 en tant qu'agent fiscal de l'État. Les dépôts publics s'élèvent en moyenne à huit millions. La première Banque avait reçu une charte en 1791 qui a expiré en 1811 après le refus du Congrès de la renouveler. Lors d'une controverse sur son abrogation en 1785-1786, Paine l'avait défendue au nom de l'avantage que tireraient les petits fabricants et commerçants de la prospérité qu'elle créerait dans le pays et de l'investissement que les plus riches seraient amenés à faire dans l'économie nationale⁵⁴. Bien que ses contemporains ne parlent guère du rôle qu'a joué Paine dans cet ancien épisode, Brownson s'en inspire pour analyser l'action d'une banque nationale comme régulateur de la monnaie, dans le sens que lui avaient donné en 1816 ses fondateurs, James Madison et les adhérents du Parti républicain, ainsi que dans un strict respect de la Constitution.

Souvent soucieux de mettre les sujets qu'il aborde dans une perspective historique, Brownson explique que le règne de « l'Argent-Roi » n'a pas toujours été néfaste ; car, en remontant aux débuts du Moyen Âge et à la conquête de l'Empire romain

51. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 485. Voir aussi Frances Wright, *The Free Enquirer*, 16 octobre 1830, p. 406.

52. Orestes Brownson, « Prospects of the Democracy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1839, p. 127.

53. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 499.

54. Thomas Paine, *Dissertations on Government; the Affairs of the Bank; and Paper Money*, dans *The Writings of Thomas Paine*, éd. Moncure Conway, New York, AMS Press, 1967, t. II, p. 133-187. Voir A. Owen Aldridge, *Thomas Paine's American Ideology*, Newark/London, University of Delaware Press/Associated University Press, 1984, p. 265-267.

par les Barbares, c'est grâce à l'acquisition de la richesse que « la population laborieuse [...] a pu s'élever au rang de ses conquérants, et ainsi regagner son indépendance perdue ». Ainsi, Brownson, dans des termes proches de ceux de Paine, prend fréquemment la défense des institutions bancaires qu'il juge nécessaires aux affaires et donc indispensables aux classes laborieuses, « car [celles-ci] ont, dans une certaine mesure, des intérêts en commun avec les affaires⁵⁵ ». Il reconnaît l'existence de cette interdépendance dans le passé, mais il la déplore pour l'Amérique contemporaine dont l'économie domestique a, d'après lui, quasiment disparu et où, dans leur grande majorité, les Américains ont perdu leur autonomie économique :

L'employeur est à présent l'intermédiaire, le capitaliste, le spéculateur, l'intendant ou encore, comme disent les Français, *l'entrepreneur*, qui s'interpose entre le producteur et le consommateur [...] Il s'agit peut-être d'un individu éclairé, honnête et bon, mais il ne peut faire des affaires s'il n'en tire pas un profit⁵⁶.

Hostile vingt ans plus tôt à une banque fédérale monopolisatrice, Brownson se trouve maintenant contraint de constater que les effets de la libéralisation se sont accomplis au détriment d'une économie où aurait régné la justice. Ce qui se produit, c'est que seule une classe moyenne d'entrepreneurs a tiré profit de la dissémination des institutions bancaires. Il constate alors avec amertume :

quelques spéculateurs s'associent, présentent une pétition auprès de leur législature, obtiennent une charte pour leur banque, ainsi que le privilège d'émettre leurs billets [...]; ils sont leur propre banquier; [...] jusqu'à ce que votre État tout entier soit couvert de banques, et le pays inondé de billets de banque⁵⁷.

55. Orestes Brownson, « Our Future Policy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 105-106.

56. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 485.

57. Orestes Brownson, « Our Future Policy », art. cit., p. 106, p. 107. Voir Ray Gunn, *The Decline of Authority: Public Economic Policy and Political Development in New York, 1800-1860*, Ithaca, Cornell UP, 1988, p. 26 et 104-105.

Brownson se fie maintenant à la Banque centrale dite « nationale » pour juguler les poussées inflationnistes produites par une émission anarchique de billets. Il est convaincu que tout papier-monnaie doit être « soumis à une réglementation fédérale », car, d'après la Constitution, seul le gouvernement fédéral a le droit de battre monnaie⁵⁸. Brownson se trouve du même avis que Daniel Webster, le politicien whig qui se prononce aux côtés de Henry Clay lors de la controverse sur le rôle de l'État dans les questions bancaires. L'alternative, selon Brownson, est donc la suivante :

soit le gouvernement fédéral prend la responsabilité de contrôler ces banques dans les États, afin de surveiller leur émission de billets [...], soit ces banques doivent disparaître⁵⁹.

Brownson, pris dans les disputes partisans, juge que si, en 1816, « il était nécessaire de forcer à la reprise du paiement en espèces, il était du droit et du devoir du gouvernement d'agir ainsi », mais que la situation de 1837 requiert une politique différente⁶⁰. Le directeur de la seconde Banque des États-Unis en fonction depuis 1822, Nicholas Biddle, a demandé en 1832 à ce que sa charte soit renouvelée avant que celle-ci n'expire en 1836. Commence alors la « guerre bancaire » qui oppose les financiers de Chesnut Street à Philadelphie à ceux de Wall Street à New York, dans une compétition entre l'élite marchande et les petits entrepreneurs spéculateurs.

La politique menée par Jackson a soulevé, depuis son époque jusqu'à la nôtre, maints débats. Selon le récit historique classique, par son veto au renouvellement de la charte de la Banque fédérale en 1832, Andrew Jackson a grand ouvert la porte au laisser-faire général en permettant aux banques commerciales des États d'émettre leurs propres billets sans être contrôlées par une banque centrale. Les crédits se multiplient, payés en papier-monnaie convertible à la demande en espèces.

58. Orestes Brownson, « Our Future Policy », art. cit., p. 103 ; Alexander H. Everett, « The Currency », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1840, p. 81.

59. Orestes Brownson, « Life and Speeches of Calhoun », *Brownson's Quarterly Review*, janvier 1844, p. 453 ; *id.*, « Our Future Policy », art. cit., p. 103-104.

60. Orestes Brownson, « Life and Speeches of Calhoun », art. cit., p. 454.

La multiplication des transactions se change alors en fièvre spéculative ou « boom », comme ceux que connurent les États-Unis après la guerre de 1812 ou en 1835-1836. Or, les billets émis ont une valeur instable qui dépend des circonstances et de la réputation des banques émettrices. Une perte de confiance dans la valeur des billets cause une panique : les détenteurs de billets se ruent sur les banques afin de les échanger contre des espèces que les banques ne peuvent pas toujours fournir, d'où une interruption des paiements en espèces :

Les banques refusent d'escompter et diminuent la circulation de la monnaie [...]. L'argent se fait rare [...]. Il faut briser les contrats, ou les honorer au prix d'énormes sacrifices [...]. La banqueroute et la faillite s'étendent plus ou moins, selon l'ampleur de la fluctuation, dans toute la communauté commerciale⁶¹.

Le même processus se produit lors des paniques de 1819, 1834 et 1837 ; la dernière est comparée dans les pages du *Boston Quarterly Review* à « une tornade tropicale qui balaie toutes les maisons, des plus solides aux plus instables [...], un véritable *delirium tremens* provoqué par une ivresse bancaire⁶² ».

Les interprétations avancées depuis les années 1950 s'attachent à critiquer le veto jacksonien de 1832, qui a entraîné le retrait des dépôts publics de la Banque des États-Unis en 1833. Bray Hammond voit dans la politique jacksonienne du laisser-faire la cause principale de la crise ; mais il écrit avec l'expérience du New Deal qui a montré que l'État pouvait faire ses preuves en matière économique et sociale⁶³. D'un siècle à l'autre, on assiste ainsi à un renversement idéologique de l'économie politique : alors que dans les années 1830, l'intervention de l'État faisait partie du credo des conservateurs, elle est au cœur des revendications des libéraux progressistes depuis les années 1950, et, dans une grande mesure jusqu'à nos jours. En 1830 comme en 1950, la question était tout

61. *Ibid.* Voir Harry L. Watson, *Liberty and Power: The Politics of Jacksonian America*, New York, Hill & Wang, 1990, p. 36-37.

62. Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p.301.

63. Bray Hammond, *Banks and Politics in America from the Revolution to the Civil War*, Princeton, Princeton UP, 1957.

d'abord politique. La vente des terres publiques a créé un surplus budgétaire fédéral, qui a rempli les caisses des banques de dépôt désignées par Andrew Jackson lui-même et qui leur valent le sobriquet de « banques choyées » (*pet banks*)⁶⁴. La panique à proprement parler fut causée, toujours selon cette version classique, par la mesure prise par le président Jackson pour arrêter cette spéculation : son tort aurait été de faire voter en 1836 la Circulaire sur le numéraire (*Specie Circular*), qui imposa un paiement en espèces pour l'achat de terres publiques et mit fin aux ventes à crédit⁶⁵. Un autre historien, Peter Temin, dédouane et le directeur de la Banque des États-Unis, Nicholas Biddle, et les mesures présidentielles. La panique de 1837, dit-il, est due à « des événements sur lesquels Biddle n'avait aucun contrôle » : le rôle joué dans l'économie américaine par les aléas du commerce extérieur⁶⁶.

De toutes ces supputations, il ressort que, en ce qui concerne le rapport entre démocratie et économie politique à l'époque jacksonienne, les contemporains comme les historiens restent dans une certaine confusion. On est surtout dérouté de ne guère trouver d'analyse qui intègre la question bancaire dans une perspective économique plus large. La raison peut être que les acteurs – whigs comme démocrates, y compris Brownson qui est conscient des insuffisances des analyses et navigue ici et là – ne s'étaient pas vraiment fait une religion sur les choix à faire entre libéralisme économique et intervention de l'État. C'est finalement sur la question de la monnaie

64. Harry N. Scheiber, « The Pet Banks in Jacksonian Politics and Finance, 1833-1841 », *Journal of Economic History*, vol. 23, n° 2, juin 1963, p. 196-214. Pour *pet banks*, nous reprenons la traduction proposée par Jean-Luc Tendil, « Les crises aux États-Unis depuis 1837 : facteurs de renouveau et de redéploiement », *IdeAs*, n° 4, « Crises et effets de crise dans les Amériques », automne 2013, p. 3.

65. Levi Woodbury, Secretary of the Treasury, « Circular from the Treasury that Gold and Silver only be Received in Payment for the Public Lands » (*The Specie Circular*), dans *American State Papers. Documents of the Congress of the United States in Relation to Public Lands, 1835-1837*, Washington, 1861, t. 8, p. 910. Voir Daniel Feller, *The Public Lands in Jacksonian Politics*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984. Voir aussi Arthur M. Schlesinger, Jr., *The Age of Jackson*, Boston, Little, Brown & Co., 1945, p. 363.

66. Peter Temin, *The Jacksonian Economy*, New York, W. W. Norton & Co., 1969, p. 22-23.

(« monnaie de chiffon » ou monnaie métallique?) que le débat est le plus clair, parce qu'il touche plus directement les citoyens consommateurs et travailleurs. En effet, « la caractéristique essentielle d'une monnaie saine, c'est l'uniformité et la stabilité de sa valeur », condition qui ne peut être remplie par une monnaie non métallique⁶⁷. Le *New York Daily Sentinel*, l'organe des Travailleurs de New York, s'exprime par la métaphore socio-politique traditionnelle :

En d'autres termes, afin de limiter l'oppression d'une aristocratie d'argent dénuée de scrupules, on nous impose le despotisme modéré des riches. [...] Eh bien, nous nous opposons à l'aristocratie des banques locales comme au despotisme d'une Banque nationale⁶⁸.

Par ailleurs, et malgré la confusion ambiante, la question de la banque fait son chemin en politique : elle offre l'occasion aux Travailleurs de rappeler le pouvoir du peuple aux urnes dans la lutte contre un congrès qui se croit tout puissant. À partir de 1830, les pages du *Working Man's Advocate* et du *Free Enquirer* invitent les lecteurs à oublier momentanément la question éducative pour se tourner vers la question des banques : « TRIOMPHE GLORIEUX ! La banque vaincue ! Le peuple victorieux ! », lit-on à l'issue des élections municipales de New York en 1834. La lutte contre ces banques qui s'étendent telle « une marée invincible » est ainsi comparée, toujours dans la langue de Paine, à la lutte contre tout despotisme, les banques étant perçues comme « un immense mécanisme d'oppression⁶⁹ ».

Frances Wright insiste tout particulièrement sur la crédibilité de la monnaie, qui doit « fournir un étalon universel, une estimation juste et fixe, à laquelle la valeur de tous les articles puissent se référer⁷⁰ ». Thomas Skidmore va jusqu'à marquer

67. Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p. 298.

68. *The Working Man's Advocate*, 12 avril 1834; *New York Daily Sentinel*, cité dans *The Free Enquirer*, 22 mai 1830, p. 234.

69. *The Working Man's Advocate*, 12 avril 1834; *The Friend of Equal Rights* cité dans *The Working Man's Advocate*, 8 mai 1830).

70. Frances Wright, « Wealth and Money No. 1 », *The Free Enquirer*, 5 septembre 1830, p. 382; *ead.*, « Wealth and Money No. 2 », *The Free Enquirer*, 2 octobre 1830, p. 390; *ead.*, « The Currency », *The Free Enquirer*, 1 octobre 1831, p. 395.

une opposition entre « l'argent vrai » et la « contrefaçon », qui est la base du « profit coupable issu des transactions bancaires »⁷¹. Plutôt que d'offrir un moyen pratique d'échange, l'argent n'est que le « représentant de la richesse ». Wright, de son côté, ouvre la réflexion sur une conception morale du crédit et une vue théorique de la richesse, fondée ou non sur le travail et la production. Son objet est en effet moins de savoir « si notre monnaie en circulation est meilleure ou pire sous la forme métallique ou de papier », que de discuter les notions de richesse et de monnaie « indépendamment de toute pratique existante »⁷². En effet, comme on peut également le lire dans les pages de la revue de Brownson, le travail, et non le crédit, est « la source ultime de la richesse et, nous pouvons ajouter, du bien-être des nations. En fait le système bancaire d'aujourd'hui est un *anti-système de crédit*⁷³ ». Il y va de la définition même de la monnaie, au-delà des critiques plus modérées exprimées par l'économiste et éditeur de Philadelphie, William Gouge⁷⁴. Celles-ci sont adoptées par les Travailleurs et les jacksoniens en général, et défendues par Robert Dale Owen et Brownson plus que par Frances Wright et Thomas Skidmore qui rejettent clairement l'usage du papier-monnaie et n'accordent de valeur qu'à la monnaie métallique, « la seule monnaie nationale » selon la Constitution⁷⁵.

Il s'avère, ce faisant, que les deux débats – sur le système bancaire et sur la monnaie – tendent à se séparer. La plupart des tenants de la monnaie métallique n'ont pas de réelle aversion pour le système bancaire ; c'est à l'émission de billets par des organismes privés qu'ils s'en prennent. William Gouge, le théoricien de l'économie monétaire le plus influent de cette période, est un partisan de la monnaie-or et un adversaire de la Banque nationale ; il considère ces deux positions comme

71. Thomas Skidmore, « New Banks », cité dans *The Working Man's Advocate*, 8 mai 1830.

72. Frances Wright, « The Currency », art. cit., p. 395.

73. *Ibid.* ; Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p. 98.

74. William Gouge, *The Curse of Paper-money and Banking; Or A Short History of Banking in the United States of America*, London, s.n., 1833.

75. Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p. 82

logiquement complémentaires, et même inséparables. Il assure aux Américains que « si la Banque des États-Unis n'avait jamais vu le jour, le soleil n'en brillerait que davantage, les ruisseaux s'écouleraient, et la terre produirait ses bienfaits⁷⁶ ». Brownson, lui non plus, ne rejette pas toute transaction financière ; il est favorable à ce que « le marchand obtienne un prêt afin d'acheter sa cargaison de coton » ; mais il remarque que par le biais du papier-monnaie,

la banque peut fournir des crédits au-delà de sa capacité à les rembourser. Elle cesse [...] de prêter et se met à emprunter et elle dépend ainsi de la réussite des spéculations de ses débiteurs, afin de payer ses créditeurs.

Brownson ne s'attaque donc pas aux banques en tant que telles mais à leur fonctionnement, dont l'échec retombe « non pas sur le spéculateur [...] mais sur le producteur, qui avait échangé ses produits contre les billets de cette banque »⁷⁷. Le *Free Enquirer* renchérit sur le manque à gagner pour l'ouvrier, causé par la dévaluation de la monnaie :

Une émission excessive de billets bancaires élèvera assurément le prix nominal de tous les articles ; et, *excepté le cas où le salaire de l'ouvrier augmente proportionnellement* (ce qui n'est jamais le cas), celui-ci est le premier à y perdre et le banquier le premier à y gagner⁷⁸.

En outre, l'utilisation du papier-monnaie qui offre des possibilités de crédit a des conséquences directes sur le contrôle du gouvernement par le monde des affaires :

Les gouvernements ne peuvent fonctionner sans fonds ; par conséquent ceux qui contrôlent ces fonds ou les sources de leur approvisionnement peuvent contrôler l'action du gouvernement. En liant intimement la fiscalité du gouvernement aux affaires économiques du pays, ceux qui

76. William Gouge, *A Short History of Paper Money and Banking in the United States, to which is Prefixed an Inquiry into the Principles of the System* [1833]. With an introductory essay by Joseph Dorfman, New York, A. M. Kelley, 1968

77. Orestes Brownson, « Our Future Policy », art. cit., p. 106.

78. Anon., « From the New York Daily Sentinel. Bank Chartering and the Currency », *The Free Enquirer*, 22 mai 1830, p. 235.

sont à la tête de ces affaires exercent nécessairement leur contrôle sur le gouvernement⁷⁹.

On reconnaît, dans cette défense du producteur, la clé de voûte de la rhétorique jacksonienne. Mais ce n'est pas tant la rhétorique qui intéresse alors Brownson. S'il s'est tourné activement vers la vie politique en 1837, c'est parce qu'il a été sensible à la misère engendrée par la crise, tout en restant discret sur les conséquences tangibles de celle-ci peut-être parce qu'il partage en cela la pusillanimité typique d'une classe moyenne qui préfère ne pas attaquer l'économie capitaliste de front⁸⁰.

Quoiqu'en taise Brownson, on sait que dès l'hiver 1836-1837, du fait de la montée fulgurante des prix, ceux de la farine en particulier, les New-Yorkais connaissent la famine, et que Manhattan, en février 1837, est en proie à de violentes émeutes. La panique touche la ville en mars et un tiers des salariés perdent leur emploi. Les effets de la crise se font encore sentir un an plus tard : les prix continuent de baisser, l'activité économique stagne, les manufactures de chaussures de Nouvelle-Angleterre, entre autres, travaillent au ralenti quand elles ne se voient pas obligées de fermer.

Les remèdes proposés pour juguler la crise sont fonction de la manière dont on explique leurs causes. De 1837 à 1839, les opinions se succèdent sur la question ; leur caractère parfois contradictoire auquel Brownson essaie de répondre logiquement reflète la difficile conceptualisation du rôle de l'État dans l'économie. Ainsi, du côté whig, Daniel Webster, qui chante les louanges du papier-monnaie dont il voit « l'excellence [car] il s'adapte à la variation des demandes de la communauté », affirme « qu'il est du devoir du gouvernement fédéral de se charger de fournir au peuple une quantité suffisante de papier-monnaie » sans pour autant vouloir réinstaurer une banque nationale⁸¹. À ses côtés, William Cabell Rives de Virginie se fait le défenseur

79. Orestes Brownson, « Prospects of the Democracy », art. cit., p.126.

80. Voir Jonathan A. Glickstein, *Concepts of Free Labor in Antebellum America*, New Haven, Yale UP, 1991.

81. Cité par Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p. 398 et 303-304.

des banques d'État qui gèreraient les fonds publics, à l'image des « banques choyées » tant décrites ; Henry Clay, lui, d'après un auteur anonyme, soutient ouvertement un projet de Banque nationale⁸². Le programme whig est principalement représenté par ces trois voix auxquelles le jacksonien Alexander H. Everett répond dans les colonnes de la *Boston Quarterly Review*. Il leur fait essentiellement trois reproches qui résument la position des démocrates. Le reproche fondamental est celui de la non-constitutionnalité de l'intervention de l'État dans le monde financier. Rappelant le débat qui opposa Thomas Jefferson à Alexander Hamilton en février 1791 sur la constitutionnalité de la première Banque des États-Unis, Everett, comme Brownson, n'a de cesse de revenir sur les droits en matière économique accordés au gouvernement par la Constitution :

Le gouvernement a le droit de régler le commerce avec les nations étrangères, entre les États, et avec les tribus indiennes. Ce sont des pouvoirs spécifiques qui sont conférés dans des buts bien précis, non dans l'intention d'inclure ou de donner le pouvoir de contrôler le commerce ordinaire entre les individus⁸³.

Le pouvoir d'intervention dans le « commerce ordinaire entre les individus » est dévolu au gouvernement de chacun des États, et non au gouvernement de l'État fédéral. Sous-jacente à tous ces débats sur les banques, la monnaie, le commerce, les travaux publics ou l'école se trouve la question constitutionnelle cruciale de la souveraineté des États en ce qui concerne, en premier lieu, la défense des droits de l'individu. Il n'échappe d'ailleurs pas à l'observateur français qu'est Alexis de Tocqueville que ce « grand lien monétaire » a à voir avec « le grand lien législatif »

82. *Ibid.*, p. 305-307 ; anon., « The Currency and the Two Parties », *The Democratic Review*, août 1840, p. 170-171.

83. Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p. 303 ; Orestes Brownson, « Chevalier's Letters », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 215. Sur le débat sur la constitutionnalité de la banque, voir Alexander Hamilton, « Opinion on the Constitutionality of the Bank », 23 février 1791, dans *The Works of Alexander Hamilton*, éd. J.C. Hamilton, New York, C.S. Francis & Co., 1851, t. IV, p. 104 sq. ; Thomas Jefferson, « Opinion on the Constitutionality of the Bank », 15 février 1791, dans *The Writings of Thomas Jefferson*, éd. A.E. Bergh, Washington D.C., The Thomas Jefferson Memorial Association of the United States, t. III, 1905, p. 145 sq.

du Congrès. Tocqueville comprend bien que l'aversion qu'inspire la banque est liée « au grand combat que livrent en Amérique les provinces au pouvoir central » et il attribue cette haine à ce qu'il nomme « l'aveugle instinct démocratique du pays⁸⁴ ».

Ce n'est sans doute pas par aveuglement que les démocrates souhaitent que le commerce soit indépendant des États et réglementé par le seul État fédéral, alors qu'ils accusent les États fédérés de laisser se multiplier les banques et fluctuer la monnaie. Les whigs de leur côté reprochent à la Constitution (c'est-à-dire aux anciens fédéralistes qui l'ont rédigée en majorité) d'avoir confié l'émission de la monnaie au seul gouvernement fédéral⁸⁵. La brièveté, la sobriété des énoncés constitutionnels permet à chacun des partis à la fois de la critiquer et de s'en réclamer. Dans la *Democratic Review*, on peut ainsi lire :

Les whigs prétendent que le Congrès a, par la Constitution, le contrôle absolu sur la circulation de nos billets comme de nos espèces, et que le meilleur moyen d'exercer cette autorité, c'est la création d'une banque nationale. Les démocrates maintiennent qu'aucun département du gouvernement fédéral n'est chargé par la Constitution de régler la monnaie, le Congrès ayant seulement le droit de frapper des *pièces* et d'en fixer la valeur, ainsi que celle des pièces étrangères⁸⁶.

Les autres arguments en réponse à la position whig sont les suivants : le contrôle de toute la monnaie serait soit impraticable, soit il impliquerait un pouvoir sans bornes du gouvernement fédéral, ce qui semble dangereux ; la preuve en est la piètre performance de la Banque de Pennsylvanie dans son rôle de régulateur⁸⁷. D'autre part, explique Everett, la Banque centrale ne gère qu'un dixième des affaires du pays, « elle n'est rien de plus qu'une immense banque », à l'image des banques dans les États. Enfin, c'est la banque elle-même et surtout son

84. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. cit., t. 1, p. 510-501 et 511.

85. Constitution des États-Unis d'Amérique, article 1, section 8 ; Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p. 82.

86. Anon., « The Currency and the Two Parties », art. cit., p. 157 et 170.

87. Orestes Brownson, « Chevalier's Letters », art. cit., p. 216 ; Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p. 304-305.

directeur Nicholas Biddle qui sont à l'origine des paniques de 1833 et de 1837⁸⁸.

L'un des arguments les plus lourds de signification contre la banque est celui, récurrent, des fonds étrangers : « Plus de 8 millions de dollars en actions sont détenus par des étrangers », a déclaré le président Jackson pour justifier son veto⁸⁹. La querelle bancaire n'est donc pas seulement le prétexte d'une réflexion sur les rapports entre le gouvernement et la société ; elle devient l'objet de l'affirmation nationaliste :

La guerre que nous menons contre le système bancaire depuis dix ans est en fait une guerre pour l'indépendance nationale, et le général Jackson, en guerroyant contre la banque, luttait pour la même cause et contre le même ennemi que dans la bataille de La Nouvelle-Orléans⁹⁰.

Quelles qu'en soient les raisons, la Banque centrale est indésirable. Pour trouver un compromis avec les whigs qui réclament sa restauration, les démocrates – et Brownson le fait avec vigueur dans la *Boston Quarterly Review* – adhèrent à la proposition du président Martin Van Buren qui succède à Andrew Jackson en 1837 : celle d'« une séparation complète et totale de la banque et de l'État », par le biais d'un Trésor indépendant⁹¹. C'est en réponse à l'échec de la loi sur les dépôts de juin 1836 et de la Circulaire sur le numéraire qui a suivi, interprétées comme étant en partie responsables de la crise de l'année suivante, que le nouveau président démocrate présente à plusieurs reprises au Congrès son projet d'une caisse indépendante de dépôts pour les fonds publics, le « Trésor secondaire »⁹². Ce projet est sans conteste, d'après Brownson et ses amis démocrates, « la mesure la plus importante proposée par notre gouvernement

88. *Ibid.*, p. 310-311 et 312-315.

89. Andrew Jackson, « Veto Message », éd. cit., p. 576.

90. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1839, p. 494. « Le même ennemi » désigne le Royaume-Uni.

91. Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p. 101.

92. Martin Van Buren, « Third Annual Message », 2 décembre 1839, dans *Compilation of the Messages and Papers of the Presidents*, éd. cit., p. 542 et 550. Voir aussi Martin Van Buren, « Special Session Message », 4 septembre 1837, et *id.*, « First Annual Message », 5 décembre 1837, dans *ibid.*

depuis qu'il existe. Elle constitue aujourd'hui, et sans doute pour quelque temps encore, la question principale de la politique fédérale⁹³ ». Le rôle qui lui est attribué est, selon la définition de Brownson, celui « d'assurer la collecte, la garde et le déboursement des fonds publics sans recours aux banques⁹⁴ ».

L'enjeu est avant tout politique : il s'agit de dissocier les intérêts du gouvernement de ceux des banques, d'empêcher le gouvernement d'être mêlé aux transactions engagées par des individus. Malgré la déception que lui a un temps causée la politique de Van Buren, qu'il jugeait « incompetent », Brownson se lance dès le premier numéro de la *Boston Quarterly Review* dans une apologie du projet du successeur du président Jackson⁹⁵. Le Trésor indépendant que prône Van Buren limitera l'ingérence du gouvernement dans les affaires privées des citoyens, permettant ainsi d'atténuer tout pouvoir excessif du gouvernement. Le seul et unique remède est donc une « complète et entière séparation entre la banque et l'État », ce qui aura pour conséquence, dans la logique smithienne défendue par les démocrates, « la libre compétition en matière financière et l'abolition de tous les privilèges exclusifs qui sont aujourd'hui associés à ces affaires⁹⁶ ». Contrairement au projet de banque nationale, cette solution a l'avantage, selon les démocrates, d'être en accord avec la Constitution ; l'expression « Trésor constitutionnel » est d'ailleurs utilisée. L'auteur anonyme rappelle dans les colonnes de la *Democratic Review*, l'ancienne proposition de Thomas Jefferson d'une caisse qui ne recevrait

que de l'or et de l'argent, seule monnaie reconnue par la Constitution, et qui ne servirait ni à des paiements, ni à des prêts, mis à part ceux permis par la loi [...] ⁹⁷.

93. Orestes Brownson, « Sub-Treasury Bill », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1838, p. 333.

94. *Ibid.*, p. 334.

95. Sur l'incompétence de Van Buren, voir Orestes Brownson, « Address to the Democratic Voters of Massachusetts », *The Boston Reformer*, août 1836.

96. Alexander H. Everett, « The Currency », art. cit., p. 101 et 104.

97. Anon., « The Currency and the Two Parties », art. cit., p. 170-171.

Car l'un des reproches adressés à la Banque nationale est précisément l'usage inconstitutionnel qu'elle a fait de l'argent mis en dépôt chez elle⁹⁸. Aux arguments constitutionnels exposés en faveur de cette solution démocrate, les whigs répondent par une critique apparemment financière: d'après Daniel Webster, qui prend, comme les démocrates, la défense des petits entrepreneurs, cela « détruirait le système de crédit » en réduisant grandement la circulation de la monnaie, ce qui aurait pour conséquence une chute des prix. D'après Henry Clay, qui emploie également des arguments démagogiques, le défaut d'une caisse indépendante serait de créer deux monnaies, une réservée au gouvernement, et une autre, moins fiable, réservée au peuple⁹⁹.

Brownson finit par s'apercevoir que ces arguments, qu'il a crus désintéressés comme il l'est lui-même, sont de nature partisane et électoraliste. Après 1840, déçu par des élections défavorables au parti qui a sa préférence, il opère un complet retournement d'opinion. Après avoir adhéré sans réserve au projet démocrate, il en dénonce maintenant l'hypocrisie: « Le Trésor secondaire tel qu'il fut proposé par Van Buren [...] constituait une véritable parodie de loi », car il n'était pas accompagné d'une limitation de la monnaie aux seules espèces [métalliques], permettant ainsi aux impôts d'être perçus en billets et aux banques de jouer le même rôle qu'auparavant¹⁰⁰. Les problèmes du tarif douanier et du domaine public, directement liés à la question bancaire, ne feront qu'accroître la teneur partisane des désaccords.

98. Orestes Brownson, « Sub-Treasury Bill », art. cit., p. 345 et 349.

99. Anon., « The Currency and the Two Parties », art. cit., p. 171-173.

100. Orestes Brownson, « The Baltimore Convention », *Brownson's Quarterly Review*, avril 1844, p. 264.

Chapitre 6

Engager la lutte de « l'homme contre l'argent »

Il arrive aujourd'hui aux États modernes de « vendre leurs meubles » ou leurs propriétés foncières. Il y a cent soixante-quinze ans, cela a été fait par l'État fédéral américain, qui, en mal de moyens pour rembourser ses dettes, a cherché des ressources dans la vente par lots du domaine public. Les proportions entre aujourd'hui et naguère sont incomparables, de même que les contextes économiques mondiaux sont hors de tout parallèle possible. Mais pour ce qui est de la question de l'endettement des États et de leur implication dans l'économie du pays, ainsi que de leur responsabilité dans le bien-être de leurs populations, les solutions apportées par les politiques ont rarement coïncidé avec les fins de la démocratie. C'est au nom de celle-ci surtout que, dans la Jeune République américaine, les partis s'affrontent sur le meilleur moyen de payer les dettes publiques.

Dès la fin de la guerre d'Indépendance, les États-Unis ont eu besoin d'argent. Sur les treize États issus du conflit avec la Grande-Bretagne, seuls sept (le Massachusetts, le Connecticut, l'État de New York, la Virginie, les Carolines du Nord et du Sud et la Géorgie) disposent de terres à l'ouest qu'ils peuvent vendre pour soutenir le budget des États et surtout pour honorer les dettes de guerre¹. Les premières opérations permettent

1. Daniel Feller, *The Public Lands in Jacksonian Politics*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984, p. xii, 3 et 6.

l'entretien d'écoles publiques dans chaque commune. Plus tard, la dette de 127 millions de dollars, contractée durant la guerre de 1812, sera liquidée en vingt ans. Cet argent, l'État fédéral l'a obtenu par des taxes douanières protectionnistes et par la vente des terres publiques. Dans les années 1830, la dette a été remboursée pour moitié. Orestes Brownson et ses contemporains se demandent alors quel doit être le rôle du gouvernement dans la distribution des fonds publics : les a-t-il uniquement en dépôt, ou peut-il en disposer comme bon lui semble ? peut-il les investir dans une institution privée comme la Banque dite « nationale », qui est engagée dans un système de crédit, ou encore les distribuer aux États fédérés afin qu'ils puissent réaliser, selon le Système américain défini par Henry Clay, des travaux publics – construction de routes, de canaux ou de ponts² ?

Le Système américain, programme défendu par John Quincy Adams et Daniel Webster, ne prône pas la distribution des fonds publics à proprement parler, puisqu'il favorise la prise en charge des travaux, non pas par les États fédérés, mais par le seul gouvernement fédéral. Thomas Hart Benton, adversaire principal de la « distribution » des revenus des terres publiques dans les États fédérés, résume son combat par une formule fréquemment reprise par Brownson dans ses articles : faire opposition au projet gouvernemental de « distribution », c'est engager la lutte de « l'homme contre l'argent »³. Mais c'est aussi – Brownson s'en aperçoit assez vite – s'engager dans la grande controverse du droit des États dans le système fédéral. Cette question, sous-jacente à celle de la Banque nationale, est encore plus manifeste s'agissant

2. *Ibid.*, p. 71-72. Voir aussi Naomi Wulf, « “Cette route peut-elle être qualifiée de nationale ? ” : financement fédéral et bien public dans la Jeune république américaine », dans Nathalie Caron et Naomi Wulf (dir.), *Nouveaux regards sur l'Amérique. Peuples, nation, société. Perspectives comparatistes (17^e-21^e siècles)*, Paris, Syllepse, 2004, p. 45-55.

3. Orestes Brownson, « Distribution and the Public Lands », *The Boston Quarterly Review*, avril 1841, p. 235 ; Thomas Hart Benton cité par Orestes Brownson, dans « American Literature », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1840, p. 74 ; Orestes Brownson, « Popular Government », *The Democratic Review*, mai 1843, p. 531. Benton propose non pas la distribution des fonds mais une vente progressive (*graduation*) des terres à des prix bas (cinquante cents l'acre).

des problèmes du crédit et surtout de l'investissement dans les infrastructures nationales, problèmes qui ont été évoqués dès la mise en place d'une constitution pour les États-Unis.

Sujette à controverse dès la fin de la Révolution américaine, l'utilisation de fonds publics pour le financement de travaux dans les différents États avait été néanmoins maintenue et étendue par le gouvernement de Jefferson au début du siècle, lors du vote de la loi *Ohio Enabling Act* de 1802, soutenue par le ministre du Trésor Albert Gallatin⁴. Le produit des ventes des terres publiques reste modeste jusqu'au lendemain de la guerre de 1812-1815. Ensuite, l'expansion du territoire américain, principalement par spoliation des terres indiennes après les dures expéditions menées par le général Andrew Jackson contre les Seminoles en Floride, contre les Creek en Géorgie et en Alabama, et au Nord par le général William H. Harrison contre la confédération indienne de l'Ohio, permet à l'État fédéral de se rendre maître de milliers d'hectares à l'ouest des anciennes colonies. Ces conquêtes territoriales s'accompagnent d'une hausse des prix fonciers, qui marque le début d'une fièvre spéculative à laquelle la crise de 1819 met une fin brutale⁵.

Parallèlement se pose la question de l'infrastructure de l'espace national. La paix de 1815 place les travaux publics au centre de la scène politique. Ils sont défendus par des personnalités aussi opposées que Henry Clay et John C. Calhoun. Si l'intérêt porté par Henry Clay à l'intervention de l'État dans les affaires économiques ne surprend pas lorsqu'on connaît sa carrière whig des années 1830, il est plus étonnant de découvrir son approbation par John C. Calhoun, le défenseur des droits du Sud⁶. En fait, au lendemain de la guerre de 1812, Calhoun, sénateur de Caroline du Sud, est surtout motivé par son souci

4. Daniel Feller, *The Public Lands in Jacksonian Politics*, *op. cit.*, p. 9.

5. *Ibid.*, p.14, 15 et 19.

6. Pour Brownson, ce qui justifie ce passage du nationalisme au sectionnalisme, c'est le « pragmatisme » du sénateur Calhoun, qui a compris, en 1816, que les « effets de la guerre », nécessitaient un gouvernement fort (dans « Calhoun's Life and Speeches », *Brownson's Quarterly Review*, janvier 1844, p. 456-457). Sur Calhoun et la guerre, voir Steven Watts, *The Republic Reborn: War and the Making of Liberal America, 1790-1820*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 1987, p. 314-318.

de défendre la nation américaine. Comme nous le rappelle Brownson, admirateur de ce « sénateur distingué », l'un des rôles que Calhoun attribue au produit de la vente des terres publiques est la défense nationale grâce au développement de la force navale : Calhoun considère que « l'encouragement et la protection du commerce et de la navigation sont les principaux devoirs extérieurs de l'Union et il souhaite que cela ne soit jamais perdu de vue⁷ ». Car l'éventualité d'une guerre avec la Grande-Bretagne, « la rivale manufacturière », reste constamment à son esprit et vient s'ajouter à l'évocation de la guerre bancaire comme d'une nouvelle guerre d'indépendance.

Le financement des travaux publics pose tout particulièrement la question de l'intervention de l'État fédéral dans l'économie des États fédérés et des entreprises individuelles, et c'est sur ce sujet que s'opposent les deux partis, whig et démocrate. Les whigs sont partisans d'un État fort et paternaliste qui prenne en charge le financement des travaux dans les États. Le Système américain préconisé par Henry Clay s'appuie sur l'action de l'État dans l'économie nationale. Il sous-tend une politique économique protectionniste qui favorise le marché intérieur et le développement de travaux publics financés par le gouvernement central au moyen des tarifs douaniers et des monopoles financiers et économiques, tels que la banque nationale et les différentes sociétés commerciales. Pour sa part, en bon partisan du laisser-faire démocrate, Brownson voit dans le Système américain un « système protectionniste ou restrictif » qui « s'oppose à l'esprit libéral des temps modernes » ; il voit la « politique la plus inique et la plus ruineuse qu'il soit possible de concevoir »⁸. Il énonce ces critiques à la veille des élections de 1844, auxquelles James Polk et John C. Calhoun se portent candidats. Il dénonce la politique incohérente, en ce qui

-
7. Orestes Brownson, « The Distribution Bill », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1842, p. 97. L'article est un commentaire de *Speech of Mr. Calhoun, of South Carolina, on the Distribution Bill, in the Senate of the United States*, 24 août 1841. Voir *Speeches of John C. Calhoun: delivered in the Congress of the United States from 1811 to the present time*, New York, Harper & Brothers, 1843, p. 447.
8. Orestes Brownson, « Life and Speeches of John C. Calhoun », art. cit., p. 460; *id.*, « The Protective Policy », *Brownson's Quarterly Review*, octobre 1844, p. 495.

concerne la place du gouvernement dans l'économie, de leurs prédécesseurs Andrew Jackson, Martin Van Buren ainsi que William H. Harrison et John Tyler :

En matière de politique restrictive, les amis de Monsieur Van Buren ne diffèrent pas, en principe, de ceux de Monsieur Clay. Nous pensons que Monsieur Van Buren a toujours été en faveur du tarif ; il a voté pour le tarif de 1828, cette « loi des abominations »⁹.

Tout comme il dénonce *a posteriori* l'hypocrisie du « Trésor secondaire » proposé par Martin Van Buren, Brownson fait ressortir le caractère opportuniste des mesures économiques de la présidence d'Andrew Jackson. Il est en effet remarquable que, tout en calquant l'idéologie du Parti démocrate sur celle du laisser-faire, la position d'Andrew Jackson concernant le tarif et les travaux publics reste floue, recouvrant une position plus favorable à l'interventionnisme fédéral qu'il ne veut le laisser croire. Son premier message au Congrès n'offre qu'une tiède dénonciation des travaux publics et une politique des tarifs confuse, en même temps qu'une nette défense de la distribution de l'excédent budgétaire :

Chaque membre de l'Union, en temps de paix comme en temps de guerre, bénéficiera de l'amélioration de la navigation intérieure et de la construction de routes dans les différents États. Faisons en sorte de réaliser ce bénéfice d'une manière satisfaisante pour tous¹⁰.

En outre, lors des élections de 1824, Jackson a adopté une position ouvertement protectionniste aux côtés de Henry Clay et de William Crawford, position que le tarif douanier dit « des abominations » de 1828, puis le compromis de 1833 viennent confirmer¹¹.

9. Orestes Brownson, « The Baltimore Convention », *Brownson's Quarterly Review*, avril 1844, p. 480. Les partisans d'un tarif douanier élevé sont également les défenseurs du Système américain.

10. Andrew Jackson, « First Annual Message », 8 décembre 1829, dans James D. Richardson (éd.), *A Compilation of the Messages and Papers of the Presidents*, [New York], Bureau of national literature, 1908, t. II, p. 451-452.

11. Daniel Feller, *The Public Lands in Jacksonian Politics*, *op. cit.*, p. 119 ; Frank William Taussig, *The Tariff History of the United States*, New York, Putnam, 1931, p. 74 et 86.

Est-ce par pur opportunisme politique que Andrew Jackson prend position contre les partisans de John Quincy Adams en s'opposant au Système américain, ou bien est-il réellement favorable à la non-intervention de l'État en matière économique ? Le discours qui accompagne son veto au projet de construction d'une route entre Maysville et Lexington éclaire sa pensée sur le rôle du gouvernement fédéral en matière de financement de travaux publics : Jackson ne s'oppose pas aux travaux publics en tant que tels, mais à la manière d'y contribuer¹². En rappelant que Thomas Jefferson avait été favorable au financement de la route de Cumberland et que, sous James Madison et James Monroe, des lois avaient été votées à cet effet, Jackson présente un avis plutôt vague sur le rôle que doit jouer le Congrès dans la budgétisation des fonds publics ; il oppose le gouvernement fédéral aux gouvernements locaux d'une manière que Brownson juge peu convaincante :

Si le peuple souhaite que la construction des routes et des canaux soit conduite par le gouvernement fédéral, il n'est pas seulement extrêmement opportun mais absolument nécessaire qu'un amendement à la Constitution soit ajouté, qui lui délègue les pouvoirs nécessaires et restreigne son exercice en référence à la souveraineté des États.

Si le peuple souhaite que l'action du gouvernement fédéral soit confinée au crédit budgétaire qui aidera à de telles entreprises en vertu de l'autorité des États, alors [...] l'étendue et le cadre de ces budgets devront faire l'objet d'une régulation constitutionnelle¹³.

Si l'on en croit ces déclarations, toutes les options sont possibles, pourvu que l'électorat soit satisfait. Brownson, en revanche, est intransigeant à l'égard du Système américain. Ses arguments penchent nettement en faveur des États fédérés. Pendant la campagne de 1840, bien qu'il salue les travaux publics et qu'il voie dans la construction de chemins de fer et de canaux un succès pour la démocratie, il s'oppose

12. Voir Andrew Jackson, « Veto Messages », 27 mai 1830, dans James D. Richardson (éd.), *A Compilation of the Messages and Papers of the Presidents*, t. III, éd. cit.

13. *Ibid.*, p. 484.

catégoriquement aux moyens de financement utilisés. Il refuse tout d'abord les travaux effectués par le gouvernement fédéral, contraires à la Constitution, et qui « augmenteraient le népotisme et avaleraient le gouvernement des États¹⁴ ». Il rejette également toute collaboration entre le gouvernement des États fédérés et les sociétés commerciales, par laquelle « le gouvernement est utilisé pour le bénéfice particulier des hommes d'affaires ». Il n'accepte que les « travaux effectués par des particuliers ou par les États eux-mêmes »¹⁵. La conséquence logique de cette argumentation est une opposition absolue à tout financement dérivé du revenu national et c'est ainsi que la position démocrate, à partir de 1832, rejette la « distribution » des terres publiques.

Les arguments avancés dans la revue de Brownson contre la répartition de ces fonds sont en fait, comme pour la banque nationale, d'ordre constitutionnel. Les raisonnements dérivés de la Constitution se font en effet plus présents dans les articles de Brownson postérieurs à 1840. Les whigs ont gagné les élections ; ils font voter une loi en faveur de la « distribution », défendue par le successeur de William Harrison, John Tyler. Brownson reprend et commente les discours de John C. Calhoun au Sénat, contre la répartition des fonds publics dans les États. Il rappelle que la Constitution interdit au Congrès de lever des impôts dans le seul but de les redistribuer. En effet, les pouvoirs du Congrès se « limitent à lever la quantité d'impôts nécessaires pour s'acquitter des fonctions constitutionnelles du gouvernement¹⁶ ». Les défenseurs du projet de distribution, eux, citent le droit du Congrès à disposer de sa propriété comme bon lui semble, arguant du fait que l'État fédéral américain n'est pas le propriétaire mais l'administrateur de ces terres publiques. Le gouvernement fédéral n'en dispose que pour payer la dette

14. Orestes Brownson, « Answer of the Whig Members of the Legislature of Massachusetts, constituting a Majority of both Branches, to the Address of his Excellency, Marcus Morton, delivered in the Convention of the two Houses, Jan. 22, 1840 », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 252.

15. *Ibid.*

16. Orestes Brownson, « Distribution and the Public Lands », art. cit., p. 107. La référence à la Constitution des États-Unis est à la section 8 de l'article I.

publique contractée par la guerre révolutionnaire, notamment auprès des États fédérés¹⁷.

Il s'agit alors de définir, selon Calhoun, en quoi consiste le « domaine public » : serait exclu de la définition de « terres publiques » – en d'autres termes les terres cédées par les différents États au lendemain de la Révolution –, tout le domaine inclus dans les territoires de l'Iowa et de la Floride, les territoires situés à l'Ouest du Mississippi – Missouri, Arkansas, Louisiane – ainsi que les États du Mississippi et de l'Alabama¹⁸. Ces terres ont été achetées, soit à la France ou à l'Espagne, soit aux tribus indiennes, « avec les fonds des États-Unis » : cette portion appartient aux États-Unis et non pas aux États particuliers. Elle ne peut donc pas être administrée de la manière décrite plus haut. Le danger, selon Calhoun, réside dans le fait que soit abandonné le droit des États à la distribution au profit du pouvoir du Congrès de distribuer les profits dérivés des terres publiques aux différents États en toute liberté.

Au-delà de la Constitution, ce sont les Articles de la Confédération – la première constitution des États-Unis naissants – qui viennent appuyer l'argumentaire du sénateur de Caroline du Sud, dans sa défense de la souveraineté des États contre un Congrès fédéral tout-puissant. Fédération d'États indépendants ou nation indivisible ? La question est au cœur d'un grand débat entre Daniel Webster et Robert Hayne en janvier 1830. Les arguments à l'encontre de la « distribution » sont également d'ordre économique, car elle est perçue comme une « pure perte pour les États-Unis », les terres publiques « ayant coûté plus de 19 millions de dollars », selon Silas Wright, sénateur de New York, qui montre que le coût de ces terres est supérieur au profit de leur vente¹⁹.

La somme distribuée aux États, d'un montant supérieur à trois millions de dollars par an, est critiquée par Brownson à

17. *Ibid.*, p. 114 et 116.

18. *Ibid.*

19. « Speech of Mr. Wright on the Prospective Preemption Bill. Senate of the United States, 27 janvier 1841 », dans *ibid.*, p. 232.

différents égards. Il y voit tout d'abord un faux remède aux dettes contractées par les différents États, car elle encourage le crédit et empêche les États de « trouver en eux-mêmes [...] les moyens de rembourser leurs dettes ». Le risque est en effet que l'État fédéral joue le rôle « d'agent fiscal » chargé de trouver des fonds supplémentaires, rôle dont il s'acquitte en élevant les taxes douanières. Ainsi, la distribution de fonds publics aux États

retire de trois à cinq millions de dollars par an au revenu national, ce qui doit alors être compensé par des taxes supplémentaires à l'importation pour limiter le commerce qui supporte tout le poids des dépenses gouvernementales²⁰.

Brownson reproche au système de la « distribution » d'alourdir les charges du reste de la population pour aider la classe endettée, politique injuste qui « lève un impôt sur le travail, l'industrie, la prudence et l'économie au bénéfice d'hommes qui vivent au-dessus de leurs moyens », accroissant encore les inégalités²¹. « Laissez l'industrie libre et sans chaînes, et les travailleurs obtiendront leur salut par eux-mêmes », car « le meilleur encouragement à l'industrie, ce n'est pas de la soumettre au contrôle des autorités, mais de la laisser libre »²². Liberté pour l'industrie, liberté surtout pour le commerce : Brownson reste partisan du libre-échange, à l'opposé du Système américain protectionniste de Henry Clay, qu'il accuse de vouloir isoler les États-Unis du reste du monde en limitant de manière irréaliste l'économie américaine au seul marché intérieur²³. D'ailleurs, souligne-t-il, la limitation des importations est nuisible aussi au marché intérieur : une « taxe à l'importation est en fait une taxe à l'exportation », parce qu'elle augmente le prix pour le consommateur, ce qui a pour effet la baisse de la consommation²⁴.

20. *Ibid.*, p. 232, 249-250 ; *id.*, « The Distribution Bill », art. cit., p. 215.

21. Orestes Brownson, « Executive Patronage », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 383.

22. Orestes Brownson, « Sub-Treasury Bill », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1838, p. 359 ; *id.*, « Chevalier's Letters », *The Boston Quarterly Review*, avril 1840, p. 223. Le libre-échange est également défendu avec passion dans les colonnes du *Free Enquirer* : « Laissez le commerce tranquille, sans chaînes et sans taxes » (Frances Wright, « Wealth and Money », *The Free Enquirer*, 16 octobre 1830, p. 406).

23. Orestes Brownson, « Calhoun's Life and Speeches », art. cit., p. 461-462 et 464.

24. *Ibid.*, p. 464-465 ; *id.*, « The Protective Policy », art. cit., p. 501-502.

Tous ces arguments ont en fait déjà cours depuis plusieurs décennies, car la « guerre sur le tarif douanier » est aussi ancienne que la Révolution elle-même, dont elle fut l'un des *leitmotive* dans les griefs avancés contre le Royaume-Uni. La « guerre » est relancée lors des débats sur la ratification de la Constitution en 1788-1789, et elle est au centre de l'opposition politique entre Hamilton et Jefferson, c'est-à-dire entre fédéralistes et républicains-démocrates. Elle marquera plus tard les positions respectives des Partis whig et démocrate, ceux-ci étant partisans du libre-échange, ceux-là promouvant le protectionnisme. Le plus fort des affrontements se produit d'abord avec « le tarif des abominations » de 1828, évoqué plus haut, qui produit des taxes atteignant près de 100 %, et qui, d'après le sénateur Calhoun, aurait conduit le Sud exportateur de produits de base et importateur de produits finis, notamment du Royaume-Uni, à la ruine. Puis le conflit est provisoirement étouffé en 1833 par un compromis proposé par Henry Clay qui apaise le Sud. Comme à l'occasion de la vente des terres publiques et comme pour la Banque nationale et les questions monétaires, la guerre sur le tarif douanier met en jeu des conceptions du fédéralisme et de la démocratie divergentes.

Brownson s'intéresse de près à la politique commerciale du pays pendant la campagne électorale de 1844. Il soutient alors Calhoun contre le candidat démocrate, James Polk. Frappé par la similitude des propositions de Polk, le démocrate, et de Clay, le whig, il dénonce l'hypocrisie de mesures protectionnistes qui prétendent favoriser tous les partenaires du marché intérieur, alors que, par définition, il est paradoxal de vouloir créer un tarif discriminatoire et d'offrir en même temps une protection égale à tous les intérêts²⁵. C'est parce qu'il « n'a pas tardé à découvrir » des alliés électoraux dans les États de l'Ouest, que, selon Brownson, « le sagace général Jackson » adopte une politique protectionniste à partir de 1824. Le fameux tarif « du compromis » de 1833, qui établit une taxe *ad valorem* à un taux de 20 %, est considéré par Brownson et les partisans du laisser-faire comme

25. *Ibid.*, p. 494.

le taux maximum de référence acceptable²⁶. Ce taux permet de distinguer un tarif qui vise à renflouer les caisses (*revenue tariff*), tarif douanier « auquel personne n'émet d'objection, d'une valeur moyenne de, disons, 25 % », d'un tarif protectionniste injustifiable. Ce dernier est « limité aux articles étrangers qui font concurrence à des articles similaires, et nuisent à la croissance des manufactures de notre pays », alors que le premier n'est pas limité à certains articles : plutôt que d'imposer lourdement des articles étrangers concurrents de la production locale, il impose « ceux qui entrent largement dans la consommation courante, mais qui ne peuvent être obtenus qu'à l'étranger, comme les vins et la soie de France »²⁷. Ainsi, Brownson ne récuse l'intervention de l'État dans la politique économique que lorsqu'elle enfreint la Constitution en levant des taxes hors du besoin du Trésor et que ces taxes, concernant divers produits, touchent inégalement les États fédérés, ce qui est également contraire à la Constitution. À la place de ces contributions inégalitaires, Brownson verrait plutôt une imposition directe sur la propriété,

seul impôt honorable, juste et sage, alors que le système actuel permet au gouvernement de piller le peuple de manière plus forte et plus étendue qu'il ne le pourrait dans un système de taxation directe²⁸.

Avec cette proposition d'impôt direct, c'est l'intervention de l'État que prône Brownson, mais dans le sens d'un État bienfaisant, soucieux du bien commun et de l'égalité entre les diverses régions du pays. En 1836, alors jeune pasteur unitarien, il s'installe à Boston et adopte, à l'égard de la question-clé des alignements politiques (celle de l'intervention gouvernementale dans la société), une position originale à laquelle il se tiendra désormais. Selon lui, le Système américain

26. Frank William Taussig, *The Tariff History of the United States*, *op. cit.*, p. 105-106; Richard Ellis, *The Union at Risk: Jacksonian Democracy, States' Rights and the Nullification Crisis*, New York, Oxford UP, 1987, p. 166.

27. Orestes Brownson, « Calhoun's Life and Speeches », art. cit., p. 464; *id.*, « The Protective Policy », art. cit., p. 498; *id.*, « Executive Patronage », art. cit., p. 388.

28. Orestes Brownson, *Oration of Orestes A. Brownson, Delivered at Washington Hall, July 5th, 1841*, New York, G. Washington Dixon, 1841.

se résume au laisser-faire. Or, entre le laisser-faire et le libre-échange, « au sens strictement technique du terme », il fait une différence importante. Il honnit le programme en faveur d'une banque nationale de financement des travaux publics par la « distribution » du surplus budgétaire aux États. Il ne déteste pas moins les tarifs protectionnistes, mais le laisser-faire « dépasse le cadre du commerce à proprement parler »²⁹. Les partisans de ce laisser-faire s'imaginent que la « LIBRE CONCURRENCE entre les individus réglera tout, c'est-à-dire qu'elle produira justice, harmonie et bien-être universel³⁰ ». Or, rien n'est moins sûr.

La panique de 1837 puis la crise de 1839 ont amené Brownson à renverser les priorités dans son projet de réforme : le développement moral et l'éducation, qui sont au centre de sa conception de la réforme sociale, doivent suivre et non plus précéder toute action en vue de changer la société. Dès 1838, il critique la « classe des réformateurs » parce qu'ils prennent en compte l'individu et non la société tout entière³¹. La réforme de la société est le corollaire indispensable à la réforme des individus, comme il ne cesse de le répéter aux réformateurs. En outre, agir à l'échelle de la société, c'est lui redonner corps ; c'est, en quelque sorte, revenir à la conception organique du corps social, conception oubliée depuis que l'individualisme a pris un bel essor.

Corps social ou agrégat d'individus, ces deux visions de la société opposent, en France, Benjamin Constant et le comte de Saint-Simon, deux auteurs que lit assidûment Brownson³². À la différence de Constant, individualiste libéral, Saint-Simon « s'emploie à dénoncer l'idée d'une société dont la seule justification serait la protection des individus³³ ». Brownson, quant à lui, sans être totalement gagné par l'une ou l'autre

29. Orestes Brownson, « Brook Farm », *The Democratic Review*, novembre 1842, p. 486.

30. *Ibid.*

31. Orestes Brownson, « Ultraism », *Boston Quarterly Review*, juillet 1838 ; *id.*, « Slavery-Abolitionism », *The Boston Quarterly Review*, avril 1838.

32. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1839, p. 478-480.

33. *Ibid.*

thèse, s'appuie sur les deux dans sa quête d'une démocratie véritable et sa dénonciation de la « prétendue » démocratie.

« The Laboring Classes », texte paru en deux parties, en juillet puis en octobre 1840 dans la *Boston Quarterly Review*, qui à elles seules ont fait la réputation de Brownson, est de part et d'autre sous-tendu par la critique de la démocratie politique, inachevée et inefficace si elle ne recouvre pas l'égalité sociale. Car c'est en termes de classes sociales que Brownson critique les défauts de la démocratie existante. Il identifie les travailleurs aux vrais « prolétaires » (*proletarii*), parce qu'ils sont privés de la terre, du capital et des outils de production. Il fait d'une réforme de la propriété le moyen primordial d'émanciper ceux qu'il appelle, comme les travailleurs des années 1840, les « esclaves salariés » (*wage-slaves*). Il est en faveur d'un changement non pas « interne » de l'individu, mais un changement « externe » du système, qui impliquerait des mesures comme l'abolition du système héréditaire de la propriété. Pour la mise en pratique de ces mesures, Brownson revient à son hostilité au laisser-faire et se fie à l'action du gouvernement, allant à l'encontre des choix que viennent de faire les Travailleurs et les démocrates : « Nous ne croyons pas à ces systèmes qui prétendent élever les classes laborieuses sans faire appel à l'aide du gouvernement³⁴ ».

Le gouvernement est institué pour être l'agent de la société, ou plus précisément, l'organe par lequel la société peut remplir ses fonctions légitimes³⁵.

La différenciation entre gouvernement et société opérée par Brownson s'écarte de la tradition dérivée d'Adam Smith et de Thomas Paine qu'ont adoptée ses contemporains démocrates. La société est bel et bien sa préoccupation majeure, et son amélioration le but de toute réforme. Toutefois, entre gouvernement et société, Brownson voit une interdépendance. Il insiste ainsi sur le rôle que la société doit jouer face au gouvernement : c'est la société qui « dicte la

34. Orestes Brownson, « Social Evils, and their Remedy », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 276

35. Orestes Brownson, « The Laboring Classes », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1840, p. 391.

loi au gouvernement ». Le gouvernement est le résultat de l'organisation sociale et le « serviteur de la société » (« *the agent of society* »). Il n'est pas le « maître de la société », l'action de la société ne pouvant être que « l'action gouvernementale »³⁶. Perspicace et, dirait-on volontiers, prophète, Brownson décèle dans son époque l'émergence du concept de la société moderne telle qu'on la connaît aujourd'hui. Citons Claude Lefort :

Autant il importe de distinguer la société civile de l'État, autant il est vain d'en traiter comme de deux entités séparées [...]. [La société civile] ne s'épanouit que dans la mesure où les libertés civiles s'articulent avec des libertés politiques et où s'avèrent interdépendantes les actions des individus et des collectivités et les décisions de l'administration³⁷.

Pendant deux ans, Brownson poursuit, dans une série d'articles de sa revue, un questionnement sur ce que doit être le gouvernement en démocratie, prenant pour point de départ l'expression de Paine « le gouvernement, au mieux, est un mal nécessaire³⁸ ». Le mal, ce sont les privilèges que le gouvernement a créés et utilisés à son profit. C'est pourquoi ce que « le gouvernement doit faire en premier, c'est de *défaire* » (« *its first doing must be an undoing* »)³⁹. Mais il ne s'agit pas de restreindre le rôle du gouvernement, comme le voudraient les partisans du laisser-faire car, s'il faut d'abord abroger « toutes les lois qui pèsent sur les classes travailleuses », il faut ensuite « voter les lois qui sont nécessaires à l'égalité »⁴⁰. Par le détour de sa polémique imaginaire avec Paine, Brownson s'adresse à ses contemporains démocrates. Leur choix du laisser-faire serait un moyen de réforme insuffisant. Brownson y voit le risque de retomber dans un état de nature hobbesien, fait de concurrence et d'individualisme. Il élabore une conception

36. *Ibid.*

37. Claude Lefort, « La démocratie se lève à l'Est », *Esprit*, décembre 1991, p. 26.

38. Thomas Paine, *Common Sense* [1776], trad. fr. *Le Sens commun*, éd. Bernard Vincent, Paris, Aubier, 1983, p. 66. Sur les différences entre Paine et Smith, voir Carine Lounissi, *La Pensée politique de Thomas Paine en contexte. Théorie et pratique*. Paris, Champion, 2012, p. 464-466.

39. Orestes Brownson, « The Laboring Classes », art. cit., p. 391.

40. *Ibid.*

du gouvernement qui constituerait un « grand bien »; car il permettrait aux individus d'être « réunis dans un ensemble, dirigés vers un but commun: le bien commun à tous et le bien particulier de chacun⁴¹ ». Le rôle du gouvernement est double: d'une part il doit « protéger les droits des individus » et d'autre part « forcer les individus à remplir leurs devoirs les uns envers les autres ». Il ne s'agit pas pour le gouvernement de « limiter notre liberté, mais de la garantir ». Un gouvernement fort se fait donc le garant des libertés individuelles, son « but étant de permettre à chaque individu de vivre pleinement suivant sa propre personnalité »⁴².

Il faut ici reconnaître que Brownson est en pleine contradiction. L'État fort qu'il prône est tantôt le garant des droits collectifs et principalement de l'égalité, tantôt le protecteur des droits individuels et de la liberté de chacun. Quoi qu'il en soit, pour ses contemporains, ses idées sont aux antipodes de la démocratie. Van Buren et les démocrates jugent ses essais de l'été 1840 trop « radicaux »; en revanche, O'Sullivan, son confrère de la *Democratic Review*, l'accuse d'être conservateur. Lui-même, d'ailleurs, reconnaît que la solution qu'il préconise relève de l'utopie. « Un dispositif de la sorte n'est pas facile à trouver. C'est cela qui présente la seule véritable difficulté en science politique⁴³ ». De fait, Brownson est de plus en plus méfiant à l'égard du centralisme de l'État fédéral qui ne respecte pas le droit des États et qui favorise surtout les intérêts particuliers par la manipulation partisane de la volonté du peuple. Le seul gouvernement qui puisse avoir un pouvoir fort, on ne le trouvera pas au niveau fédéral. On ne le trouvera que dans les États fédérés.

Au sein de son État, on peut exiger la plus radicale des démocraties et en tant que démocrates nous sommes

41. Orestes Brownson, « Our Future Policy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 83.

42. Orestes Brownson, « The Origin and Ground of Government », *The Democratic Review*, avril 1843, p. 371 et 383.

43. Orestes Brownson, « Social Evils and their Remedy », art. cit., p. 278.

coupables si nous agissons autrement ; mais nous ne pouvons pas l'exiger ailleurs⁴⁴.

La démonstration se termine par une précision qui éclaire définitivement le point de vue de Brownson. À l'issue de l'évolution de sa pensée, dans les années 1840, il est évident que Brownson reste attaché au droit des États fédérés. On retrouve chez lui la distinction faite quelques années plus tôt par Tocqueville pour ses lecteurs français : celle qui dissocie explicitement « la fonction gouvernementale » de l'État fédéral de la « fonction administrative » de l'État fédéré, de sorte que ce que nous appelons la « souveraineté » appartiendrait, selon Brownson et son ami Calhoun, aux États fédérés⁴⁵. Au cours des deux décennies qui précèdent la guerre de Sécession, les questions que se posent Brownson et ses contemporains peuvent sembler purement spéculatives, au mieux juridiques. Mais, de fait, elles touchent au cœur même de l'union fédérale, donc de l'enjeu que représente la relation entre les États et l'État fédéral. Celle-ci est vitale pour la nation américaine, comme le montre la guerre que déclenchera, en 1861, l'élection du républicain Abraham Lincoln. Mais, dans les années 1840-1860, Brownson n'oublie pas quel est son objectif principal : établir, aux États-Unis, une démocratie qui assure une égalité des droits individuels comme collectifs. L'un des premiers de ces droits, le droit de propriété, fait toujours question.

44. Orestes Brownson, « Our Future Policy », art. cit., p. 95.

45. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, t. I, p.153-154.

Chapitre 7

Qui êtes-vous, pasteur Brownson : un radical ou un conservateur ?

Dans la recherche du bien public qui, toute sa vie, anima le pasteur Brownson, plusieurs voies se sont présentées. Au fil de sa quête, Orestes Brownson se refusa à choisir entre la religion et la politique. Il n'emprunta pas la voie politicienne qui l'aurait conduit à représenter le peuple dont il défendait la cause. Il écarta la plupart des compromis que lui proposaient ses amis réformateurs. Il prononça quelques conférences selon l'usage du moment, fit de nombreux sermons du haut de sa chaire, mais c'est la plume qu'il privilégia, produisant articles, essais, oraisons. Le regard posé sur l'histoire et sur les écrits d'illustres prédécesseurs tels que Thomas Paine et Thomas Jefferson, il consigna les observations que lui inspirait l'état de la société jacksonienne qui l'entourait, et produisit une réflexion sur ce que devrait être une démocratie idéale, celle dont avaient rêvé, selon lui, les Pères fondateurs.

On ne peut faire de Brownson un philosophe « des Lumières ». Il n'est pas un poète ni un littérateur. On peut avancer, toutefois, qu'il fut un philosophe politique, autant qu'un publiciste pourvu d'une arme tranchante qui faisait de lui un adversaire redoutable. Ses outils principaux se trouvent d'abord dans l'arsenal de la pensée politique, en l'occurrence, dans ce pays qui a hérité de la *Common Law* britannique, l'outil constitutionnel qui est d'ailleurs au centre des conflits de son temps. Car le débat sur la démocratie dans la période jacksonienne est inséparable des polémiques constitutionnelles. C'est en respectant la Constitution qu'on

échappe à la tyrannie de la majorité, explique John Calhoun, qui invoque le droit des minorités dans la tradition jeffersonienne, revue en fonction des enjeux sudistes contemporains. Brownson puise dans ces arguments constitutionnalistes et les interprète comme expressions de la volonté générale dont procède la République. Il invite alors à une redécouverte de l'étymologie de la démocratie : le *demos* athénien, ce n'est pas le règne de la majorité mais « de *tout* le peuple ». En l'absence de la « force motrice » naturelle qui manque à l'homme, c'est la Constitution, originaire de Dieu et non des hommes, qui y pourvoit, écrit-il en s'inspirant, paradoxalement, du monarchiste Joseph de Maistre, pour qui la loi doit « éman[er] d'une volonté supérieure » qui n'est pas « la volonté de tous¹ ».

Cherchant à apporter un semblant de cohérence à une pensée qui semble osciller constamment, Arthur Schlesinger et les commentateurs qui l'ont suivi constatent une coupure radicale dans la pensée de Orestes Brownson : en 1840, au Brownson radical aurait succédé un Brownson conservateur, orientation confirmée par sa conversion au catholicisme en 1844². La réalité est plus nuancée, car, au cours de sa période dite « radicale », il se démarquait nettement du libéralisme démocrate de ses contemporains. Pouvons-nous alors aller jusqu'à dire que cela fait de lui un « conservateur » ? En 1836, Brownson répond lui-même à la question : il n'est « ni conservateur ni radical, mais une combinaison des deux », le rôle du réformateur étant de faire se rejoindre les deux options³.

Il est vrai que Brownson le démocrate partage certains points de vue avec des penseurs conservateurs tels que Edmund Burke, Louis de Bonald ou Joseph de Maistre et que les

-
1. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », *The Democratic Review*, avril 1843, p. 338 et 390; Joseph de Maistre, *Des constitutions politiques et des autres institutions humaines* [1814], éd. Robert Triomphe, Paris, Les Belles Lettres, 1959, p. 17-18.
 2. Voir Arthur M. Schlesinger, Jr., *A Pilgrim's Progress*, Boston, Little & Brown, 1966; Allen Guttman, *The Conservative Tradition in America*, New York, Oxford UP, 1967, p. 78-86; Russel Kirk, *The Conservative Mind: From Burke to Eliot*, 7^e éd., London, Regnery Pub., 2001, p. 213-218.
 3. Orestes Brownson, « Editorial Address », *The Boston Reformer*, 1^{er} juillet 1836.

écoles de pensée dont sont issus ces auteurs, nées du rejet de la Révolution française à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, sont difficilement conciliables avec une pensée et une pratique américaines dites « libérales »⁴. Toutefois, tandis que Brownson critique les bouleversements produits par la Révolution américaine, il reste fidèle aux principes fondateurs qu'il place au cœur de sa conception de la démocratie. On peut ainsi soutenir que Brownson, s'il est libéral dans les principes, est à la fois conservateur *et* démocrate dans la pratique.

Par exemple, s'agissant de l'extension du suffrage, abhorrée par les conservateurs anglo-saxons – Edmund Burke, John Adams ou John Randolph de Roanoke –, Brownson penche du côté libéral, inspiré qu'il est en partie par François Guizot⁵. En revanche, sa conception de l'État et de son rapport au peuple, l'insistance surtout qu'il met à faire reposer l'avenir sur le passé, surtout après 1840, le situent dans la droite ligne des conservateurs britanniques. Comme eux, il éprouve une conscience aiguë de l'histoire. Comme eux, il croit en un ordre transcendant et il le situe dans la Constitution. Il assume, enfin, la conception providentielle de la mission américaine, mission qui passe par l'avènement de la démocratie.

Il serait néanmoins abusif de figer le portrait de Brownson dans la figure d'un conservatisme du vieil âge qui aurait succédé à une jeunesse progressiste. Brownson, né, rappelons-le, en 1803, explique cette apparente contradiction par une dialectique où valeur du passé et progrès se rejoignent dans une conception générale de la démocratie que partagent, en cette première moitié du siècle et sans être aussi explicites ou suffisamment nuancés, beaucoup de « conservateurs aventureux » américains

-
4. Edmund Burke, *Reflections on the Revolution in France* [London, 1791], New York, Penguin, 1984 (*Réflexions sur la révolution de France*, Paris/Genève, Slatkine reprints, 1980) ; Joseph de Maistre, *Essai sur le principe générateur des constitutions politiques*, Paris, Société typographique, 1814 ; Louis de Bonald, *Essai analytique sur les lois naturelles de l'ordre social*, Paris, s.n., 1800.
 5. John Adams, *Defence of the Constitutions of Government of the United States of America*, London, s.n., 1787-1788 ; John Randolph de Roanoke, *Proceedings and Debates of the Virginia State Convention of 1829-30*, Richmond (VA), s.n., 1830.

selon l'expression de Tocqueville⁶. Brownson, homme des contradictions et des paradoxes, nous permet ainsi d'éviter l'écueil de la « pensée unique » qui ne voit dans la démocratie que réforme ou révolution sur table rase ; par lui, on saisit mieux la complexité de l'époque et jusqu'à la complexité du politique même.

L'essence du conservatisme, selon l'un de ses théoriciens, c'est le désir de conserver le passé, de maintenir les valeurs et les traditions anciennes⁷. Pour la conception jacksonienne de la démocratie, le passé joue un rôle éminent du fait qu'il s'agit du moment fondateur de la nation, de la république, et, d'une certaine manière, de la démocratie⁸. La référence première de la volonté démocratique est inscrite comme une prophétie dans les intentions premières des Pères fondateurs. C'est à partir de ces prémices que les jacksoniens tendent vers une idéologie démocratique en progrès en matière d'égalité. « Si je le pouvais, je souhaiterais ne pas effacer le passé. Je l'aime trop », écrit Brownson en 1836⁹. Cette profession de foi introduit les pages du *Boston Reformer*, le nouvel hebdomadaire dont Brownson est le rédacteur en chef à Boston. Lui, qui s'était éloigné de la politique au début des années 1830, se tourne à nouveau quelques années plus tard vers les classes défavorisées, notamment par le biais de la Société pour l'union et le progrès chrétiens, qui tente d'allier une religion à visage humain à une amélioration de la condition des travailleurs, en particulier, sur le plan éducatif. Sans craindre de faire fuir ses nouveaux lecteurs, Brownson dit prendre une distance à l'égard des opinions défendues « sept ans plus tôt » lorsqu'il œuvrait politiquement en faveur de l'éducation des travailleurs. Dans les années 1836-1838, plaque tournante en quelque sorte de son évolution, il revient sur la réforme, le progrès, le passé. Dans

6. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, t. II, p. 316. Voir Marvin Meyers, *The Jacksonian Persuasion: Politics and Belief*, Stanford, Stanford UP, 1960.

7. Russel Kirk, *The Conservative Mind: From Burke to Eliot*, op. cit., p. 7.

8. Jean Baker, *Affairs of Party: The Political Culture of Northern Democrats in the Mid-Nineteenth Century*, Ithaca, Cornell UP, 1983.

9. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

le *Boston Reformer*, il évoque son militantisme pour l'éducation et contre l'emprisonnement pour dettes comme une époque où [il] s'indignait contre le passé et souhaitait en détruire toute trace; [il] voulait détruire la société existante et créer une nouvelle société conçue en fonction de certaines notions de perfection sociale dont [il] rêvait alors¹⁰.

De même, il explique dans les premières pages de la *Boston Quarterly Review*, fondée en 1838, qu'« il fut un temps de ma vie où j'avais le projet d'être un réformateur, un innovateur téméraire, mais ce n'est plus le cas à présent¹¹ ». Cette nouvelle attitude lui vaut d'être associé au romancier contemporain Nathaniel Hawthorne, qui publie ses contes allégoriques dans la *Democratic Review*, la même année où Brownson y contribue. Mais en réalité, Brownson veut pouvoir concilier passé, présent et avenir dans une même démarche qui conduira à la démocratie. Cette recherche l'amène à se trouver en contradiction avec ses anciens amis réformateurs transcendantalistes, Ralph Waldo Emerson au premier chef: « Notre époque est tournée vers le passé », dit Emerson en guise d'ouverture à son célèbre essai, *Nature*, paru en 1836, au moment où Brownson, à son arrivée à Boston, participe au club fondé par Emerson et travaille au *Boston Reformer*¹². Or, comme l'indique le dialogue qui se poursuit entre les deux hommes dans les pages de la *Boston Quarterly Review*, Brownson critique le fondateur du transcendantalisme pour sa conception d'une religion coupée du passé, de ce qu'Emerson appelle « le christianisme historique » fondé sur le culte de Jésus-Christ et non sur l'intuition naturelle¹³. Brownson le félicite

10. *Ibid.*

11. Orestes Brownson, « Introductory Remarks », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1838, p. 4. Voir Walter Hugins, *The Reform Impulse, 1825-1850*, Columbia, University of South Carolina Press, 1972; R.W.B. Lewis, *The American Adam: Tragedy and Tradition in the Nineteenth Century*, Chicago, Chicago UP, 1955, p. 188.

12. Ralph Waldo Emerson, *Nature* [1836], dans *Essays and Lectures*, éd. Joel Porte, New York, Literary Classics of the United States, coll. « The Library of America », 1983, p. 5.

13. Ralph Waldo Emerson, *An Address delivered before the Senior Class in Divinity College, Cambridge, Sunday Evening, July 15, 1938*, dans *ibid.*, p. 49. Voir A. Robert Caponigri, « Brownson and Emerson: Nature and History », *The New England Quarterly*, vol. 18, n° 3, septembre 1945, p. 370.

pour sa lecture personnelle des Évangiles, mais il lui reproche d'oublier le legs de la tradition chrétienne¹⁴. Emerson, pourtant, n'est pas aussi éloigné de Brownson que celui-ci l'imagine ; ce n'est pas tant, comme le veut son interlocuteur, à un rejet du passé qu'invite Emerson qu'à une réappropriation individuelle de l'histoire, qui doit être lue activement et non passivement. Mais Brownson insiste sur ce qu'il présente comme son propre revirement : celui-ci consiste non pas à embrasser totalement le passé, mais plutôt à ne pas l'oublier au cours de l'entreprise réformatrice. Il continue à croire « dans l'infinie perfectibilité de l'homme social¹⁵ ».

Tout ce que je demande c'est que le passé puisse rester le passé et que nous ne gaspillions pas notre énergie en nous efforçant inutilement d'en faire le présent ou l'avenir¹⁶.

Car l'enjeu idéologique consiste avant tout pour Brownson à réhabiliter l'idée de progrès : victime du spectre révolutionnaire, celle-ci doit être dissociée de la notion de révolution, de manière à se la réapproprier dans une acception de la démocratie qui ne rompe pas totalement ses amarres historiques. Selon ses interlocuteurs, selon aussi le moment où il écrit, Brownson conçoit le passé comme un garant de l'ordre social, qu'il associe plus ou moins au progrès.

Brownson conçoit le progrès comme « une loi » qu'il nous faut « non seulement[...]tolérer mais pour laquelle il faut partout œuvrer¹⁷ ». Cependant, s'il attribue la « brillante et grande idée de la PERFECTIBILITÉ DE LA RACE » à Rousseau, Helvétius, Voltaire et Condorcet, il en fait remonter l'origine aux réformateurs Luther et Calvin, l'idée de progrès étant présente, selon lui, dans

14. Orestes Brownson, « Mr. Emerson's [Divinity School] Address », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 510-511.

15. Orestes Brownson, « Democracy of Christianity », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 470.

16. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

17. Orestes Brownson, « Progress, Our Law », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1840, p. 408. Le *Free Enquirer*, qui revendique ouvertement sa filiation avec les Lumières, annonce dès son premier éditorial son « désir de promouvoir la cause du progrès humain » : « Prospectus of *The Free Enquirer* », 29 octobre 1828 ; Orestes Brownson, « Progress of Civilization », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 406.

l'esprit même des paroles du Christ¹⁸. En comparant l'idée chrétienne du progrès avec sa version moderne sécularisée, il s'insurge contre les préjugés qui accablent les réformateurs et qui traitent d'agitateur, de jacobin ou de visionnaire quiconque œuvre pour le progrès de la société. Allant à l'encontre de la majorité des voix qui s'élèvent des Églises de son temps, il voit le progrès comme relevant avant tout de la société et pas seulement de l'individu : « Le vrai sentiment de notre époque est le progrès social », dit-il en se référant aux saint-simoniens, à Robert Owen, à la révolution de 1830 en France et à Jeremy Bentham¹⁹. Le progrès de l'homme ou de l'humanité que prône le clergé ne devrait donc pas se concevoir indépendamment du progrès de la société. À l'instar de Lamennais, dont il s'inspire également, Brownson se refuse à dissocier progrès et christianisme²⁰. Évoquant l'irréligion de la population ouvrière, il constate qu'elle s'éloigne de la religion traditionnelle comme de la libérale. Elle se tourne même vers le libre examen prôné par Abner Kneeland à Boston ainsi que par Frances Wright et Robert Dale Owen à New York : « Il y a quelque dix ou douze ans, il semblait que la cause de la réforme sociale dans ce pays était liée au rejet des Évangiles²¹ ». C'est en réaction à cette désaffection des Églises que le pasteur unitarien de Boston, William Ellery Channing, fait inviter Brownson par son ami George Ripley à venir prêcher pour les classes défavorisées de

18. Orestes Brownson, « Reform and Conservatism », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1842, p. 71-72 (souligné par Brownson).

19. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Christian Examiner*, mai 1836, p. 168. Voir Claude Henri Rouvroy de Saint-Simon, *Nouveau christianisme. Dialogues entre un conservateur et un novateur* [1825], reprint Paris, Hachette, 1977 ; Robert Owen, *A New View of Society*, London, Cadell & Davies, 1813 ; Jeremy Bentham, *An Introduction to the Principles of Morals and Legislation*, London, T. Payne & Son, 1789.

20. Le point de départ de l'article « Democracy of Christianity », art. cit., est le compte rendu de trois ouvrages dont deux de l'abbé de Lamennais, *Affaires de Rome. Mémoires adressés au Pape. Des maux de l'Église et de la société, et des moyens d'y remédier* (1837) et *Paroles d'un croyant. Septième édition, augmentée de De l'absolutisme et de la liberté* (1834). L'abbé de Lamennais, dans l'entourage de Guizot, avait tenté de concilier l'Église et les principes libéraux.

21. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1839, p. 480.

Boston. Channing et Ripley misent en effet sur « l'expérience particulière » de Brownson qui a lui-même traversé une phase de scepticisme lors de son militantisme en faveur des travailleurs²². Sa Société pour l'union et le progrès chrétiens se donnera justement comme but de faire revenir la classe ouvrière dans le giron de la religion en insistant sur les rapports entre réforme et religion, par l'enseignement de « l'Évangile de la fraternité humaine »²³. Il faut en effet montrer que les principes démocratiques d'égalité sociale sont contenus dans les Évangiles chrétiens. Le but est de rapprocher « les masses » de l'Église : dans son sermon *On the Wants of the Times*, il dénonce « la distance entre les riches et les pauvres » que l'on constate dans l'Église, distance illustrée par le prix élevé des bancs d'église qui accentue « le caractère aristocratique des Églises » à laquelle s'attaque précisément un « démocrate » comme Abner Kneeland²⁴.

Parallèlement, Brownson veut faire comprendre aux hommes de religion la nécessité du progrès social et de l'engagement politique en leur montrant le lien qui existe entre réforme et christianisme : « Le christianisme est le credo même du réformateur²⁵ ». Son objet est d'encourager les leaders religieux à se joindre au Parti démocrate, le parti du progrès par excellence, qui mène la lutte de « l'homme contre l'argent²⁶ ». Car il ne faut pas toujours voir dans la réforme sociale « un danger pour la paix civile²⁷ » :

Vous luttez pour l'éducation universelle ? [...] Vous défendez les droits de la femme ? [...] Vous êtes pacifiste ? [...] Vous prenez la défense du travailleur ? [...] Vous êtes abolitionniste et désirez

22. George Ripley, « To O.A. Brownson », 26 mars 1834, *Microfilm Edition of the Orestes Augustus Brownson Papers*, Notre Dame (IN) University of Notre Dame Archives Publication, 1966, Roll 1.

23. Orestes Brownson, *Discourse on the Wants of the Times, Delivered in Lyceum Hall, Hanover Street, Boston, Sunday, May 29, 1836*, Boston, James Munroe, 1836, p. 18.

24. *Ibid.*, p. 7 et 10.

25. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 482.

26. *Ibid.*, p. 485, 508 et 515 ; Orestes Brownson, « Prospects of the Democracy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1839, p. 125.

27. Orestes Brownson, « Progress, Our Law », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1840, p. 403.

libérer les esclaves ? [...] Nous vous avons donné des raisons de soutenir le parti de la démocratie²⁸.

On voit bien ici l'ambivalence du projet de Brownson et la difficulté qu'il y a à le situer exactement sur l'échiquier idéologique et politique. Il s'agit pour lui d'une part de promouvoir la réforme sociale auprès des hommes d'Église et ainsi de la présenter comme inoffensive, éloignée des ruptures révolutionnaires, en accord avec les préceptes des Évangiles. Et dans le même temps, il cherche à diffuser la morale chrétienne auprès des travailleurs et des autres catégories de la population les plus sensibles aux paroles des réformateurs.

Quant au progrès, on n'en trouvera pas chez Brownson de conception absolue, mais une notion relative d'un progrès selon le contexte historique : « Les mots changent toujours de teneur suivant les circonstances dans lesquelles ils ont été prononcés²⁹ ». Brownson vérifie son axiome dans l'évolution des partis politiques : en 1838, il rappelle que le Parti whig, « parti de l'immobilisme », en opposition au Parti démocrate, fut le parti du progrès lorsqu'il représentait la classe des marchands en Grande-Bretagne dans la Glorieuse Révolution de 1688³⁰. La notion de « souveraineté populaire », chère au Parti démocrate, doit, elle aussi, être relativisée. En effet, si la souveraineté populaire, « de l'instant où elle fut revendiquée jusqu'à aujourd'hui, [fut] le point de ralliement des amis de la liberté et du progrès », c'est qu'il fallait alors lutter contre la souveraineté des rois et de la noblesse ; mais, les mots « qui contenaient hier la doctrine du progrès, contiennent aujourd'hui une doctrine qui nous ramènerait en arrière »³¹. Brownson, qui « a toujours été avec le parti du mouvement », doit préciser à chaque moment en quoi celui-ci consiste, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de rallier la majorité à ce même mouvement³². Il tente donc

28. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 513-514.

29. Orestes Brownson, « Democracy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1838, p. 48.

30. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 491.

31. Orestes Brownson, « Democracy », art. cit., p. 48-49, p. 53.

32. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 496.

de réconcilier ce qu'il appelle « le progrès » et « l'ordre », « le progrès » et « le passé ». Il revient sur la division de l'humanité en deux tendances, « le mouvement lui-même étant divisé en deux sections » : « l'une, la section radicale, qui recherche le progrès par la destruction ; l'autre, la section conservatrice, qui recherche le progrès à travers les institutions en place et en accord avec elles³³ ».

Brownson partage avec Emerson la conscience d'un lien nécessaire entre conservatisme et réformisme. Le transcendantaliste reconnaît que, pour le sens commun, le passé et l'avenir sont irrémédiablement opposés ; toutefois, il croit en une alliance naturelle du conservatisme et du radicalisme :

Quand nous ne dépassons pas les considérations générales, nous pouvons affirmer sûrement de ces deux antagonistes métaphysiques que chacun est une bonne moitié, mais ne saurait constituer un tout. Chacun dénonce les abus de l'autre ; mais dans une société véritable, chez un homme véritable, les deux doivent se combiner. [...] Partout dans la nature le passé se combine dans chaque créature avec le présent³⁴.

Depuis le début des années 1830, Brownson s'essaie à résoudre la contradiction entre les deux pôles. Il se trouve pour cela, comme ses amis, confronté à la sémantique. Il est conscient que, pour dissiper les malentendus dont il est victime en raison de ses changements apparents, il doit préciser le sens des termes tels que *libéralisme*, *conservatisme*, *radicalisme*, qui sont apparus avec la Révolution française et qui ne commencent vraiment à être en usage que dans les années 1815-1848³⁵. Face aux attaques, Brownson se trouve placé en première ligne du fait de son passé militant auprès de Frances Wright et Robert Dale Owen dans les années 1829-1830 :

En ce qui concerne les accusations de radicalisme que certains ont lancées contre moi et même contre mes détracteurs, je

33. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », *The Boston Quarterly Review*, avril 1843, p. 280.

34. Ralph Waldo Emerson, *The Conservative* [1841], dans *Emerson. Introduction, traduction et notes par Victor Basch*, Paris, La Renaissance du Livre, 1929, p. 102.

35. Immanuel Wallerstein, « Trois idéologies ou une seule ? La problématique de la modernité » *Genèses*, vol. 9, n° 1, 1992, p. 12.

ne peux que remarquer que le même mot prononcé par des parties adverses est souvent, et peut-être généralement, pris dans des acceptions différentes³⁶.

Ce besoin d'éclaircissement se fait sentir jusque dans les colonnes de la *Democratic Review* qui souffre des mêmes accusations et qui tente de dissiper « l'absurdité du cri d'alarme » entretenu par l'emploi indifférencié de termes tels que ceux de « radicalisme » et de « locofocoïsme, de fanny-wrightisme et d'agrarianisme », dont la revue est la victime³⁷. On l'a vu, O'Sullivan défendra tout d'abord son récent collaborateur auprès de lecteurs surpris par la publication d'articles qui ne reprendraient pas l'idéologie du Parti démocrate officiellement représenté par la revue : loin d'attribuer le conservatisme récent de Brownson à une quelconque « inconstance et incohérence » comme l'en accusent certains, il reconnaît sans acrimonie

[qu']au beau milieu des excès du radicalisme spéculatif dont on l'accusa [Brownson] exagérément, il a toujours formulé les idées conservatrices (nous n'employons ce terme que dans son sens positif) qui étaient des points fixes de sa philosophie [...]»³⁸.

Mais l'indulgence de O'Sullivan sera de courte durée. Face au durcissement de la position de Brownson dans les articles ultérieurs, il le renverra de sa revue en décembre 1843.

En fait, ce que Brownson vise à partir de 1836, influencé qu'il est par les doctrines éclectiques de Victor Cousin dont il est le commentateur principal aux États-Unis, c'est la réconciliation des contraires pour la justice et le bien de l'humanité. Victor Cousin correspond avec Brownson, « qui le remercie de lui avoir permis de trouver une base scientifique à sa croyance dans la

36. Orestes Brownson, *Discourse on the Wants of the Times*, *op. cit.*, p. iv ; *id.*, « The Monitor », *Boston Reformer*, 4 août 1836.

37. [John O'Sullivan], « Radicalism », *The Democratic Review*, octobre 1838, p. 99. Dans ces invectives, Frances Wright est appelée par son surnom, « Fanny », d'où le néologisme « fanny-wrightism ».

38. [John O'Sullivan], « Note on "Popular Government" », *The Democratic Review*, mai 1843, p. 537 ; la note suit l'article « Popular Government », signé d'Orestes Brownson. La fameuse remarque de James Russell Lowell sur « Brownson la girouette » résume bien la critique d'incohérence qui est faite à ce dernier par nombre de ses détracteurs et de ses amis, dans James Russell Lowell, *A Fable for Critics*, Boston, Ticknor & Fields, 1864. Voir l'Introduction à ce livre.

nature, Dieu et l'immortalité », tout au long des années 1830³⁹. Sa philosophie inspirée de Hegel revenait à dire que tous les systèmes philosophiques se ramènent à quatre formes fondamentales (l'idéalisme, le sensualisme, le scepticisme, le mysticisme) : le système par excellence, l'éclectisme, consistait à retenir l'aspect positif de chacune de ces formes⁴⁰. Cette philosophie se retrouve en 1836 dans les doctrines récemment adoptées par Brownson qu'il expose dans l'ouvrage *New Views of Christianity, Society and the Church* et qui fondent sa nouvelle approche de la politique :

En politique, comme en morale, en théologie ou en philosophie, nous sommes éclectiques et nous nous réservons la liberté de chercher, d'accepter et de soutenir la vérité et la justice où que nous les trouvions⁴¹.

Contrairement au Royaume-Uni où il existe des conservateurs et des radicaux, et où l'on connaît le chartisme et la lutte des classes, nécessaires dans une société « irrespectueuse des droits et des intérêts du peuple », aux États-Unis, il n'est pas besoin de tels conflits :

Ici, le gouvernement, en ce qui concerne ses fondements théoriques, est institué pour les intérêts du peuple. [...] Il n'y a besoin ni de conservateurs ni de radicaux. Les deux termes devraient être abolis. Ils rendent ennemis ceux qui devraient être amis. Nous voulons des hommes dévoués au bien de l'humanité et rien d'autre⁴².

Dans le « bien de l'humanité », il faut entendre surtout celui qui reste le plus important, à savoir le bien des travailleurs auxquels Brownson assure, même après 1840, lorsqu'il développe une théorie constitutionnelle, qu'il n'a jamais cherché qu'à le défendre, au nom de la justice, du patriotisme et de la religion. À la recherche d'un équilibre entre ces deux

39. Orestes Brownson, « To V. Cousin », 15 novembre 1832, *Brownson Papers*, *op. cit.*, Roll 9.

40. Orestes Brownson, « Remarks on Universal History », *The Democratic Review*, juin 1843, p. 569.

41. Orestes Brownson, *New Views of Christianity, Society and the Church*, Boston, John Munroe, 1836 ; *id.*, « Democracy », *art. cit.*, p. 35.

42. Orestes Brownson, « Editorial Address », *art. cit.*

forces qu'il voudrait fondre en une seule, « une véritable SYNTHÈSE » plus qu'un « éclectisme systématique », Brownson va s'efforcer de toujours accentuer la part de « conservatisme » qui fait défaut chez les « radicaux » et la part de « radicalisme » qui manque aux « conservateurs »⁴³. C'est précisément cette recherche qui lui vaut, selon lui, d'être incompris : « le progrès que nous proposons a offensé les conservateurs et les doctrines conservatrices ont offensé les réformateurs⁴⁴ ».

Ainsi, loin de s'opposer, « le conservateur et le radical devraient être combinés dans le même individu⁴⁵ ». Cette idée, Brownson la met en scène en 1841 dans « Conversations with a Radical. By a Conservative », dialogue pédagogique comme il s'en fait beaucoup à l'époque, mais qui se distingue de la production habituelle de notre auteur⁴⁶. Alors que, traditionnellement, ce genre est la forme idéologique par excellence en ce qu'il impose l'idéologie dominante, Brownson brouille les pistes. Il jette un doute dans l'esprit du lecteur quant à la parenté idéologique de l'auteur de l'article (l'article est signé « par un conservateur »), transformant la convention du dialogue pédagogique, dans lequel le représentant du discours idéologique dominant (que l'on ne peut ici identifier clairement) convainc l'autre de « la règle »⁴⁷.

Reflet de la vie et de la pensée de Brownson, le dialogue entre le radical et le conservateur veut exonérer son auteur de la partialité qui lui est reprochée de tous côtés. Le radical,

43. Orestes Brownson, « Reform and Conservatism », art. cit., p. 68 (souligné par Brownson). Brownson dit s'éloigner de l'éclectisme à la Cousin au début des années 1840.

44. *Ibid.*, p. 69.

45. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

46. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », *The Boston Quarterly Review*, janvier et avril 1841.

47. Claude Lefort donne une explication convaincante du « discours idéologique » : « En tant qu'il se donne comme discours idéologique sur le social, s'extrayant du social, le discours idéologique se développe sous le signe de l'impersonnel, il véhicule un savoir qui est censé surgir de l'ordre des choses. Mais il lui est essentiel de rendre visible la distinction, à tous les niveaux, du sujet qui s'érige de par son articulation avec la règle, qui s'énonce lui-même en l'énonçant, et de l'autre qui n'a pas dignité de sujet, pour n'avoir pas accès à la règle », (*Les Formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique*, Paris, Gallimard, 1978, p. 519).

porteur du « vrai christianisme » qui œuvre pour « les masses laborieuses », est en lutte contre les inégalités et la misère des ouvrières « au visage pâle, enchaînées à leur métier à tisser »⁴⁸. La réforme sociale doit s'accompagner d'une réforme morale, telle que la prêche le conservateur. L'éducation et l'abolition du droit d'héritage sont seules à même de venir à bout des inégalités :

C[onservateur]. Mais mes enfants ont le droit d'hériter de ma propriété. C'est un droit universellement reconnu et sanctionné par la pratique à toutes les époques et dans toutes les nations.

R[adical]. Vous voulez dire, un droit universellement *rejeté* et qui n'est sanctionné par la pratique d'*aucune* époque et d'*aucune* nation⁴⁹.

Alors que le conservateur se présente comme « pur conservateur » (« je n'ai pas une graine de radicalisme en moi »), il découvre un radical d'un genre nouveau : « Vous êtes un radical étrange. Je ne savais pas auparavant que les radicaux pensaient au passé si ce n'est pour le condamner. J'ai toujours pensé qu'ils n'avaient d'yeux que pour l'avenir »⁵⁰. De ce dialogue fictif, il ressort non pas ce que le narrateur conservateur propose, mais une image de la combinaison que souhaite réaliser Brownson. Sans pour autant se référer explicitement aux acquis de la Révolution, Brownson cherche à instaurer un équilibre entre progrès à venir et passé, révolu mais assumé :

Le passé a fait son devoir. Il a fait ce qu'il a pu. Prenons la vérité que nous trouvons dans ses symboles et ajoutons-y toute vérité additionnelle que l'action libre de notre esprit et de notre cœur peut découvrir⁵¹.

Plutôt que le « passé idéal » contenu dans les monuments, les livres, les préceptes moraux, il s'agit de retrouver ce qu'il appelle « le vrai passé », car le passé ce n'est pas l'accumulation de

48. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », janvier 1841, art. cit., p. 9-10.

49. *Ibid.*, p. 13-17 ; *id.*, « Conversation with a Radical. By a Conservative », avril 1841, art. cit., p.140.

50. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », janvier 1841, art. cit., p. 3 et 29.

51. Orestes Brownson, « Progress, Our Law », art. cit., p. 407.

monuments, mais « l'assimilation morale de la vérité⁵² ». C'est-à-dire « uniquement ce qui a été réalisé et qui est devenu partie intégrante de la vie [...]. C'est ce que nous appelons la tradition » :

[la tradition] constitue notre progrès passé, la croissance que nous avons déjà atteinte ; et c'est le point de départ pour un nouveau progrès, pour une croissance encore plus noble⁵³.

La « croissance », elle, n'est pas « la création de facultés nouvelles ou d'éléments nouveaux », mais « l'élargissement de ce qui constituait l'homme à l'origine⁵⁴ ». Brownson se fie à la conception téléologique du progrès dans la tradition chrétienne, qui s'oppose à l'idée moderne d'un progrès sans fin⁵⁵. Sa lecture de l'histoire est ambiguë du fait qu'il emprunte à des sources diverses et qu'il reste vague sur les contenus de ce qu'il expose. Dans sa définition de la tradition, Brownson reprend la pensée d'Emerson sur l'histoire, dans la mesure où sa conception de la tradition, vivante et individuelle, se distingue d'une accumulation historique sans contenu. On y reconnaît également la tentative de réhabiliter le courant burkien de la tradition, aussi antirationaliste soit-il : « [...] nous ne sommes jamais totalement neufs dans ce que nous acquérons ; jamais totalement vieux dans ce que nous conservons⁵⁶ ».

Enfin, sous l'effet de la lecture des cours donnés par le doctrinaire libéral François Guizot en 1828-1829 (auxquels a assisté, entre autres, le jeune Tocqueville), et publiés sous le titre *Histoire de la civilisation en Europe*, Brownson acquiert une conception de l'histoire de la civilisation européenne et américaine qui est celle d'une continuité sans heurts, sans rupture, en un mot, sans révolution. Respectueux de l'importance de la pensée de l'historien de la Restauration et futur homme d'État, Brownson,

52. Orestes Brownson, « Reform and Conservatism », art. cit., p.68.

53. *Ibid.*, p. 63-64.

54. *Ibid.*, p. 64-65.

55. Christopher Lasch, *The True and Only Heaven: Progress and its Critics*, New York, Norton, 1991, p. 17.

56. Edmund Burke, *Réflexions sur la révolution de France*, trad. cit., p. 64. La position de Brownson s'apparente à celle qu'adoptera plus tard Karl Popper dans « Pour une théorie rationaliste de la tradition », dans *Conjectures et réfutations : la croissance du savoir scientifique*, trad. M.I. et M.B. de Launay, Paris, Payot, 1985.

contrairement à son habitude, le cite soigneusement avec notes et références. Comme Guizot dont, selon Pierre Rosanvallon, « le projet [...] est de redonner une unité à l'histoire de France sur la durée, d'en montrer la cohérence dans le cadre d'une intelligence globale du mouvement de la civilisation », Brownson s'efforce de retracer les grands moments de la civilisation moderne, qu'il voit progresser d'une conception de l'État omniprésent face à un individu qui n'est rien⁵⁷. De « l'état sauvage » dominé par les barbares, à l'état de civilisation dont les éléments fondamentaux sont, selon un ordre non chronologique: « l'Église, dépositaire de la civilisation la plus vieille ou sacerdotale »; « la Royauté ou les souvenirs de la Rome impériale »; « le Republicanisme ou les souvenirs de la République romaine »; et « le Féodalisme en germe, qui incarna un nouveau facteur, celui de liberté personnelle »⁵⁸. Le progrès de la civilisation moderne dépend ainsi de l'équilibre entre ces quatre piliers « essentiels au bon fonctionnement de la société⁵⁹ ».

Plus fortement encore que Guizot, qui attribue aux classes moyennes, dont l'émergence politique date des communes du Moyen Âge, un rôle tout particulier dans le progrès de la civilisation, Brownson attribue le « changement [à] l'élévation, [au] progrès et [à] la domination du pouvoir de l'argent, représenté et maintenu par ce que nous appelons la classe des affaires dans la communauté⁶⁰ ». En revanche, il déplore la Réforme qui marque pour Guizot une salutaire séparation de l'Église et de l'État, et lui préfère l'union antérieure de l'Église et de l'État. Cet aspect de sa pensée le rapproche encore d'Edmund Burke, dont il se différencie par ailleurs par sa vision de l'histoire, mouvement hégélien de réalisation d'une idée, alors que pour Burke, elle est avant tout accumulation d'expériences⁶¹.

57. Pierre Rosanvallon, *Le Moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985, p. 195.

58. Orestes Brownson, « Tendency of Modern Civilization », *The Boston Quarterly Review*, avril 1838, p. 211-212.

59. *Ibid*, p. 212.

60. François Guizot, *Essai sur l'histoire de France* [1823], cité par Pierre Rosanvallon, *Le Moment Guizot*, *op. cit.*, p. 196; Orestes Brownson, « Tendency of Modern Civilization », *art. cit.*, p. 227.

61. Edmund Burke, *Réflexions sur la révolution de France*, trad. cit., p. 63-64.

Le gouvernement selon Burke est hérité et non institué ; son histoire est le cumul d'une longue série d'épisodes qui commencent avec la Grande Charte en 1215 et passent par la Déclaration des droits qui fonde les deux chambres sous Guillaume d'Orange et Marie II en 1688. L'histoire burkienne est hors de portée des hommes et ne peut que se conformer à un système immuable. La polémique de Burke avec Thomas Paine nous permet de mieux comprendre que Brownson, plus proche de la pensée de Paine, n'est pas un véritable conservateur. Lisons Burke :

Chaque contrat, dans chaque état particulier, n'est qu'une clause dans le grand contrat primitif de la société éternelle [...] qui relie le monde visible et invisible conformément à un pacte fixé, sanctionné par le serment inviolable qui maintient toutes les natures physiques et morales, chacune dans les places qui leur ont été assignées⁶².

L'histoire selon Paine est vectorisée par un progrès inéluctable bien que soumis à la volonté des hommes :

Il n'y eut, il n'y aura jamais, il est même impossible qu'il existe dans aucun temps ni aucun pays un parlement, une catégorie d'hommes, ou une génération d'hommes, qui ait le droit ou le pouvoir de lier et d'astreindre la postérité jusqu'à « la fin des temps », ou de décider pour toujours comment le monde doit être gouverné et par qui il doit l'être. [...] Chaque siècle, chaque génération, doit avoir la même liberté d'agir, dans *tous les cas*, que les siècles et les générations qui l'ont précédé⁶³.

Lorsqu'il se réfère au passé, Brownson semble tenir à se situer à mi-chemin entre Paine et Burke, c'est-à-dire à retrouver, loin de la table rase préconisée par Paine, le sens de la tradition⁶⁴. Mais sous la plume de Brownson, cette tradition se rattache à la Révolution américaine. Contrairement à Edmund Burke et,

62. *Ibid.*, p. 203.

63. Thomas Paine, *Les Droits de l'homme* [1792], trad. Bernard Vincent, Nancy/Paris, Presses universitaires de Nancy/Ligue des Droits de l'Homme, 1991, p. 35.

64. On retrouve ici la contradiction, relevée ailleurs, au sein même de la pensée de Paine qui « réfute l'opinion de Burke selon laquelle “les morts gouvernent les vivants” » et qui « propose cependant un gouvernement qui ne connaîtra pas de fin » (Élise Marienstras, *Nous, le Peuple. Les origines du nationalisme américain*, Paris, Gallimard, 1988, p. 373).

chez les Français, à Louis de Bonald, lesquels rejettent tous deux l'idée même de révolution, Brownson, à l'instar de Guizot, cherche à l'intégrer dans un schéma de continuité. C'est parce que le passé qu'il veut faire revivre est celui de la Révolution que Brownson oscille entre les deux premiers penseurs, ou plutôt qu'il refuse Paine en semblant se rapprocher de Burke.

Brownson conçoit la Révolution américaine comme le commencement absolu :

Nous prenons le système politique américain comme notre point de départ, nos données primitives, et nous rejetons tout ce qui lui répugne, tandis que nous acceptons et exigeons tout ce qui est essentiel à sa préservation.

On a là l'affirmation que les institutions héritées de la Révolution sont fondamentales en ce qu'elles marquent l'aboutissement d'une longue lutte pour le progrès :

Nous avons accepté de tout cœur le système politique adopté par nos pères. Nous considérons ce système comme l'accomplissement le plus brillant de l'Humanité, comme un système où se concentre tout le progrès passé et qui conjugue les derniers résultats de la civilisation passée⁶⁵.

Il en découle que « le premier devoir des amis de la liberté, de la démocratie, du progrès, c'est de protéger les institutions politiques établies par nos pères⁶⁶ ». Brownson décèle le caractère fonctionnel des discours du 4 juillet qui marquent l'anniversaire de l'Indépendance. Ils sont l'occasion de célébrer, comme on l'a vu plus haut, le caractère national, l'esprit révolutionnaire « du temps des épreuves, pour l'âme des hommes », qui, après avoir donné naissance à « la première république libre du monde », s'est transmis partout en Europe, en France, au Royaume-Uni, en Pologne⁶⁷.

65. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 494.

66. *Ibid.*, p. 498.

67. « These are the days which try men's souls » : la citation du *Sens commun* de Thomas Paine est reprise dans deux des discours du 4 juillet de Brownson (*Le Sens commun*, trad. Bernard Vincent, Paris, Aubier, 1983) ; Orestes Brownson, *An Address, on the Fifty-fifth Anniversary of American Independence Delivered at Ovid, Seneca Co., N.Y. July 4, 1831*. Ithaca, S.S. Chatterton, 1831, p. 4, p. 16 ; *id.*, *An Address, Delivered*

La consécration du moment fondateur n'empêche pas que celui-ci soit également facteur de réforme sociale. Mais, tout en agissant pour un accroissement des droits sociaux et individuels, il n'est pas question de rejouer la Révolution, bien au contraire. Il s'agit de continuer à mettre en œuvre les principes premiers de « nos pères » et ainsi d'« élever les classes laborieuses dans le cadre des limites » prévues par les institutions⁶⁸. Aussi Brownson réfute-t-il l'adéquation entre progrès et révolution, puisque cette dernière est synonyme de désordre : « Notre principe est le suivant : pas de révolution, pas de destruction, mais du progrès », car « nous ne voulons pas voir prêcher le progrès au détriment de l'ordre⁶⁹ ». C'est par opposition à un esprit révolutionnaire que Brownson se considère « conservateur » en 1836 :

J'ai été un vrai révolutionnaire dans mes principes et dans mon esprit. Je suis à présent davantage un conservateur. L'époque de la révolution est passée. Nous vivons à une époque, ou du moins dans un pays, de progrès ordonné et légalisé⁷⁰.

Le progrès et la réforme sont ainsi dégagés de toute suspicion de destruction. Les principes qui sont à la base de la démocratie sont dénués de tout désordre révolutionnaire, Brownson, invitant ses lecteurs à œuvrer « pour *parfaire* et non pas détruire toute institution sociale ». Brownson conçoit l'expérience américaine comme l'aboutissement d'un processus auquel les pays d'Europe ne sont pas encore parvenus :

Ici c'est différent. Ici il n'y a pas d'ordre établi à briser, pas de classe privilégiée à détruire, pas de changements des lois fondamentales à effectuer⁷¹.

at Dedham, on the Fifty-eighth Anniversary of American Independence, July 4, 1834, Dedham (MA), H. Mann, 1834, p. 24.

68. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 494.

69. Orestes Brownson, « Democracy », art. cit., p. 73 ; *id.*, « Education of the People », *The Christian Examiner*, art. cit., p. 163.

70. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

71. Orestes Brownson, *Discourse on the Wants of the Times*, *op. cit.*, p. 21 (souligné par Brownson).

En 1842, Brownson déclare que le vrai réformateur œuvre toujours pour « accomplir le passé, jamais pour le détruire⁷² ». John Calhoun, sénateur de Caroline du Sud, dont la réaction à la politique jacksonienne intéresse Brownson depuis la fin des années 1830, partage ces idées. Et d'ailleurs, pour Brownson, Calhoun offre l'exemple du « vrai conservateur dans son sens le plus complet » : il s'oppose à l'insurrection et souhaiterait « préserver nos institutions dans leur pureté et les administrer selon leur véritable intention et signification »⁷³. D'après le politiste Denis Lacorne, c'est cet esprit conservateur qui est à l'origine de la tendance au xx^e siècle de la lecture « intentionnaliste » de la Constitution⁷⁴. Les intentionnalistes des temps présents, comme le juge William Rehnquist, qui présida la Cour suprême de 1986 à 2004, refuseront toute autre interprétation de la loi fondamentale que celle qu'en donnèrent les Pères de la Constitution en 1787.

À lire les termes très généraux dans lesquels Brownson condamne les désordres révolutionnaires et la destruction des institutions existantes, on pourrait croire qu'il répudie la Révolution de 1776. En réalité, il ne philosophe pas dans l'abstrait. Il vit très intensément son époque, celle qui voit s'affronter sudistes et nordistes, abolitionnistes et partisans du droit des États à régir leur société. C'est en partie par aversion pour le désordre et l'excès que Brownson, dans les années 1830, s'en prend au mouvement abolitionniste et notamment à l'action menée par la Société anti-esclavagiste américaine (*American Anti-Slavery Society*) : « Ils ne respectent pas le gouvernement dans son essence⁷⁵ ». Il pose la question de l'adéquation des méthodes et des revendications au droit à la rébellion des abolitionnistes proches de William Lloyd Garrison – un droit inclus dans l'histoire de la République américaine depuis la

72. Orestes Brownson, « Reform and Conservatism », art. cit., p. 60.

73. Orestes Brownson cite Calhoun dans « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 395-396.

74. Denis Lacorne, *L'Invention de la république. Le modèle américain*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1991

75. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 493.

déclaration d'Indépendance. Or, dès 1831, et bien qu'il soit partisan d'abolir l'esclavage, Brownson dénonce les principes et la stratégie du mouvement abolitionniste. L'action des garrisoniens « immédiatistes » tend en effet à se durcir au cours de la décennie. La Société anti-esclavagiste américaine rédige une charte en 1833, et elle use de méthodes communes à tous les mouvements réformateurs, notamment la diffusion massive de tracts (plus de 75 000 entre 1835 et 1838), financée par les frères Tappan, de riches marchands qui soutiennent principalement la cause de la secte évangélique par d'importants subsides⁷⁶. Des pétitions sont adressées au Congrès. Ces méthodes rencontrent un certain succès populaire : en 1838, les abolitionnistes rassemblent plus de 400 000 signatures. Cependant, la méthode des pétitions, censurée par le Congrès en 1836 par « la règle du bâillon » (*Gag Rule*) – qui fait scandale –, ne recueille pas non plus l'assentiment de Brownson.

Que signifient ces milliers de pétitions envoyées au Congrès avec leur sept cent mille signatures, dont une proportion importante sont celles de femmes et d'enfants⁷⁷ ?

Quant aux autres réformateurs, dont ceux qui manifestent en faveur du droit des femmes, ils sont de plus en plus actifs. En 1837, les sœurs Angelina et Sarah Grimké entament une série de conférences en Nouvelle-Angleterre. Brownson semble s'éloigner de ces mouvements radicaux qui ont pourtant été ses premiers alliés. Notamment, il reproche aux abolitionnistes de se mêler des questions d'actualité telles que « l'abolition de l'esclavage dans le District de Columbia », ou la question contemporaine de « l'annexion du Texas »⁷⁸. Il cite *in extenso*, mais sans prendre position, le tract intitulé « Droits humains » (« *Human Rights* ») émanant de la Société anti-esclavagiste américaine, qui provoque un déluge de pétitions. Il est donc d'accord sur le fond, mais reproche aux abolitionnistes de semer

76. Ronald G. Walters, *American Reformers, 1815-1860*, New York, Hill & Wang, 1978, p. 80. Voir aussi Aileen S. Krador, *Means and Ends in American Abolitionism: Garrison and his Critics on Strategy and Tactics*, Chicago, I.R. Dee, 1989.

77. Ronald Walters, *American Reformers, 1815-1860*, *op. cit.*, p. 80-87.

78. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », *art. cit.*, p. 477-478.

le trouble au lieu de poser les problèmes sur la place publique et d'établir un vrai débat :

leur objet n'est pas de discuter [de l'esclavage], mais de l'abolir, et leurs moyens de l'abolir ne consistent pas dans des discussions calmes et rationnelles, mais dans l'agitation, l'excitation de la communauté dont ils attisent les passions [...] ⁷⁹.

Les passions, en effet, éclatent dans les deux bords. Les anti-abolitionnistes déclenchent des émeutes, comme à Boston en octobre 1835, lorsqu'une foule promène Garrison au bout d'une corde. Ces émeutes se multiplient, à Cincinnati en 1836, 1841 et 1843, à New York en 1834 et à Utica en 1835⁸⁰. Jusqu'en 1838, Brownson, malgré son hostilité aux méthodes provocatrices des abolitionnistes, reste de leur côté. À l'occasion d'une autre émeute à Boston, une « émeute de *gentlemen* » typique des mouvements anti-abolitionnistes, il souligne la légitimité de l'action de la Société anti-esclavagiste américaine et la fermeté de ses convictions, même face à la violence. À partir de 1838, alors que se raidissent les méthodes des abolitionnistes, il prend ses distances, mais avec regret :

Nous sommes désolés d'avoir à nous séparer des abolitionnistes. Il y a quelque chose d'excessivement déplaisant dans le fait de s'opposer, même en apparence, aux défenseurs de la liberté⁸¹.

Si l'impulsion qui motive les abolitionnistes – celle qui viserait à « libérer deux ou trois millions d'esclaves⁸² » – est légitime, et s'il a cru un temps en leur lutte pour une liberté de « discussion », Brownson en appelle à présent à la raison et s'oppose à des pratiques qui portent atteinte à la liberté :

79. *Ibid.*, p. 479.

80. Voir Leonard L. Richards, « *Gentlemen of Property and Standing* »: *Anti-Abolition Mobs in Jacksonian America*, New York, Oxford UP, 1970, et Lewis Perry, *Radical Abolitionism: Anarchy and the Government of God in Antislavery Thought*, Ithaca, Cornell UP, 1973.

81. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 496.

82. *Ibid.* Il y avait en 1836, deux millions cinq cent mille noirs en esclavage. Voir Harry L. Watson, *Liberty and Power: The Politics of Jacksonian America*, New York, Hill & Wang, 1990, p. 13.

Les associations, la surveillance sectaire et morale engloutissent rapidement la liberté individuelle et font que l'individu n'est plus qu'un appendice d'une énorme machine sociale, sans esprit ni volonté propre.

Conscient des pressions que ce mouvement exerce sur les deux partis politiques, il se sent obligé de prendre position contre les activistes abolitionnistes. La liberté n'est pas telle qu'ils la définissent; elle se trouve dans le respect des institutions de la république :

En conclusion, nous voudrions ajouter que, selon nous, le premier devoir des amis de la liberté, de la démocratie et du progrès est de protéger les institutions politiques établies par nos pères⁸³.

En s'en prenant aux excès des abolitionnistes qui prennent une place croissante dans son argumentation sur la démocratie, il met une limite au droit d'un peuple à se rebeller, celle d'observer le principe de liberté. Respectueux du passé, mais d'un passé qu'il reconstruit, Brownson prône le retour aux institutions nées de la Révolution, dans ce qu'il nomme « l'esprit de 98 » [celui des « Résolutions de Virginie et du Kentucky » qui soutenaient le droit des États à « nullifier » des lois inéquitables], plutôt que « l'esprit de 76 » [de la déclaration d'Indépendance qui affirme le droit des peuples à se rebeller contre la tyrannie], que cultivent les abolitionnistes.

Les années 1830 sont justement le moment où, avec l'essor de l'industrialisation du Nord, l'expansion vers l'Ouest et le développement de l'économie de plantation au Sud, la question du droit des États sudistes à conserver et développer leur mode de production esclavagiste – comme de leur rôle de fournisseur de matières premières au Nord américain et au Royaume-Uni – se fait plus pressante. Les poussées abolitionnistes des réformateurs et les intérêts des producteurs du Nord entrent en conflit avec le Sud qui s'appuie sur le droit des États à « nullifier » toute loi fédérale (notamment douanière) qui peut nuire aux intérêts d'un ou plusieurs États du Sud. Cela trente ans avant

83. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 498.

la guerre de Sécession, dont personne ne peut imaginer les désastres qu'elle causera. Mais les menaces de « nullification » des lois fédérales par un État vont parfois jusqu'à des pensées sécessionnistes dangereuses pour l'intégrité de la nation.

Orestes Brownson ne semble pas se soucier des conséquences possibles de la position qu'il prend lorsqu'il prête main forte au sénateur sudiste John C. Calhoun. Dans ce débat sur les rôles respectifs de l'État fédéral et des États, la question du maintien de l'esclavage ou de son abolition occupe pourtant la première place. Brownson se dit « opposé de tout cœur » à l'esclavagisme, mais il se sépare des abolitionnistes au nom de la souveraineté des États : « Le Sud nous dit que c'est son affaire et non la nôtre, et que nous n'avons aucun droit de nous en mêler. Le Sud n'a-t-il pas raison⁸⁴ ? » Brownson et Calhoun ne sont pas les premiers à avoir associé l'esclavage et le droit des États. L'argument avait été avancé lors de la rédaction de la Constitution en 1787 ; il jouera un rôle central dans le conflit qui mènera à la guerre de Sécession. La victoire du Nord en 1865 résoudra partiellement le dilemme qu'affrontent Brownson et ses contemporains au sujet de la souveraineté des États : par quelle instance est incarnée la nation ? à qui le peuple voue-t-il sa loyauté ? quel est l'État dont les individus sont citoyens ?

En vertu de leur conception de la souveraineté des États, Brownson et Calhoun décrivent les États tantôt comme « une seule nation », tantôt comme « vingt-six nations indépendantes » :

Nous, les habitants du Massachusetts, n'avons pas plus à nous occuper de la politique intérieure et des institutions sociales de la Caroline du Sud, que de la politique intérieure de la Russie, de l'Autriche ou de la Turquie⁸⁵.

Brownson en déduit que « l'esclavage dans les États n'est pas une institution nationale », c'est-à-dire « une institution sur laquelle le peuple des États-Unis, au sens où c'est un peuple, a

84. Orestes Brownson, « Slavery-Abolitionism », *The Boston Quarterly Review*, avril 1838, p. 242.

85. *Ibid.*

quelque contrôle que ce soit »⁸⁶. Seul l'esclavage dans le District de Columbia et dans les Territoires qui appartiennent aux États-Unis pourrait à la rigueur tomber sous la juridiction des États-Unis. Mais alors, l'abolition de l'esclavage serait le fruit de pressions indirectes, plutôt que celui d'une « concertation de tous les États esclavagistes⁸⁷ ».

Brownson tente ainsi de définir la nature du « droit des habitants des États libres d'interférer avec l'esclavage ». « Quel est ce droit ? », répète-t-il en 1838, tout au long d'un article dont le point de départ est un texte de William E. Channing, *Slavery*, publié deux ans plus tôt, avant de conclure provisoirement que

la vraie question à débattre entre les abolitionnistes et le Sud n'est pas de savoir si l'esclavage est bon, mauvais ou indifférent, mais de savoir si un État peut s'arroger le dessein de changer les institutions d'un autre État et d'adopter une série de mesures spécifiques dans ce but? Là est la question⁸⁸.

Ainsi, l'esclavagisme, comme il arrive souvent dans l'argumentation de Brownson, est subordonné à d'autres questions qu'il considère plus pertinentes quant à la définition de la démocratie :

Tant que nous n'avons pas résolu la controverse sur les droits des États et les droits individuels [...] il est peu judicieux tout comme il est futile de toucher à la question de l'esclavage. Pour le moment, il n'y a pas de garantie, et on ne peut en donner, que l'esclave sera un homme libre même s'il est déclaré libre par les lois. Il faut que cette garantie soit obtenue avant de tenter de l'émanciper⁸⁹.

Brownson conclut d'une manière semblable l'article « Abolition Proceedings », publié la même année, en invitant d'abord ses lecteurs et la classe politique à trouver une solution pour résoudre les inégalités dans le pays avant de songer à émanciper les esclaves qui ne feront que grossir les rangs des « salariés ».

86. *Ibid.*, p. 243-244.

87. *Ibid.*, p. 244.

88. *Ibid.*, p. 246. Voir William E. Channing, *Slavery*, Boston, J. Munroe & Co., 1836.

89. Orestes Brownson, « Slavery-Abolitionism », art. cit., p. 260.

La question de la limite du droit d'ingérence aurait pu également être posée en ce qui concerne les relations avec les Indiens, sujet « qui a pris une importance jamais ressentie auparavant dans notre histoire », mais sur lequel Brownson ne s'attarde pas, si ce n'est pour rendre compte brièvement de la civilisation indienne et de l'entreprise de déplacement (*removal*) des Cherokees par le gouvernement fédéral, votée par le Congrès en 1830. La politique menée à l'égard des Cherokees fait l'objet de nombreux débats entre les whigs et le gouvernement démocrate. Pour une fois, une partie de l'opinion publique a soutenu la cause des Cherokees, comme le reconnaît Brownson :

Des efforts philanthropiques louables sont mis en œuvre pour sa [*i.e.* la nation cherokee] préservation et son développement. Des individus qui agissent de concert avec différentes sociétés, organisées avec la sanction du gouvernement fédéral, travaillent avec énergie et zèle afin d'améliorer la condition morale et intellectuelle de cette variété singulière de la race humaine⁹⁰.

On est encore loin du racisme scientifique, mais on sent chez Brownson l'influence de la conception dix-huitièmiste de l'unité de l'espèce humaine et de ses variantes : par exemple, la « variété singulière » de « l'Indien d'Amérique du Nord n'est pas sans présenter un bon nombre des attributs les plus nobles de l'âme humaine »⁹¹. Comme les philanthropes du moment, Brownson met l'accent sur la nécessité d'une mission civilisatrice encouragée par le gouvernement. En outre, tout en évoquant le désaccord entre le président Jackson et la Cour suprême, il ne s'inquiète pas de la question du droit d'ingérence de la Cour dans les affaires de la Géorgie, qui a réclamé l'expulsion des Cherokees des terrains argentifères, mais il reste pris dans les rets des luttes partisans.

Plutôt que de s'engager sur un terrain glissant, Brownson conclut prudemment que la question de savoir « s'il fallait

90. Orestes Brownson, « Our Indian Policy », *The Boston Quarterly Review*, avril 1839, p. 229.

91. *Ibid.*, p. 231-234 et 254

considérer [les nations indiennes] comme des nations *étrangères* et traitées en conséquence, ne semble jamais avoir été clairement résolue⁹² ». Il ne fait là que mettre en évidence une ambiguïté qui règne depuis les débuts de la colonisation : les Américains disputent simultanément des principes empruntés à la souveraineté anglaise, à la souveraineté indienne et à la souveraineté américaine. Brownson s'empresse d'ailleurs de rejeter la responsabilité des conflits actuels sur les colons anglais :

Le droit de considérer les Indiens comme des nations dépendantes n'est pas né avec le gouvernement des États-Unis. Les autorités coloniales l'ont exercé bien avant qu'aucune forme de gouvernement ne fût conçue dans le Nouveau Monde⁹³.

C'est en vertu d'une critique de ce que l'on pourrait dire « le droit d'ingérence » qui réunit, sous une même rubrique, les questions fiscales et celles de l'esclavage, que Brownson prolonge la pensée souverainiste de Calhoun en appelant à la création d'un parti qui réunirait tous ceux qui souffrent de la centralisation :

Nous appelons à la création d'un parti constitutionnel qui serait composé des plus petits États, des États esclavagistes et de la vraie démocratie du pays ; or, ce que nous entendons aujourd'hui par démocratie, ce sont les vrais amis des droits égaux et du progrès social⁹⁴.

Il en va ici de l'essence même du démocrate. Car « *être démocrate* », ce n'est pas « *se faire appeler démocrate* » : le « vrai parti démocrate », c'est le parti de la Constitution et de l'égalité des droits⁹⁵.

Tout en adoptant une position qui lui a parfois valu l'étiquette de conservateur, Brownson est à la recherche d'un principe qui lui permette de continuer la lutte sociale qu'il n'a

92. *Ibid.*, p. 245 (souligné par Brownson).

93. *Ibid.*, p. 237. Voir Élise Marienstras, « Souveraineté et propriété du territoire de la période coloniale aux débuts de l'ère nationale : conflits et ambiguïtés », *Cahiers Charles V*, n° 5, « Espaces américains », 1984, p. 7-22

94. Orestes Brownson, « Our Future Policy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 90.

95. *Ibid.*, p. 74-75 (souligné par Brownson).

pas abandonnée. Il voit dans le respect du droit des États une des facettes de cette lutte. Il défend les droits des minorités, qu'il ne confond pas forcément avec les droits du Sud, ce en quoi il prend finalement ses distances à l'égard de Calhoun ; il s'élève aussi contre les tarifs douaniers souhaités par l'industrie nordiste, et qui nuiraient aux minoritaires, tant les travailleurs du Nord que les planteurs du Sud :

Ce que nous pensons jusqu'ici atteindre, en exhortant le parti politique aux côtés duquel nous agissons, à être davantage démocratique, nous sommes à présent convaincu qu'on peut y arriver seulement en établissant d'abord un ordre constitutionnel rigide, en ramenant le gouvernement aux vrais principes de la Constitution [...]. Et c'est précisément ce qu'exigent toutes les classes laborieuses dont nous avons toujours pris à cœur les intérêts et que nous pensons toujours défendre⁹⁶.

Les minorités recouvrent des réalités différentes suivant les commentateurs. Par exemple, dans les articles 10 et 51 des *Federalist Papers* de 1788, le terme *minorité* désigne plutôt les « riches possédants et propriétaires » – une élite minoritaire que Brownson dénonce comme usurpatrice d'un pouvoir d'où la vraie majorité est exclue :

Nos démocrates prétendent que les intérêts de la majorité sont en fait identiques aux intérêts de la minorité [...]. La majorité de nos compatriotes sont des travailleurs. Mais le suffrage universel ne garantit pas l'expression de leurs vues, de leurs convictions et de leurs désirs⁹⁷.

Par conséquent, parce qu'il respecte la lettre de la Constitution, tout démocrate « *se doit* d'être un constitutionnaliste⁹⁸ ». L'association entre constitutionnalisme et démocratie, perçues à l'époque comme antinomiques, peut surprendre.

96. Orestes Brownson, « The Distribution Bill », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1842, p. 206.

97. Orestes Brownson, « Social Evils and their Remedy », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 280. Voir James Madison, *Federalist Papers* 10 et 51, dans *The Federalist Papers by Alexander Hamilton, James Madison, and John Jay*, intr. et com. Garry Wills, New York, Bentam Books, 1982.

98. Orestes Brownson, « Our Future Policy », art. cit., p. 89 (souligné par Brownson).

O'Sullivan, par exemple, traite les propos de Brownson d'« antidémocratiques », toute sujétion de la majorité à des « freins conservateurs » participant du principe aristocratique du « gouvernement des meilleurs »⁹⁹. Toujours dans le respect de la Constitution, Brownson laisse la liberté aux « amis des droits égaux » de déterminer dans « leurs États respectifs les mesures qu'ils jugent les plus à même d'émanciper le prolétariat, d'ennoblir le travail et de réaliser l'égalité dans [leurs] relations sociales comme dans [leurs] relations politiques ». Il refuse même la perspective d'empiéter sur les droits des États du Sud en leur imposant la démocratie :

Au cœur de notre État nous pouvons exhorter à la démocratie la plus radicale, et en tant que démocrates nous sommes coupables si nous ne le faisons pas ; mais nous ne pouvons y exhorter qui que ce soit d'autre¹⁰⁰.

Seul un parti constitutionnel, qui agirait en respectant la Constitution, permettrait de gouverner au niveau national, dans le respect des différents intérêts. Le Parti démocrate, lui, ne pourrait être qu'un « parti d'État, un parti restreint dans ses opérations à un seul État¹⁰¹ ».

Mais qu'est-ce que la Constitution ? « La Constitution est notre pierre de touche pour évaluer toute mesure », affirme Brownson¹⁰². Les États-Unis sont-ils une grande nation indissoluble ou une fédération d'États souverains ? la souveraineté réside-t-elle dans les États ou au sein du peuple, tel que le proclame le « Nous, le Peuple » du préambule de la Constitution ? Brownson est écartelé entre ces deux options : dans les années 1830, en pleine controverse sur le tarif douanier et la distribution du surplus budgétaire, il adopte les positions de Calhoun sur la souveraineté absolue des États. Néanmoins, en 1840, au moment des élections présidentielles et de la rébellion de Dorr, il refuse de concevoir la Constitution comme un simple « papier dont on peut disposer » ; elle n'est pas seulement « un

99. [John O'Sullivan], « Introduction » *The Democratic Review*, octobre 1837, p. 4.

100. Orestes Brownson, « Our Future Policy », art. cit., p. 94-95.

101. *Ibid.*, p. 95.

102. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 495.

instrument écrit; elle est au cœur de l'actuelle organisation de l'État »¹⁰³.

Lorsque se crée au Rhode Island un Parti du suffrage (*Suffrage Party*) qui se prépare à remplacer l'ancienne charte royale par une constitution, le Rhode Island se place, selon Brownson, dans l'état de nature, tout en revendiquant l'existence d'un « véritable peuple du Rhode Island » existant préalablement au contrat, ce qui semble contradictoire selon la théorie lockienne. Mais Brownson dénonce la théorie du contrat social car elle

tente de substituer à une véritable solidarité vivante qui donne à la société à la fois l'unité de la vie et la diversité de ses membres, une solidarité artificielle, une unité fictive [...] une jambe de bois plutôt que celle qu'offre la nature elle-même¹⁰⁴.

Avec le cas du Rhode Island, Brownson pose la question qui est au centre, comme l'écrit Claude Lefort, de toute démocratie : celle d'une légitimité qui n'est garantie que par le débat « *sur la légitime et l'illégitime*, nécessairement sans garant et sans terme » et sans garantie d'aucune autorité supérieure¹⁰⁵. La démocratie définie comme le lieu du débat est une idée très moderne, et par essence « antitotalitaire ». Mais quelle est la légitimité de ce pouvoir lorsque, comme l'écrit encore Claude Lefort, en devenant démocratique, il « s'avère n'être le pouvoir de personne¹⁰⁶ » ? Brownson s'inquiète : comment justifier, limiter et guider le pouvoir souverain du peuple s'il émane du peuple lui-même ?

En 1836, l'éducation s'imposait à Brownson comme remède aux insuffisances d'un peuple souverain : « le peuple est souverain ; mais malheureusement, le souverain est mal éduqué,

103. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 273 ; *id.*, « Popular Government », *The Boston Quarterly Review*, mai 1843, p. 534. Sur la rébellion de Dorr, voir le chapitre II.

104. Orestes Brownson, *The American Republic: Its Constitution, Tendencies and Destiny* [1865], Clifton (NJ), Augustus M. Kelley, 1972, p. 66.

105. Claude Lefort, « Les droits de l'homme et l'État-providence », dans *Essais sur le politique, XIX^e-XX^e siècles* [1986], Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points. Essais », 2001, p. 53.

106. *Ibid.*, p. 38.

d'où toutes les difficultés¹⁰⁷ ». Il croyait alors, avec le Parti des Travailleurs et les autres réformateurs, en la possibilité d'inclure tout le peuple dans un projet éducatif plutôt que de réserver l'instruction à une élite ; car sa conception de la démocratie est constamment « de niveler non pas vers le bas, mais vers le haut¹⁰⁸ ». Il en viendra pourtant, tout comme James Fenimore Cooper, John Stuart Mill, François Guizot ou ses adversaires whigs, à se satisfaire de la prééminence d'une élite éduquée – « Il faut qu'il y ait des dirigeants, et il y en aura toujours, quoi que vous disiez¹⁰⁹ ».

Néanmoins Brownson ne défend pas la limitation de la souveraineté populaire par une élite aristocratique. Ses hésitations à ce sujet font apparaître combien il est difficile de croire dans le bien public tout en restant démocrate. Lorsqu'à partir de 1840, il s'oppose à « la souveraineté absolue du peuple », il exhorte à mettre une « limite au pouvoir souverain » et en cela se rapproche du vieux Parti fédéraliste ; mais « il diverge de ce parti qui souhaite limiter [la souveraineté populaire] par l'aristocratie »¹¹⁰. Il faut donc trouver ailleurs les limites nécessaires, car il faut à tout prix un gouvernement, et le pouvoir du peuple par le peuple n'est pas, selon lui, entièrement satisfaisant.

Au président Jackson, qui « considère que le peuple est au-dessus de la Constitution » et proclame la suprématie de la souveraineté populaire, Brownson répond, non pas « *la majorité a le droit de gouverner* », mais, « LA CONSTITUTION *doit gouverner* »¹¹¹. La Constitution est ainsi ce qui fonde la

107. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

108. Orestes Brownson, *Discourse on the Wants of the Times*, op. cit., p. iv ; id., « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 299. L'auteur anonyme de la lettre citée dans l'article « Brook Farm » (*The Democratic Review*, novembre 1842), probablement Elizabeth Peabody (voir chapitre IV), reprend la même expression, p. 491 (« *levelling up, instead of levelling down* »).

109. Orestes Brownson, « The Origin and Ground of Government », art. cit., p. 301.

110. Orestes Brownson, « Bancroft's History », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1841, p. 514-515.

111. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 333 et 347 (souligné par Brownson).

légitimité de tout gouvernement, car il « existe “quelque chose” au-dessus du peuple » : c’est la justice, le droit, en un mot « le SOUVERAIN »¹¹². Un gouvernement constitutionnel, parce qu’il est fondé par définition sur la Constitution, n’a pas besoin de garant extérieur, car c’est « un gouvernement aux pouvoirs limités, contenant en lui-même le pouvoir d’arrêter sa propre action dès qu’il est porté à transgresser ses bornes légitimes¹¹³ ». Ce gouvernement prescrit ses propres modifications : il n’y a pas de changement de la Constitution qui puisse être effectué « en dehors de la manière prescrite par la Constitution elle-même », et c’est cela le gouvernement ou la république constitutionnelle¹¹⁴. Le peuple participe bien à son élaboration, « car l’action humaine doit participer à tout gouvernement sage, juste et légitime », mais il n’est pas à l’origine de cette Constitution, car « une constitution qui émanerait du peuple et dépendrait de sa volonté pour son maintien serait l’équivalent absolu de l’absence de constitution¹¹⁵ ».

Cela implique-t-il une absence totale de liberté ? La Constitution, loin de limiter la liberté, s’en fait la garante. Car la liberté ne consiste pas dans « l’absence de gouvernement, mais dans la présence d’un gouvernement qui la décrète et l’assure¹¹⁶ ». Ce faisant, Brownson recherche un équilibre entre deux libertés telles que, de son côté, les avait définies Benjamin Constant : la « liberté des Anciens » qui implique une participation collective au gouvernement ainsi qu’un « assujettissement complet de l’individu à l’autorité de l’ensemble » et la « liberté des modernes » où l’individu n’est soumis qu’aux lois¹¹⁷. La liberté positive de la participation politique, par opposition au concept de liberté négative contenu dans le laisser-faire, est garantie par la Constitution américaine, écrit Brownson ; elle

112. *Ibid.*, p. 349.

113. Orestes Brownson, « Social Evils, and their Remedy », art. cit., p. 284

114. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 376-377.

115. *Ibid.*, p. 393 ; *Id.*, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 274.

116. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 486.

117. Benjamin Constant, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* [1819], dans *Écrits politiques*, éd. Marcel Gauchet, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Essais », 1997, p. 594.

ne doit pas mener à l'irrespect des droits de l'homme. Il faut voir dans la Constitution non pas une « limitation », mais une « énumération » des pouvoirs du gouvernement fédéral¹¹⁸. Brownson s'insurge contre une liberté politique absolue et critique le pouvoir de la liberté démocratique qui est la tyrannie du peuple, contraire par essence à la liberté individuelle. Les principes de liberté et de progrès prônés par le Parti démocrate sont acceptables,

mais en même temps nous estimons que notre gouvernement est une république constitutionnelle et nous croyons que la liberté et le progrès ne sont atteignables que par le règne de l'ordre et de la loi¹¹⁹.

Sans pour autant nuire aux droits individuels, la Constitution doit protéger activement la liberté. Ainsi se dessine l'association entre la liberté et l'autorité : « nous cessons de nous écrier “la liberté *opposée* à l'ordre” et lui substituons la formule pratique, “LA LIBERTÉ SEULEMENT DANS L'ORDRE ET PAR L'ORDRE” », ce qui n'implique pas pour autant, selon Brownson, « d'être passé dans la partie adverse »¹²⁰.

Ce que Brownson a trouvé dans ce qu'il nomme « république constitutionnelle », c'est ce qu'il recherchait depuis le début des années 1830 : un fondement moral et juridique à la souveraineté populaire. Lors de la campagne électorale de 1836, il prend parti contre la conception de la souveraineté populaire de Martin Van Buren :

Nous rendons la justice supérieure à la volonté populaire et ne reconnaissons une allégeance à la volonté populaire qu'en tant qu'elle est en harmonie avec notre conviction sur ce qui est Juste¹²¹.

118. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 272 ; *id.*, « Sub-Treasury Bill », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1838, p. 339 ; *id.*, « Democracy », art. cit., p. 64

119. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 335.

120. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 281 (souligné par Brownson).

121. Orestes Brownson, « Address to the Democratic Voters of Massachusetts », *The Boston Reformer*, août 1836.

Car la souveraineté ne réside « ni dans la volonté populaire, ni dans la volonté de la majorité » :

Le souverain, c'est la justice, le souverain des souverains, le roi des rois, le seigneur des seigneurs, la loi suprême du peuple et de l'individu [...]. La souveraineté de la justice dans tous les cas est ce que nous entendons par démocratie¹²².

La justice, qui est « le nom politique de Dieu », écrit-il dans « Democracy and Reform », est seule souveraine et par conséquent le gouvernement n'est légitime que s'il représente la volonté de Dieu¹²³. C'est ce que Thomas Jefferson et George Bancroft ont observé, chacun à leur manière. Jefferson s'exprime en termes séculiers : « La volonté de la majorité doit gouverner, mais pour gouverner, elle doit être juste », ce que Bancroft énonce par l'axiome : « la démocratie est la justice éternelle qui règne à travers le peuple »¹²⁴. Toutefois, parce que toutes deux fondent le gouvernement sur le droit divin, ces formulations ne conviennent rapidement plus à Brownson dans la mesure où elles créent une adéquation entre le peuple et la volonté divine, situant ainsi la souveraineté dans le peuple. La Constitution, pense-t-il, n'est pas l'expression de préceptes divins :

Ce n'est pas une lettre morte, qui, lorsqu'on l'interroge, est silencieuse et lorsqu'on l'attaque est impotente ; c'est un esprit vivant, un pouvoir vivant, une providence vivante. Elle se trouve là où se trouve la nation et s'exprime dans chaque action nationale¹²⁵.

La pensée providentialiste de Brownson se développe ainsi peu à peu dans son souci de mettre la Constitution en dehors de toute interprétation, de toute contestation. Il reste dans la métaphore, en 1840-1841, lorsqu'il manifeste sa « satisfaction

122. Orestes Brownson, « Democracy », art. cit., p. 42-43.

123. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 510.

124. Thomas Jefferson, « Letter to P.S. DuPont de Nemours, April 24, 1816 », dans *The Writings of Thomas Jefferson*, éd. Paul Leicester Ford, New York, G.P. Putnam's Sons, 1892, t. X, p. 24. La phrase de Bancroft reprend la formule « *Vox populi, vox dei* », dans *History of the Colonization of the United States* (1837), cité par Orestes Brownson, dans « Democracy and Reform », art. cit., p. 510.

125. Orestes Brownson, « De Maistre on Political Constitutions », *Brownson's Quarterly Review*, octobre 1847, p. 475.

de la Constitution telle qu'elle est », qu'il voit en elle « un miracle de sagesse » et « la main de la Providence », et qu'il ressent pour elle « une sorte de vénération religieuse » qui interdit tout amendement et toute révision constitutionnelle¹²⁶. Mais de ce sentiment qui s'apparente à une forme de religion civique, qui participe d'un sentiment national destiné « à souder les citoyens dans le culte à la nation », il passe à la conviction que « le droit de se rebeller ne peut être conféré par la Constitution car cela reviendrait au droit de renverser la Constitution », ce qui est impossible¹²⁷. En effet,

il appartient alors à l'Église, en tant qu'autorité suprême sur Terre, de déterminer quand la résistance est juste et d'en prescrire la forme et l'étendue¹²⁸.

De la volonté populaire à l'autorité de l'Église – catholique –, Brownson s'éloigne de plus en plus du peuple, le garant moral du pouvoir, au fur et à mesure qu'il découvre les aléas du système démocratique et l'inconsistance des choix populaires.

126. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 352. Voir Élise Marienstras, *Nous, le Peuple*, op. cit., p. 393. Voir aussi du même auteur, « Nation et religion aux États-Unis », *Archives de sciences sociales des religions*, n°83, juillet-septembre 1993, p. 22 et « Ambivalences américaines », *Projet*, n°240, hiver 1994-1995, p. 16-24.

127. Orestes Brownson, « De Maistre on Political Constitutions », art. cit., p. 475.

128. Orestes Brownson, « Executive Patronage », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 369.

Conclusion

Une démocratie incertaine

1844: nous cessons de suivre la biographie et les écrits d'Orestes Brownson. L'aspiration à une démocratie parfaite qui a été sa préoccupation unique au cours des vingt années écoulées a été profondément déçue, trahie par les errements de ses contemporains politiques, et surtout égarée dans les complexités sans bornes d'un pays dont, comme l'écrit Eric Foner,

[...] même Marx et Engels [...] n'ont pas pu [...] résoudre l'énigme – un pays où le capitalisme a progressé avec plus d'arrogance que partout ailleurs. [...] Ils ne purent jamais décider si les qualités uniques de l'Amérique au XIX^e siècle allaient servir ou non le développement du socialisme. Est-ce que l'aboutissement précoce de la démocratie politique était un obstacle à la conscience de classe aux États-Unis ou l'avait-il encouragée en faisant apparaître l'injustice des inégalités économiques¹?

Brownson, cet inconnu, cet oublié, objet de malentendus épistémologiques, a été moqué comme « la girouette religieuse », alors qu'il fut constant dans la poursuite d'une société utopique et que sa religion fut mise au service d'une construction mentale politique². Que nous reste-t-il après avoir suivi les allées et venues de ce personnage singulier dans la vie intellectuelle de l'Amérique jacksonienne? que recouvre

-
1. Eric Foner, « Why is There no Socialism in the United States? », *History Workshop*, vol. 17, n°1, printemps 1984, p. 57.
 2. Patrick W. Carey, *Orestes A. Brownson: American Religious Weathervane*, Grand Rapids, William B. Eerdmans Publishing Co., 2005.

l'apparente assurance de sa dernière conversion, celle au catholicisme, en 1844? Ses constants revirements visaient-ils, paradoxalement, à la mise en évidence d'une démocratie pérenne en Amérique, une démocratie ontologique, non encore réalisée, mais que Brownson espérait, par son action et ses écrits, faire naître et s'épanouir? ou bien ne trouve-t-on chez lui qu'opinions contradictoires sur la nature du peuple, sur la place de l'État, sur la société civile, sur le rôle de l'individu? Il est plus juste de dire, croyons-nous, que, de tous les échanges plus ou moins conflictuels avec ses contemporains ainsi que de toutes ses réflexions sur la société qui entoure notre auteur, se dégagent des enseignements fondamentaux sur la nature de la démocratie américaine dans la première moitié du XIX^e siècle.

Le premier et non le moindre de ces enseignements est l'incertitude. Le philosophe Claude Lefort en a bien saisi la nature :

[...] Là où se produit durablement une imbrication des problèmes politiques et des problèmes sociaux, dans le sillage de la Révolution française, la formation de l'idéologie, en donnant pleine figure à un antagonisme de classes et en créant un clivage entre libéralisme bourgeois et socialisme prolétarien, s'est accompagnée d'une redoutable incertitude sur la nature de la démocratie³.

C'est à l'encontre de l'incertitude fondamentale de la démocratie que tous les efforts de Brownson sont tournés. La paix dans la foi trouvée en 1844, comme les changements de direction – qui ne sont, en fait, qu'une série de certitudes remises en question à chaque étape –, constituent des remparts successifs à l'ambiguïté inhérente au régime démocratique lui-même. C'est comme si la vie et les écrits de Brownson ne constituaient qu'un jeu de doutes, d'hésitations, de revirements à tous niveaux, dénonçant les faux-pas et les dangers d'une mise en œuvre de la démocratie politique. Le pasteur et publiciste qui cherche, sa vie durant, à lier morale et politique dans un même projet est à

3. Claude Lefort, Introduction à Gordon Wood, *La Création de la république américaine, 1776-1787* [1969], trad. fr. François Delastre, Paris, Belin, 1991, p. 28.

la fois une icône représentative de son temps et le doigt pointé vers des maux qu'il est impératif de redresser.

Certes, lorsque, cinquante ans après l'énoncé des idéaux révolutionnaires, Andrew Jackson est élu président, le régime politique doté d'un suffrage « universel », masculin et blanc, a incontestablement pris forme, mais de manière empirique. Cette nouvelle démocratie politique n'est pas assise dans le calme et la sérénité. Les débats politiques sont vifs dans le laps de temps qui s'étend sur la durée de la Jeune République. Dans ce contexte, Brownson est l'un des seuls auteurs américains à tenter de tirer des bouleversements de son temps une analyse théorique approfondie. En penseur et praticien américain, il perce jusqu'au tréfonds la réalité de cette société dont il voit les mouvements souterrains s'éloigner du modèle de démocratie idéale que, de son côté, imagine Tocqueville – une démocratie de « l'homme du peuple » et d'une société où régnerait l'égalité des conditions –, miroir déformant de l'Amérique dont le mythe subsiste jusqu'à nos jours. En particulier, Brownson voit se dégager les conséquences des débuts de l'industrialisation et de ce que certains historiens appellent « révolution du marché ». Faisant office d'avant-coureur, il décrypte avec perspicacité la différenciation croissante et le début des conflits entre une classe moyenne propriétaire des moyens de production et une classe de travailleurs prolétaires. Dans une démarche que nous pouvons encore comprendre, il rejette une démocratie réduite qui ne serait que la garante de l'équilibre des forces du marché.

Plutôt que la parole de Tocqueville, qui manie mieux le paradigme que l'observation pragmatique, nous avons pris pour guide Brownson, penseur américain profondément engagé dans son temps, qui n'eut de cesse de faire surgir la vraie démocratie du terreau de l'Amérique jacksonienne. L'homme est à l'image de la société « agitée », décrite par Tocqueville comme un trait caractéristique de la démocratie⁴. Et cependant, toute la pensée du pasteur et publiciste américain vise à limiter cette « agitation

4. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, t. II, p. 281-283.

de l'individu », sans « fond », sans « contours », sans « but », pour reprendre la terminologie de Claude Lefort⁵. Contrairement à Tocqueville, qui ne voit pas d'alternative à cet état de fait démocratique, Brownson poursuit le rêve d'une démocratie apaisée ; il ne lui suffit pas de déceler, chez ses contemporains, le malaise provoqué par les limites de la démocratie politique formelle. Il met en évidence un paradoxe, celui de l'institution du suffrage universel (encore que partiel, rappelons-le), paradoxe que Claude Lefort formule ainsi :

C'est précisément au moment où la souveraineté populaire est censée se manifester, le peuple s'actualiser en exprimant sa volonté, que les solidarités sociales sont défaites, que le citoyen se voit extrait de tous les réseaux dans lesquels se développe la vie sociale pour être converti en unité de compte. Le nombre se substitue à la substance⁶.

Ce paradoxe, Brownson le décline sur tous les modes, en se répétant et même en se contredisant. Sa première confiance, puis ses critiques à l'égard du suffrage universel, son adhésion de jeunesse au Parti démocrate, puis sa dénonciation du libéralisme sous-jacent à la notion de *peuple* jacksonien, sont autant de volte-face inscrites au cœur de ses écrits. Et pourtant, Brownson ne se renie pas : « Je n'ai jamais été esclave du passé », écrit-il sur le tard, assuré qu'il est d'avoir toujours progressé vers le bien⁷. Ce que son incohérence apparente traduit, c'est en réalité le clivage qui se fait jour entre deux théories de la démocratie, l'une égalitaire et morale, l'autre réduite à procurer l'équilibre entre les forces du marché⁸. Les réactions de Brownson mettent en scène ce clivage : par le rejet du libéralisme croissant de son époque, il tente de retrouver l'héritage républicain classique qui fonde l'histoire de son pays. Peut-on alors parler d'un prolongement du républicanisme

5. Claude Lefort, *Essais sur le politique, XIX^e-XX^e siècles* [1986], Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points. Essais », 2001, p. 209.

6. *Ibid.*, p. 28-29.

7. Orestes Brownson, *The American Republic: Its Constitution, Tendencies and Destiny* [1865], Clifton (NJ), Augustus M. Kelley, 1972, p. viii.

8. C. B. MacPherson, *Democratic Theory: Essays in Retrieval*, Oxford, Clarendon Press, 1973, p. 78-79.

jeffersonien ? Certes, Brownson cherche à perpétuer l'idéal du bien public vertueux en imaginant une démocratie régie par la loi transcendante d'une vertu citoyenne, qu'il trouve dans une constitution « providentielle ». C'est bien sur les valeurs républicaines qu'il s'appuie pour prendre position vis-à-vis des plus graves questions de son temps. Refusant de se retrancher du débat pour se réfugier, comme Thoreau, dans un *Walden* hors société ou dans une théorie purement abstraite, il lui arrive de moduler ses convictions au profit d'un sens de l'État qui est peut-être sa véritable constante⁹. Mais surtout, que ce soit dans ses réserves vis-à-vis du républicanisme ou dans les fluctuations qu'il fait subir à son idée de la démocratie, on peut voir les tendances conflictuelles de la démocratie américaine, telles qu'elles se dessinent à l'ère « brownsonienne » et pour longtemps encore.

Ainsi transparait chez Brownson l'ambivalence du champ public états-unien, à la fois extensif dans l'espace et dans le nombre, et exclusif dans sa composition. En dénonçant les inégalités sociales, Brownson semble vouloir étendre le champ de la citoyenneté aux moins privilégiés, les travailleurs. Mais ce faisant, il sous-estime la gravité des exclusions et des exactions que subissent les Africains-Américains, les femmes et les Amérindiens. En ne posant la question de l'esclavage que par le biais de la question du « travail libre » (*free labor*), il reflète l'ambiguïté de la plupart de ses contemporains dont le projet, avant comme après la guerre de Sécession, se résume dans la démocratie de l'homme blanc. Les réformateurs de toutes tendances, y compris Brownson qui a adhéré à presque toutes, ont été à la fois prophètes, par leur revendication d'une démocratie sociale, et porteurs d'un utopisme nourri, depuis les débuts de la colonisation de l'Amérique, par les rêves d'un âge d'or et d'une Terre promise. Si Brownson était souvent plus

9. Henry David Thoreau, *Walden, or Life in the Woods*, Boston, Ticknor & Fields, 1854; trad. fr par Brice Matthieussent, *Walden*, préface de Jim Harrison, notes et postface de Michel Granger, Marseille, Le Mot et le Reste, 2017. Thoreau reste aujourd'hui emblématique d'une pensée américaine radicale. Voir notamment Michel Granger, *Henry David Thoreau: paradoxes d'excentrique*, Paris, Belin, 1999.

clairvoyant que ses contemporains sur l'état de leur société, il participa largement de cet utopisme qu'analysait en 1990 le politiste français, qui fut trotskiste avant d'adhérer au Parti socialiste, Henri Weber :

[...] une démocratie pure et parfaite [...] ne peut exister que sous la forme d'un idéal qu'on peut approcher mais non pas atteindre. Une société qui assurerait réellement l'égalité des chances à tous et leur égale participation au pouvoir est impossible [...] On n'en a jamais fini avec la défense, l'extension, l'approfondissement de la démocratie¹⁰.

L'utopie comme horizon, la prophétie comme rhétorique n'épuisent pas les ressources intellectuelles de Brownson. Passionné plus qu'aucun par sa quête majeure, il nous livre aussi l'amorce d'une pensée profonde sur l'individualisme, au fondement du libéralisme qui naît aux États-Unis à la fin des années 1780 lorsque se joue, avec la ratification de la Constitution, la défense des intérêts privés. Tout en partageant le souci de ses contemporains à l'égard des droits individuels, Brownson s'est éloigné de l'individualisme réformateur américain comme du laisser-faire économique prôné par le Parti démocrate. Cherchant à concilier démocratie et libéralisme, il se tourne vers ses contemporains européens. Le « dialogue » avec les libéraux français, que nous faisons çà et là surgir de ses écrits, fait apparaître le libéralisme naissant dans toute sa complexité. Encore ne s'agit-il que d'un libéralisme à l'américaine, car ni Brownson ni ses contemporains, ni encore les dirigeants de la vie politique américaine dans le milieu du XIX^e siècle n'ont pu s'inspirer d'aucun modèle. Ce qui émerge alors aux États-Unis n'existe nulle part ailleurs : c'est, en dépit d'un développement industriel en retrait par rapport au Royaume-Uni, les prémices d'une conscience de classe alors que le servage est encore en place à l'Est de l'Europe ; c'est une république fédérale en avance sur maints régimes monarchiques européens ; ce sont les libertés individuelles d'une démocratie politique face

10. Henri Weber, « Vous avez dit formelle? », *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n° 52, « Démocratie », janvier 1990, p. 31.

au suffrage censitaire en France et chez ses voisins. Faute de modèles contemporains, les dirigeants politiques américains – républicains aussi bien que démocrates ainsi que les membres du Parti des Travailleurs – font retour aux valeurs de la Révolution de 1776 dans une démarche qui fonde « la Révolution en introspection », démarche qui a fortement imprégné les différentes tendances de l'historiographie américaine jusqu'à nos jours¹¹. En lisant Brownson et ses interlocuteurs, nous avons pu déceler, dans l'histoire de l'ère jacksonienne, un antécédent aux jugements des historiens Jacques Le Goff et Eric Hobsbawm : « l'intérêt du passé, c'est d'éclairer le présent » et le passé peut être « atteint à partir du présent »¹². C'est cette même démarche que les historiens du ^{xxi}^e siècle, émules d'une nouvelle histoire politique, adoptent vis-à-vis de la période jacksonienne dont ils redécouvrent l'intérêt.

Ainsi, la Jeune République, par l'étendue de son histoire socio-économique et de ses tensions idéologiques, peut servir de modèle d'analyse face aux enjeux contemporains. La « méthode régressive de Marc Bloch », par laquelle « le travail de l'histoire s'accomplit dans un va-et-vient continu du passé au présent et du présent au passé », est celle dans laquelle le rôle de l'historien est de définir *a priori* « les règles pertinentes et de dire à quelles conditions [cette méthode] est légitime et féconde, de maintenir la distance et l'épaisseur qui nous séparent du passé, même et surtout si nous pensons [...] que l'histoire est toujours contemporaine »¹³.

Ne nous y trompons pas : nous n'avons pas voulu traquer les hoquets de l'histoire ou de l'historiographie, mais déceler,

11. Naomi Wulf, *Le Politique et l'Histoire : comprendre la Jeune République américaine*, mémoire de synthèse pour l'Habilitation à diriger des recherches, Université Paris Diderot, 2006, p. 37.

12. Jacques Le Goff, *Histoire et Mémoire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire », 1988 ; Eric Hobsbawm, *Interesting Times: A Twentieth Century Life*, New York, Pantheon Books, 2002 ; trad. fr. *Franc-tireur*, Bruxelles, Complexe-Le Monde diplomatique, 2005, p. 287-289. Cette conception est à l'origine du titre de la revue britannique *Past and Present*, fondée en 1952 par le Groupe d'historiens communistes britanniques, et dirigée notamment par Hobsbawm.

13. Jacques Le Goff, *Histoire et Mémoire*, *op. cit.*, p. 11 et 25.

au-delà du fossé temporel qui sépare notre temps de l'ère de la Jeune République, une continuité dans l'aspiration de la société américaine à un régime équitable idéal, ainsi que les variables des obstacles qui se sont dressés à l'encontre de ce projet. La période dite de « la Jeune République », qui va de la Révolution à la guerre de Sécession, et en particulier ces années pendant lesquelles Brownson publie ses écrits les plus significatifs – 1825-1844 –, est celle où s'ébauche la démocratie libérale d'aujourd'hui. La connaissance de la période jacksonienne dans toute sa complexité, à laquelle Brownson nous permet d'accéder, est fondamentale si l'on veut comprendre l'évolution politique et idéologique de l'histoire des États-Unis. C'est un moment de transition, fait de tâtonnements quant à la route à prendre, où l'horizon des possibles semble encore ouvert et où les acteurs politiques établissent le bilan des succès et des échecs du programme révolutionnaire. Loin de n'être que des querelles partisans, les débats politiques qui se déroulent à l'époque déterminent, par les questions qu'ils posent, la nature du libéralisme américain. Ce faisant, ils participent à une définition du libéralisme en général.

Au cours du travail de recherche sur la période, une fois écartés les mythes historiographiques, il nous a été loisible de revenir au pionnier et de replacer « le moment Jackson » dans un contexte idéologique plus large, qui ne peut se passer du regard rétrospectif sur la Révolution, comme du regard rétro-prospectif que nos contemporains peuvent jeter sur cette période. L'enjeu n'a pas été, comme pour l'histoire de la Révolution, d'examiner la naissance d'une nation indépendante, mais plutôt de comprendre une fondation politique, l'avènement d'un nouveau système désigné comme démocratique : un système qui, au-delà de la période dépeinte, serait emblématique de l'histoire des États-Unis tout entière. En effet, l'un des problèmes les plus importants que pose une analyse politique de la Jeune République est celui du rôle paradigmatique que joue, pour les États-Unis, leur fondation récente. Brownson peut alors être vu comme l'incarnation de la recherche forcenée au début du

xix^e siècle, d'un destin national rêvé lors d'une révolution déjà en partie oubliée.

Notre ambition a été de renouer avec une histoire politique apte à restituer l'épaisseur sociale qui habite les débats politiques et théoriques en situation. Bref, de renouer avec une histoire politique qui ne se sépare plus d'une histoire synthétique¹⁴. Prospectif et rétrospectif, le registre de ce livre s'est donc déployé comme une triple alternative. D'abord, il offre une option supplémentaire à la lecture de la société américaine par le seul Tocqueville : au contraire de ce dernier, Brownson occupe une position d'observateur de l'intérieur. Ensuite, il s'est agi de montrer que la démocratie telle que la conçoit Brownson est « autre » que celle qu'envisage le visiteur français et autre que le modèle hégémonique qui a cours en son temps et qu'il veut réformer. Enfin, la critique socio-politique que fait Brownson s'accompagne d'une forte volonté de changement. Son analyse des contingences sociales de la démocratie est représentative d'un temps qui voit naître la pensée socialiste pré-marxiste en Europe comme aux États-Unis. L'alternative d'une démocratie idéale – une « vraie » démocratie – que propose le penseur Orestes Brownson conduit son lecteur à poser des questions fondamentales sur la démocratie jacksonienne et la démocratie en général.

Les grands axes de la pensée de Brownson – la démocratie politique, la démocratie sociale et le retour vers la république – se retrouvent aujourd'hui au cœur des réflexions des philosophes, des politistes, des historiens. Ils tourmentent l'espace public ; ils divisent l'opinion ; ils désespèrent les

14. Jeffrey L. Pasley, Andrew W. Robertson et David Waldstreicher (dir.), *Beyond the Founders: New Approaches to the Political History of the Early American Republic*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004. (Note des éditrices : Naomi Wulf a contribué aux débats de cette école, notamment dans le cadre des rencontres de SHEAR, la société savante rassemblant les historiens de la Jeune République. Elle n'a en outre pu lire l'ouvrage collectif en partie issu de cette nouvelle tendance historiographique, bâti sur un colloque auquel elle a contribué, et qui lui est dédié : Emmanuelle Avril et Johann Neem [dir.], *Democracy, Participation and Contestation: Civil Society, Governance and the Future of Liberal Democracy*, London/New York, Routledge, coll. « Democratization Studies », 2015, p. xix).

citoyens. Dans le présent ouvrage, qui est ordonné en fonction des réflexions et du parcours mêmes de Brownson, nous avons d'abord abordé les questions traditionnelles concernant la démocratie politique. D'abord le suffrage, les débats au sein des partis politiques, les campagnes électorales ; puis la démocratie dans sa dimension sociale, telle qu'elle apparaît à travers les débats socio-économiques si caractéristiques de la démocratie jacksonienne, et dans sa dimension philosophico-éthique. On a là des questions qui ont informé les idéologies du début du XIX^e siècle : « qui est le peuple ? » – question quasi ontologique, typiquement jacksonienne – ou la question de « l'antinomie intellectuelle de la modernité » dans un monde post-révolutionnaire¹⁵. Ou encore « comment concilier État et société ? », l'un des problèmes qui ont le plus embarrassé les deux principaux partis de l'ère jacksonienne, et qui reflètent la difficile mise en œuvre du libéralisme politique, idéologie post-absolutiste par excellence. L'originalité de Brownson fut de s'éloigner de la tradition du « laissez-faire », telle qu'elle fut dérivée d'Adam Smith et adoptée par ses contemporains démocrates – une tradition selon laquelle la société est dissociée d'un gouvernement à qui l'on refuse toute prérogative en matière économique ou sociale. Or, tout en faisant de l'amélioration de la société le but de toute réforme, Brownson insiste sur leur nécessaire interdépendance : le gouvernement doit se mettre au service de la société.

Une autre démocratie en Amérique appréhende ainsi le phénomène démocratique au moment de sa formation, dans sa version états-unienne autour de la trilogie État/société/individu. Nous sommes revenus avec Brownson à la démocratie politique apparemment acquise, celle que Tocqueville célèbre et qui est fondée sur la souveraineté du peuple et la politique des partis. Mais se pose alors la question de l'inadéquation entre *peuple* et *citoyen* que la rhétorique propre aux jacksoniens cherche à masquer. C'est à partir d'un constat d'échec de la

15. Immanuel Wallerstein, « Trois idéologies ou une seule? La problématique de la modernité », *Genèses*, vol. 9, n°1, 1992, p. 13.

politique jacksonienne que Brownson, avec certains de ses contemporains, a envisagé d'élargir la démocratie politique à la démocratie sociale. Vient alors la critique sociale de Brownson, sensible, contrairement à Tocqueville, à « l'inégalité des conditions ». Brownson élabore une réflexion sur le rôle du gouvernement dans ce qui serait « une autre démocratie en Amérique », fondée sur une conception égalitaire des liens sociaux, et où, loin du laissez-faire ambiant (défendu tant par les jacksoniens que par les réformateurs), l'État serait le garant des droits individuels et sociaux. Cependant, avec l'accession des whigs au pouvoir lors des élections de 1840, il constate l'échec de la souveraineté populaire. Sa conception du rôle du peuple dans une démocratie se modifie alors radicalement. Face à ce qu'il considère comme l'échec de la démocratie politique qui repose sur un peuple incapable de faire le juste choix, il se tourne vers les valeurs de la république originelle et fait confiance à l'inspiration libérale venue d'outre-Atlantique. À l'instar des libéraux français, Brownson pense alors que le système démocratique ne peut se concevoir sans une dimension vertueuse : celle qui se voue au « bonheur du plus grand nombre¹⁶ ». Dans son ouvrage majeur publié alors que se termine la guerre de Sécession, *The American Republic*, Brownson affrontera la question de la place de la morale néo-aristotélicienne et de la vertu en politique, si bien explicitée de nos jours par l'historien et philosophe Alasdair MacIntyre¹⁷.

Avec Brownson, nous avons pu saisir comment la démocratie a été vécue et interprétée par les intellectuels et les acteurs contemporains de sa mise en œuvre, observer comment ils se sont défaits de l'idéal républicain dont ils avaient hérité et comment ils ont néanmoins payé tribut à cet héritage. En somme, nous avons voulu capter le regard porté

16. Voir Naomi Wulf, « Le suffrage universel, ou "le bonheur du plus grand nombre" », *Cahiers Charles V*, « Vie privée, bien public. Histoire de la sociabilité américaine », septembre 1997, p. 141-153.

17. Alasdair MacIntyre, *After Virtue: A Study in Moral Theory*, Notre Dame (IN), University of Notre Dame Press, 1984 [1981] et *Whose Justice? Which Rationality?*, London, Duckworth, 1988 ; trad. fr. *Quelle justice? Quelle rationalité?*, Paris, PUF, 1993.

par l'un des plus inquiets d'entre eux, celui qui résume à lui seul toutes les contradictions de son époque, sur un système politique non encore achevé, sur une société en mutation, sur un avenir dont les réformateurs et les acteurs politiques du moment peuvent penser qu'il est tout entier entre leurs mains. Orestes Augustus Brownson était foncièrement démocrate. Il considérait que la démocratie politique dont les termes sont « le suffrage et l'éligibilité universels » était acquise comme semblait le prouver l'élection d'Andrew Jackson à la présidence des États-Unis en 1828. Mais il a rapidement compris que, par le biais d'un appel réitéré au « peuple », le président Jackson voulait faire croire à la naissance d'une volonté générale, alors que son discours ne représentait que son parti, le Parti démocrate, une « volonté générale particulière », inhérente à la création même des partis¹⁸. En invoquant le peuple, le président démocrate s'adressait surtout aux intérêts de la classe des petits entrepreneurs et des producteurs. Brownson tenta ainsi de mettre en évidence ce faux-semblant de la démocratie jacksonienne, en s'engageant auprès du Parti des Travailleurs puis du Parti démocrate, pour enfin se retirer provisoirement de la vie politique. Car il n'était pas un démocrate résigné : il ne renonça jamais au mythe du citoyen, celui qui aspire avant tout à l'avènement d'une collectivité politique exprimant la volonté générale. Il refusa toujours de ne voir dans la démocratie que sa forme institutionnelle. Il tenta de retrouver par des moyens divers et parfois opposés la dimension égalitaire et morale de la démocratie rêvée, que la « démocratie juridique », qui n'était que l'expression d'une majorité numérique, ne prenait déjà plus en considération. Par son refus de relativiser la théorie originelle, notre auteur se tourna vers une conception qui cherchait à renouer avec l'idéal qu'avait représenté le modèle de la république classique. Il ne s'agissait pas simplement de prolonger une rhétorique républicaine que certains historiens sociaux ont voulu retrouver dans le discours des classes

18. Bernard Groethuysen, « Dialectique de la démocratie », dans *Philosophie et Histoire*, éd Bernard Dandois, Paris, Albin Michel, 1995, p. 192 ; Groethuysen emprunte le concept de volonté générale au *Contrat social* de Rousseau.

populaires, mais d'émettre une critique fondamentale du droit héréditaire à la propriété au nom de la théorie de la valeur-travail : il se fit aussi porteur d'une quête spirituelle et morale, qui devait le mener, *via* une conception de plus en plus affirmée d'une « démocratie organique », à la croyance dans un régime dont les principes s'appuieraient sur la théologie catholique¹⁹.

La quête de Brownson, sa recherche passionnée du moyen d'établir un équilibre entre l'État, qui se doit d'être fort, et l'individu, dont les droits doivent être respectés, se sont donc finalement résolues dans une fusion entre religion et politique. Après sa conversion, il ne peut faire machine arrière et se rendre aux raisons d'adopter le socialisme telles qu'elles sont exposées dans le manifeste qu'il reçoit, *England, the Civilizer*, publié en 1848 à Londres et signé « A Woman ». Dans le compte rendu sarcastique qu'il fait paraître dans la *Brownson's Quarterly Review* en janvier 1849, Brownson se livre à une critique sévère du socialisme et de l'impiété qui lui est associée. Il ne semble pas même identifier l'auteur du texte, qui n'est autre que... Frances Wright²⁰. La révolution vient d'ébranler plusieurs pays d'Europe : Brownson les attaque comme s'il n'avait lui-même jamais fait ce rêve de « destruction » du système ancien pour lui en substituer un autre. Il est vrai qu'il n'a jamais fait le choix de la révolution. Au-delà de ses tourments de chercheur d'une société juste et libre, il a toujours fait confiance à la démarche réformiste pour introduire dans le système politique une part de démocratie sociale destinée à rectifier les erreurs et les insuffisances d'une démocratie encore en devenir.

Vue sous cet angle, sa position fondamentale reflète celle de ses contemporains : la réforme pointe dans tous les axes de la société. Rendue inefficace par la diversité des causes, elle

19. Ces idées sont explicitées dans la préface de l'ouvrage de Brownson paru en 1865, *The American Republic*, *op. cit.*

20. Orestes Brownson, « Socialism and the Church », *Brownson's Quarterly Review*, janvier 1849, p. 91. L'article est un commentaire de *England, the Civilizer: her history developed in its principles [...]*. By a Woman, London, Simpkin, Marshall & Co., 1848, rédigé par Frances Wright. Voir Celia Morris, *Fanny Wright: Rebel in America*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 1992, p. 278.

demanderait un bouleversement total des structures et une redéfinition de la nation que même la victoire des nordistes dans la guerre de Sécession ne parviendra pas à mettre sur pied. Les causes négligées par Brownson, qui, dans une certaine mesure, font la charpente de la nation – celle de l’esclavage des Noirs, celle de la spoliation et des massacres des Indiens, celle de l’exclusion des femmes de la sphère publique – seront noyées en partie dans des guerres inexpiables d’où ne sortira pas grandie l’idée de démocratie, puisque les esclaves affranchis ne trouveront que ségrégation et exploitation; que les Amérindiens se verront saignés et spoliés de toutes parts; et que les femmes n’obtiendront le droit de vote qu’après avoir fait leurs preuves en remplaçant les hommes pendant la première guerre mondiale.

La conception de la démocratie américaine, et de la démocratie comme régime idéal pour l’humanité, sort-elle malgré tout renforcée du périple de ce penseur dont on ne peut que saluer l’insistance à poursuivre le bien politique dans sa globalité et à « exercer une influence sur l’avenir de [son] pays²¹ »? Il nous faut bien admettre que l’issue de son tortueux cheminement signe l’échec de ses efforts, peut-être aussi l’échec, comme il le constate, de la société américaine à satisfaire à la justice politique dont lui et ses amis réformateurs ont rêvé²². Brownson lui-même assistera sans tout à fait le comprendre, au chaos qui succédera à la guerre de Sécession, dont, contrairement à Jefferson et à Tocqueville, il n’avait jamais envisagé la réalité de la menace. Plus constant dans ses analyses qu’il n’y paraît, il n’y voit qu’un conflit constitutionnel²³.

Si cette terrible guerre a finalement conduit à l’abolition de l’esclavage, la démocratie, même formelle, n’a guère bénéficié

21. Orestes Brownson, *The American Republic*, *op. cit.*, p. xv.

22. Au xx^e siècle, des auteurs comme John Rawls (*A Theory of Justice*, Cambridge [MA], Belknap Press of Harvard UP, 1971), Michael Walzer (*Spheres of Justice: A Defense of Pluralism and Equality*, New York, Basic Books, 1983), Jürgen Habermas (*Entre naturalisme et religion. Les défis de la démocratie* [2005], trad. de l’allemand par Christian Bouchindhomme et Alexandre Dupeyrix, Paris, Gallimard, 2008) ont rénové la question de la démocratie sur des bases philosophiques.

23. Orestes A. Brownson, *The American Republic*, *op. cit.*, « Introduction ».

des aménagements constitutionnels qui ont suivi. Les Américains ont subi des agressions redoublées jusqu'à leur totale spoliation et jusqu'au bord de leur extinction. Les anciens esclaves et les Noirs libres ont dû attendre un siècle pour intégrer la société civile et restent victimes d'un racisme persistant²⁴. L'incapacité à briser l'obstacle fondamental posé par la société américaine à une véritable démocratie inclusive ne réside pas tant dans une insuffisance de la pensée des hommes de bonne volonté à l'ère de la Jeune République que, pour citer un historien critique de notre temps, dans « l'impuissance intellectuelle de ceux qui croient dans l'idée classique de vertu dans un pays où le républicanisme n'est que façade et imposture²⁵ ». La référence est, avec l'émergence d'une élite d'industriels et de dirigeants économiques, au début du règne des *self-made men* et de la libre entreprise, « instrument nécessaire et irremplaçable » de la conscience collective américaine²⁶. Rétrospectivement, au-delà du conflit entre républicanisme et démocratie, ce que la poursuite acharnée de Brownson fait apparaître, c'est le conflit alors sous-jacent, mais dont la puissance s'amplifie encore de nos jours, qui oppose les forces du marché, moteurs de l'idéologie libérale, au rêve de démocratie. Une analyse des écrits d'Orestes Brownson nous enseigne que la révolution du marché, le suffrage universel des hommes blancs, la mise en œuvre du slogan *Manifest Destiny* – à savoir la mission providentielle, colonisatrice, des États-Unis –, et enfin, la naissance d'une conscience de classe des travailleurs sont les maîtres-mots de l'époque jacksonienne, au cours de laquelle le sens de l'adjectif « démocratique » se voit détourné par l'idéologie libérale. Celle-ci s'installera, après la guerre de Sécession, dans l'économie de marché. Entre la montée du libéralisme économique et les aléas de la démocratie

24. Voir Élise Marienstras, *La Résistance indienne aux États-Unis*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire », 2014, et Caroline Rolland-Diamond, *Black America: une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (xix^e-xx^e siècle)*, Paris, La Découverte, 2016.

25. John Patrick Diggins, *The Lost Soul of American Politics: Virtue, Self-Interest, and the Foundations of Liberalism*, Chicago, University of Chicago Press, 1986 [1984], p. 261.

26. Pierre Birnbaum, *La Structure du pouvoir aux États-Unis*, PUF, coll. « Le politique », 1971, p. 17.

politique, Brownson s'est résigné à abandonner cette dernière à la théologie, laissant à l'histoire et à nos contemporains la tâche de chercher leurs propres voies vers une société meilleure.

Orientations bibliographiques

Archives privées

Microfilm Edition of the Orestes Augustus Brownson Papers, 19 vol. Notre Dame, Indiana, University of Notre Dame Archives Publication, 1966: <http://archives.nd.edu/findaids/ead/xml/bro.xml>.

Œuvres d'Orestes A. Brownson

The Works of Orestes A. Brownson, rassemblées et éditées par Henry F. Brownson, Detroit, T. Nourse, 1882-1907, 20 vol.

Works in Political Philosophy, Wilmington (Del.), ISI Books, 2003-2007, 2 vol.

An Address, on the Fifty-fifth Anniversary of American Independence Delivered at Ovid, Seneca Co., New York, July 4, 1831, Ithaca (NY), S.S. Chatterton, 1831.

An Address on Intemperance, Delivered in Walpole, N.H., February 26, 1833, Keene, N.H., Keene (NH), J. & J.W. Prentiss, 1833.

An Address Delivered at Dedham, on the Fifty-eighth Anniversary of American Independence, July 4, 1834, Dedham (MA), H. Mann, 1834.

A Sermon Delivered to the Young People of the First Congregational Society in Canton, on Sunday, May 24, 1835, Dedham (MA), H. Mann, 1835.

A Discourse on the Wants of the Times, Delivered in Lyceum Hall, Hanover Street, Boston, Sunday, May 29, 1836, Boston, James Munroe & Co., 1836.

- New Views of Christianity, Society and the Church*, Boston, John Munroe & Co., 1836.
- An Address Delivered on Popular Education, Delivered in Winnisimmet Village, on Sunday Evening, July 23, 1837*, Boston, J. Putnam, 1837.
- Babylon is Falling. A Discourse Preached in the Masonic Temple, to the Society for Christian Union and Progress, On Sunday Morning, May 28, 1837*, Boston, I.R. Butts, 1837.
- An Oration Delivered Before the United Brothers Society of Boston University at Providence, R.I., September 3, 1839*, Cambridge (MA), Metcalf, Torry & Ballou, 1839.
- Charles Elwood, Or, The Infidel Converted*, Boston, Little, Brown & Co., 1840.
- An Oration before the Democracy of Worcester and Vicinity, delivered at Worcester, Mass., July 4, 1840*, Boston/Worcester, E. Littlefield/M.D. Phillips, 1840.
- The Laboring Classes, An Article from the Boston Quarterly Review*, Boston, Benjamin H. Greene, 1840.
- Defence of the Article on the Laboring Classes. From the Boston Quarterly Review*, Boston, B.H. Greene, 1840.
- The Spirit-Rapper: An Autobiography*, Boston, Little, Brown & Co., 1854.
- The American Republic: Its Constitution, Tendencies and Destiny*, New York, P. O'Shea, 1865.
- Conversations on Liberalism and the Church*, New York, D. & J. Sadlier & Co., 1870.

Biographies, critiques et monographies consacrées à Orestes A. Brownson

- BROWNSON, Henry F., *Orestes Brownson's Early Life, Middle Life, Late Life*, Detroit, H.F. Brownson, 1898-1900, 3 vol.
- BURKE, Martin Joseph, *The Conundrum of Class: Public Discourse On The Social Order In America*, thèse, University of Michigan, 1987; Chicago/London, University of Michigan Press, 1995.

- BUTLER, Gregory, *In Search of the American Spirit: The Political Thought of Orestes Brownson*, Carbondale, Southern Illinois UP, 1992.
- CAREY, Patrick W., *Orestes A. Brownson: American Religious Weathervane*, Grand Rapids, William B. Eerdmans Publishing Co., 2004.
- COOK, Thomas I., et LEAVELLE, Arnaud B., « Orestes A Brownson's, "The American Republic" », *The Review of Politics*, 4/1, janvier 1942, p. 77-90.
- FITZSIMONS, M.A., « Brownson's Search for the Kingdom of God. The Social Thought of an American Radical », *The Review of Politics*, 16/1, janvier 1954, p. 22-36.
- GILHOOLEY, Leonard, *Contradictions and Dilemma: Orestes Brownson and the American Idea*, New York, Fordham UP, 1980.
- HERRERA, Robert, *Orestes Brownson: Sign of Contradiction*, Wilmington (DE), Intercollegiate Studies Institute Books, 1999.
- LAPATI, Americo D., *Orestes A. Brownson*, New York, Twayne, 1965.
- LIPS, ROGER, « Orestes Brownson », dans *Dictionary of Literary Biography*, t. 59, *American Literary Critics and Scholars, 1800-1850*, dir. John W. Rathbun et Monica M. Greco, Detroit, Gale Research, 1987.
- MAYNARD, Theodore, *Orestes A. Brownson: Yankee, Radical, Catholic*, New York, Macmillan, 1943.
- MIMS, Helen S., « Early American Democratic Theory and Orestes Brownson », *Science and Society. A Marxian Quarterly*, 3/2, printemps 1939, p. 166-198.
- ROEMER, Lawrence, *Brownson and Democracy and the Trend towards Socialism*, New York, Philosophical Library, 1953.
- ROYAN, Thomas R., *Orestes A. Brownson: A Definitive Biography*, Huntington (IN.), Our Sunday Visitor Press, 1976.
- SCHLESINGER, Arthur M., Jr., *A Pilgrim's Progress: Orestes A. Brownson*, Boston, Little, Brown & Co., 1966.
- , « Orestes Brownson: An American Marxist Before Marx », *The Sewanee Review*, 47/3, juillet-septembre 1939, p. 317-323.

WULF, Naomi, « La démocratie, exception américaine: Orestes Brownson “répond” à Tocqueville », *Annales du monde anglophone*, n° 3, avril 1996, p. 45-63.

De et sur Tocqueville

MANENT, Pierre, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 2006.

MÉLONIO, Françoise, Introduction à Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique; Souvenirs; L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1986.

LE STRAT, Claire, et PELLETIER, Willy, *La Canonisation libérale de Tocqueville*, Paris, Syllepse, 2006.

L'YVONNET, François, préface à *Tocqueville. Le Despotisme démocratique*, Paris, L'Herne, 2002 [extrait de *De la démocratie en Amérique*, 4^e et 5^e parties].

THOMAS, Hélène, *Tocqueville en Alabama*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2014.

TOCQUEVILLE, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, 2 t.

RYAN, Alan, « Tocqueville: The Flaws of the Genius », *New York Review of Books*, 22 novembre 2007, en ligne.

WILLS, Gary, « Did Tocqueville “Get” America? », *The New York Review of Books*, 29 avril 2004, en ligne.

Sur la Jeune République américaine

ACKERMAN, Bruce A., *We the People*, t. 1, *Foundations*, Cambridge (MA), Belknap Press of Harvard UP, 1993; *Au nom du peuple. Les fondements de la démocratie américaine*, trad. Jean-Fabien Spitz, Paris, Calmann-Lévy, 1998.

[AMERICAN SOCIAL HISTORY PROJECT], *Who Built America? Working People & the Nation's Economy, Politics, Culture & Society*, t. 1, *From Conquest and Colonization through Reconstruction and the Great Uprising of 1877*, New York, Pantheon Books, 1989.

- APPLEBY, Joyce, *Capitalism as a New Social Order: Republican Vision of the 1790s*, New York/London, New York UP, 1984.
- ASHWORTH, John, *“Agrarians” and “Aristocrats”: Party Political Ideology, 1837-1846*, Cambridge, Cambridge UP, 1987.
- BAKER, Jean H., *Affairs of Party: The Political Culture of the Northern Democrats in the mid-19th Century*, Ithaca, Cornell UP, 1983.
- BAKER, Paula, « The Midlife Crisis of the New Political History », *The Journal of American History*, 86/1, juin 1999, p. 158-166.
- BARR, Juliana, et COUNTRYMAN, Edward (dir.), *Contested Spaces of Early America*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2014.
- BENSON, Lee, *The Concept of Jacksonian Democracy: New York as a Test Case*, Princeton, Princeton UP, 1961.
- BERCOVITCH, Sacvan, *The American Jeremiad*, Madison, University of Wisconsin Press, 1978.
- BERLIN, Ira, et MORGAN Philip D. (dir.), *Cultivation and Culture: Labor and the Shaping of Slave Life in the Americas*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1993.
- BLUMIN, Stuart, et ALTSHULER, Glen, « “Where is the Real America?” Politics and Popular Consciousness in the Antebellum Era », *American Quarterly*, 49/2, juin 1997, p. 225-267.
- BODE, Carl, *The American Lyceum: Town Meeting of the Mind* [1956], Carbondale, South Illinois UP, 1968.
- BODO, John R., *The Protestant Clergy and Public Issues, 1812-1848*, Princeton, Princeton UP, 1954.
- BUHLE, Paul, et DAWLEY, Alan (dir.), *Working for Democracy: American Workers from the Revolution to the Present*, Urbana, University of Illinois Press, 1985.
- CARON, Nathalie, *Thomas Paine contre l'imposture des prêtres*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- CLARK, Christopher, « Household Economy, Market Exchange, and the Rise of Capitalism in the Connecticut Valley, 1800-1860 », *Journal of Social History*, 13/2, hiver 1979, p. 169-189.

- , « The View from the Farmhouse: Rural Lives in the Early Republic », *Journal of the Early Republic*, 24/2, été 2004, p. 198-207.
- DAVIS, David Brion, « Slavery and Progress », dans Christine Bolt et Seymour Drescher (dir), *Anti-Slavery, Religion and Reform: Essays in Memory of Roger Anstey*, Hamden (CT)/Folkestone, Archon Press/W. Dawson, 1980, p. 351-366.
- DUBLIN, Thomas, *Women at Work: The Transformation of Work and Community in Lowell, Massachusetts, 1826-1860*, New York, Columbia UP, 1979.
- EHLE, John, *Trail of Tears: The Rise and Fall of the Cherokee Nation*, New York, Doubleday, 1988.
- FALER, Paul G., *Mechanics and Manufacturers in the Early Industrial Revolution: Lynn, Massachusetts, 1780-1860*, Albany (NY), State University of New York Press, 1981.
- FELLER, Daniel, *The Public Lands in Jacksonian Politics*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984.
- FONER, Eric, *Politics and Ideology in the Age of the Civil War*, New York, Oxford UP, 1980.
- , « Why is there no socialism in the United States? », *History Workshop*, 17, printemps 1984, p 57-80.
- FONER, Eric (dir.), *The New American History*, Philadelphia, Temple UP, 1990.
- FORMISANO, Ronald P., « Toward a Reorientation of Jacksonian Politics: A Review of the Literature, 1959-1975 », *The Journal of American History*, 63/1, juin 1976, p. 42-65.
- FOSTER, Charles I., *An Errand of Mercy: The Evangelical United Front, 1790-1837*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1960.
- GATELL, Frank Otto, et McFAUL, John M., *Jacksonian America, 1815-1840: New Society, Changing Politics*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 1970.

- GERVAIS, Pierre, *Les Origines de la révolution industrielle aux États-Unis, 1800-1850: entre économie de marché et capitalisme industriel, 1800-1850*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2004.
- GETTLEMAN, Marvin E., *The Dorr Rebellion: A Study in American Radicalism, 1833-1849*, New York, Random House, 1973.
- GIENAPP, William E., « The Myth of Class in Jacksonian America », *Journal of Policy History*, 6/2, avril 1994, p. 232-259.
- GILBERT, Amos, *A Sketch of the Life of Thomas Skidmore, with Appended Selections from Skidmore's Rights of Man to Property!*, Chicago, Charles H. Kerr, 1984.
- GILJE, Paul A. (dir.), *Wages of Independence: Capitalism in the Early American Republic*, Madison, Madison House, 1997.
- GILMORE, William J., *Reading Becomes a Necessity in Life: Material and Cultural Life in Rural New England, 1780-1835*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1989.
- GREENE, Jack P. (dir.), *The American Revolution: Its Character and Limits*, New York, New York UP, 1987.
- GLICKSTEIN, Jonathan A., *Concepts of Free Labor in Antebellum America*, New Haven, Yale UP, 1991.
- GRIFFIN, Clifford S., « Religious Benevolence as Social Control, 1815-1860 », *The Mississippi Valley Historical Review*, 44/3, décembre 1957, p. 423-444.
- GUTMAN, Herbert G., *Work, Culture, and Society in Industrializing America: Essays in American Working-class and Social History*, New York, Knopf, 1975.
- HAHN, Stephen, *The Roots of Southern Populism: Yeoman Farmers and the Transformation of the Georgia Upcountry, 1850-1890*, New York, Oxford UP, 1983.
- HAMMOND, Bray, *Banks and Politics in America, from the Revolution to the Civil War*, Princeton, Princeton UP, 1957.
- HARRIS, David, *Socialist Origins in the United States: American Forerunners of Marx, 1817-1832*, Assen, Van Gorcum & Comp., 1966.

- HASKELL, Thomas L., « Capitalism and the Origins of Humanitarian Sensibility », *The American Historical Review*, 90/2, avril 1985, p. 339-361, et 90/3, juin 1985, p. 547-566.
- HATCH, Nathan O., *The Democratization of Christianity*, New Haven, Yale UP, 1989.
- HENRETTA, James A., *The Origins of American Capitalism: Collected Essays*, Boston, Northeastern UP, 1991.
- HIGHAM, John, *History: Professional Scholarship in America*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 1989.
- HOFSTADTER, Richard, *The American Political Tradition and the Men Who Made it* [1948], New York, Vintage, 1974.
- HORSMAN, Reginald, *Race and Manifest Destiny: The Origins of American Racial Anglo-Saxonism*, Cambridge (MA), Harvard UP, 1981.
- HOWE, Daniel Walker, *The Political Culture of the American Whigs*, Chicago, University of Chicago Press, 1979.
- , *What Hath God Wrought: The Transformation of America, 1815-1848*, New York, Oxford UP, coll. « Oxford History of the United States », 2009.
- HOWE, John R., *From the Revolution through the Age of Jackson: Innocence and Empire in the Young Republic*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 1973.
- JOHNSON, Paul E., *A Shopkeeper's Millennium: Society and Revivals in Rochester, New York, 1815-1837*, New York, Hill & Wang, 1978.
- KATZ, Michael B., *The Irony of Early School Reform: Educational Innovation in Mid-nineteenth Century Massachusetts* [1968], New York, Teachers College Press, 2001.
- KAZIN, Michael, et McCARTIN, Joseph A. (dir), *Americanism: New Perspectives on the History of an Ideal*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006.
- LAMOREAUX, Naomi R., « Rethinking the Transition to Capitalism in the Early American Northeast », *The Journal of American History*, 90/2, septembre 2003, p. 437-461.

- LANIEL, Bertlinde, *Le Mot « democracy » et son histoire aux États-Unis, 1780-1856*, Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne, 1998.
- LARSON, John Lauritz, *The Market Revolution in America: Liberty, Ambition, and the Eclipse of the Common Good*, Cambridge/New York, Cambridge UP, 2010.
- LAURIE, Bruce, *Working People of Philadelphia, 1800-1850*, Philadelphia, Temple UP, 1980.
- , *Artisans into Workers: Labor in Nineteenth-Century America* [1984], Urbana, University of Illinois Press, 1997.
- , « Workers, Abolitionists, and the Historians: A Historiographical Perspective », *Labor: Studies in Working-Class History*, 5/4, hiver 2008, p. 17-55.
- MARIENSTRAS, Élise, *Les Mythes fondateurs de la nation américaine. Essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'indépendance, 1763-1800* [1976], Bruxelles, Complexe, 1992.
- , « Nation, État, Idéologie », *Histoire*, mars 1980, p. 9-37
- , *Nous, le Peuple. Aux origines du nationalisme américain*, Paris, Gallimard, 1988.
- , *La Résistance indienne aux États-Unis*, Paris Gallimard, coll. « Folio. Histoire », nouv. éd. revue et augmentée, 2014.
- MARIENSTRAS, Élise, et ROSSIGNOL, Marie-Jeanne (dir.), *L'École dans l'histoire des États-Unis*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994.
- MARIENSTRAS, Élise, et WULF, Naomi, *The Federalist Papers. Défense et illustration de la Constitution fédérale des États-Unis*, Paris, PUF/CNED, 2009.
- MCLOUGHLIN, William, *Revivals, Awakenings and Reform: An Essay on Religion and Social Change in America, 1607-1977*, Chicago, University of Chicago Press, 1978.
- MEINIG, Donald W., *The Shaping of America: A Geographical Perspective on 500 years of History*, New Haven/London, Yale UP, 1986-2004, 4 vol. (t. I, *Atlantic America, 1492-1800*; t. II, *Continental America, 1800-1867*).

- MORRIS, Celia, *Fanny Wright: Rebel in America*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 1992.
- O'DONNELL, Catherine, « Literature and Politics in the Early Republic: Views from the Bridge », *Journal of the Early Republic*, 30/2, été 2010, p. 279-292.
- PASLEY, Jeffrey L., ROBERTSON, Andrew W., et WALSTREICHER, David (dir.), *Beyond the Founders: New Approaches to the Political History of the Early American Republic*, Chapel Hill/London, University of North Carolina Press, 2004.
- PESSEN, Edward, *Jacksonian America: Society, Personality and Politics*, Urbana, University of Illinois Press, 1985.
- , *Riches, Class and Power before the Civil War*, Lexington (MA), D.C. Heath, 1973.
- PESSEN, Edward (dir.), *The Many-Faceted Jacksonian Era: New Interpretations*, Westport (CT), Greenwood Press, 1977.
- PESTANA, Carla Gardina, et SALINGER, Sharon V. (dir.), *Inequality in Early America*, Hanover (NH)/London, University Press of New England, 1999.
- PETERSON, Merrill D. (dir.), *Democracy, Liberty, and Property: The State Constitutional Conventions of the 1820s*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1966.
- PORTFIELD, Amanda, *Conceived in Doubt: Religion and Politics in the New American Nation*, Chicago/London, The University of Chicago Press, 2012.
- ROEDIGER, David R., *The Wages of Whiteness: Race and the Making of the American Working Class*, London/New York, Verso, 1991.
- ROSE, Anne C., *Transcendentalism as a Social Movement, 1830-1850*, New Haven, Yale UP, 1981.
- ROSS, Dorothy, « Historical Consciousness in the Nineteenth-century America », *The American Historical Review*, 89/4, octobre 1984, p. 929-928.
- ROSSIGNOL, Marie-Jeanne, et WULF Naomi (dir.), « Jeune République. Recherches et problématiques récentes en France »,

- Transatlantica*, « Autour de la Jeune République, 1776-1860 », n°1, 2002, en ligne.
- ROTHENBERG, Winifred Barr, *From Market-Places to a Market Economy: The Transformation of Rural Massachusetts, 1750-1850*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.
- ROTHMAN, David, *The Discovery of the Asylum: Social Order and Disorder in the New Republic*, Boston, Little, Brown & Co., 1971.
- SALVATORE, Nick, « Response to Sean Wilentz's "Against Exceptionalism: Class Consciousness and the American Labor Movement, 1790-1920" », *International Labor and Working-Class History*, 27, printemps 1985, p. 35-38.
- SATZ, Ronald, *American Indian Policy in the Jacksonian Era*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1975.
- SAXTON, Alexander, *The Rise and Fall of the White Republic: Class Politics and Mass Culture in nineteenth-century America*, London, Verso, 1990.
- SCHLESINGER, Arthur Jr., *The Age of Jackson*, Boston, Little, Brown & Co., 1945.
- SELLERS, Charles, *The Market Revolution: Jacksonian America, 1815-1846*, New York/Oxford, Oxford UP, 1991.
- SERME, Jean-Marc, *Andrew Jackson, l'homme privé. Émotions et sentiments d'un homme de l'Ouest, 1767-1845*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- SHAFFER, Byron E., et BADGER, Anthony J. (dir.), *Contesting Democracy: Substance and Structure in American Political History, 1775-2000*, Lawrence (KS), University Press of Kansas, 2001.
- SHALHOPE, Robert E., « Republicanism and Early American Historiography », *The William and Mary Quarterly*, 39/2, avril 1982, p. 334-356.
- SMITH, Timothy L., *Revivalism and Social Reform in Mid-Nineteenth Century America*, New York, Abingdon Press, 1965.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny: American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill & Wang, 1995.

- STOKES, Melvyn, et CONWAY, Stephen (dir.), *The Market Revolution in America: Social, Political, and Religious Expressions, 1800-1880*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1996.
- TOMLINS, Christopher, *Law, Labor and Ideology in the Early Republic*, New York, Cambridge UP, 1993.
- , *Freedom Bound: Law, Labor, and Civic Identity in Colonizing English America, 1580-1865*, Cambridge/New York, Cambridge UP, 2010.
- WALTERS, Ronald G., *American Reformers 1815-1860* [1980], éd. révisée, New York, Hill & Wang, 1997
- WARD, John William, *Andrew Jackson: Symbol for an Age*, New York, Oxford UP, 1955.
- WATSON, Harry, *Liberty and Power: The Politics of Jacksonian America*, New York, Hill & Wang, 1990.
- WATTS, Steven, *The Republic Reborn: War and the Making of Liberal America, 1780-1820*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 1989.
- WELTER, Ruth, *Popular Education and Democratic Thought in America*, New York, Columbia UP, 1962.
- WIEBE, Robert H., *The Opening of American Society, from the Adoption of the Constitution to the Eve of Disunion*, New York, Knopf, 1984.
- WILENTZ, Sean, *The Rise of American Democracy: Jefferson to Lincoln*, New York, W.W. Norton & Co., 2005.
- WILLIAMSON, Chilton, *American Suffrage from Property to Democracy 1760-1860*, Princeton, Princeton UP, 1960.
- WOOD, Gordon S., *Empire of Liberty: A History of the Early Republic, 1789-1815*, New York/Oxford, Oxford UP, 2010.
- WULF, Naomi, « Le suffrage universel, ou “le bonheur du plus grand nombre” », *Cahiers Charles V*, 22, « Vie privée, bien public. Histoire de la sociabilité américaine », septembre 1997, p. 141-153.
- , « John O’Sullivan, *The United States and Democratic Review* et la mission démocratique des États-Unis avant 1845 », *QWERTY*, 9, 1999, p. 206-210.

- , « “Cette route peut-elle être qualifiée de nationale?” : financement fédéral et bien public dans la Jeune république américaine », dans Nathalie Caron et Naomi Wulf (dir.), *Nouveaux regards sur l'Amérique. Peuples, nations, société. Perspectives comparatives (17^e-21^e siècles)*, Paris, Syllepse, 2004, p. 45-55.
- , « Liberty and Power : libéralisme et démocratie dans la Jeune République », dans Sylvie Ullmo (dir.), *Liberté / Libertés, Liberty / Liberties*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « GRAAT », 2005, p. 251-263.

Sur le républicanisme et la démocratie, XX^e et XXI^e siècles

- ABENSOUR, Miguel, *La Démocratie contre l'État. Marx et le mouvement machiavélien*, Paris, Éditions du Félin, 2004
- AGAMBEN, Giorgio, BADIOU, Alain, BENSÂÏD, Daniel, BROWN, Wendy, NANCY, Jean-Luc, RANCIÈRE, Jacques, ROSS, Kristin, et ZIZEK, Slavoj, *Démocratie, dans quel état ?*, Paris, La Fabrique, 2013.
- AVRIL, Emmanuelle, et NEEM, Johann (dir.), *Democracy, Participation and Contestation: Civil Society, Governance and the Future of Liberal Democracy*, London/New York, Routledge, coll. « Democratization Studies », 2015.
- BADIOU, Alain, BOURDIEU, Pierre, BUTLER, Judith, DIDI-HUBERMAN, Georges, KHIARI, Sadri, et RANCIÈRE, Jacques, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique, 2013.
- BENHABIB, Seyla (dir.), *Democracy and Difference: Contesting the Boundaries of the Political*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1996.
- CANFORA, Luciano, *La Démocratie. Histoire d'une idéologie* [2004], trad. Anna Colao et Paule Itoli, préface de Jacques Le Goff, Paris, Éditions du Seuil, 2006.
- , *L'Imposture démocratique, du procès de Socrate à l'élection de G. W. Bush* [2002], Paris, Flammarion, 2003.
- GAUCHET, Marcel, *L'Avènement de la démocratie*, t. I, *La Révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007.

- GUENARD, Florent, *La Démocratie universelle. Philosophie d'un modèle politique*, Paris, Éditions du Seuil, 2016.
- LEFORT, Claude, *Essais sur le politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éditions du Seuil, 1986.
- , *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire* [1981], nouv. éd. revue et corrigée, Paris, Fayard, 1994.
- MCCHESNEY, Robert W., « This isn't what democracy looks like », *Monthly Review, An Independent Socialist Magazine*, novembre 2012, en ligne.
- MACPHERSON, B.C., *Democratic Theory: Essays in Retrieval*, Oxford, Clarendon Press, 1973.
- OGIEN, Albert, et LAUGIER, Sandra, *Le Principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, 2014.
- RANCIÈRE, Jacques, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.
- , *La Méthode de l'égalité*. Entretien avec Laurent Jeanpierre et Dork Zabunyan, Montrouge, Bayard, 2012.
- RODGERS, Daniel T., *Contested Truths: Keywords in American Politics Since Independence*, Cambridge (MA), Harvard UP, 1998.
- ROSANVALLON, Pierre, *Le Moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985.
- , *La Société des égaux*, Paris, Éditions du Seuil, 2011.
- ROUSSEAU, Dominique, *Radicaliser la démocratie. Propositions pour une refondation*, Paris, Édition du Seuil, 2015.
- SULEIMAN, Ezra, *Le Démantèlement de l'état démocratique* [2003], trad. William Olivier Desmond, Paris, Éditions du Seuil, 2003.
- TODOROV, Tzvetan, *Les Ennemis intimes de la démocratie* [2012], Paris, LGF, coll. « Biblio essais », 2014.
- WIEBE, Robert H., *Self-Rule: A Cultural History of American Democracy*, Chicago, University Press of Chicago, 1995.

Index des noms

- Adams, John 217.
Adams, John Quincy 78, 182,
200, 204.
Alcott, Bronson 131, 151-152.
Alcott, William A. 164n.
Allen, Samuel Clesson 113.
Aristote 173.
- Bacon, Francis 147n.
Bancroft, George 42-43,
45-46, 82, 89n, 248 et n.
Beaumont, Gustave de 21.
Beecher, Lyman 136.
Bentham, Jeremy 126, 221.
Benton, Thomas
Hart 200 et n.
Biddle, Nicholas 187, 189,
196.
Billesby, Langston 122.
Blackstone, William 126.
Blatchly, Cornelius 122.
Bonald, Louis de 216.
Brisbane, Albert 129, 153.
Burke, Edmund 27, 32, 217,
229, 230-232.
- Calhoun, John C. 26, 29, 99,
101, 119n, 201-203, 205-206,
208, 214, 216, 234, 238,
241-243.
Calvin, Jean 220.
Carey, Mathew 181.
Carlyle, Thomas 105, 124-
125.
Channing, William Ellery 47,
151, 154, 156, 163, 221-222,
239.
Chevalier, Michel 31, 49,
65-66, 108.
Clarke, James Freeman 151.
Clay, Henry 78, 98, 182, 187,
194, 198, 200-203, 207-208.
Clinton, De Witt 80.
Clinton, Hillary 11.
Commerford, John 114.
Comte, Auguste 42n.
Condorcet, Nicolas de Caritat,
marquis de 220.
Connell, Thomas 90.
Constant, Benjamin 170, 175,
210-211, 246.
Cooper, James Fenimore 87,
88n, 168, 245.
Cousin, Victor 43, 160, 225,
227n.
Crawford, William H. 78, 203.

- Dix, Dorothea 148.
 Doherty, Hugh 129n.
 Dorr, Thomas Wilson 79 et n,
 82, 88, 100-101, 243.
 Dwight, Timothy 136.
- Edwards, Jonathan, Jr. 136.
 Emerson, Ralph Waldo 46-47,
 151, 154, 156, 167-171, 180,
 219-220, 224, 229.
 Engels, Friedrich 113, 116n,
 251.
 Evans, George Henry 63, 119,
 124, 149, 161.
 Everett, Alexander H. 88,
 194-195.
 Everett, Edward Hill 155.
- Finney, Charles Grandisson
 136, 138, 139n.
 Fourier, Charles 106, 127,
 129-131, 153.
 Franklin, Benjamin 176.
 Fuller, Margaret 128, 151.
- Gallatin, Albert 201.
 Garrison, William Lloyd 117,
 162-163, 234-236.
 Godwin, William 130, 132.
 Gouge, William 191.
 Graham, Sylvester 164.
 Grimké, Angelina 235.
 Grimké, Sarah 235.
 Grund, Francis 49.
- Guillaume III d'Orange-
 Nassau, roi d'Angleterre,
 d'Écosse et d'Irlande 231.
 Guizot, François 87, 170, 217,
 221n, 229-230, 232, 245.
- Hamilton, Alexander 181, 194,
 208.
 Harrington, James 122, 124.
 Harrison, William Henry 50,
 87-88, 98, 201, 203, 205.
 Hawthorne, Nathaniel 88,
 219.
 Hayne, Robert 206.
 Hegel, Georg Wilhelm
 Friedrich 43, 62, 174n, 175,
 226, 230.
 Heighton, William 21n.
 Helvétius, Claude-
 Adrien 220.
 Hobbes, Thomas 159, 213.
 Holbrook, Josiah 140.
- Jackson Junior, William 113n.
 Jackson, Andrew 12, 14-16,
 22, 26, 35, 47-48, 50-54, 71,
 74, 76, 78, 83, 93-96, 175,
 181-184, 187, 189, 196-197,
 201, 203-204, 209, 240, 245,
 253, 258, 262.
 Jefferson, Thomas 31-32,
 38-40, 45, 47, 50n, 51, 62,
 83, 100, 108, 111, 113, 121,
 126-127, 161, 176-177, 181,

- 194, 197, 201, 204, 208, 215-216, 248, 255, 264.
- Jennings, Robert L. 141n.
- Johnson, Richard M. 142.
- Kant, Emmanuel 175.
- Kendall, Amos 183, 184n.
- Kneeland, Abner 144, 221-222.
- Lamennais, Félicité Robert de 221 et n.
- Legett, William 183.
- Lieber, Francis 49, 102.
- Locke, John 93, 95, 99, 121, 126, 171, 173, 180, 244.
- Lowell, James Russell 47n, 225n.
- Luther, Martin 220.
- Madison, James 102-103, 122, 181, 185, 204.
- Maistre, Joseph de 216.
- Malthus, Thomas Robert 113.
- Mann, Horace 146, 155-159.
- Manning, William 113.
- Marie II Stuart, reine d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande 231.
- Marshall, John 54.
- Martineau, Harriet 49.
- Marx, Karl 12, 21n, 23, 58n, 62, 70, 106, 110, 113, 116, 119n, 120, 122, 135, 155-156, 251, 259.
- Matter, Jacques 150n.
- Mill, John Stuart 87, 245.
- Ming, Jr., Alexander 121, 123.
- Monroe, James 204.
- Montesquieu, Charles de Secondat, baron de La Brède et de 161.
- Moore, Ely 114.
- Morse, Samuel 57.
- Morton, Marcus 155, 159.
- O'Sullivan, John 26, 48, 54, 57n, 82, 88-89, 93, 99, 101, 213, 225, 243.
- Owen, Robert 118, 127-128, 131-132, 221.
- Owen, Robert Dale 9, 21, 36, 46-47, 89-91, 93, 117, 121, 123-124, 128, 135, 139, 141, 143-149, 161, 175, 177, 191, 221, 224.
- Paine, Thomas 40 et n, 115, 118, 121, 144, 161, 174, 176-177, 181, 183, 185-186, 190, 212-213, 215, 231-232.
- Parker, Theodore 151.
- Peabody, Elizabeth Palmer 128, 130, 151-152, 156, 246n.
- Poe, Edgar Allan 88.
- Polk, James 51, 203, 208.
- Randolph (de Roanoke), John 91-92, 217.
- Rantoul, Robert, Jr. 159.

- Raymond, Daniel 182.
 Rehnquist, William 234.
 Ricardo, David 122-123, 125, 182n.
 Ripley, George 129, 151, 221-222.
 Ripley, Sonia 129.
 Rives, William Cabell 193.
 Rousseau, Jean-Jacques 18n, 220, 262n.
- Saint-Just, Louis Antoine Léon de 29.
 Saint-Simon, Claude-Henri de Rouvroy, comte de 31, 35-37, 44n, 106, 108, 125, 129, 211, 221.
 Say, Jean-Baptiste 181.
 Skidmore, Thomas 40, 117, 120-121, 123-124, 126, 149, 177, 190-191.
 Smith, Adam 35, 62, 95, 155-156, 161, 174, 180-184, 187, 197, 212, 260.
- Tappan, Arthur 235.
 Tappan, Lewis 162, 235.
 Taylor, John 121n.
 Taylor, Nathaniel 136.
- Thoreau, Henry David 9, 88, 151, 255 et n.
 Tocqueville, Alexis de 10, 14, 16, 21-48, 49, 60, 62, 64-65, 81, 83, 106-107, 134-135, 139, 170-171, 174, 194-195, 214, 218, 229, 253-254, 259-261, 264.
 Trump, Donald 11-12.
 Turner, Nat 59.
 Tyler, John 203, 205.
- Van Buren, Martin 34, 80, 86, 88, 184, 196-198, 203, 213, 247.
 Voltaire 220.
- Washington, George 176.
 Webster, Daniel 98, 187, 193, 198, 200, 206.
 White, Hugh Lawson 87 et n.
 Whitman, Walt 88, 97.
 Woodbury, Levi 65n.
 Wright, Frances 9, 21, 36, 47, 89, 91-93, 114, 117, 121, 128, 132, 135, 139-141, 144-149, 161, 175, 177-179, 190-191, 221, 224-225, 263.
 Wright, Silas 207.

Index thématique

- Abolition
- de la propriété 40;
 - de l'héritage 40;
 - de l'esclavage 59, 83, 99, 105, 113, 118, 264;
 - de la monarchie 83;
 - des salaires 105;
 - de l'emprisonnement pour dettes 113;
 - du cens 120.
- Abolitionnisme 50, 99, 117-118, 162-164.
- Agrarianisme 124, 127, 225.
- Agriculture 53-60, 61, 63, 67.
- Amérique 21, 24, 28, 34, 37-38, 42-46, 51n, 54, 64-66n, 68, 75, 78, 102, 106-108, 111n-112, 120, 127, 168n, 186, 195, 200n, 240, 251-255, 261.
- Arminianisme 136.
- Associations
- locales 27, 134-137, 143-144, 151, 163-164, 176, 237;
 - Union of Trade Associations* 65;
 - de travailleurs 100, 176;
 - réformatrices 134-137, 143.
- Autochtones 52-54.
- Banque (fédérale/nationale) 174, 182-185, 190-195, 198-200, 202, 205, 208, 210.
- Baptistes 136, 138.
- Bien public 129.
- Capitalisme
- marchand 36, 65-67, 69, 73, 109, 118;
 - industriel 66.
- Catholicisme 23, 44, 47, 59, 216, 252.
- Cens électoral 80, 101.
- Centralisation 27-31;
- centralisme 29, 45, 213.
- Chartistes 127.
- Christianisme 44 et n, 145, 219, 221n, 222, 228.
- Citoyens 4, 9, 12, 25, 28, 32-33, 53, 78, 97, 102, 125, 135, 170, 174, 190, 197, 238, 249, 260.
- Civilisation 19, 23, 42, 72n, 168, 229-232.

Classes

- défavorisées 218, 221;
- différence de – 100;
- industrielles, laborieuses, travailleuses 105 et n, 111-112, 145-148, 185-186, 211, 213;
- prolétariat 116;
- sociales 106-109, 179, 211;
- des esclaves 110;
- luttons, conflits, antagonismes de – 111, 112, 113n, 179, 211-213, 226, 233, 242, 252;
- notion de – 115;
- moyennes 156, 230;
- opprimées 119;
- populaires 135, 263;
- supérieures 155.

Colonialisme 13.

Commerce 64, 67, 69, 181-182, 189, 194-195, 202, 207n, 210.

Commonwealth 29.

Common man (homme du peuple) 12.

Communautés

- utopiques 128, 131, 135;
- démocratiques 135, 138, 152, 161;
- phalanstères 129.

Communisme 15, 132.

Congrégationalisme 47.

Conservatisme 47, 215, 217-218, 224-228.

Constitution 11-12, 19, 28, 30, 45, 52, 53n, 77-80, 83, 93, 100-123, 141-142, 162n, 165, 185-187, 191-201, 204-209, 215-217, 234, 238, 241-249, 254n, 255-256;

- américaine 11, 12, 19, 26n, 28n, 30.

Constitutionnalisme 242.

Contrat social 244, 262.

Culture

- notion de – 17, 69;
- politique 50n, 70, 155-156;
- démocratique 51;
- de masse 60n, 119;
- sociale 74;
- de l'esprit 147;
- républicaine et spirituelle 152.

Décentralisation 27-28.

Démagogie 78.

Démocratie

- américaine 11n, 24, 30, 34, 45-47, 53-54, 71n, 168, 252, 255, 264;
- capitaliste 15;
- directe 10, 77, 102-103;
- distributive 10;
- histoire de la – 22;
- jacksonienne 9, 50, 66, 72, 74, 76, 96, 113, 137, 259-262;
- jeffersonienne 45, 83;
- participative 10;

- politique 33-34, 48-51, 78, 107, 130, 133, 163, 173, 211, 251-262;
 - représentative 9, 102;
 - sociale 9, 34, 38, 107, 115, 120, 133-135, 164, 255, 259-261;
 - véritable 10, 14, 211.
- Destinée manifeste (*Manifest Destiny*) 13, 52, 54 et n, 60n, 265.
- Droit
- divin 45;
 - politique 135;
 - de vote 35, 44, 59, 77-93, 100-103, 264;
 - du peuple 83;
 - judiciaire 246;
 - à l'égalité et à la liberté 141-142, 214;
 - aux manifestations et à la rébellion 162, 234, 249;
 - des États 29, 200, 206, 213-214, 234, 237, 242;
 - des minorités 216;
 - du gouvernement fédéral 195;
 - du Congrès 206;
 - au travail, à l'éducation 153;
 - naturel 126.
- Économie
- de marché 64-66, 265;
 - morale 67-68.
- Égalité
- des conditions 24, 31, 40-41, 65, 107, 253;
 - de la propriété 107;
 - et liberté 24.
- Élection
- présidentielle 12, 80-81.
- Élites 11, 25, 76, 89, 135.
- Esclavage 29, 58n, 59, 60n, 61, 110, 117- 118;
- esclavagisme 59, 118, 239.
- Exceptionnalisme 40, 43, 45, 111, 178.
- Expansionnisme 50-51.
- Exploitation
- agricole 60;
 - de l'homme par l'homme 110;
 - d'une classe par une autre 113;
 - du salarié 122, 264.
- Famille 32, 39, 65-66, 74, 98n, 128, 148.
- Fédéralisme 31, 45, 208;
- fédération 206, 243.
- Femmes 9, 12, 22, 66-67, 108, 128, 133, 145, 164.
- Frontière 52-53, 73;
- entre classes 116.
- Gouvernement (local, étatique, fédéral) 13, 21, 25, 28,

- 30-31, 39, 44-45, 56-57, 240-246, 260-261.
- Grands électeurs 11-12.
- Grand Réveil 57 et n, 64, 133, 135-138.
- Grèves 66, 114.
- Guerre
- bancaire 73, 182-184, 187, 202;
 - contre l'Angleterre (1812-1815) 182, 188, 200-202;
 - contre le Mexique 50;
 - d'Indépendance 199, 202;
 - révolutionnaire 206;
 - de Sécession 11, 30n, 45, 54n, 214, 238, 255, 258.
- Historiographie
- de la Jeune Amérique 46, 66, 71 :
 - jacksonienne 46, 61, 74-76;
 - de la révolution du marché 61.
- Idée américaine (l') 43-44, 84.
- Idéologie
- libérale 10, 260;
 - néolibérale 11, 183;
 - providentialiste 55;
 - raciste 59;
 - dominante 62, 227;
 - jacksonienne 72;
 - républicaine 75, 173;
 - démocratique 75, 93, 218, 252;
 - du laisser-faire 161, 173;
 - matérialiste 170;
 - du Parti démocrate 173, 203, 225.
- Immigrants 58.
- Impôts 58, 85, 148, 198, 205.
- Indiens, nations indiennes 9, 12, 22, 30, 52, 55n, 240-241, 264.
- Individualisme 45, 131-132, 167-172, 180, 210, 213.
- Industrie 61, 66, 94-95, 106, 109-110, 122, 124, 128-129, 131, 147, 153, 207, 242.
- Institutions 11, 14, 76, 84, 87, 90, 135, 140, 147-148, 157, 163-165, 170, 186, 216n, 224, 232-234, 237-239.
- Jeune République 28, 45, 49, 50n, 52, 67n, 68, 75, 83, 135, 199, 200n, 253, 257-258, 265.
- Jus officii* (droit à l'éligibilité) 82.
- Justice
- sociale 14;
 - distributive 40n, 48, 122, 130n;
 - éternelle, divine, souveraine 43, 246-248;
 - et religion 210, 225-226;
 - et économie 186;
 - politique 264.

- Laisser-faire 39, 125, 134,
161, 170, 172, 175;
– et Adam Smith 180;
– du Parti démocrate
202-203;
– du système américain
210-213, 246.
- Libéralisme
– bourgeois 222;
– économique 45, 189, 265;
– politique 106, 260;
idéologie du – 47, 70, 224;
– et républicanisme 75-76;
critique du – 171, 183;
– lockien 173, 180;
– français 175;
– démocrate 216, 256;
– populaire 254;
– américain 256, 258.
- Liberté
– communale 29;
– et Mission 43;
– universelle 43-44;
Parti de la – 50;
Empire de la – 52;
– et esclavage 52;
– des institutions 84;
pouvoir et – 102;
notion de – 119;
– de parole 141;
– de pensée, de conscience
142-143;
– et éducation 151;
– universelle 163;
– et égalité 24, 41, 86, 89,
91, 94, 119, 120, 172;
– et néolibéralisme 183;
– de commerce 207;
– et progrès 223;
amis de la – 232;
atteinte à la – 27, 236;
– individuelle, personnelle
85, 178, 181, 213, 230,
237;
principe de – 237;
– et gouvernement 173,
246;
– des Modernes, des
Anciens 170n, 246;
– négative 173;
– positive 246;
– politique 33, 83, 85, 176,
247;
– démocratique 247;
– et autorité 247.
- Libre pensée 47.
- Lois
– sur la succession 32, 127;
– politiques 83, 92, 94, 96;
– démocratiques 34, 107;
– inégalitaires 39, 113, 140,
178;
– équitables 91, 94;
– économiques 131;
– coercitives 141.
- Lowell (usines de) 47n, 58n,
61, 66, 74n, 108-109;
Offering 109n, 114, 117n.
- Marchand-capitaliste 64.
- Méthodistes 136-138, 141.
- Mission providentielle 265.

- Monnaie (métallique ; papier-monnaie) 183, 185, 198.
- Mouvement ouvrier 65, 74, 120, 179-180.
- Nation 33, 54-55, 60, 64-65, 97, 143n, 173, 178, 200n, 202, 205, 214, 218, 228, 238, 240, 243, 248-249, 264.
- Nationalisme 12, 46, 112, 201n, 231n.
- Néo-libéralisme 183.
- Opinion publique 106, 240.
- Organicisme 165, 172.
- Paradigme (tocquevillien) 15, 253 ;
– de « révolution du marché » 68, 253.
- Particularisme 13, 14.
- Patriotisme 226.
- Peuple
définition de – 23, 25, 29-33, 35-36, 43-44, 51, 71, 82, 94-97, 182-183, 190, 198, 204, 209, 214, 216-217 ;
– souverain 26, 77, 83, 86-88, 100, 102-103 ;
– comme corps politique 98n, 100 ;
– et démocratie 114, 135 ;
démagogie 97 ;
– et Parti whig 98 ;
– et démocratie 114, 135 ;
– républicain vertueux 93 ;
pouvoir du – 89-90 ;
éducation du – 96, 99, 140, 154, 160 ;
vrai – 94.
- Piste des Larmes (*Trail of Tears*) 54, 55n.
- Populisme 12, 15, 79-80 ;
référendum populaire 80 ;
vote 79 ;
gouvernement 25, 77.
- Pouvoir
– majoritaire 26 ;
– local 29 et n, 155, 159 ;
– fédéral, central 30-31 ;
– divin 32 ;
– et révolution 52 ;
– oligarchique 71 ;
– capitaliste 73, 79n ;
– politique 82, 86, 88 ;
– du peuple 89, 91 ;
– des partis 93, 102 ;
– et savoir 103, 114, 123, 148, 178 ;
– matériel 160, 171, 178 ;
– de préemption sur le travail 126 ;
– des classes laborieuses 145, 190 ;
– de l'argent 147 ;
– du gouvernement 194-195, 197 ;
– du Congrès 206 ;
– des États 214 ;
– de l'élite 242 ;
– souverain 245 ;

- de la Constitution 248, 256;
- du Parti whig 261.
- Progrès 37, 43, 57;
 - social 84-85, 144, 222, 241;
 - politique 102;
 - de la communication 143, 168;
 - chrétien 154, 176, 221-222;
 - et éducation 155;
 - idée de – 220, 223-224, 228-229;
 - de la civilisation 230;
 - révolution, réforme 233;
 - et liberté 247.
- Prolétariat 116, 243.
- Propriété 33, 40, 52, 62-63, 79-80, 85, 92-93, 105-107, 116-117, 120-121;
 - conception de Paine, Skidmore, Owen 122-123;
 - Homestead Act* (Loi sur la propriété agraire) 124;
 - privée 125-127;
 - communautaire 128-133;
 - réforme de la – 172, 209-211, 228, 241n, 263.
- Protectionnisme 57, 208.
- Providence, providentialisme 41, 53-54, 100, 176n, 248.
- Racisme 12, 59, 240, 265.
- Radicalisme 34, 47, 118, 224-228.
- Rationalistes 136, 151.
- Régionalisme (*sectionalism*) 50.
- Révision constitutionnelle 91, 249.
- Révolution
 - américaine 38, 42, 83, 176, 201, 217, 231-232;
 - de la consommation 55;
 - du marché 10, 39, 55, 61-62, 65-68, 70, 75, 109, 118, 138, 253, 265;
 - politique 22.
- Socialisme 110, 127, 251-252, 263;
 - socialistes 122, 130, 171.
- Sociétés anti-esclavagistes 162-163, 234-236.
- Souveraineté
 - populaire 11-12, 14-15, 28-30, 33, 43, 82-89, 97-100;
 - indienne 241.
- Suffrage
 - direct 12;
 - universel 12, 22, 24-25, 27, 34, 41, 43-44, 51, 77, 79, 81-85, 88, 91-92, 107, 145-146, 148-149, 190, 210, 242, 253-254, 261n, 265.
- Syndicats 114, 146.

- Tarif douanier 174, 198,
203 et n, 208;
– discriminatoire,
du compromis,
protectionniste 209, 243.
- Terres publiques 174, 182,
189, 200-202, 205-206, 208.
- Théorie de la valeur-travail
95, 121, 125, 263.
- Town meeting* 14, 27.
- Tradition
– centralisatrice 27;
– libérale 69 et n;
– politique 73, 78, 79n,
119n, 135;
– décentralisatrice 160,
180-181, 212, 216 et n,
219n;
– chrétienne 229, 231, 260.
- Transcendentaliste 219, 224.
- Travail 9, 13, 17-18, 35;
capital 36-37, 263;
valeur-travail 95, 125-126,
128;
salarié 129, 162;
– en commun 131, 144;
– des enfants 153-154, 158;
– intellectuel 154;
division du – 158, 181;
– productif, improductif 182
et n, 191, 207, 243;
– libre 257;
– de l’histoire 257;
– de recherche 25.
- Travaux publics 56-57, 182,
194, 200-201;
financement des – 202-204,
210;
– et Jackson 204, 205.
- Unitarien 219, 224;
unitarisme 47, 210.
- Universalisme 13, 47.
- Utopie, utopisme 213, 255-
256.
- Vertu 11, 72, 89, 95, 97, 170.
- Veto 26, 35-36;
– sur la banque 76, 94n,
182-183, 184n, 187-188,
196n;
route Maysville-Lexington
204.
- Volonté générale 96, 216,
262 et n.

Table des matières

Avant-propos, d'Élise Marienstras, Nathalie Caron et Sophie Wahnich.....	9
Introduction	
Brownson et Tocqueville, des contemporains.....	21
Chapitre 1	
Qu'est-ce que la Jeune République?	49
Chapitre 2	
Rendre le peuple souverain	71
Chapitre 3	
Prémices d'une conscience de classe.....	105
Chapitre 4	
Pour une éducation populaire	133
Chapitre 5	
L'État: mal nécessaire ou bien véritable?	167
Chapitre 6	
Engager la lutte de « l'homme contre l'argent ».....	199
Chapitre 7	
Qui êtes-vous, pasteur Brownson : un radical ou un conservateur?	215

Conclusion	
Une démocratie incertaine.....	251
Orientations bibliographiques.....	267
Index des noms.....	281
Index thématique.....	285
Table des matières.....	293